



Éric Branca

DE GAULLE ET LES GRANDS

CHURCHILL, HITLER, ROOSEVELT, STALINE,
TITO, ADENAUER, JEAN XXIII,
HOUPHOUËT-BOIGNY, KENNEDY,
BEN GOURION, NASSER, NIXON, FRANCO, MAO...

PERRIN

Éric Branca

DE GAULLE
ET LES GRANDS

Confrontations au sommet
1940-1970

PERRIN

Du même auteur

« *On m'insulte en répétant que je veux faire la guerre.* » *Les entretiens oubliés d'Hitler, 1923-1940*, Perrin, 2019.

L'Ami américain. Washington contre de Gaulle, 1940-1969, Perrin, 2017.

Jacques Chirac, Chronique, 2015.

3 000 ans d'idées politiques, Chronique, 2014.

De Gaulle et les Français libres, Albin Michel, 2010.

Histoire secrète de la droite, 1958-2008, Plon, 2008, et Nouveau Monde, 2011.

Je ne sais rien, mais je dirai (presque) tout, conversations avec Yves Bertrand, Plon, 2007, et Nouveau Monde, 2009.

Charles de Gaulle, Éditions du huitième jour, 2006.

De la mauvaise conscience en général et de l'Afrique en particulier, entretiens avec Bernard Debré et Jacques Vergès, JC Lattès, 2003.

Les Présidents de la République, Molière, 2001.

De Gaulle, Molière, 1999, et PUF, 2010.

Le Roman de la droite, JC Lattès, 1998.

© Perrin, un département de Place des Éditeurs, 2020

92, avenue de France
75013 Paris
Tél. : 01 44 16 08 00

ISBN : 978-2-262-08649-7

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

Crédit couverture :

De gauche à droite : Henri Honoré Giraud, Franklin Delano Roosevelt, Charles de Gaulle et Winston Churchill lors de la conférence de Casablanca, le 17 janvier 1943.

© Bettmann/Getty Images

Sommaire

[Couverture](#)

[Titre](#)

[Du même auteur](#)

[Copyright](#)

[Avant-propos. Dans les forges du xx^e siècle](#)

[Une intelligence prophétique de l'Histoire](#)

[L'aimant et la limaille](#)

[« Quand il disait "la France", il pensait "Je"... »](#)

[Avec la faiblesse pour seule force...](#)

[... Et le caractère pour levier.](#)

[Grands et anti-grands](#)

[1. Churchill, l'irremplaçable](#)

[Un même combat de chaque côté de la Manche](#)

[Deux voix dans le désert](#)

[Churchill s'impose, de Gaulle émerge](#)

[Coup de foudre à Downing Street](#)

[Churchill : « De Gaulle, l'homme du destin »](#)

[L'envol, en plein brouillard](#)

Les accords qui changent tout

Pendant quatre ans, une scénographie bien rodée

L'alliance asymétrique

Deux géants aux antipodes

La grande réconciliation

Les adieux

2. Hitler, l'ennemi absolu

L'Allemagne comme premier horizon

De Gaulle, lecteur de Hitler... et Hitler de De Gaulle !

Contre Hitler avec Staline, comme « François I^{er} allié aux musulmans contre Charles Quint »

L'unité nationale contre « l'ennemi détesté »

Le nazisme, produit du racisme et de la massification des sociétés

L'ultime retournement d'un dictateur aux abois

3. Roosevelt, le faux allié

La défaite de la France, une fenêtre de tir géopolitique pour Washington

L'antigaullisme des Français de Washington

Les inquiétants projets de Roosevelt pour l'Europe libérée

Face à Giraud, de Gaulle joue et gagne grâce à l'unité de la Résistance

17 coups de canon pour de Gaulle à Washington

Revenants de la III^e et transfuges de Vichy

Roosevelt reconnaît enfin de Gaulle, mais persiste dans son hostilité

Exclue à Yalta, la France brise sa relégation aux Nations unies

4. Staline, l'ogre du Kremlin

C'est la Russie, et non le communisme qui a gagné la guerre

Pour Staline, la France n'est plus qu'une puissance de second ordre

L'équation communiste de la Libération

Staline fait mijoter de Gaulle

Despote oriental... Et maître chanteur !

Sous la tente du Grand Khan

Les communistes, de partenaires obligés en ennemis de l'intérieur

5. Tito ou l'imposture yougoslave

Dražica Mihailović, vrai vainqueur des Allemands ?

Les hommes de Staline contre le « de Gaulle serbe »

Intoxiqué par les « taupes » du MI6, Churchill choisit Tito

De Gaulle : « Tout ça se retournera un jour »

Face aux avances du « Maréchal », le Général reste de marbre

6. Adenauer ou la tentation carolingienne

« Ce vieux Français et ce très vieil Allemand »

Marché commun ou Communauté atlantique ?

Faire la guerre pour Berlin ?

Les masques tombent avec le plan Fouchet

Le sacre de Reims

Une cinquième colonne au Bundestag

7. Jean XXIII ou le rêve concordataire

Vichy, un idéal politique pour la majorité du clergé

La blessure secrète du Général

Le providentiel cardinal Roncalli

Kriegspiel au Sacré Collège

Un Concordat qui ne dit pas son nom

8. Houphouët-Boigny ou la « Françafrique »

Sous le signe du bélier

Du « Lénine africain »...

... Au cacique de la IV^e

Un parrain nommé Foccart

La Communauté, antichambre de la « Françafrique »

La Côte d'Ivoire, vaisseau amiral du « pré carré » français

Dépositaire de l'héritage africain du Général

9. Kennedy, « son histoire, c'est la mienne »...

Une rencontre sous le signe de l'étonnement

Choc frontal sur le dossier nucléaire

Le révélateur de la crise de Cuba

10. Ben Gourion, l'ami averti

L'intercession décisive d'Albert Cohen, Français, juif et gaulliste

Ben Gourion ou le sionisme des origines

De Gaulle : « Je n'oublie pas les services qu'on me rend »

Ben Gourion approuve le plan de partage de la Palestine

Retrouvailles contrastées en 1958

Un ami averti en vaut deux

La grande rupture de 1967

11. Nasser, le disciple du Nil

« Il y a un homme qui m'intéresse, c'est Nasser »

Deux références : la France et Napoléon

Baptême du feu à Falouja

Naissance d'une république

Dans un grand éclat de rire...

De Gaulle et Nasser, champions du « non-alignement »

La parabole de Toutankhamon

« La France aussi a été occupée »

12. Nixon, un gaulliste à la Maison-Blanche

« S'il était élu, je n'en serais pas fâché... »

« L'homme le plus clairvoyant de notre siècle »

Un conseiller secret nommé... de Gaulle !

La rencontre improbable de deux anticonformistes

L'onction du Clausewitz de la Maison-Blanche

Un Américain à Paris

La symphonie inachevée

13. Franco ou les secrets d'un dictateur

Entre de Gaulle et Franco, tout commence... en 1944 !

Une dette contractée pendant la guerre

« L'Espagne appartient à l'Europe, pas aux États-Unis »

Une politique étrangère originale

14. Mao ou le grand rendez-vous manqué

« Ce serait un rêve, pour moi, d'aller en Chine... »

Le coup de tonnerre de janvier 1964

« Les idéologies passent, les peuples restent »

Les conseils de Malraux à Nixon

Mao : « De Gaulle, c'est une autre affaire ! »

Bibliographie

Notes

Index

« Un fou a dit : “Moi, la France”, et personne n’a ri parce que c’était vrai. »

François Mauriac

AVANT-PROPOS

Dans les forges du XX^e siècle

Il est rare d'entrer dans l'Histoire par effraction. De César à Bonaparte en passant par Jeanne d'Arc ou Alexandre Nevski, la plupart des géants se sont sentis guidés, très tôt, par une force qui les dépassait. Mais aucun n'a su, d'emblée, à quel huis le destin frapperait. Enfant, Charles de Gaulle le savait. Il l'a même écrit, en 1905, dans une nouvelle qui ouvrira, soixante-quinze ans plus tard, l'édition des *Lettres, notes et carnets* établie par son fils, l'amiral Philippe de Gaulle¹.

Intitulé *Campagne d'Allemagne*, le texte commence ainsi : « En 1930, l'Europe, irritée du mauvais vouloir et des insolences du gouvernement, déclara la guerre à la France. » Dès le troisième paragraphe entre en scène un certain « général de Gaulle », aux ordres du jour « laconiques mais expressifs », sur qui repose bientôt la survie du pays, tâche dont il s'acquitte grâce à des innovations stratégiques compensant l'écrasante supériorité numérique de nos ennemis... D'emblée s'affirment trois convictions que le futur chef de la France libre puis fondateur de la V^e République aura à cœur d'illustrer : la nécessaire soumission de la doctrine aux circonstances ; la supériorité de l'organisation et de la qualité sur la quantité (d'où naîtra le concept d'armée de métier) ; et surtout la victoire possible du faible sur le fort. Le 18 juin 1940 n'est pas loin ; la dissuasion non plus...

Un demi-siècle plus tard, il résumera, dans ses *Mémoires de guerre*, l'état d'esprit qui était le sien à quatorze ans : « Je ne doutais pas que la France dût traverser des épreuves gigantesques, que l'intérêt de la vie

consistait à lui rendre, un jour, quelque service signalé et que j'en aurais l'occasion². »

À trente-huit ans, nouvelle prémonition. Tandis qu'il est affecté à Trèves pour y commander le 19^e bataillon de chasseurs, le commandant de Gaulle écrit, le 20 juin 1929, à son ancien instructeur, le colonel Lucien Nachin, devenu son ami : « Dans quelques années, on s'accrochera à mes basques pour sauver la patrie³. »

« En vérité, écrit le philosophe François George dans son *Histoire personnelle de la France*, c'est que de Gaulle fut un poète, le plus grand, sans doute, de l'époque moderne. [...] Poète, celui qui rêve sa vie, qui sacrifie sa vie aux puissances du songe. On s'est parfois interrogé sur ce que serait la valeur des *Mémoires de guerre* s'ils constituaient une œuvre littéraire pure, sans rapport avec l'histoire réelle. Tel est précisément le cas, dans la mesure où les *Mémoires* prennent la suite du texte de 1905. Certains écrivains se contentent de raconter ce qui leur est arrivé. Mais les plus authentiques vivent ce qu'ils ont d'abord écrit⁴. »

Une intelligence prophétique de l'Histoire

Du vivant même du Général, c'est déjà ce qu'affirmait Dominique de Roux dans son opuscule flamboyant, *L'Écriture de Charles de Gaulle*⁵. Un texte non pas consacré au « style » de l'intéressé, mais à la dimension essentielle de son œuvre : cette « intelligence prophétique de l'Histoire » dans laquelle le fondateur de la V^e République a toujours évolué de plain-pied, bien avant de « servir d'instrument au destin », un certain 18 juin 1940...

Peut-on mieux suggérer que de Gaulle s'est spontanément trouvé chez lui parmi les grands – et même les plus grands – alors que rien ne le prédisposait à les fréquenter jamais, pour peu qu'on se réfère aux règles du cursus politique ordinaire ? En mai 1940, quelques semaines avant de surgir sur les ondes de la BBC pour condamner l'armistice et appeler tous les Français désireux de rester libres à se « réunir à lui », il va sur ses cinquante ans et stagne au grade de colonel. Beaucoup de ses camarades, côtoyés deux décennies plus tôt à Saint-Cyr, arborent déjà deux, et parfois trois

étoiles sur leur képi de général. Essayiste prolifique, il a certes connu un début de notoriété, quand, en 1934, il a publié *Vers l'armée de métier* et tenté de convaincre le pouvoir militaire et la classe politique de l'urgence qu'il y avait à bouleverser leurs conceptions stratégiques. Mais six ans plus tard, cette publicité relative lui a valu d'être renié par son protecteur, le maréchal Pétain, et de devenir, *ipso facto*, la bête noire d'un état-major arc-bouté sur sa philosophie défensive... Même appelé au gouvernement par Paul Reynaud, le 5 juin 1940, en qualité de sous-secrétaire d'État à la Guerre (et nommé général, seulement à titre temporaire), de Gaulle compte encore et toujours pour rien sur l'échiquier. Quand, prenant acte de l'avancée foudroyante des Allemands, il propose de transférer les pouvoirs publics en Algérie afin de préserver leur liberté d'action et d'organiser la poursuite de la lutte à partir de l'empire (« La Méditerranée, proclame-t-il en vain, doit devenir la Marne de l'Afrique »), on le regarde comme un illuminé. Pis, comme un irresponsable qui ferait mieux de réfléchir aux moyens de garder assez de troupes intactes en métropole pour y maintenir l'ordre, une fois l'armistice signé ! Comme si tirer sur la foule était une fin en soi...

Et voici que, dès le 28 juin 1940, le Premier ministre britannique, Winston Churchill, reconnaît comme « chef des Français libres » celui que, dans une vaticination restée célèbre, il avait, deux semaines plus tôt, surnommé « l'homme du destin » ! Chassé de Paris, le gouvernement français fuyait alors vers Bordeaux et de Gaulle lui était apparu comme un roc de détermination perdu dans un océan d'abandon. Premier des « grands » à distinguer en de Gaulle son égal, le « vieux lion » ne changera jamais d'avis, en dépit (et peut-être à cause) des disputes homériques qui, jusqu'en 1944, émailleront leurs rapports entre deux réconciliations non moins spectaculaires. Chaque jour ou presque, à partir de l'été 1940, tandis que l'Angleterre à son tour lutte pour sa survie et jusqu'à ce que de Gaulle, en 1943, se fixe à Alger, Churchill et celui que le gouvernement de Vichy avait dégradé puis condamné à mort referont le monde ensemble, s'épauleront ou se déchireront, confrontant leurs analyses ou réfléchissant aux moyens d'atténuer l'hostilité de Franklin Roosevelt envers les Français libres. Après moult manœuvres et autant d'échecs pour imposer une alternative à de Gaulle, le président américain déposera finalement les armes et reconnaîtra, en septembre 1944, le gouvernement provisoire du

Général comme seule autorité française légitime. Il faut dire qu'entre-temps, ce dernier avait multiplié les ouvertures en direction de Staline, comme jadis François I^{er} était parvenu à briser l'étai Habsbourg en s'appuyant sur les Ottomans...

L'aimant et la limaille

Les « grands » devenus ses pairs, l'homme du 18 Juin ne cessera plus, dès lors, de les rencontrer, de les séduire ou de les inquiéter. Même pendant sa « traversée du désert » (1946-1958), il ne continue pas moins d'être au centre de toutes les spéculations géopolitiques. Reviendra-t-il au pouvoir ? Et, si oui, vers quel bloc penchera la France ? Grâce à l'action du Rassemblement du peuple français, seul mouvement que de Gaulle a jamais accepté de présider, celle-ci n'a-t-elle pas repoussé le projet d'armée européenne⁶ conçu et promu par les États-Unis qui devaient en prendre la tête ?

Vaines alarmes ! Paris ne quittera pas l'Alliance atlantique, seulement son commandement intégré, incompatible avec la création de la dissuasion nucléaire française, elle-même inséparable de la souveraineté politique restaurée par de Gaulle en même temps qu'il donnait leur indépendance à nos anciennes colonies. Une liberté stratégique qui ne donnera que plus de poids à ses décisions quand, aux moments cruciaux de la crise de Berlin (août 1961) ou de celle des missiles (octobre 1962), il soutiendra, sans discussion, la cause des États-Unis.

Il faut dire qu'au-delà même de la posture originale qui est désormais celle de la France et lui confère une importance bien supérieure au poids qui serait resté le sien comme membre docile de l'Alliance atlantique, de Gaulle bénéficie d'un prestige personnel inégalé. Roosevelt est mort, Staline aussi. Churchill, devenu l'ombre de lui-même, les suit en 1965. Bref, de tous les représentants en exercice d'une puissance mondiale, il est le dernier, avec Mao, à tirer de la guerre une légitimité historique. Le secrétaire d'État américain Henry Kissinger en fera l'expérience quasi physique, le 31 mars 1969, lors de la réception donnée par Richard Nixon

en l'honneur des chefs d'État étrangers venus assister aux obsèques du général Eisenhower.

« Il exsudait l'autorité. Sa présence était telle qu'il fut le point de mire de toute l'assistance. D'autres chefs de gouvernement et de nombreux sénateurs qui proclamaient généralement leur antipathie pour les généraux autoritaires se pressaient autour de lui et le regardaient comme une bête curieuse. On avait l'impression que s'il se dirigeait vers une fenêtre, le centre de la pièce se déplacerait et que tout le monde basculerait dans le jardin⁷. »

Présent lui aussi à la Maison-Blanche, Pierre-Louis Blanc, alors chef du service de presse de l'Élysée, raconte la même scène, mais use d'une autre métaphore : « À son apparition, la foule réagit comme la limaille de fer aspirée par le champ de force d'un aimant. » Il raconte :

« Ce fut comme une ruée vers le nouvel arrivé. Je me souviens que le président Bourguiba fit preuve d'une vélocité étonnante pour traverser la pièce et venir saluer celui qu'il n'avait plus rencontré depuis bien longtemps. Afin d'éviter toute attente au Général – c'était déjà un égard qui en disait long – les responsables de la Maison-Blanche le conduisirent immédiatement vers M. et Mme Nixon, qui recevaient leurs invités dans un petit salon. Cela fait [...] le président de la République se rendit dans la grande pièce d'apparat où se rassemblaient les invités après avoir salué les Nixon. [...] De Gaulle, après avoir fait quelques mètres dans le salon, s'arrêta ; il ne bougea plus d'un centimètre. Pendant une cinquantaine de minutes, les invités vinrent se présenter à lui ; par moments même, une queue se formait ; il fallut tout le métier et la présence d'esprit de Bernard Durand, notre chef du protocole, [...] pour éviter qu'on ne fît trop patienter les souverains, chefs d'État et de gouvernements, dignitaires qui attendaient leur tour, avec d'ailleurs infiniment de bonne grâce⁸. »

Vingt mois plus tard, changement de décor. C'est au tour du Général, chassé du pouvoir en avril 1969 et disparu subitement le 9 novembre 1970, d'attirer à ses obsèques, trois jours plus tard, ces grands qu'il avait côtoyés. Autour d'un cercueil vide⁹, sous la nef de Notre-Dame de Paris, ce n'est pas seulement au libérateur de la France qu'au nom de leurs peuples les chefs d'État du monde viennent rendre hommage. C'est aussi et peut-être surtout à l'une des dernières figures de proue du XX^e siècle. Preuve par l'absurde :

les mêmes n'avaient pas cru utile de se déplacer, huit ans plus tôt, aux obsèques du président Coty, son prédécesseur direct, enterré vivant... dans l'oubli !

« L'histoire, résume alors Malraux, est à Notre-Dame, avec les souverains qui ont continué à signifier leur patrie malgré l'occupation ennemie, depuis la reine Juliana jusqu'à l'empereur Haïlé Sélassié ; avec ceux qui se souviennent d'avoir entendu la dernière voix de la France, comme le Shah : avec les présidents Nixon et Podgorny, le prince royal d'Angleterre, Eden, compagnon de combat – et la grande ombre de Churchill. Sous l'accent solennel des orgues, elle chuchote : “Cet homme qui osait me tenir tête, et qui, si je l'avais abandonné, n'aurait pas trouvé une pierre où reposer la sienne...” [...] Le silencieux conciliabule des chefs morts – Roosevelt, Staline, Churchill – se tient au-dessus des souverains et des chefs d'État rassemblés. [...] Là-bas, devant les collines d'Austrasie¹⁰, les gouttes laissées par la pluie nocturne tombent une à une, de la couronne funéraire aux trois signes chinois : Mao Tsé-toung¹¹. »

« Quand il disait “la France”, il pensait “Je”... »

Immergé dans l'Histoire, le Général ne sépare pas celle-ci de son quotidien d'homme d'État. Et même d'homme privé, si tant est qu'à côté de De Gaulle, comme en doutait Malraux, ait jamais existé un « Charles ». « Quand il disait “la France”, il pensait “Je” et ne s'en cachait guère, résume Edmond Pognon au début de son magistral essai *De Gaulle et l'histoire de France*¹². D'autres ont été mis à Sainte-Anne pour beaucoup moins. Lui a passé onze ans à l'Élysée, et s'il l'avait voulu, il y serait encore¹³. » C'est ce même mystère que, d'une phrase, résumait François Mauriac : « Un fou a dit : “Moi, la France”, et personne n'a ri parce que c'était vrai¹⁴ »... Raphaël Dargent, qui, quarante ans après Pognon et un demi-siècle après Mauriac, a revisité le sujet dans son portrait du Général en « douze tableaux d'Histoire de France », va encore plus loin et partage sans doute le sentiment qui étreignait, en sa présence, la plupart des chefs d'État étrangers :

« De Gaulle, nous osons le répéter, est beaucoup plus qu'un personnage historique parmi d'autres : c'est comme si se résument en lui tous les personnages de notre histoire, comme s'il était la Figure parfaite de celle-ci parce qu'il en est le condensé. Tout à la fois Vercingétorix quand il est la Résistance, Clovis quand il est la Foi, Hugues Capet quand il est la Légimité, Saint Louis quand il est la Vocation universelle, Philippe Auguste quand il est le Rassemblement, Jeanne d'Arc quand il est l'Incarnation de la France, Louis XI quand il est le Réalisme politique, Richelieu quand il est l'Autorité de l'État, Louis XIV quand il est la Grandeur, Napoléon quand il est la Gloire militaire, Gambetta quand il est la force du Verbe, Clemenceau quand il est le Caractère¹⁵. »

Le nom de famille du Général a-t-il été pour quelque chose dans cette identification ? L'homophonie entre de Gaulle et la Gaule ne fut sûrement pas sans portée, au moins inconsciemment, dans la formation de sa personnalité :

« Le Général, écrit encore Pognon, a tout de même été un enfant. Un jour, à six ou sept ans, peut-être plus tôt, il a lu ou entendu pour la première fois, comme nous tous : "Notre pays s'appelait autrefois la Gaule." De ce jour-là, le petit Charles n'aurait-il pas décidé, une fois pour toutes, qu'il portait le nom même de sa patrie¹⁶ ? »

Seule chose certaine : l'homme du 18 Juin n'a jamais fait de différence entre la Gaule et la France, dont il fait remonter l'origine à Brennus, le chef celte qui, en 390 av. J.-C., se rendit maître de Rome, et non à Vercingétorix, qui, trois siècles et demi plus tard, se rendit à César et que glorifia le régime de Vichy... « La France fut faite à coups d'épée, écrit le colonel de Gaulle au tout début de *La France et son armée* (1938). Nos pères entrèrent dans l'histoire avec le glaive de Brennus¹⁷. » Visite-t-il l'Allemagne vaincue, en octobre 1945 ? C'est pour proclamer, à Mayence, le nécessaire oubli des haines et, devant l'accueil enthousiaste qui lui est fait, constater que « l'âme des ancêtres Gaulois et Francs revit en ceux qui sont là¹⁸ ». Deux jours plus tard, le voici à Fribourg où, confronté à la même ferveur, il s'exclame : « Comment croire qu'il y ait eu jamais chez les Germains, à l'égard des Gaulois, autre chose que cette cordialité dont on m'offre des preuves éclatantes¹⁹ ? » Et ainsi de suite jusqu'au soir de sa vie, chaque événement, chaque crise surtout, lui offrant l'occasion de démontrer combien, à ses

yeux, la France, « vouée par la providence, à des succès achevés ou des malheurs exemplaires²⁰ », était fille de cette Gaule régulièrement victime de ses divisions mais dont César disait qu'« unie, elle pourrait défier l'univers²¹ ».

Cet *essentialisme* foncier, qui explique le goût du Général pour les tautologies parfois déconcertantes (« la France est la France », « l'Algérie est algérienne », « l'ennemi est l'ennemi », etc.), se veut aussi et surtout un moyen de prendre acte du réel et d'y inscrire son action. Ce qui peut, superficiellement, irriter ses interlocuteurs quand eux-mêmes ne séparent pas leur fonction d'une idéologie – les dirigeants de l'URSS, par exemple, chaque fois que de Gaulle s'obstine à parler de la « Russie » ! –, mais les rassure au fond quant à sa capacité à ne jamais confondre l'*essentiel* (l'âme des peuples, fille d'une culture et d'une géographie) et l'accessoire (leurs régimes, forcément transitoires)...

« De Gaulle, écrit François George, habite un monde d'essences où le risque majeur est la défaillance de l'existence. Le drame ontologique du président Lebrun [en 1940], c'est qu'il n'est pas un chef et qu'il n'y a pas d'État²², deux raisons décisives qui l'empêchent d'être chef d'État conformément à sa définition officielle, alors que de Gaulle est ici même le principe d'adéquation : il suffit qu'il se présente quelque part pour que l'État s'y trouve. L'homme d'action répare, restaure l'ordre essentiel. [...] En parlant d'information, les biologistes suggèrent qu'un quasi-langage assure l'unité de l'organisme vivant. Il doit en aller de même de cet organisme encore plus complexe qu'est une nation. Faire apparaître la réalité, énoncer ses structures quand elle risque de s'effondrer, brandir au besoin, face à la mort, face au néant, ne serait-ce qu'une illusion, un fétiche, telle est la tâche historique à son plus haut niveau de responsabilité²³. »

Avec la faiblesse pour seule force...

Débusquer l'évidence derrière le rideau des apparences pour en rendre conscient le plus grand nombre, fût-ce en s'aidant d'un mythe forgé de toutes pièces, n'est-ce pas d'abord cela, l'alchimie du 18 Juin ? « Toutes les

fautes, tous les retards, toutes les souffrances n'empêchent pas qu'il y a dans l'univers les moyens nécessaires pour écraser un jour nos ennemis » : voilà pour l'évidence, proclamée sur les ondes de la BBC à l'heure où le réalisme le plus immédiat empêche les vaincus de penser l'avenir autrement qu'au prisme des rapports de force franco-allemands issus de la défaite. Une France animée dans ses profondeurs par l'esprit de résistance ? Voici pour le mythe, destiné à renvoyer aux Français une image positive d'eux-mêmes mais aussi et surtout à masquer aux Alliés l'extrême faiblesse originelle de leur sauveur autoproclamé !

« À mes côtés, résume-t-il dans ses *Mémoires* à propos de ses premières heures à Londres, pas l'ombre d'une force, ni d'une organisation. En France, aucun répondant et aucune notoriété. À l'étranger, ni crédit, ni justification. Mais ce dénuement même traçait ma ligne de conduite. C'est en épousant, sans ménager rien, la cause du salut national que je pourrais trouver l'autorité. C'est en agissant comme champion inflexible de la nation et de l'État qu'il me serait possible de grouper, parmi les Français, les consentements, voire les enthousiasmes, et d'obtenir des étrangers respect et considération. Les gens qui, tout au long du drame, s'offusquèrent de cette intransigeance ne voulurent pas voir que, pour moi, tendu à refouler d'innombrables pressions contraires, le moindre fléchissement eût entraîné l'effondrement. Bref, tout limité et solitaire que je fusse, et justement parce que je l'étais, il me fallait gagner les sommets et n'en descendre jamais plus²⁴. »

C'est ainsi que, surgi du néant en 1940, de Gaulle a pu, en moins de cinq ans, imposer la France, pourtant libérée par des armes américaines, à la table des vainqueurs dont l'hostilité de la première puissance du globe prétendait l'exclure. Ainsi encore que, banni par la IV^e République après avoir été proscrit par Vichy, il sut, en 1958, opérer le retour que l'on sait sur la scène nationale et, du même mouvement, ramener la France au cœur des affaires du monde. Comment ce mélange serré et, pour tout dire, inédit à ce degré d'idéalisme et de pragmatisme nourri des leçons du passé n'aurait-il pas suscité l'admiration, à tout le moins l'extrême intérêt de ses pairs, qui, même hostiles à sa politique, s'adressent alors volontiers à lui comme à un oracle ?

Quand le président Kennedy vient à Paris en mai 1961, que demande-t-il d'abord à son hôte ? De lui « raconter » Roosevelt et Churchill. Et quand

Brejnev accueille de Gaulle à Moscou, en juin 1966, quelle est la première préoccupation du nouveau secrétaire général du PCUS, par ailleurs fort impatient de l'entendre s'expliquer sur sa conception de « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural²⁵ » qui inquiète tant le Soviet suprême ? C'est de recueillir son jugement sur Staline, dont le fantôme hante encore les corridors du Kremlin et que de Gaulle a longuement rencontré en décembre 1944... Et Richard Nixon, sur quoi l'interroge-t-il quand, non encore candidat à la Maison-Blanche (en 1963 et en 1967) puis président fraîchement élu, il est reçu à l'Élysée en février 1969 ? Sur la psychologie des Chinois et la manière de traiter avec Mao... Que le Général n'a jamais rencontré, pas plus qu'il n'a mis les pieds en Chine ! C'est que, aux yeux de Nixon, de Brejnev ou de Kennedy, tout comme à ceux du chancelier Adenauer, pourtant son aîné, ses jugements possèdent une valeur supérieure, car issus d'un personnage de l'Histoire qui, tel Jules César, est aussi pleinement historien.

... Et le caractère pour levier.

Mais pas seulement historien militaire, comme pourraient le laisser croire les titres de ses ouvrages d'avant guerre, de *La Discorde chez l'ennemi* (1924) à *La France et son armée* (1938) en passant par *Le Fil de l'épée* (1932) et *Vers l'armée de métier* (1934) ! Dans chacun d'eux, c'est d'Histoire tout court qu'il est question, et de « grande politique » au sens nietzschéen d'« agir sur la civilisation ». Avec, sous-jacente toujours, cette philosophie du héros : « On ne fait rien sans de grands hommes, et ceux-ci le sont pour l'avoir voulu » (*Le Fil de l'épée*). Ou encore : « La gloire se donne à ceux qui l'ont toujours rêvée » (*Vers l'armée de métier*).

Traite-t-il d'Alexandre ? C'est pour remarquer que « la véritable école du commandement » n'est autre que la « culture générale » et qu'« au fond des victoires » du plus illustre des Macédoniens, « on retrouve toujours Aristote²⁶ »... Évoque-t-il l'évolution de la question militaire sous la monarchie dans *La France et son armée* ? C'est pour faire l'éloge des Capétiens qui surent briser l'anarchie féodale et bâtir un État, puis rendre hommage à Jeanne d'Arc, dont les victoires, en « exaltant le sentiment des

populations », ont provoqué « l'éveil du patriotisme ». Quant au portrait qu'il dresse de « l'homme de caractère », il anticipe de huit ans « son » 18 juin 1940 : un acte d'indiscipline absolue dicté par la nécessité supérieure du salut public.

« Son mouvement est d'imposer à l'action sa marque, de la prendre à son compte, d'en faire son affaire. Et loin de s'abriter derrière la hiérarchie, de se cacher dans les textes, de se couvrir des comptes rendus, le voilà qui se dresse, se campe, et fait front. [...] L'homme d'action ne se conçoit guère sans une forte dose d'égoïsme, d'orgueil, de dureté, de ruse. Mais on lui passe tout cela et, même, il en prend du relief s'il en fait des moyens pour réaliser de grandes choses²⁷... »

Évoquant le prestige, de Gaulle affirme même que sans lui, « l'obéissance ne serait point tolérable ». Et l'officier anticonformiste de lancer ce jugement à l'endroit de ceux qui conçoivent la discipline comme un dû et ne manqueront pas, bientôt, de le sanctionner pour son insolence :

« Point de prestige pour les figurants de la hiérarchie : parasites qui absorbent tout et ne rendent rien, timorés qui grelottent sous leurs couvertures, Maîtres-Jacques qui changent de casaque sans délai ni scrupule... (S'ils) obtiennent, au besoin, la déférence convenue que leur accordent l'usage et les règlements [...] la foi des esprits, la sympathie des ardeurs, se refusent à leur astuce glacée²⁸... »

Est-ce un hasard si au sommet du panthéon des grands, de Gaulle place Napoléon, dont il a laissé ce portrait saisissant et cependant si contrasté :

« Sa chute fut gigantesque, en proportion de sa gloire. Celle-ci et celle-là confondent la pensée. En présence d'une aussi prodigieuse carrière, le jugement demeure partagé entre le blâme et l'admiration. Napoléon a laissé la France écrasée, envahie, vidée de sang et de courage, plus petite qu'il ne l'avait prise, condamnée à de mauvaises frontières, dont le vice n'est point redressé, exposée à la méfiance de l'Europe, dont, après plus d'un siècle, elle porte encore le poids ; mais, faut-il compter pour rien l'incroyable prestige dont il entourait nos armes, la conscience donnée, une fois pour toutes, à la nation de ses incroyables aptitudes guerrières, le renom de puissance qu'en recueillit la patrie et dont l'écho se répercute encore ? Nul n'a plus profondément agité les passions humaines, provoqué des haines plus ardentes, soulevé de plus furieuses malédictions ; quel nom, cependant, traîne après lui plus de dévouements et d'enthousiasmes, au point qu'on ne

le prononce pas sans remuer dans les âmes comme une sourde ardeur ? Napoléon a épuisé la bonne volonté des Français, fait abus de leurs sacrifices, couvert l'Europe de tombes, de cendres et de larmes ; pourtant, ceux-là mêmes qu'il fit tant souffrir, les soldats, lui furent les plus fidèles, et de nos jours encore, malgré le temps écoulé, les sentiments différents, les deuils nouveaux, des foules, venues de tous les points du monde, rendent hommage à son souvenir et s'abandonnent, près de son tombeau, au frisson de la grandeur. Tragique revanche de la mesure, juste courroux de la raison ; mais, prestige surhumain du génie et merveilleuse vertu des armes ! »

Rompu, pendant les cinquante premières années de sa vie, à enquêter sur les ressorts de la grandeur et de l'adhésion des peuples, Charles de Gaulle passera les trente dernières à confronter la théorie à la pratique en dialoguant d'égal à égal avec les chefs de file mondiaux de son époque, prodigue en bouleversements radicaux, donc en destins d'exception ! Né en un temps où la France et la Grande-Bretagne dominaient le dixième des terres émergées et administraient directement ou indirectement un tiers de la population du globe, c'est à lui qu'il appartiendra de solder notre passé colonial, tout en menant une politique étrangère que maints leaders du tiers-monde érigeront en modèle de non-alignement. Mort vingt ans avant l'ouverture du rideau de fer qu'il n'avait cessé de prédire après l'avoir vu s'abattre sur l'Europe, il sera le précurseur de la « détente » tout comme, trente ans plus tôt, il avait osé annoncer la défaite du nazisme. De cette irruption dans l'Histoire « à la lueur de la foudre²⁹ », et jusqu'à son départ en 1969, il s'imposera comme l'interlocuteur obligé des plus grands, y compris de ceux qui, dans chaque camp, auraient tant rêvé qu'il n'existât pas : Roosevelt, qui voyait en lui un obstacle, ou Staline, qui tenta, en vain, de s'en faire un allié...

Grands et anti-grands

Et voilà bien le plus incroyable dans ces confrontations au sommet : déjà familier, par la pensée, d'Alexandre, de Philippe le Bel ou de Bonaparte, l'ex-général de brigade à titre temporaire condamné à mort en août 1940 par le tribunal militaire de Riom ne fut pas plus étonné que cela

de participer de plain-pied à la fabrique du xx^e siècle, profitant de l'occasion qui lui était offerte d'écrire l'Histoire pour continuer, encore et toujours, à la raconter. Comme Tacite, il ne traite pas différemment la matière présente de la matière passée et s'efforce de ne jamais sacrifier le temps long à la conjoncture. Persuadé, après avoir rencontré Staline, que la « Russie boira le communisme comme le buvard boit l'encre³⁰ », il a laissé du dictateur soviétique un portrait d'anthologie, celui d'un despote « usant à fond des détours de l'exégèse marxiste » pour assouvir sa volonté de puissance au service d'une Russie qu'il voyait « plus forte et plus durable que toutes les théories et que tous les régimes ». Il sait pareillement mettre de côté ses griefs contre Roosevelt pour souligner son « étincelante personnalité » et l'art consommé qui était le sien de présenter ses gigantesques projets de restructuration du monde « par touches légères », de sorte qu'il était « difficile de contredire catégoriquement cet artiste, ce séducteur³¹ ». Et quand, de retour au pouvoir, il est conduit à entrer de plain-pied dans les méandres du conflit israélo-arabe, il refuse d'emblée le manichéisme pour tenter de comprendre ce qui, dans les revendications de chacun, peut être tenu pour légitime à l'aune du seul critère important à ses yeux : la recherche de la paix au Moyen-Orient. D'où son admiration pour David Ben Gourion, « lutteur et champion courageux » incarnant le sionisme des origines – nullement hostile à la création d'un État palestinien pourvu qu'il accepte l'existence d'un État juif. D'où, aussi, le respect qu'il porte à Nasser quand, confronté à l'expansionnisme des successeurs de ce même Ben Gourion, le Raïs incarne une certaine idée du droit des peuples.

A contrario, aucune indulgence à attendre de De Gaulle s'agissant de ceux qui, en situation de s'imposer, et quelles que soient leurs qualités intellectuelles, manquent, faute de caractère, leur rendez-vous avec l'Histoire. Mieux vaut, à ses yeux, perdre la partie et la vie en se battant jusqu'au bout – comme le général Mihailović, en qui il voyait son pendant yougoslave et que Churchill, manipulé par Staline, abandonna au profit de Tito – que survivre sans gloire quand l'essentiel est en cause.

« L'anti-grand », pour de Gaulle, ce n'est pas Pétain (« mort en 1925 » en même temps que, saisi par « l'intérêt sénile de tout et le désintérêt sénile de tout », il entra dans « l'extrême hiver de sa vie ») ; ce n'est pas davantage Laval, son antithèse en politique, qui, à force de s'identifier avec

la III^e République, donc de « composer avec n'importe quoi », crut possible de « tirer parti du pire³² ». . . L'« anti-grand », c'est Paul Reynaud. Reynaud, le seul député qui, dans les années 1930, l'épaula dans son combat pour l'armée de métier ; Reynaud, le président du Conseil qui, à l'heure du plus grand danger, eut l'idée de faire de lui un sous-secrétaire d'État et, partant, de lui offrir le socle de légitimité républicaine qui lui permettrait de se présenter devant Churchill comme le seul représentant du gouvernement français décidé à poursuivre la lutte³³. . . Mais Reynaud qui, défaillance suprême, se déroba devant l'obstacle à l'heure fatidique. Bref, accepta de transmettre sagement ses pouvoirs au maréchal Pétain, contre l'espoir déçu de devenir . . . son ambassadeur aux États-Unis !

Sans jamais manquer de respect à cette « grande valeur broyée par des événements excessifs » – comprendre : pour lesquels, contrairement à lui-même ou à un Churchill, il n'était pas taillé –, de Gaulle retrace en quelques lignes le scénario du désastre qu'a provoqué Reynaud en refusant de prendre ses responsabilités :

« (Sa) personnalité [...] répondait à des conditions où il eût été possible de conduire la guerre dans un certain ordre de l'État et sur la base de données traditionnellement acquises. Mais tout était balayé ! Le chef du gouvernement voyait autour de lui s'effondrer le régime, s'enfuir le peuple, se retirer les Alliés, défaillir les chefs les plus illustres. À partir du jour où le gouvernement avait quitté la capitale, l'exercice même du pouvoir n'était plus qu'une sorte d'agonie déroulée le long des routes, dans la dislocation des services, des disciplines et des consciences. Dans de telles conditions, l'intelligence de M. Paul Reynaud, son courage, l'autorité de sa fonction, se déployaient pour ainsi dire à vide. Il n'avait plus de prise sur les événements déchaînés. Pour ressaisir les rênes, il eût fallu s'arracher au tourbillon, passer en Afrique, tout reprendre à partir de là. M. Paul Reynaud le voyait. Mais cela impliquait des mesures extrêmes : changer le Haut-Commandement, renvoyer le Maréchal et la moitié des ministres, briser avec certaines influences, se résigner à l'occupation totale de la Métropole, bref, dans une situation sans précédent, sortir à tous risques du cadre et du processus ordinaires.

« M. Paul Reynaud ne crut pas devoir prendre sur lui des décisions aussi exorbitantes de la normale et du calcul [...]. Mais le drame était trop rude pour que l'on pût composer. Faire la guerre sans ménager rien ou se

rendre tout de suite, il n'y avait d'autre alternative qu'entre ces deux extrémités. Faute, pour M. Paul Reynaud, de s'être tout à fait identifié à la première, il cédait la place à Pétain qui adoptait complètement la seconde³⁴. »

Peut-on mieux résumer en creux les caractéristiques du grand homme selon de Gaulle ? Incarner le salut public, fût-ce en bousculant les institutions et les hiérarchies que la « force des choses » – expression chère au Général comme jadis à Saint-Just – rend inopérantes, donc illégitimes, voilà ce qui différencie à ses yeux une carrière d'un destin.

C'est donc de destins qu'il sera question ici : ceux qu'il a croisés dans l'exercice de ses fonctions et qui tous correspondent peu ou prou à sa définition de l'homme de caractère :

« Lutteur qui trouve au-dedans son ardeur et son point d'appui, joueur qui cherche moins le gain que la réussite et paie ses dettes de son propre argent, l'homme de caractère confère à l'action sa noblesse ; sans lui morne tâche d'esclave, grâce à lui jeu divin du héros³⁵. »

Alliés, partenaires ou adversaires, voire les trois à la fois comme Roosevelt et, dans un cas, ennemi absolu de la France – comme Hitler –, de Gaulle leur réserve une part de choix dans ses *Mémoires*. À ses côtés, malgré lui ou contre lui, ils ont forgé le XX^e siècle, pour le meilleur ou pour le pire. Voici l'histoire de ces confrontations au sommet.

1

Churchill, l'irremplaçable

Et si Churchill n'avait pas été là ? À défaut d'être sans risque, le recours au conditionnel est légitime s'agissant d'un tel géant, entré dans l'Histoire pour avoir eu raison contre la plupart de ses contemporains... À commencer par la majorité des membres du gouvernement britannique qui, voyant dans l'effondrement français du printemps 1940 la preuve que rien n'arrêterait Hitler, fut à un cheveu, le 26 mai¹, de désavouer son chef pour signer la paix avec l'Allemagne.

Que se serait-il passé alors ? Nul doute que la Wehrmacht, ayant les mains libres à l'Ouest, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, serait parvenue d'une manière ou d'une autre à imposer sa loi à l'Est... Quant aux États-Unis, privés de la base logistique vitale fournie par les îles Britanniques, on les voit mal se précipiter pour débarquer en Europe, à supposer que le parti isolationniste, déjà si puissant lors du déclenchement du conflit, n'ait pas profité de l'élection présidentielle de l'automne 1940² pour figer l'Amérique dans la neutralité.

L'Angleterre sortie de la guerre, pas de De Gaulle, encore moins de libération de la France ni de l'Europe. Faut-il pousser plus loin l'uchronie pour démontrer ce que le Général, la France et l'Europe doivent à la ténacité du Premier britannique ? Revenant à la fin de ses *Mémoires de guerre* sur leurs rapports tumultueux, l'homme du 18 Juin résume sa dette en une phrase : « Malgré tout, ceci demeurerait, d'essentiel et d'ineffaçable,

que, sans lui, ma tentative eût été vaine dès le départ et qu'en me prêtant alors une main forte et secourable il avait, au premier chef, aidé la chance de la France³. »

Un même combat de chaque côté de la Manche

Ne pas aider la France : voilà, *a contrario*, ce que de Gaulle, entre les deux guerres, reprochait amèrement à la Grande-Bretagne, à l'unisson de Churchill, éloigné du pouvoir depuis 1929⁴ et qui ne cessait de condamner l'attentisme teinté de complaisance des gouvernements travaillistes ou conservateurs face à la montée de l'hitlérisme. Autant dire qu'avant même de se connaître, les deux hommes partageaient déjà la même analyse. Mais, paradoxalement, en partant de points de vue presque opposés. L'Anglais, contrairement à beaucoup de ses pairs, est profondément francophile tandis que le Français, à l'unisson de la plupart des officiers de son milieu, est sinon anglophobe, du moins très critique sur le jeu international d'Albion dont la tradition consiste à empêcher, par tous les moyens possibles, l'émergence d'une puissance continentale dominante.

La France semblant promise à ce destin en raison de sa victoire sur l'Allemagne, c'est à relever cette dernière que Londres, logiquement, consacre tous ses efforts à partir de 1918. D'abord en ne soutenant pas la revendication française de prendre, après l'armistice, le contrôle de la rive gauche du Rhin ; ensuite en acceptant, sous l'influence des Américains, la baisse puis la disparition des réparations allemandes majoritairement destinées à la France ; enfin et surtout, en concluant avec Hitler le Pacte naval de 1935 accordant à Berlin le droit de disposer d'une flotte de guerre égale à 35 % du tonnage britannique (420 000 tonnes, soit quatre fois plus que ce qu'autorisait le traité de Versailles)... D'où, chez de Gaulle, comme chez beaucoup d'anciens combattants de 1914-1918, le sentiment que la France a été, ni plus ni moins, abandonnée par ses alliés. Après la Seconde Guerre mondiale, il l'écrira sans ambages dans ses *Mémoires de guerre* en rappelant combien la « malveillance des puissances anglo-saxonnes » avait utilisé « l'inconsistance de notre régime » pour le « faire renoncer aux garanties et aux réparations qu'on nous avait consenties⁵ ».

À la tribune de la Chambre des communes, Churchill, ministre des Colonies, n'a pas dit autre chose dès le mois de juillet 1921 :

« Nous avons promis à la France que si elle renonçait à ses positions stratégiques le long du Rhin, l'Angleterre et l'Amérique viendraient l'appuyer en cas de nécessité. Mais il faut reconnaître qu'en raison de la défection de l'Amérique, le Traité [de Versailles] a été pratiquement invalidé et que la France s'est retrouvée sans garantie anglo-américaine ni frontière stratégique sur le Rhin. De ce fait, une crainte profonde s'est installée au cœur des Français, et cela est bien compréhensible⁶. »

Le gouvernement travailliste de Stanley Baldwin pousse-t-il la France à désarmer, alors que Hitler vient d'arriver au pouvoir ? Churchill s'écrie depuis les bancs de l'opposition, le 14 mars 1933 : « Considérant l'atmosphère qui règne actuellement en Europe, peut-on vraiment s'attendre à ce que la France réduise de moitié son aviation ? [...] Vous prenez des risques injustifiables en donnant à l'heure actuelle un tel conseil à une nation amie⁷ ! »

Une semaine plus tard, s'agissant cette fois du désarmement consenti par l'Angleterre elle-même, il apostrophe en ces termes le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, sir John Simon : « Votre politique a considérablement rapproché la Grande-Bretagne de la guerre », tout en la rendant « plus faible, plus pauvre, plus vulnérable⁸ ».

Deux voix dans le désert

Symétrie de deux engagements, malgré la presque génération qui sépare les deux hommes : tandis que l'ancien ministre Churchill, soixante ans, ferraille dans l'opposition pour renforcer l'effort de défense britannique, et en particulier l'aviation dont il a prophétiquement saisi l'importance en cas d'invasion allemande, le lieutenant-colonel de Gaulle, qui va sur ses quarante-quatre ans, se bat pour faire émerger l'autre arme nouvelle dont il pressent le rôle non moins décisif en cas de nouveau choc sur nos frontières de l'Est et du Nord : les blindés.

Ce « corps cuirassé », dont il propose la création, dès 1934, dans son livre *Vers l'armée de métier*, n'est pas seulement un outil tactique : c'est,

dans son esprit, l'instrument stratégique qui manque à la France pour rendre efficace la diplomatie de revers qu'elle a adoptée en 1918 pour parer à une renaissance du péril allemand. Mais en proposer l'adoption, c'est, du même mouvement, souligner la contradiction mortelle qui, à partir de 1936, expliquera la paralysie de la France face aux coups de force successifs du III^e Reich et, en 1940, sa chute comme un fruit mûr : l'incompatibilité entre un système d'alliance dynamique susceptible de contenir les ambitions allemandes et un instrument militaire statique, hors d'état de le garantir.

Faut-il s'étonner que tout ce qui compte alors dans l'armée de voix autorisées se ligue alors pour le contredire, et avec elles leurs relais politiques ? Pas question, lui répond-on, d'utiliser les chars autrement qu'ils le furent à la fin de la Première Guerre mondiale puisque celle-ci fut gagnée par l'infanterie ! Et qu'on ne touche surtout pas à l'armée de conscription, qui prémunit l'État contre un coup de force prétorien... De *L'Humanité* au *Figaro*, on traite de Gaulle par la dérision et souvent par le mépris. Et en mars 1935, le maréchal Pétain en personne prend la plume dans la *Revue des Deux Mondes* pour réaffirmer l'attachement des plus hautes instances militaires du pays au principe « intangible » de la nation armée. Aussitôt, les pages de la *Revue militaire française* sont fermées à l'insolent et la Commission d'avancement retarde sa promotion au grade de colonel.

En fait, seul le député de Paris Paul Reynaud a accepté de porter les idées iconoclastes de De Gaulle au Parlement. Le 28 mars 1935, il a soumis à la commission de la défense du Palais-Bourbon – qui l'a repoussé à l'unanimité – un projet de loi reprenant, point par point, les préconisations de son livre. Ironie de l'Histoire : *Vers l'armée de métier*, paru chez Berger-Levrault en mai 1934, a été aussitôt traduit dans la langue de Goethe et le général Guderian, le théoricien de la guerre éclair, l'a lu et fait lire autour de lui².

L'idée d'une force de rupture fondée sur les blindés n'est pas, en tout cas, perdue pour tout le monde : quand Guderian, qui y réfléchissait depuis longtemps, publie en 1936 son livre *Achtung Panzer !*, certains passages ne sont pas loin de plagier de Gaulle.

En mars 1936, l'Allemagne remilitarise la Rhénanie malgré le serment du président du Conseil, Albert Sarraut, de ne point laisser Strasbourg « sous le feu des canons allemands » ; en mars 1938, l'Autriche est rattachée au Reich et, en septembre, à Munich, c'est la Tchécoslovaquie qui

lui est virtuellement livrée¹⁰. Faute d'avoir disposé d'un instrument militaire en phase avec ses intérêts, la France a laissé, en deux ans, s'évanouir ses dernières chances d'endiguer autrement que par des mots la marée qui désormais bat à ses frontières.

C'est peu dire que, pendant ce temps, Churchill n'est pas resté inactif. Mais avec autrement plus de succès que le futur général de Gaulle ! Le 15 mars 1939, l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne, en contradiction avec les engagements pris par Hitler à Munich, a fait, outre-Manche, l'effet d'une douche glacée. L'opinion s'est subitement éloignée du pacifisme et, en quelques semaines, la voix qui jusqu'alors se perdait dans le désert est devenue celle d'un prophète. La presse, aussi prompte désormais à l'écouter qu'hier à l'ignorer, a déclenché une campagne en faveur de son rappel au gouvernement. Si bien que, le 3 septembre, jour de la déclaration de guerre, le Premier ministre, Neville Chamberlain, a dû se résigner à nommer Churchill Premier lord de l'Amirauté, poste qu'il occupait déjà en 1914 ! Pragmatisme tout britannique : imagine-t-on Édouard Daladier, alors président du Conseil et co-artisan avec Chamberlain des accords de Munich, appeler Reynaud au gouvernement au motif qu'à l'épreuve des faits, il avait eu raison de s'y opposer ?

Pressant Chamberlain de sortir de l'immobilisme, Churchill ne laisse guère passer de jours sans le bombarder de notes et de propositions. L'une d'elles aurait peut-être pu changer le cours des choses pendant l'hiver 1939-1940 : le minage des eaux norvégiennes par la Royal Navy afin de couper aux Allemands la route du minerai de fer dont leur industrie de guerre a un besoin vital. Baptisée *Wilfred*, l'opération n'obtient pas l'aval de Downing Street. Le 9 avril 1940, c'est Hitler qui prend les devants en envahissant la Norvège sans déclaration de guerre pour mettre la main sur le précieux minerai. Britanniques et Français décident-ils de réagir en dépêchant un corps expéditionnaire à Narvik ? Trop tard, celui-ci sera contraint, un mois plus tard, de rembarquer en catastrophe pour faire face à un événement autrement plus tragique : l'invasion des Pays-Bas, de la Belgique, du Luxembourg et de la France par la Wehrmacht. Dans cinq semaines, Hitler sera maître de l'Europe depuis le fleuve Bug¹¹ jusqu'à l'Atlantique.

Churchill s'impose, de Gaulle émerge

Juste retour des choses, c'est ce même 10 mai que le Parlement britannique, prenant acte de l'impéritie de Chamberlain et, une fois de plus, de l'avance à l'allumage de Churchill, retire sa confiance au premier pour la donner au second. En France aussi, depuis le 21 mars, tout a bougé. Paul Reynaud, devenu président du Conseil à la place de Daladier, se rêve en « Clemenceau de 1940 ». Ce n'est cependant que le 5 juin, alors que tout est perdu, qu'il prend la décision (non encore « historique ») d'appeler de Gaulle auprès de lui. Mais que peut faire le promoteur des blindés nommé sous-secrétaire d'État à la Guerre d'un gouvernement aux abois, alors que les deux tiers de l'armée française sont déjà hors de combat ? L'impossible, il l'a déjà accompli, entre le 17 et le 23 mai, en repoussant les Allemands dans la région d'Abbeville, ce qui lui a valu d'être nommé général (à titre temporaire) et cité à l'ordre de l'armée¹².

Le 6 juin, le voici donc à Paris. Déjà, on a brûlé des archives dans la cour des ministères ; bientôt, le repli du gouvernement sera décidé. Pour quelle destination ? Reynaud n'a pas tranché. Il envisage deux solutions inconciliables : le retrait vers l'Afrique du Nord ou vers un hypothétique « réduit national » qu'on organiserait en Bretagne en attendant que les appels au secours lancés vers les États-Unis convainquent Roosevelt d'entrer en guerre. Pétain, nommé depuis deux semaines vice-président du Conseil, et Weygand, le nouveau généralissime, sont d'un avis contraire. Le 29 mai, ils ont, pour la première fois, parlé d'armistice devant Reynaud. « Vous savez, a même lancé Weygand au ministre des Colonies, Louis Rollin, j'ai beaucoup réfléchi. Il faut que le gouvernement reste à Paris et se laisse faire prisonnier. Il n'y a pas d'autre solution que celle-là¹³ ! » Tout l'esprit de Vichy est déjà contenu dans cette phrase : plutôt un État prisonnier mais une administration intacte qu'un État exilé, fût-ce pour préparer la reconquête...

Fatal remaniement ! Pour un de Gaulle décidé à poursuivre la lutte, s'il le faut dans l'empire – « La Méditerranée, proclame-t-il, sera à cette guerre ce que la Marne fut à la précédente » –, l'écrasante majorité du gouvernement Reynaud est décidée à suivre Pétain et Weygand. De l'autre côté de la Manche, l'allié britannique semble avoir touché le fond. S'il est

parvenu, à Dunkerque, à rembarquer 200 000 de ses soldats, il a dû abandonner sur le continent l'essentiel de son matériel ; son aviation, affaiblie, doit d'urgence se reconstituer. Surtout, Churchill est persuadé de l'imminence de la capitulation française. Reynaud décide pourtant d'envoyer de Gaulle à Londres pour le convaincre du contraire. N'est-il pas la meilleure incarnation de fermeté qui se puisse trouver ? Accessoirement, le nouveau sous-secrétaire d'État se voit confier, sans trop d'illusions, une autre mission : ramener la RAF dans le ciel de France...

L'homme qu'il va rencontrer est alors en passe de devenir une légende. Il va sur ses soixante-six ans, dort peu, boit trop, fume à l'avenant et, coquetterie suprême, feint de ne rien prendre vraiment au sérieux... Rien, sauf la survie de l'Angleterre, entre les mains de laquelle il pressent que va bientôt échoir le sort de l'Europe. Il l'a proclamé le 31 mai, à l'issue du dernier conseil interallié tenu à Paris :

« La Grande-Bretagne n'abandonnera pas la lutte jusqu'à ce que le Nouveau Monde reconquière l'Ancien. Il vaut mieux que le dernier Anglais périsse les armes à la main et que le mot "fin" soit écrit au dernier chapitre de notre histoire, plutôt que de continuer de végéter comme des vassaux ou des esclaves¹⁴. »

Aux Communes, puis dans ses discours radiodiffusés, il le répétera presque mot pour mot jusqu'à l'entrée en guerre des États-Unis, en décembre 1941. Chaque fois, Hitler lui répondra par l'ironie, manière, sans doute, d'exorciser la crainte d'avoir enfin trouvé adversaire à sa mesure¹⁵.

Coup de foudre à Downing Street

Dans sa magistrale étude sur le 18 juin 1940, Henri Amouroux dresse du Churchill d'alors ce portrait savoureux :

« Face à Hitler, secret, torturé, homme de passions tristes et d'ascèse grossière [...], chef militaire qui trouve dans le mépris de l'adversaire et de ses propres généraux les traits de génie qui le crucifieront finalement et, avec lui, crucifieront l'Allemagne ; face à Hitler, qui exerce son magnétisme sur les foules mais ignore les électeurs, Churchill incarne avant

tout le naturel, la fantaisie, l'amour de la vie, l'exubérance et la santé. Ses plaisirs enfantins – son goût des déguisements vestimentaires notamment –, son appétit d'un autre siècle, son amour du cognac, qui lui est un réconfort dans les jours tristes de la bataille de France, ce qui choque certains de nos généraux et excitera la verve de Hitler, les cigares qu'il mâchonne, broute, allume et rallume, tout cela fait partie de sa mythologie, mais n'engourdit point son esprit, n'alourdit pas son allure, ne fane pas son visage rond, rose, presque sans rides, enfin ne le détourne nullement de ses devoirs d'État¹⁶. »

Quand de Gaulle débarque à Downing Street, le 9 juin en début d'après-midi, que sait Churchill de lui ? Essentiellement ce que lui en a dit Reynaud – le meilleur – et ce que la presse britannique a rapporté de ses exploits à Montcornet et à Abbeville. Il y a eu aussi ces quelques lignes dans le *Times* du 7 juin, pour annoncer sa nomination : « Un homme d'action autant qu'un homme d'abstraction... Un apôtre presque fanatique de l'utilisation massive des engins blindés. »

Cette rencontre, Churchill ne la mentionne même pas dans ses Mémoires, tant l'essentiel, pour lui, se situe ailleurs : dans la déclaration de guerre de l'Italie à la France et à la Grande-Bretagne dont on vient de lui confirmer qu'elle interviendra le lendemain, 10 juin. Selon l'ambassadeur de France à Londres, Charles Corbin, le Premier ministre a cependant confié à ses proches que le jeune général avait produit sur lui une impression « très favorable¹⁷ ».

Pour de Gaulle, en revanche, ce premier contact d'une heure est d'une intensité telle que la longue liste de ses disputes avec Churchill ne parviendra pas à en atténuer le souvenir quand, en 1954, paraîtra le tome 1 de ses *Mémoires de guerre* :

« L'impression que j'en ressentis m'affermait dans ma conviction que la Grande-Bretagne, conduite par un pareil lutteur, ne fléchirait certainement pas. M. Churchill me parut être de plain-pied avec la tâche la plus rude, pourvu qu'elle fût aussi grandiose. L'assurance de son jugement, sa grande culture, la connaissance qu'il avait de la plupart des sujets, des pays, des hommes, qui se trouvaient en cause, enfin sa passion pour les problèmes propres à la guerre, s'y déployaient à leur aise. Par-dessus tout, il était, de par son caractère, fait pour agir, risquer, jouer le rôle, très carrément et sans scrupule. Bref, je le trouvai bien assis à sa place de guide et de chef. Telles furent mes premières impressions.

« La suite ne fit que les confirmer en me révélant, en outre, l'éloquence propre à M. Churchill et l'usage qu'il savait en faire. Quel que fût son auditoire : foule, assemblée, conseil, voire interlocuteur unique, qu'il se trouvât devant un micro, à la tribune, à table, ou derrière un bureau, le flot original, poétique, émouvant, de ses idées, arguments, sentiments lui procurait un ascendant presque infailible dans l'ambiance dramatique où haletait le pauvre monde. En politique éprouvé, il jouait de ce don angélique et diabolique pour remuer la lourde pâte anglaise aussi bien que pour frapper l'esprit des étrangers. Il n'était pas jusqu'à l'humour dont il assaisonnait ses gestes et ses propos et à la manière dont il utilisait tantôt la bonne grâce et tantôt la colère qui ne fissent sentir à quel point il maîtrisait le jeu terrible où il était engagé.

« Les incidents rudes et pénibles qui se produisirent à maintes reprises entre nous, en raison des frictions de nos deux caractères, de l'opposition de certains intérêts de nos pays respectifs, des abus que l'Angleterre commit au détriment de la France blessée, ont influé sur mon attitude à égard du Premier ministre, mais non point sur mon jugement. Winston Churchill m'apparut, d'un bout à l'autre du drame, comme le grand champion d'une grande entreprise et le grand artiste d'une grande Histoire. »

En ce 9 juin 1940, Churchill laisse pourtant son visiteur regagner la France sans la moindre promesse d'un effort accru : une nation menacée de mort a-t-elle d'autre choix que l'« égoïsme sacré » vanté par D'Annunzio ? Le soir même, de Gaulle arrive à Paris pour apprendre, par la bouche de Reynaud, que le gouvernement a décidé de se replier. Le Général plaide pour l'Afrique du Nord, sans exclure Brest, qui garantit aux pouvoirs publics un éventuel repli sur Londres, et à l'armée la possibilité de se ressaisir sur un front beaucoup plus court tout en organisant son évacuation vers l'empire. Pétain et Weygand, eux, en tiennent pour Bordeaux. Incapable de trancher, Reynaud propose un non-choix : la Touraine.

Il était temps : comme le gouvernement prend, le 10 au soir, la route d'Orléans, la Wehrmacht atteint la Seine en aval de Paris et passe à l'attaque en Champagne. Le 11, conseil interallié à Briare, au QG de Weygand. À peine descendu d'avion, Churchill se heurte au généralissime. Grillant cigarette sur cigarette, de Gaulle, furieux, garde le silence. Mandaté par Reynaud, il avait proposé quelques heures plus tôt au général Huntziger¹⁸ – qui l'a acceptée – la place du généralissime. Et il découvre

qu'une fois de plus, Reynaud a changé d'avis. Plus que jamais, Weygand est l'homme fort d'un gouvernement dont il ne fait pas partie et dont il commence ouvertement à discuter les instructions, en refusant d'organiser le repli des pouvoirs publics et des troupes encore disponibles en Afrique du Nord. Spears, l'officier de liaison de Churchill, raconte dans ses souvenirs que, tout au long de cette réunion, son chef ne quitta pas de Gaulle des yeux : « Il semblait chercher quelque chose qu'il ne trouvait pas sur le visage des autres Français. Le fait qu'il ait recommencé plusieurs fois à étudier l'expression du général de Gaulle m'a fait penser qu'il l'avait trouvé¹⁹. »

Au dîner qui suit la réunion de Briare, Reynaud a intentionnellement placé son sous-secrétaire d'État à la Guerre à la droite du Premier britannique. C'est en racontant ce dîner que, dans ses Mémoires, Churchill évoque d'ailleurs pour la première fois le nom de De Gaulle à propos d'un télégramme que le 12 juin, revenu à Londres, il envoie à Roosevelt :

« Je crains que le vieux maréchal Pétain ne s'apprête à engager son nom et son prestige afin d'obtenir un traité de paix pour la France. Reynaud, lui, est partisan de continuer la lutte, et il est secondé par un certain général de Gaulle, qui est jeune et pense que les possibilités sont loin d'être épuisées²⁰. »

Churchill : « De Gaulle, l'homme du destin »

Le 12 juin, tout s'emballe : soutenu par Pétain, Weygand demande pour la première fois officiellement au Conseil des ministres la conclusion d'un armistice. Le 13, nouveau conseil interallié à la préfecture de Tours où, devant un Churchill revenu en France en catastrophe, Reynaud s'interroge sur les moyens juridiques de délier la France de son engagement – voulu et signé trois mois plus tôt à son initiative ! – de ne pas conclure de paix séparée avec l'Allemagne... De Gaulle et le Premier britannique se regardent longuement : tout est consommé !

L'Anglais raconte dans ses Mémoires :

« Alors que je traversais le couloir plein de monde qui menait à la cour, je vis le général de Gaulle qui se tenait près de l'entrée, immobile et

flegmatique. Le saluant, je lui dis à mi-voix, en français : “L’homme du destin.” Il resta impassible. »

Reconstituant la chronologie de ces journées décisives pour son livre sur le 18 Juin, Henri Amouroux posera directement la question au Général, vingt-quatre ans plus tard : « L’avez-vous entendu ? » Et le président de la V^e République répondra seulement : « Non, je n’ai pas entendu. » Et après un silence : « Vous savez, Churchill, c’est un romantique²¹ »... Comment douter, cependant, du rôle que jouèrent ces heures décisives dans les rapports d’admiration réciproque qui, d’emblée, se tissèrent entre les deux hommes ?

Dès le 14 juin, le gouvernement français quitte Tours pour Bordeaux, scellant la fin du « réduit breton » et la victoire des partisans de l’armistice. Après quelques heures passées à la préfecture de la Gironde, où Reynaud, ballotté par ses entourages, achève de perdre pied, de Gaulle reprend le chemin de l’Angleterre. Plus question, cette fois, de réclamer des renforts, puisque tout est perdu. La priorité est d’obtenir le concours de la Royal Navy pour transporter en Algérie un maximum de troupes françaises intactes.

Le 16 juin au matin, le voici à l’hôtel Hyde Park, où il s’apprête à partir déjeuner chez Churchill. On sonne. C’est l’ambassadeur de France Charles Corbin, accompagné de Jean Monnet, « coordinateur » du comité franco-britannique pour les achats de matériel militaire. Et ce qu’ils proposent à de Gaulle, à charge pour lui d’en convaincre non seulement Churchill, mais aussi et surtout Reynaud, est à proprement parler extraordinaire : un projet de « fusion » pure et simple des États britannique et français ! Dans l’esprit de Monnet, qui, depuis les années 1920, milite – et militera jusqu’au soir de sa vie – pour l’extinction des souverainetés nationales, ce coup de poker est inséparable d’un plan d’ensemble et d’une idéologie. De Gaulle, qui se bat au contraire pour sauvegarder l’indépendance de son pays, ne retient de l’idée que son caractère spectaculaire et, rien que pour cela, accepte d’en parler à Churchill. Que le Premier britannique parvienne à convaincre Reynaud et celui-ci ne pourra que s’en trouver renforcé, au Conseil des ministres, face aux partisans de l’armistice. Peut-être même en tirera-t-il argument pour gagner l’Afrique du Nord et placer enfin le gouvernement hors d’atteinte de l’ennemi...

De fait, Churchill, qui ne souhaite pas plus sacrifier la souveraineté britannique que de Gaulle n'envisage d'aliéner celle de la France, acquiesce immédiatement : il pense comme lui que la proposition Corbin-Monnet peut jouer le rôle d'un électrochoc. Le soir même, le Général reviendra donc à Bordeaux porteur d'une proposition d'union franco-britannique. Las ! Quand le sous-secrétaire d'État à la Guerre, auquel Churchill a prêté son avion personnel, atterrit à 21 h 30 à Bordeaux, il n'est plus qu'un ancien ministre. Car Paul Reynaud n'est plus président du Conseil ! Il a, quelques minutes plus tôt, remis sa démission au président Lebrun, lequel s'est aussitôt tourné vers le maréchal Pétain pour former le nouveau gouvernement.

L'envol, en plein brouillard

On connaît la suite : la décision de De Gaulle, le 17 juin, de repartir pour Londres dans le petit avion que Churchill avait mis à sa disposition pour gagner Bordeaux, puis son appel historique, le 18, sur les ondes de la BBC. D'abord installé au 6 Seymour Place, près de Hyde Park, dans un appartement prêté par un Français²², de Gaulle pense en priorité à l'empire, dont les forces intactes pourraient continuer la lutte. C'est à elles qu'il s'adresse, dès le 19 juin : « Dans l'Afrique de Clauzel, de Bugeaud, de Lyautey, de Noguès, tout ce qui a de l'honneur a le strict devoir de refuser l'exécution des conditions ennemies. » La réponse arrive le jour même : Weygand le somme de se constituer prisonnier ! Pendant ce temps, c'est l'armée française qui se rend. Pétain ayant, dès le 17 juin, demandé aux militaires de « cesser le combat », les Allemands profitent de l'intervalle qui sépare la demande d'armistice de sa signature, le 22, pour capturer en toute quiétude 1,5 million de prisonniers !

Ce qu'ignore de Gaulle, alors qu'il prononce ses premiers appels à la résistance, c'est que l'accord donné par Churchill pour utiliser la BBC est doublement conditionnel. Gardant l'espoir que le gouvernement Pétain se ressaisisse à la lecture des conditions humiliantes de l'armistice, le cabinet britannique a obtenu du Premier ministre qu'il interdise le Général de micro à la minute même où Pétain déciderait de prendre le chemin de l'Afrique du

Nord. En difficulté au sein du Parti conservateur, Churchill doit aussi ménager son ministre des Affaires étrangères, lord Halifax, qui n'abandonne pas l'idée d'une paix séparée avec l'Allemagne et voit d'un mauvais œil les appels de De Gaulle à continuer le combat²³.

Jusqu'au 28 juin 1940, date à laquelle le gouvernement britannique se résout, faute d'autre candidat, à laisser Churchill le reconnaître officiellement comme seul « chef des Français libres », la logique du Général reste donc, à la demande expresse de ses hôtes, celle d'un soldat. À tous les proconsuls de l'empire (les généraux Noguès, commandant en chef pour l'ensemble de l'Afrique du Nord française, Mittelhauser pour le Levant, Catroux pour l'Indochine, mais aussi aux principaux résidents généraux tels Peyrouton en Tunisie, Cayla en AOF ou Boisson en AEF), de Gaulle télégraphie que s'il a l'intention de continuer la lutte, il se placera sous les ordres du premier officier plus gradé que lui désireux de le relayer. De tous les proconsuls de l'empire, seul Catroux répondra présent. Bien que général d'armée, il renoncera à arguer de cette supériorité pour supplanter de Gaulle, celui-ci étant, à ses yeux, « sorti de l'échelle des grades » et « investi d'un devoir qui ne se hiérarchisait plus²⁴ ».

Sa qualité de premier résistant de France constatée par les Britanniques, le Général se donne alors comme priorité de transformer cette reconnaissance de fait en reconnaissance de droit afin que les premiers Français libres n'incarnent pas une légion de combattants au service de l'Angleterre, mais bien l'embryon d'une organisation appelée à incarner la légitimité française ! Cette demande exorbitante, Churchill aurait pu la refuser. Or il l'a acceptée. Après lui avoir offert le micro de la BBC pour lancer son appel à la résistance, il lui fournit donc, pour la deuxième fois en dix jours, un viatique historique que l'homme du 18 Juin, « naufragé de la désolation sur les rivages de l'Angleterre²⁵ », n'oubliera jamais.

Non sans humour, le grand juriste René Cassin, que de Gaulle charge, le 29 juin, de rédiger les ordonnances fondatrices de la France libre, décrira après la guerre l'image qui lui traversa l'esprit à ce moment précis : « Si Hitler regardait par le trou de la serrure, et entendait ce professeur de droit qui doctrinait “Nous sommes l'armée française”, et ce grand général à titre provisoire qui renchérissait : “Nous sommes la France”, il s'écrierait certainement : “Voilà deux fous dignes du cabanon²⁶ !” »

Les accords qui changent tout

Mais de Gaulle ne s'arrête pas là : par les accords du 7 août 1940 conclus avec le gouvernement de Sa Majesté, il obtient pour la France libre un statut d'allié à part entière. Ce protocole, que Churchill a relu stylo à la main, permet à la jeune organisation de se doter d'une administration et de finances propres, qu'alimenteront les dons recueillis par les comités de Français libres du monde entier (le premier est fondé au Caire dès juillet 1940) et surtout les avances remboursables consenties par la Grande-Bretagne. Ce dernier détail est essentiel, car si ces subsides n'avaient pas, d'emblée, été conçus comme telles, ils auraient privé les gaullistes de toute marge de manœuvre à l'égard de leur allié. De fait, la plupart de ces avances seront remboursées, dès avant la fin de la guerre, sous forme, notamment, de fournitures militaires (les navires, par exemple, que les jeunes Forces françaises libres ne pouvaient armer en raison de la faiblesse de leurs effectifs) et de matières premières livrées à la Grande-Bretagne à partir des territoires ralliés à la Croix de Lorraine.

Car à l'été 1940, l'empire sort de sa torpeur ! Le 22 juillet, les Nouvelles-Hébrides donnent le signal du ralliement à de Gaulle, suivies, entre le 26 et le 29 août, par l'ensemble de l'Afrique-Équatoriale française, puis, en septembre, la Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon, les comptoirs français de l'Inde. À Dakar, fin septembre, ce mouvement qui semblait irréversible marque pourtant le pas : les FFL, soutenues par les Britanniques, échouent dans leur tentative de débarquement qui visait à rallier toute l'Afrique-Occidentale française. Accueillis à coups de canon par les troupes de Vichy, les navires anglais répliquent avant de rebrousser chemin. Quant aux Français libres débarqués, ils sont tués ou faits prisonniers. Bilan : 150 morts de part et d'autre. Refusant de verser davantage de sang français, de Gaulle annule l'opération.

A-t-il été rendu trop optimiste par le ralliement, presque sans coup férir, d'un bloc de 12 millions d'hommes à sa cause ? Psychologiquement, le coup est terrible. À bord du croiseur *Westernland* qui le ramène en Angleterre, Thierry d'Argenlieu l'entend murmurer : « Si vous saviez, commandant, comme je me sens seul²⁷ ! »

Vichy triomphe, Londres doute. Churchill lui-même est accusé par ses adversaires d'avoir placé trop de confiance dans un aventurier : « J'achevais d'apprendre, écrivait de Gaulle, ce que peuvent être les réactions de la peur tant chez les adversaires qui se vengent de l'avoir ressentie que chez des alliés effrayés soudain par l'échec²⁸. » Parmi les Forces françaises libres, pourtant, aucune défection n'est annoncée. Plus encourageant encore : les ralliements n'ont jamais été aussi nombreux qu'en ce tragique automne 1940. C'est que, moins d'un mois après Dakar, a eu lieu l'entrevue de Montoire entre Pétain et Hitler, point de départ officiel de la collaboration. Pour beaucoup d'indécis refusant de choisir entre Londres et Vichy, c'est la preuve que de Gaulle avait vu juste en dénonçant « l'abominable armistice ». Et Churchill aussi en ne cédant pas à ceux qui, derrière Halifax, travaillaient à une paix séparée.

Pendant quatre ans, une scénographie bien rodée

À partir de l'automne 1940, et jusqu'au débarquement du 6 juin 1944, les relations de Gaulle-Churchill vont prendre leur vitesse de croisière dans le cadre d'une règle du jeu bien établie et d'une scénographie non moins rodée.

Première règle : chacun sait pouvoir compter sur l'autre à l'heure du plus grand péril. Deux exemples, symboliques entre tous, attestent de cette solidarité : la destruction de la flotte française de Mers el-Kébir par la Royal Navy, approuvée par de Gaulle, la rage au cœur, et le projet d'administration militaire de la France par les États-Unis que Churchill fait opportunément « fuiter » pour le faire échouer.

Dans le cas de Mers el-Kébir, le Français se met ni plus ni moins à la place du Britannique qui ne pouvait prendre le risque de voir une partie du potentiel naval dont dispose Vichy saisi par les Allemands. Churchill, au reste, n'a pas attaqué par surprise. Quand, le 4 juillet 1940, la flotte anglaise est arrivée « sur zone », elle a proposé trois solutions aux navires français : rallier l'Angleterre pour continuer la guerre à ses côtés ; gagner les ports français des Antilles ou ceux des États-Unis (neutres à l'époque) pour y être désarmés ; ou bien se saborder. Et c'est parce que son ultimatum est resté

sans réponse que l'amiral Cunningham a ouvert le feu. Bilan : 1 500 morts français, deux cuirassés, un croiseur et un contre-torpilleur coulés. Seul le cuirassé *Strasbourg* parvient à s'échapper et à gagner Toulon²⁹. Le 8 juillet, alors que la presse française, en zone occupée comme en zone libre, se déchaîne contre les Anglais, de Gaulle déclare à la BBC : « M'adressant aux Anglais, je les invite à nous épargner et à s'épargner à eux-mêmes toute représentation de cette odieuse tragédie comme un succès naval. » Mais pour ajouter aussitôt : « J'aime mieux savoir, même le *Dunkerque*³⁰ échoué devant Mers el-Kébir que de le voir, un jour, monté par les Allemands, bombarder les ports anglais, ou bien Alger, Casablanca, Dakar. »

Trois ans plus tard, Churchill paiera sa dette à de Gaulle. À partir du printemps 1943 et jusqu'à la veille du Débarquement, son ministre des Affaires étrangères, Anthony Eden, mais aussi son assistant personnel, Desmond Morton, informeront régulièrement le chef des Français libres des projets de Roosevelt afin d'en rendre impossible la réalisation. Parmi ceux-ci : la mise sous tutelle de l'Empire français ; le rattachement du nord de la France à une entité néerland-belgo-luxembourgeoise créée de toutes pièces ; enfin et surtout l'installation, sur le reste du territoire, d'une administration militaire d'occupation appelée à se substituer à la tutelle allemande et dont le principal instrument de domination économique eût été le « franc-drapeau », une monnaie déjà imprimée aux États-Unis³¹.

Pour autant, ni Churchill ni de Gaulle ne perdent de vue que la France libre et la Grande-Bretagne, alliées contre l'Allemagne, restent des puissances concurrentes dans la paix, en particulier au Moyen-Orient. Et c'est le deuxième axiome de leur relation, sous-jacent jusqu'à la fin du conflit. Abcès de fixation entre tous : le Levant (autrement dit la Syrie et le Liban), dont la France a reçu mandat de la SDN en 1919 et qui, dans l'empire maintenu intact mais neutralisé par l'armistice, joue un rôle stratégique majeur.

Le haut-commissaire est alors le général Dentz, qui en juin 1940 a refusé de se rallier à de Gaulle par fidélité à Pétain. Dès 1941, les Allemands, qui soutiennent la rébellion anti-anglaise de Rachid Ali en Irak, exigent de Vichy qu'il mette à leur disposition tous les aérodromes de Syrie. Le 6 mai 1941, l'amiral Darlan, successeur et prédécesseur de Pierre Laval à la tête du gouvernement de Vichy, ordonne à Dentz de s'exécuter. Le 9 mai, les premiers appareils allemands atterrissent à Alep. Pour Churchill,

cela ne signifie rien de moins que la prise en tenaille des Britanniques qui se battent en Afrique du Nord. Le 7 juin, les Anglais et les Forces françaises libres interviennent en Syrie. Mais chacun avec une idée en tête : les premiers pour soustraire du même mouvement à la France le contrôle du Levant, les seconds pour en récupérer le monopole !

Le 14 juillet 1941, les troupes du Levant fidèles à Vichy rendent les armes et signent avec les Britanniques l'armistice de Saint-Jean-d'Acre, Pétain préférant traiter avec eux qu'avec les gaullistes. Une crise extrêmement violente s'ouvre alors avec Churchill, qui est au bord de rompre avec de Gaulle et menace même de le faire arrêter. Si un accord est finalement trouvé, qui préserve les intérêts de la France en Syrie et au Liban, c'est que les Français libres sont devenus une force appréciable et que celle-ci est accueillie avec enthousiasme par les populations. Le réalisme de Churchill fera le reste, mais ce n'est que partie remise. Car pour l'emporter, de Gaulle a promis, par la voix du général Catroux, son nouveau haut-commissaire, une indépendance rapide, qu'il proclame, *de jure*, dès le 27 septembre 1941... Un engagement que les Britanniques ne tardent pas de rappeler aux Syriens, aussitôt acquise la victoire commune sur l'Allemagne ! N'ayant pas admis de devoir céder face à de Gaulle en 1941, Churchill va donc s'employer – avec succès – à le faire céder en 1945.

Le 10 mai 1945 (deux jours après la capitulation allemande, qui a coïncidé avec les émeutes de Sétif, en Algérie), la gendarmerie syrienne fait défection. La rébellion s'étend aussitôt et, le 27 mai, un convoi militaire français est anéanti à Homs par des factions syriennes équipées d'armes britanniques. À Beyrouth, les troupes françaises sont insultées par des Syriens engagés dans l'armée britannique et à Damas les bâtiments publics sont occupés. Le 29, de Gaulle tente le tout pour le tout : pendant trente-six heures, quatorze bombardiers légers Baltimore de l'escadrille Picardie³² pilonnent le centre de la capitale syrienne.

La France va-t-elle l'emporter ? Non. Car le 30, l'ultimatum tombe, venu de Churchill en personne : si l'armée française ne fait pas taire ses armes, les Britanniques, dix fois supérieurs en nombre, ouvriront le feu sur les Français. De Gaulle reconnaîtra lui-même dans ses *Mémoires de guerre* qu'il ne pouvait faire autrement que de céder. « Ainsi, écrit-il, le gouvernement britannique étalait devant l'univers non seulement le conflit

qu'il créait lui-même contre nous, mais encore l'insulte qu'il faisait à la France dans un moment où celle-ci n'était pas en mesure de la relever. »

Troisième principe : Churchill comme de Gaulle savent, surtout à partir de 1941, date de l'entrée en guerre des États-Unis, que leur tête-à-tête est de plus en plus souvent un « tête à trois ». Même s'il fait tout pour atténuer l'hostilité presque pathologique que Roosevelt voue au chef de la France libre (y compris à Yalta, en prenant la défense de la France, que Roosevelt a refusé d'inviter), le Premier britannique ne peut oublier ce que la Grande-Bretagne doit à l'Amérique, ne serait-ce que pour ses livraisons d'armes dans le cadre du système prêt-bail. L'affaire du Levant mise à part, quand une dispute éclate entre les deux hommes, c'est quasiment toujours en raison du rôle joué par Washington dans la conduite du conflit, spécialement quand il est question de la France et de l'aide à apporter à la résistance intérieure. Jusqu'en 1944, on le sait, le président américain ne perdra pas l'espoir de traiter avec les hommes de Vichy pour barrer la route à de Gaulle, de même qu'il réservera son aide financière aux seuls mouvements de résistance réputés non gaullistes...

L'alliance asymétrique

Telle est la rançon de l'alliance asymétrique nouée, à l'été 1940, entre l'Anglais et le Français : si de Gaulle devait à Churchill d'être devenu de Gaulle, Churchill lui devait « seulement » d'avoir maintenu dans la guerre une partie de l'Empire français, en même temps qu'une force militaire modeste mais efficace. On le vit à Bir Hakeim (mai 1942) où, du propre aveu de Rommel, la résistance acharnée des Français libres retarda la progression de l'Afrikakorps vers Alexandrie et l'empêcha peut-être de conquérir l'Égypte et de contrôler le canal de Suez... Et deux ans plus tard en Italie où, grâce à l'audacieuse manœuvre du général Juin sur le Garigliano (mai 1944), les Américains purent s'extraire du borbier où ils s'enlisaient depuis huit mois avant d'entrer victorieux dans Rome dont les Français venaient de leur ouvrir la route.

D'où, chez de Gaulle, une règle de conduite qui ne se démentira jamais face à Churchill : compenser par une attitude inflexible la précarité de sa

propre situation. Intransigeance obligée de l'un ; nécessité, pour l'autre, de ménager l'allié américain : du choc de ces deux logiques procède une scénographie immuable faite de menaces, de disputes et de réconciliations.

« Les deux chefs, résume Antoine Capet dans son magistral *Dictionnaire Churchill*, ont chacun leur façon de manifester leur colère à l'endroit de l'autre. Chez de Gaulle, c'est le plus souvent par refus de se déplacer, transformant les invitations de Churchill à venir le voir en convocations auxquelles le représentant de la France souveraine qu'il est n'a aucune raison de déférer – surtout lorsqu'elles portent sur le sol "français", comme au Maroc. Chez Churchill, c'est par l'agression verbale – souvent d'ailleurs comique, quand il se sert pour cela de son français approximatif³³. »

Et cela donne ceci quand, en janvier 1943, de Gaulle refuse de s'effacer devant le général Giraud, candidat des Américains :

Churchill : « Si vous m'obstaclerez [*sic*], je vous détruirai ! »

De Gaulle : « Libre à vous de vous déshonorer³⁴ ! »

Ou cela, quand, trois mois plus tard, le Premier ministre refuse au chef de la France libre les moyens de se rendre à Alger :

De Gaulle : « Je suis donc prisonnier en Angleterre ! Bientôt, vous m'enverrez à l'île de Man ! »

Churchill : « Non, mon général, pour vous, très distingué, toujours la Tour de Londres³⁵ ! »

Leur heurt le plus porteur de sens demeure évidemment celui du 4 juin 1944 quand, mandaté par Roosevelt, Churchill convoque de Gaulle dans son train d'état-major, stationné non loin de Portsmouth, pour lui annoncer que le débarquement en Normandie aura lieu dans deux jours... Et qu'il va devoir attendre pour poser le pied sur le sol français. « Attendre quoi ? », demande le chef de la France libre qui n'a été tenu au courant d'aucun préparatif. Le Premier ministre peut d'autant moins lui fournir de réponse qu'il la connaît déjà : avant de l'autoriser à rentrer en France, le président américain veut avoir officiellement installé son AMGOT³⁶. Aussi Churchill donne-t-il à son interlocuteur ce conseil qu'évidemment il ne suivra pas : pourquoi ne se rendrait-il pas d'abord à Washington pour discuter directement avec le président de l'administration des territoires libérés ?

Alors, de Gaulle :

« Pourquoi semblez-vous croire que j'aie à poser devant Roosevelt ma candidature pour le pouvoir en France ? Le gouvernement français existe. Je n'ai rien à demander, dans ce domaine, aux États-Unis d'Amérique non plus qu'à la Grande-Bretagne³⁷ ! » Puis, sortant de ses gonds : « Allez, faites la guerre avec votre fausse monnaie³⁸ ! »

Et c'est la tirade célèbre de Churchill, dont la franchise presque désespérée en dit plus long que toutes les analyses géopolitiques sur l'état de la Grande-Bretagne d'alors, saignée à blanc par cinq années de guerre, dont trois à se défendre le dos au mur :

« Comment voulez-vous que nous, Britanniques, prenions une position séparée de celle des États-Unis ? Nous allons libérer l'Europe, mais c'est parce que les Américains sont avec nous pour le faire. Car sachez-le ! Chaque fois qu'il nous faudra choisir entre l'Europe et le grand large, nous choisirons toujours le grand large ! Chaque fois qu'il me faudra choisir entre Roosevelt et vous, je choisirai Roosevelt³⁹ ! »

Curieusement, de Gaulle n'en voudra jamais à son hôte de cette sortie, qu'il savait dictée par la blessure secrète de n'avoir pu maintenir l'Angleterre au premier rang, en dépit (ou surtout à cause) du combat titanesque qu'il avait mené pour la sauver de la destruction et permettre, du même mouvement, à l'Amérique de libérer l'Europe. Tout empêché qu'il était de se rendre en France, et en dépit de la colère sourde qui l'étreignait, il ne se trompera pas de cible en annonçant, quarante-huit heures plus tard, à la BBC, en même temps que le débarquement allié, l'engagement de la « bataille suprême ». S'abstenant de nommer les États-Unis pour mieux rappeler aux Français qu'ils ne devaient obéir qu'à des « chefs français », il tiendra à leur rappeler ce qu'en premier ressort ils devaient à la Grande-Bretagne, donc à Churchill :

« D'immenses moyens d'attaque, c'est-à-dire, pour nous, de secours, ont commencé à déferler à partir des rivages de la vieille Angleterre. Devant ce dernier bastion de l'Europe, à l'Ouest, fut arrêtée, naguère, la marée de l'oppression allemande. Il est, aujourd'hui, la base de départ de l'offensive de la liberté. »

En 1970, le Général mourra sans connaître une anecdote qui l'eût sans doute touché et que rapportera l'historien Warren Kimball dans son *Churchill et Roosevelt* paru en 1984 : alors qu'il écoutait, dans l'après-midi du 6 juin 1944, la retransmission de ce même discours, Churchill fut surpris

par lord Ismay pleurant à l'énoncé des mots fameux de l'exorde : « Derrière le nuage si lourd de notre sang et de nos larmes, voici que reparaît le soleil de notre grandeur... » Et comme Ismay, son vieux camarade de l'armée des Indes, restait impavide, Churchill le rabroua : « Gros lard, tu n'as donc aucun sentiment⁴⁰ ! »

Churchill pleure encore le 11 novembre 1944 quand, accueilli en héros dans Paris libéré depuis quatre mois, il entend les premières mesures du *Père la victoire*⁴¹ que de Gaulle fait jouer pour lui, au pied de la statue de Clemenceau. Quelques jours plus tard, il écrira au Général que cet accueil des Français restera comme « l'une des plus glorieuses et émouvantes circonstances de sa vie ».

Alors que la guerre touche à sa fin et que leurs disputes, désormais, appartiennent au passé, les deux hommes pressentent-ils que leurs destins vont, une fois de plus, coïncider ? Le 26 juillet 1945, moins de trois mois après avoir été acclamé par une foule en délire saluant, le 8 mai, l'annonce de la capitulation allemande, Churchill est battu aux législatives par un candidat travailliste sorti de nulle part. Déclinant la distinction suprême que le roi George VI voulait lui décerner, il déclare en présentant sa démission du poste de Premier ministre : « Comment puis-je accepter l'ordre de la Jarretière de mon souverain quand le peuple m'a décoré de l'Ordre du coup de pied aux fesses⁴² ? » Six mois plus tard, le 20 janvier 1946, c'est au tour de De Gaulle de présenter sa démission de président du gouvernement provisoire, faute d'avoir pu convaincre les partis renaissants d'adopter des institutions fermes et stables. Si « l'ingratitude est la marque des peuples forts » (Plutarque), nul doute que la Grande-Bretagne et la France atteignent alors des sommets !

Certes, Churchill sera rappelé pour quatre ans à Downing Street en 1951 et de Gaulle, en 1958, à Matignon puis à l'Élysée afin de résoudre la crise algérienne, laquelle lui servira de tremplin pour instaurer la V^e République. Mais tout indique que la blessure secrète d'avoir été sèchement remerciés au soir de la victoire n'a pas été pour rien dans l'approfondissement constant de leur amitié, envers et contre tout. Et même contre tous, si l'on songe à l'acharnement constant déployé par Roosevelt pour les séparer...

Deux géants aux antipodes

Et cependant, quelles différences abyssales de culture, de goûts et de tempéraments ! Si les deux hommes, immenses mémorialistes, sont historiens dans l'âme, ils ne tirent pas, loin de là, les mêmes enseignements du passé. À l'inverse de l'auteur de *La France et son armée* qui se sert de l'Histoire pour distinguer le conjoncturel du permanent et tenter de percer à jour les rapports de force présents et à venir (d'où la formule de Malraux : « Le Général est un homme d'avant-hier et d'après-demain »), Churchill ne cherche rien d'autre, en retraçant la vie de son ancêtre, le duc de Marlborough⁴³, qu'à rehausser la gloire de sa famille et, partant, celle de la Grande-Bretagne.

C'est que l'Anglais, profondément dépressif quand il s'éloigne de l'action – on le décrirait aujourd'hui comme bipolaire –, est un nostalgique revendiqué : « J'aime vivre dans le passé. Je n'ai pas l'impression que l'avenir réserve beaucoup d'agrément aux hommes », confie-t-il ainsi à l'économiste travailliste Harold Laski qui lui reproche amicalement d'être un « vestige chevaleresque et romantique de l'impérialisme britannique du XVIII^e siècle⁴⁴ ».

D'où, chez lui, un mélange constant de cécité (volontaire ?) face aux évolutions du monde et d'extrême vélocité dans la prise de décision... La cécité, c'est celle qu'il oppose en particulier au combat en faveur de l'égalité politique des femmes, pourtant inauguré en Angleterre. C'est encore et surtout son hostilité farouche à toute rupture du lien colonial, ce que l'ancien officier de l'armée des Indes qu'il était refusa jusqu'à son dernier souffle. Sans parler de son indifférence à l'enjeu nucléaire dont il ne voit pas le moindre inconvénient à abandonner la maîtrise aux États-Unis... Trois domaines que de Gaulle, promoteur du vote des femmes, décolonisateur convaincu et théoricien du « pouvoir égalisateur de l'atome », eut à cœur de traiter avec le souci d'« épouser son siècle ».

Churchill, que certains de ses contemporains n'hésitaient pas à décrire comme un « drogué de l'action », n'avait pas son pareil, en revanche, pour décider « à chaud » et fixer d'un seul regard l'itinéraire à prendre pour triompher d'un obstacle. « Je suis, disait-il, le contraire d'un homme

raisonnable. Je ne m'exalte que lorsque je me prends pour Jeanne d'Arc⁴⁵ ! »

Quand de Gaulle parle de Churchill comme d'un « artiste » de la politique, et même d'un artiste tout court (ce qu'il est assurément, sous sa défroque de peintre du dimanche), c'est évidemment à tout cela qu'il pense, en même temps qu'à son goût du décorum : uniformes, drapeaux, fanfares, roulements de tambours... Mais aussi au respect absolu de la tradition, qui tient lieu de rigueur à cet aventurier. Car sir Winston, qui possède plus de tenues et de chapeaux que sa femme, lady Clementine, qui reçoit le président des États-Unis en robe de chambre et la presse internationale en combinaison d'aviateur orange, ce spéculateur qui peut perdre en une heure à la Bourse dix ans de ses substantiels droits d'auteur, est le même qu'aux heures sombres de l'été 1940 le chef des Français libres a vu, reclus dans sa *War Room* souterraine de Westminster, coordonner d'une main de fer, au fil d'interminables nuits sans sommeil, la défense de la Grande-Bretagne encerclée. Le même qui, après le bombardement de la Chambre des communes, décide de la reconstruire à l'identique alors que seuls deux tiers de ses membres peuvent y tenir assis. « La logique, dit-il, a conduit beaucoup de nations à construire des assemblées semi-circulaires avec des aménagements donnant à chaque parlementaire une place fixe et même un pupitre pour écrire ou, éventuellement, pour en faire claquer le couvercle. Mais la logique est un pauvre guide à côté de la tradition⁴⁶... »

N'est-ce pas ce mélange même d'imprévisibilité et d'immutabilité qui, aux yeux du janséniste de Gaulle, aussi étranger aux séductions de l'argent et à l'attrait des honneurs que Churchill y était sensible, faisait de lui l'incarnation même de la Grande-Bretagne ?

La grande réconciliation

Dans les années 1950, même leurs différends sur l'Europe ne parviendront plus à les séparer. Le Britannique s'engage-t-il en faveur de la construction fédérale promue par les Américains et, en France, par Jean Monnet et Robert Schuman ? De Gaulle, qui prend le parti inverse en mobilisant une majorité de ses concitoyens contre le projet de Communauté

européenne de défense, lui en veut d'autant moins qu'il observe, non sans amusement, que Churchill se garde soigneusement d'associer la Grande-Bretagne à ce « grand dessein ». Évitant le sujet, les deux hommes correspondent régulièrement, confrontant leurs souvenirs pour la rédaction de leurs Mémoires respectifs. Entre eux, tout ce qui pouvait subsister d'hostilité disparaît. Seuls demeurent l'admiration... et l'humour !

Ainsi, on leur rapporte régulièrement ce que chacun dit sur l'autre. Churchill affirme-t-il devant des visiteurs que « le Général est un grand homme ? » Mis au courant, de Gaulle laisse tomber : « Ah, il a dit ça, le monstre de Downing Street⁴⁷ ? » Seuls les anciens de Londres peuvent comprendre. Quand, en mars 1943, Churchill, sur la pression de Roosevelt, avait empêché de Gaulle de se rendre à Alger, il avait lancé à Charles Peak, son ambassadeur auprès de la France combattante : « Et vous veillerez personnellement à ce que le monstre d'Hampstead⁴⁸ ne s'échappe pas⁴⁹ ! »

Et dans l'inusable catégorie des bons mots apocryphes, comment ne pas citer celui prêté à Churchill : « De toutes les croix que j'ai dû porter pendant la guerre, la plus lourde fut la croix de Lorraine ! »

À son ami le réalisateur Alexandre Korda qui, en septembre 1948, lui demandait s'il en était vraiment l'auteur, l'ancien (et futur) Premier ministre avait répondu : « Non. Je ne l'ai pas dit. Mais je le regrette, car c'était tellement vrai ! » Mis au courant par un témoin de la scène, de Gaulle s'était esclaffé : « Si l'on considère que les autres croix que Churchill a dû porter étaient l'armée allemande, la guerre sous-marine, le bombardement de la Grande-Bretagne et la menace d'anéantissement et, qu'après tout cela, il considère encore que la plus lourde de toutes a été de Gaulle, alors c'est un bien grand honneur qu'il fait à un homme sans armée, sans patrie, avec si peu de troupes pour le suivre⁵⁰ ! »

Pour la petite histoire, l'anecdote n'en restera pas là et rejoindra la grande, en novembre 1958. À cette date, Churchill a quitté le pouvoir depuis trois ans. Victime d'une attaque cérébrale dont il s'est d'autant plus mal remis qu'il n'a pas rompu son compagnonnage avec le whisky⁵¹, le *Grand Old Man* n'est plus que l'ombre de lui-même. Dans ses *Mémoires d'espoir*, de Gaulle parle de lui comme d'« une lumière qui s'éteint ». Avant que le temps n'achève son œuvre, il tient donc à le recevoir à Paris pour le faire Compagnon de la Libération et lui remettre la croix afférente. L'événement est si important à ses yeux qu'il a spécialement rouvert

l'ordre, forclos depuis 1946, pour signer le décret d'attribution⁵². Il a choisi pour cela une date symbolique : le 18 juin 1958, alors qu'il n'est au pouvoir que depuis deux semaines et que, c'est le moins qu'on puisse dire, les urgences ne manquent pas !

Rarement reproduite, la citation du Général qui accompagne le décret est éloquente :

« Comme Premier ministre de la Grande-Bretagne, au moment du pire danger couru par l'Europe, a inspiré et dirigé la résistance de son pays et contribué là, d'une manière décisive à sauver la liberté du monde. A fait confiance à la France quand c'était le plus difficile en lui prêtant le concours moral et matériel de l'Angleterre, son alliée. A ainsi contribué directement à sa libération et à sa victoire. Restera, dans l'Histoire, illustre au premier chef. »

Peu connue est alors la proposition que font à l'homme du 18 Juin quelques anciens de la France libre qui ont mal digéré la phrase de Churchill sur le « poids » de la croix de Lorraine : lui en offrir une si lourde qu'elle aurait nécessité un brancard, porté par quatre Compagnons ! De Gaulle, que l'idée avait beaucoup amusé, n'ira évidemment pas jusque-là, mais demandera tout de même à la Compagnie des cristalleries de Saint-Louis de réaliser une croix dépassant le kilo...

Les adieux

En avril 1960, c'est au tour du Général de se rendre en visite officielle à Londres, où l'attend un accueil triomphal. Sa première visite est pour le vieux lion, retiré dans sa propriété de Chartwell. En l'accueillant sur le pas de la porte, il lui dit : « Général, vous êtes le bienvenu chez moi. Vous le serez jusqu'à la fin de ma vie. » Et à de Gaulle qui, en le quittant, lui adresse un respectueux « *Good Bye, sir Winston* », il lance : « Vive la France ! »

Dans ses *Mémoires d'espoir*, l'ancien chef des Français libre note étrangement : « Ce sont les derniers mots que j'entendrai de lui. » Si rigoureux d'ordinaire, au point de faire recouper ses agendas personnels par des archivistes avant de s'engager sur une date ou un fait, de Gaulle ne dit

manifestement pas la vérité. Les deux hommes se reverront en effet une dernière fois, le 22 octobre suivant, à Nice. Le président de la jeune V^e République est en voyage officiel dans le Midi de la France et l'ancien Premier ministre y séjourne, comme d'ordinaire à l'arrière-saison. Pourquoi avoir omis cette rencontre, dûment signalée par la presse ? Pierre Lefranc, alors chef de cabinet du Général à l'Élysée, avait son explication : l'état de santé de Churchill qui s'efforçait pourtant de donner le change était alors si dégradé que de Gaulle avait préféré oblitérer ce souvenir⁵³. À François Kersaudy qui l'interrogeait pour son excellent *De Gaulle et Churchill*, Lefranc a aussi longuement raconté les détails de la visite de l'ancien Premier ministre à Matignon, deux ans plus tôt, pour recevoir sa croix de la Libération : « À la fin de la cérémonie, nous l'escortâmes jusqu'à la Rolls-Royce de l'ambassadeur, au pied du perron. Dans le jardin, tourné vers de Gaulle, il salua longuement du chapeau. "Quelle tristesse", me dit de Gaulle dans l'ascenseur⁵⁴. »

Lors de la visite à Londres du Général, la presse britannique avait remarqué combien le chef de l'État français, une fois n'est pas coutume, s'était montré ému en découvrant, lors de son discours à la Chambre des communes, Churchill, devenu l'ombre de lui-même, assis au premier rang pour l'applaudir. « En voyant sir Winston, il eut un frémissement, son visage se colora, ses yeux se mouillèrent », raconte alors Louis Kirby dans le *Daily Mail*⁵⁵.

Aux obsèques nationales⁵⁶ du grand homme, diffusées en direct par les télévisions de 117 nations le 30 janvier 1965, le monde découvrira à son tour combien de Gaulle, pâle sous les hauts vitraux bleus de la cathédrale de Westminster, semblait marqué par la disparition de celui qui, quatre ans durant, ne l'avait guère ménagé tout en lui offrant l'occasion d'embrasser son destin hors-série. À la reine Élisabeth, il écrira seulement : « Dans le grand drame, il fut le plus grand. »

2

Hitler, l'ennemi absolu

Quand, à quinze ans, Charles de Gaulle se projetait dans l'avenir sous les traits d'un général victorieux sauvant la France d'une invasion, imaginait-il à quel type d'adversaire celle-ci serait bientôt confrontée ? Pour impressionnante qu'elle fût, sa prescience n'allait pas jusque-là ! Comme la plupart des Français d'alors, l'adolescent qu'il est en 1905 voit l'avenir comme le présent et le présent semblable au passé dont il est bercé. Issu d'une famille vouée depuis sept siècles au service de la monarchie française – la chronique mentionne un de Gaulle recevant, en 1210, un fief de Philippe Auguste –, le fondateur de la V^e République s'est éveillé au monde par la question allemande.

L'Allemagne comme premier horizon

Quand il voit le jour, le 22 novembre 1890, à Lille, marche frontière meurtrie par les invasions et par la perte de l'Alsace et de la Lorraine voisines, l'obsession de « venger Sedan » anime toute une génération. À ses yeux, c'est d'ailleurs moins l'Allemagne que la Prusse qui menace la France et c'est de la Prusse qu'il faut, avant tout, se prémunir – cette Prusse

dont il a appris de Mirabeau qu'elle n'est pas « un État qui dispose d'une armée, mais une armée qui dispose d'un État¹ ».

Contrairement à beaucoup de ses contemporains issus du même milieu, il n'a cependant aucun *a priori* contre la culture allemande dans laquelle il est baigné très jeune. Et pour cause puisque la mère de Charles de Gaulle, Jeanne Maillot, avait un arrière-grand-père allemand, Louis-Philippe Kolb (1761-1842), né à Grötzingen, dans le duché de Bade, lequel avait pris un prénom français pour s'engager comme officier dans le régiment de Reinach, au service de Louis XVI. Ayant épousé une Française, il avait ensuite fait souche à Lille, tout en veillant à ce que ses descendants ne rompent pas le lien avec leurs cousins d'outre-Rhin. C'est chez eux que le jeune Charles ira souvent passer ses vacances d'été avant la Première Guerre mondiale.

Bien différente est la relation qu'Adolf Hitler, dès son adolescence, entretient avec la France. Né dix-neuf mois avant de Gaulle, il la déteste plus encore que l'empire Habsbourg où il a vu le jour le 20 avril 1889 à Braunau-am-Inn, non loin de cette frontière austro-allemande sur laquelle son père exerçait la fonction de douanier. Quand ce dernier meurt, en 1903, Adolf est envoyé en pension à Linz, où ces deux détestations vont se développer de concert sous l'influence d'un professeur d'histoire auquel il rendra hommage, plus tard, dans *Mein Kampf* : Leopold Pötsch. La France, enseigne-t-il, est l'ennemie héréditaire de la « Grande Allemagne », dont devrait faire partie l'Autriche. Or celle-ci a été trahie par les Habsbourg, qui, plutôt que de jouer la carte du pangermanisme, l'ont intégrée dans un espace multiculturel livré à l'influence des Juifs et des Slaves...

Ce rejet de la monarchie viennoise ira si loin chez Hitler qu'en 1914, il se déclarera « apatride » afin de pouvoir être incorporé comme volontaire dans le 2^e régiment d'infanterie du royaume de Bavière, État fédéré du Reich grand-allemand dirigé par Guillaume II. L'étudiant recalé sept ans plus tôt au concours des Beaux-Arts de Vienne et qui, depuis, menait la vie errante d'un semi-clochard se révèle au feu : trois mois après être monté au front, le voici *Gefreiter*² et récompensé de la Croix de fer de deuxième classe. Il recevra celle de première classe en 1918, non sans avoir été blessé en 1916 puis gravement intoxiqué à l'ypérite quelques jours avant la fin des combats.

Pour le futur chef de la France libre, sorti de Saint-Cyr en 1912, la guerre est aussi une expérience fondatrice. Blessé dès le 15 août 1914, et une deuxième fois en mars 1915, le lieutenant de Gaulle est promu capitaine cette même année après avoir été décoré de la croix de guerre et cité à l'ordre de sa division. En juin, il est de retour dans son bataillon, et s'enterme avec lui dans les tranchées. Le froid et les épidémies les attendent. La vermine et les rats aussi. Combats de cauchemar pour gagner quelques acres de boue ; nuits de feu où l'on voit comme en plein jour et jours privés de soleil par la poussière compacte des explosions : sa vie n'est guère différente, alors, de celle menée, dans le camp d'en face, par le *Gefreiter* Hitler.

Tout change en février 1916, quand les Français s'arrachent de leur glèbe pour monter sur Verdun. Le 2 mars, au terme d'un corps à corps de six jours avec les Allemands, le capitaine de Gaulle s'écroule inanimé, frappé d'un coup de baïonnette, avant de se réveiller, prisonnier, pendant son transfert à l'hôpital de Mayence. Il ne reverra la France qu'en 1918, au terme de trente-deux mois de captivité ponctués de cinq tentatives d'évasion qui lui vaudront de passer du confort très relatif des premiers Oflags à la cellule sans lumière des récidivistes.

Quand il ne tente pas de s'évader, il en profite pour parfaire sa connaissance de la littérature et de la philosophie allemandes. Surtout, il lit régulièrement la presse, organisant plusieurs conférences d'actualité pour ses compagnons d'infortune, dont le futur maréchal Toukhatchevski, qui, libéré, se ralliera à la révolution russe avant de disparaître dans le grand tourbillon des purges staliniennes. De cette documentation accumulée en captivité, de Gaulle tirera la matière de son premier livre, *La Discorde chez l'ennemi*, paru en 1924 chez Berger-Levrault.

La sourde frustration qu'engendre, chez de Gaulle, cette longue captivité, n'est rien, cependant, comparée au cataclysme psychologique – et même psychosomatique – provoqué chez Hitler par l'armistice du 11 novembre 1918. Quand en survient la nouvelle, l'Autrichien commence seulement à recouvrer la vue qu'il avait perdue après avoir été gazé. À l'annonce de la « trahison de Novembre », il redevient aveugle. Puis revoit. À la journaliste américaine Anne McCormick, il expliquera, quinze ans plus tard, dans le *New York Times* : « Je ne voyais plus, et soudain, j'ai vu. Cette vision retrouvée, ce fut aussi mon inspiration. »

De fait, une profonde métamorphose se produit alors. Le guerrier taciturne qui, entre deux combats, préférerait s'isoler dans la campagne belge ou française, carnet de croquis en poche, commence à rechercher frénétiquement le contact et l'assentiment des autres, auxquels il tient des discours nationalistes enflammés. Durant son séjour à l'hôpital militaire de Pasewalk, en Poméranie, ses harangues font office d'attraction, subjuguant déjà ceux que n'effraie pas sa véhémence. Il en sort avec une obsession, inverse de celle de la majorité de ses camarades, heureux de rentrer chez eux : rester dans l'armée.

Ce fanatisme naissant va alors en rencontrer un autre : celui du corps des officiers de l'ancienne *Deutsches Heer*³, hanté par le danger de prise en main de l'armée par les bolcheviques, comme ce fut le cas lors de la révolution russe de l'année précédente. Conscient des dispositions exceptionnelles de Hitler pour parler en public, le chef du renseignement militaire bavarois le recrute comme informateur, chargé de débusquer des « menées antinationales ». Et il l'envoie même, en 1919, suivre des cours d'économie et d'histoire politique à l'université de Munich. Hitler en sort conquis par ceux du professeur Gottfried Feder, dont il fera, dès 1933, l'un des économistes officiels du III^e Reich. Sa thèse : la société capitaliste doit se débarrasser des Juifs qui, en « contrôlant la finance mondiale », réduisent les producteurs nationaux en esclavage par le biais de l'usure.

Faut-il dater de cette rencontre la naissance officielle du national-socialisme ? Pangermanisme, antisémitisme, anticapitalisme, tout est lié, désormais, dans l'esprit de Hitler, qui, en 1920, fonde le parti nazi. En 1923, son putsch manqué contre le gouvernement bavarois l'envoie pour treize mois en prison, période qu'il met à profit pour formaliser sa doctrine en rédigeant *Mein Kampf*... Dont il ressort qu'en sus des Juifs, la France est bien son ennemie privilégiée :

« Peu importe qui a gouverné ou gouvernera la France, écrit-il. Que ce soient les Bourbons ou les Jacobins, les Napoléon ou les démocrates bourgeois, les républicains cléricaux ou les bolchevistes rouges : le but final de leur politique étrangère sera toujours de s'emparer de la frontière du Rhin et de consolider la position de la France sur ce fleuve, en faisant tous leurs efforts pour que l'Allemagne reste désunie et morcelée. »

Il conclut : « L'ennemi mortel, l'ennemi impitoyable du peuple allemand est et reste la France. [...] Cette menace ne sera pas écartée grâce

à des prières au Seigneur, ni par des discours ou des négociations à Genève. Elle ne pourra l'être que par une guerre sanglante. »

Est-il besoin de préciser que si, au même moment, de Gaulle s'inquiète d'une renaissance du péril allemand, ses jugements sont à l'opposé de ce manichéisme sommaire, comme si la complexité germanique exerçait sur sa sensibilité une manière de fascination ? Cette ambiguïté, rien ne la résume mieux que le passage qu'il consacre à la rivalité franco-allemande dans son livre de 1934, *Vers l'armée de métier* :

« Où qu'elle passe, la frontière franco-allemande est la lèvre d'une blessure. D'où qu'il souffle, le vent qui la balaie est gonflé d'arrière-pensées. L'opposition des tempéraments avive cette amertume. Ce n'est point que chacun méconnaisse la valeur de l'autre et ne se prenne à rêver, parfois, aux grandes choses qu'on pourrait faire ensemble. Mais les réactions sont si différentes qu'elles tiennent les deux peuples en état constant de méfiance. Ce Français, qui met dans son esprit tant d'ordre, et si peu dans ses actes, ce logicien qui doute de tout, ce laborieux nonchalant [...], comment le Germain pourrait-il le rejoindre, le comprendre et s'y reposer ? Inversement, nous inquiète l'Allemagne, force de la nature à laquelle elle tient au plus près, faisceau d'instincts puissants mais troubles [...], océan sublime et glauque d'où le filet retire pêle-mêle des monstres et des trésors⁴. »

Cette Allemagne « sublime et glauque », de Gaulle prône alors à son endroit une politique que n'eût pas reniée Richelieu : la division qui fait régner, l'intrigue qui affaiblit, l'alliance d'équilibre qui conjure, à la fois, danger d'agression et velléités d'encerclement. Logique, il déplore la politique française dite des « nationalités » :

« L'unité allemande, favorisée par nos illusions, scellée par nos désastres, confirmée par notre hâte à limiter la récente victoire, a mis le colosse à même de se ruer vers l'ouest d'un seul élan et sans délai⁵... »

La « pactomanie » qui, de Locarno à Munich en passant par Stresa, caractérise la politique étrangère française de l'entre-deux-guerres, de Gaulle la juge pareillement dangereuse et inadaptée. Ce peu de foi dans la « sécurité collective » et cette confiance symétrique dans la politique classique de la France expliquent qu'il ait dédié *La Discorde chez l'ennemi* à Charles Maurras, qui, jusqu'à l'avènement de Hitler, dénonça lui aussi sans relâche les abandons unilatéraux de notre diplomatie.

De Gaulle, lecteur de Hitler... et Hitler de De Gaulle !

Ce qui est certain, c'est qu'à partir du milieu des années 1930, le colonel de Gaulle se sépare radicalement des positions internationales prises par le chantre du « nationalisme intégral » qui, disait-il, « avait eu raison au point d'en devenir fou » en choisissant de rejoindre, par antibolchevisme, le camp pacifiste, favorable à une entente avec l'Allemagne. Après la remilitarisation de la Rhénanie, en mars 1936, il prône plus que jamais la politique offensive que sous-tend son projet d'armée de métier organisée autour d'un « corps mécanisé ». Si ses avertissements n'eurent, comme on l'a vu, que peu d'échos dans le monde politique français, il n'en fut pas de même outre-Rhin, où la presse militaire spécialisée se pencha longuement sur ses livres, *Vers l'armée de métier* en particulier, traduit sous le pseudonyme de Gallicus et publié à Potsdam au début de 1935. Le 21 avril 1935, les *Hamburger Nachrichten*⁶ s'exclament : « Il serait triste que ce livre mette un point final à l'entente franco-allemande. » Et *Der Weg zur Freiheit*, mensuel militaire berlinois, ajoute, le 15 juin : « Si cette façon de voir les choses l'emporte en France, il y a peu de chances de parvenir à un arrangement franco-allemand... Rarement l'esprit d'agressivité français ne s'est camouflé de façon aussi spectaculaire sous l'idée de sécurité. Toute l'argumentation de De Gaulle est tournée vers l'offensive. » Preuve que la perception gaullienne de la puissance allemande touche au fond des ambitions de Hitler, la campagne de presse orchestrée contre l'obscur colonel français ne prendra fin qu'avec l'assurance que ses idées ne connaîtraient jamais de consécration officielle

Derrière la rupture, désormais définitive, entre de Gaulle et Maurras : *Mein Kampf*. Le futur chef de la France libre l'a lu, relu, médité, bien que son auteur en ait fait interdire la traduction intégrale en français, ce qui signe le caractère délétère de ses intentions⁷. On peut même avancer sans grand risque de se tromper que la publication de *Vers l'armée de métier* fut sa réponse de militaire au programme clairement énoncé par le livre-programme du dictateur : en finir avec la France.

Et le Führer lui-même, grand dévoreur de livres, et spécialement de stratégie, avait-il lu de Gaulle ? Plutôt deux fois qu'une, comme en témoigne Albert Speer dans ses souvenirs. Celui qui n'était encore que

l'architecte préféré du Führer, avant de devenir, en 1942, son tout-puissant ministre de la Production, l'entendit affirmer lorsqu'il visita Paris en sa compagnie le 17 juin 1940 : « J'ai lu à plusieurs reprises le livre du colonel de Gaulle sur les possibilités offertes par les blindés. Et j'ai beaucoup appris⁸ ! » De cela, le futur général de Boissieu eut la preuve formelle au printemps 1945, quand, jeune capitaine dans la 2^e DB, il entra en vainqueur dans Berchtesgaden aux côtés de Leclerc puis, de là, au Berghof, la résidence de Hitler dans les Alpes bavaroises. Il raconte dans ses Mémoires :

« Le 6 mai, retournant dans les souterrains qui servaient à la protection du personnel du Führer, je pénétrai, avec l'autorisation des Américains qui en assumaient la garde depuis le matin, 0 heure, dans une pièce où se trouvait une partie de la bibliothèque privée de Hitler ; compulsant quelques livres, j'eus la satisfaction de trouver un lot de volumes sur la tactique, la stratégie, l'emploi des armes et tout à coup, je vis une couverture que je connaissais bien : celle du livre du colonel de Gaulle, *Vers l'armée de métier*, traduit en allemand. Je parcourais fiévreusement les pages et j'y découvrais avec étonnement des annotations qui étaient incontestablement de la main de Hitler, puis une note sur l'auteur, en allemand, que je mis dans ma poche.

« Comme il nous avait été dit qu'aucun objet ne devait plus quitter le Berghof, je dissimulai ce livre dans mon blouson pendant la visite. Parvenu devant les soldats de garde américains de la sortie, je jouai celui qui ne savait pas et montrant carrément le livre je demandai de l'emporter. Aussitôt, un sous-officier s'avança et, prenant le livre, le jeta sur un brasier qui servait à réchauffer la garde.

« La rage me saisit, je me précipitai vers le brasero, mais un des gardes me menaçant de sa carabine je dus reculer après lui avoir fait comprendre vertement qu'il était stupide.

« Je mis plusieurs mois avant d'oser raconter la scène au général de Gaulle. Lorsque je m'en ouvris à lui, il se contenta de me demander : "Aviez-vous au moins retenu quelques annotations ?" Je répondis par l'affirmative en signalant qu'il y avait beaucoup de "*Ganz gut*⁹", "*Ganz richtig*¹⁰". Le général sourit et pardonna ce geste incongru d'un Américain inconscient. Je ne lui dis pas que j'avais conservé la note sur l'auteur qui

disait ceci : “Général de Gaulle, 51 ans. Condamné à mort par contumace par le gouvernement français, ainsi qu’à la dégradation et à la confiscation de ses biens. Comme écrivain militaire, il indiqua de bonne heure l’importance de l’arme blindée et préconisa l’armée de métier. Beaucoup de personnalité mais son tempérament emporté lui interdit d’être un véritable chef. Ambition démesurée dont les Anglais comprirent le profit qu’ils pouvaient en tirer. Peu aimé dans l’armée en raison de son caractère. En 1940, commandait une division blindée puis fut sous-secrétaire d’État au ministère de la Guerre¹¹.” »

Du personnage historique que campe le Führer, de Gaulle, en revanche, parle peu dans les années 1930. S’il a compris que l’ancien caporal autrichien incarnait bien autre chose qu’un classique retour de balancier de l’Histoire voué à effacer les clauses territoriales du traité de Versailles, il ne s’y intéresse qu’en fonction de l’urgence, à savoir comment éviter le désastre – ce qui n’est déjà pas rien en un temps où une partie de la bourgeoisie française préfère ouvertement Hitler à Blum !

Contre Hitler avec Staline, comme « François I^{er} allié aux musulmans contre Charles Quint »

Mieux, dans une lettre adressée à sa mère, le 20 décembre 1936, il se déclare sans détour partisan du pacte franco-soviétique¹², dont le seul énoncé fait frémir d’horreur la droite de l’époque. Tout le réalisme de De Gaulle s’exprime ici, et même une troublante esquisse de la chronologie que vont enclencher les accords de Munich :

« Vous me demandez, ma bien chère Maman, ce que je pense du “pacte franco-russe” ? Ma réponse sera très simple. Nous allons rapidement à la guerre contre l’Allemagne : pour peu que les choses tournent mal pour nous, l’Italie ne manquera pas d’en profiter et de nous donner le coup de pied de l’âne. Il s’agit de survivre, tout le reste est littérature.

« Or, je vous le demande, sur qui pouvons-nous compter pour nous aider, les armes à la main ?

« La Pologne n’est rien : d’ailleurs elle joue le double jeu. L’Angleterre a sa flotte, mais pas d’armée et une aviation actuellement très en retard.

Nous n'avons pas les moyens de refuser le concours des Russes, quelque horreur que nous ayons pour leur régime. C'est l'histoire de François I^{er} allié aux musulmans contre Charles Quint.

« Je sais bien que la propagande acharnée et très habile de Hitler a réussi à faire croire à beaucoup de braves gens en France qu'il ne nous en voulait nullement et qu'il suffira, pour lui acheter la paix, de le laisser faire la conquête de l'Europe centrale et de l'Ukraine. Mais personnellement, je suis convaincu qu'il n'y a là qu'hypocrisie et qu'il a pour principal but d'écraser la France après l'avoir isolée ; comme il le dit dans ce *Mein Kampf*. Dès lors tout ce qui peut nous aider contre l'Allemagne est bon à prendre, même les forces militaires russes.

« D'ailleurs quand bien même Hitler voudrait nous laisser d'abord tranquilles et établir son hégémonie sur tout le reste de l'Europe, comment pourrions-nous imaginer que, ceci fait, et sa puissance ainsi doublée, il nous laisserait l'Alsace et nos Colonies ? Nous nous trouverions face à lui, sans concours possible, et contraints de nous asservir à lui, sauf à succomber sans espoir sur les champs de bataille. Il faut avoir le courage de regarder les choses en face. Tout doit être en ce moment subordonné à un seul plan : grouper contre l'Allemagne tous ceux qui lui sont opposés pour quelque raison que ce soit, la détourner ainsi de faire la guerre et, si elle la fait, la vaincre¹³. »

Irruption de l'Allemagne en Europe centrale après le contournement des fortifications tchèques rendu possible par les accords de Munich ; stratégie insensée de la Pologne, qui, avant d'être avalée tout entière, un an plus tard, s'engouffre dans la brèche pour obtenir un pourboire de Hitler¹⁴ ; enfin et surtout, « coup de pied de l'âne » de l'Italie à la France, le 10 juin 1940, quand notre armée n'a plus aucune chance de se relever du coup de boutoir allemand de la guerre éclair : de Gaulle, décidément, a tout vu, tout prévu. Sur un point et un seul, il se trompe : l'intérêt que pourrait nourrir Hitler pour les colonies françaises et les colonies en général. C'est d'autant plus curieux que s'il est un sujet – le seul – sur lequel les deux hommes pensent la même chose, c'est bien celui-là : l'inutilité pour une puissance continentale digne de ce nom de disposer d'un vaste empire colonial outre-mer. Pour reprendre les catégories classiques de la géopolitique, de Gaulle comme Hitler ne voient d'avenir pour leurs pays respectifs que dans le *Heartland*... À cette différence près que le premier ne revendique aucun

territoire, tandis que le second a bien l'intention de coloniser l'espace slave jusqu'au Caucase !

Plus proche des idées de Clemenceau que de celles de Jules Ferry, le futur décolonisateur de l'Afrique a laissé entrevoir très tôt sa méfiance envers l'idée coloniale. Dans les conférences qu'il prononce à Saint-Cyr dans les années 1920, il associe souvent l'idée impériale à une dispersion de forces qui finit toujours par affaiblir le centre. Il évoque l'empereur Caracalla, dont l'édit de 212 a élargi la citoyenneté romaine à tous les peuples de l'Empire et qu'Edward Gibbon, dans son *Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain* (1776), a érigé en symbole du péril de mort que fait peser la colonisation sur le colonisateur. Hitler, qui lui aussi a lu Gibbon, ne dit pas autre chose. Dans *Mein Kampf*, d'abord, quand il critique le choix de Guillaume II d'abandonner la stratégie continentale de Bismarck pour se lancer dans l'aventure coloniale : « Le vrai chemin à suivre aurait été le renforcement de la puissance continentale pour le gain de nouveaux territoires en Europe. » Dans son testament politique¹⁵ ensuite :

« L'Espagne, la France et l'Angleterre se sont anémiées, dévitalisées, vidées dans ces vaines entreprises coloniales. Les continents auxquels elles ont donné vie, qu'elles ont créés de toutes pièces, ont acquis aujourd'hui une vie propre. Ils ont perdu jusqu'au souvenir de leurs origines, sinon en paroles. Ce sont néanmoins des mondes fabriqués, auxquels il manque une âme, une culture, une civilisation originale. De ce point de vue-là, ils ne sont rien de plus que des excroissances¹⁶. »

Sous la plume de De Gaulle, on lit également, en 1929, ces mots passés, à tort, inaperçus à propos des troupes coloniales : « Il est juste et habile, non pas seulement de respecter, mais encore d'encourager leur foi en l'avenir de leur race et l'attachement qu'ils portent à leurs terres natales, car ils en tirent leur valeur¹⁷. » Depuis Beyrouth, où il est muté pour deux ans, il écrira un an plus tard à son ami Lucien Nachin, en juin 1930 :

« Le Levant est un carrefour où tout passe ; religions, armées, Empires, marchandises, sans que rien n'y bouge. Voilà dix ans que nous y sommes. Mon impression est que nous n'y pénétrons guère et que les gens nous sont aussi étrangers (et réciproquement) qu'ils ne le furent jamais... Il y a un homme, et je crois, un seul qui comprenait bien la Syrie et savait y faire ; c'était le colonel Catroux. C'est pourquoi il en est parti¹⁸... »

Comme, trente ans plus tard, la France devra le faire en Algérie et en Afrique noire ? Cette convergence de fait entre de Gaulle et Hitler sur la question de l'outre-mer n'est pas fortuite. C'est même elle qui fonde leur irréductible opposition. Convaincus tous deux que la France et l'Allemagne doivent s'affirmer d'abord comme des puissances continentales, ils ne peuvent que s'opposer en pratique puisque l'un défend l'indépendance de son pays et l'autre la vocation du sien à dominer l'entièreté de l'Europe. C'est dire si leur unique convergence conduisait ontologiquement à l'affrontement ! D'où, *a contrario*, la facilité avec laquelle les hommes de Vichy ont accepté les conditions de l'armistice : puisque Hitler avait la « bonté » de laisser à la France vaincue la libre disposition de ses colonies – à condition, bien sûr, de les protéger efficacement contre les Anglais et les gaullistes –, qu'importe, au fond, que sa place en Europe devienne ancillaire !

L'unité nationale contre « l'ennemi détesté »

Les années de guerre marquent naturellement un tournant dans le jugement que de Gaulle porte sur l'Allemagne, et l'Allemagne hitlérienne en particulier. La grande nation productrice « pêle-mêle de monstres et de trésors » devient « l'ennemi détesté » qui, faute d'être « resté chez lui », s'expose à la vengeance du peuple français. Ses phrases les plus dures sur le peuple allemand, de Gaulle les prononce à la radio de Londres le 23 octobre 1941. Trois jours plus tôt, le colonel allemand commandant la région de Nantes a été abattu. En représailles, l'occupant prend 50 otages, dont 48 seront fusillés le 22, à Châteaubriant, Nantes et Paris, sans autre forme de procès. Avant de donner pour consigne aux résistants de « ne plus tuer d'Allemands » tant que les Alliés ne seront pas sur le point de prendre l'offensive, de Gaulle s'écrie à la BBC :

« Nous savions bien que l'Allemand est l'Allemand. Nous ne doutions pas de sa haine ni de sa férocité. Nous étions certains que ce peuple déséquilibré ne contraindrait pas longtemps sa nature et qu'il irait droit au crime à la première crise de peur ou de colère ! »

« Ce peuple déséquilibré » : tels seront les seuls mots de mépris que de Gaulle prononcera jamais à l'endroit de l'Allemagne, qui a transformé ses soldats en « bourreaux de la France ». Mais plus coupables à ses yeux sont les « gouvernants de Vichy », ces « malheureux qui s'épouvantent eux-mêmes des horreurs qu'ils ont causées par leur capitulation et se répandent en imprécations, non point du tout contre l'ennemi, mais contre ceux qui le frappent... ».

Derrière cette colère, il y a aussi le spectacle de la radicalisation sans fin du totalitarisme hitlérien dont les Juifs, en Allemagne même et au sein de l'Europe occupée, sont les premières victimes. Dès le 22 août 1940, de Gaulle a témoigné de son indignation par une lettre adressée à l'écrivain Albert Cohen, alors représentant du Congrès juif mondial à Londres. Lui faisant part des « sentiments de sympathie qu'il éprouve à l'égard des Juifs persécutés », il prend surtout cet engagement solennel :

« Le jour de la victoire, à laquelle je crois fermement, la France libérée ne peut manquer d'avoir à cœur de veiller à ce qu'il soit fait justice des torts portés aux collectivités victimes de la domination hitlérienne et, entre autres, aux communautés juives, qui, dans les pays momentanément soumis à l'Allemagne, sont malheureusement en butte à l'intolérance et aux persécutions¹⁹. »

Le 15 novembre suivant, il fait lire ce message devant le Congrès juif mondial qui organise au Carnegie Hall de New York un grand meeting de protestation contre le statut des Juifs promulgué par Vichy le 3 octobre précédent :

« Soyez assuré que comme nous avons rejeté tout ce qui a été faussement fait au nom de la France après le 23 juin [1940], le décret cruel dirigé contre les Juifs français ne peut avoir et n'aura aucune validité. Ces mesures n'en sont pas moins un coup porté à l'honneur de la France, ainsi qu'une injustice contre ses citoyens juifs²⁰. »

Le moins qu'on puisse dire, en tout cas, c'est que de Gaulle sera plus rapide que Roosevelt pour abroger les lois raciales en vigueur sur le territoire français : il le fera, en Afrique du Nord, dès novembre 1943, mesure que ni les Américains, débarqués depuis un an, ni leurs proconsuls successifs, Darlan (novembre-décembre 1942) puis Giraud (décembre 1942-novembre 1943), n'avaient cru utile de prendre²¹ !

Le nazisme, produit du racisme et de la massification des sociétés

Dans l'esprit de De Gaulle, cependant, Hitler et l'Allemagne ne sont pas les seuls responsables des atrocités qui submergent l'Europe. Dans son célèbre discours d'Oxford, prononcé le 25 novembre 1941 à l'université du même nom, le Général s'élève contre la « commodité » de certaines interprétations. Et esquisse même une lecture de l'Histoire que n'eût pas reniée Marx, en ce qu'elle donne toute sa place à l'interaction des structures économiques et sociales. Condamnant le totalitarisme hitlérien « qui ne reconnaît de droits qu'à la collectivité raciale ou nationale, refuse à chaque particulier toute qualité pour penser, juger, agir, comme il l'entend, lui en arrache la possibilité et remet à la dictature le pouvoir exorbitant de définir le bien et le mal, de décréter le vrai et le faux, de tuer ou de laisser vivre », il prend bien soin de le remettre dans son contexte général : celui d'une « massification » qui, même dans les sociétés dites libérales, menace les libertés individuelles.

« Il faut convenir, en effet, que dans l'époque moderne, la transformation des conditions de la vie par la machine, l'agrégation croissante des masses et le gigantesque conformisme collectif qui en sont les conséquences battent en brèche les libertés de chacun. Dès lors que les humains se trouvent soumis, pour leur travail, leurs plaisirs, leurs pensées, leurs intérêts, à une sorte de rassemblement perpétuel ; dès lors que leur logement, leurs habits, leur nourriture, sont progressivement amenés à des types identiques ; dès lors que tous lisent en même temps la même chose dans les mêmes journaux, voient, d'un bout à l'autre du monde, passer sous leurs yeux, les mêmes films, entendent simultanément les mêmes informations, les mêmes suggestions, la même musique, radiodiffusées ; dès lors qu'aux mêmes heures, les mêmes moyens de transport mènent aux mêmes ateliers ou bureaux, aux mêmes restaurants ou cantines, aux mêmes terrains de sport ou salles de spectacle, aux mêmes buildings, blocks ou courts, pour y travailler, s'y nourrir, s'y distraire ou s'y reposer, des hommes et des femmes pareillement instruits, informés, pressés, préoccupés, vêtus, la personnalité propre à chacun, le quant-à-soi, le libre choix, n'y trouvent plus du tout leur compte. Il se produit une sorte de

mécanisation générale, dans laquelle, sans un grand effort de sauvegarde, l'individu ne peut manquer d'être écrasé [...].

« Porter le même uniforme, marcher au pas, chanter en chœur, saluer d'un geste identique, s'émouvoir collectivement du spectacle que se donne à elle-même la foule dont on fait partie, cela tend à devenir une sorte de besoin chez nos contemporains. Or, c'est dans ces tendances nouvelles que les dictateurs ont cherché et trouvé le succès de leurs doctrines et de leurs rites. Assurément, ils ont réussi d'abord parmi les peuples qui, dans l'espoir de saisir la domination sur les autres, ont adopté d'enthousiasme l'organisation des termitières. Mais il ne faut pas se dissimuler que l'évolution elle-même offre à l'ordre dit "nouveau" d'extraordinaires facilités et à ses champions de chroniques tentations²². »

Hitler, fils naturel du racialisme pangermanique et de la civilisation industrielle ?

« Certains, explique-t-il encore, se représentent le motif de la guerre sous la forme d'un odieux tyran qui, après avoir écrit *Mein Kampf*, entraîne une partie de la terre à l'attaque de l'autre partie pour imposer à toute la planète l'évangile qu'il a décrété... Sans contester que la personnalité du Führer allemand ait joué un rôle important dans les origines du conflit, comment se contenter d'un jugement aussi sommaire ? D'autres professent que l'éternel appétit de destruction du peuple allemand a été, cette fois encore, la raison de la catastrophe... Mais il reste à savoir si, dans la conjugaison du système nazi et du dynamisme allemand, il n'y a eu qu'un pur hasard ou si cette rencontre même n'est pas l'aboutissement d'un mal plus général, tranchons le mot, d'une crise de civilisation²³... »

En refusant de séparer l'analyse du national-socialisme de celle, plus vaste, qu'il fait des désordres liés à la massification des sociétés contemporaines, de Gaulle ne cherche évidemment pas à disculper Hitler et son régime. Mais il démontre par là qu'en dépit de la guerre, l'Allemagne reste pour lui solidaire du destin de l'Occident. Qu'elle est autre chose que ce coupable unique que Soviétiques et Anglo-Saxons tenteront de transformer en 1945 en un objet passif de la vie internationale. Quand survient l'agonie du Reich et que Hitler lance à l'assaut des chars de l'Armée rouge déferlant sur Berlin vieillards du *Volkssturm* et gamins de la *Hitlerjugend*, de Gaulle s'ouvre aux Français de ses sentiments dans un discours radiodiffusé le 25 avril 1945 :

« Les philosophes et les historiens discuteront, plus tard, des motifs de cet acharnement qui mène à la ruine complète un grand peuple, coupable, certes, et dont la justice exige qu'il soit châtié, mais dont la raison supérieure de l'Europe déplorerait qu'il fût détruit²⁴... »

Le régime hitlérien, qui vivait alors ses derniers instants, eut-il la conscience furtive que de Gaulle, contrairement aux Soviétiques et aux Américains, ne se satisfaisait pas de l'anéantissement de l'Allemagne et qu'il pouvait en tirer parti ? Dans ce qui serait sa dernière édition, l'*Oberdonau-Zeitung* titrait en première page, le 1^{er} mai 1945 : « Pas d'Europe sans Allemagne, déclare de Gaulle ! » Et le quotidien de Linz poursuivait : « Les positions de De Gaulle éclairent puissamment la situation internationale... Ce qu'il reconnaît aujourd'hui, l'Allemagne en a toujours averti les politiciens occidentaux adeptes de [notre] anéantissement. »

L'ultime retournement d'un dictateur aux abois

Le même jour, de Gaulle recevait de Himmler, le chef de la SS, le message suivant :

« C'est entendu ! Vous avez gagné. Quand on sait d'où vous êtes parti, on doit, général de Gaulle, vous tirer très bas son chapeau... Mais, maintenant, qu'allez-vous faire ? Vous en remettre aux Anglo-Saxons ? Ils vous traiteront en satellite et vous feront perdre l'honneur. Vous associer aux Soviets ? Ils soumettront la France à leur loi et vous liquideront vous-même... En vérité, le seul chemin qui puisse mener votre peuple à la grandeur et à l'indépendance, c'est celui de l'entente avec l'Allemagne vaincue. Proclamez-le tout de suite ! Entrez en rapport, sans délai, avec les hommes qui, dans le Reich, disposent encore d'un pouvoir de fait et veulent conduire leur pays dans une direction nouvelle... Ils y sont prêts. Ils vous le demandent... Si vous dominez l'esprit de la vengeance, si vous saisissez l'occasion que l'Histoire vous offre aujourd'hui, vous serez le plus grand homme de tous les temps²⁵. »

De Gaulle remarque seulement dans ses *Mémoires de guerre* :

« Mis à part la flatterie dont s'orne à mon endroit ce message du bord de la tombe, il y a sans doute du vrai dans l'aperçu qu'il dessine. Mais le tentateur aux abois étant ce qu'il est, ne reçoit de moi aucune réponse... D'ailleurs, il n'a rien à offrir. Même Hitler, qui probablement a eu vent de ces menées, déshérite Himmler à son tour. »

Pour l'historien François Delpla, cette lettre de Himmler à de Gaulle est « l'un des textes les plus extraordinaires du XX^e siècle » dont le Général, apparemment, a souhaité emporter le secret dans sa tombe puisqu'il a choisi de n'en publier que des extraits sans en déposer l'original, semble-t-il, dans aucun fonds d'archives²⁶. C'est que, résume Delpla, « cette prose, inattendue sous la plume d'un Himmler, n'en émane visiblement pas. Elle est pensée et écrite par une personne un peu plus haut placée, et beaucoup plus visionnaire ». Autrement dit par Hitler lui-même, qui n'a pas seulement « eu vent des menées » de Himmler, comme l'écrit de Gaulle, mais « tente de faire du destinataire son dauphin européen²⁷ ». Et c'est bien le comble de cet étrange dénouement : dans un effort désespéré pour diviser Russes et Américains, le maître du III^e Reich, dont la propagande avait, pendant toute la guerre, désigné le chef de la France libre comme une marionnette des Anglo-Saxons²⁸, lui promettait de devenir « le plus grand homme de tous les temps » s'il contribuait à sauver l'Allemagne de la disparition.

Sa réponse posthume à Hitler, qui s'est suicidé le 30 avril dans les ruines de Berlin, de Gaulle attendra quatorze ans pour la formuler. Elle est contenue dans le tome III de ses *Mémoires de guerre*, paru en 1959, dans lequel il analyse l'entreprise « surhumaine et inhumaine » de ce « Prométhée » ayant choisi de se « jeter au gouffre » pour « n'être point enchaîné ». D'une psychologie saisissante est le tableau qu'il dresse de l'avènement et de la chute du III^e Reich, texte que seul le premier résistant de France pouvait se permettre de rédiger sans être accusé de complaisance pour le mythe nietzschéen du surhomme :

« Cet homme, parti de rien, s'était offert à l'Allemagne au moment où elle éprouvait le désir d'un amant nouveau. Lasse de l'empereur tombé, des généraux vaincus, des politiciens dérisoires, elle s'était donnée au passant inconnu qui représentait l'aventure, promettait la domination et dont la voix passionnée remuait ses instincts secrets... Dans les années 1930, l'Europe, obnubilée ici par l'attrait, là par la peur, du communisme ou du fascisme,

énervée de démocratie et encombrée de vieillards, offrait au dynamisme allemand de multiples occasions. Adolf Hitler voulut les saisir toutes. [...] L'Allemagne, séduite au plus profond d'elle-même, suivit son Führer d'un élan. Jusqu'à la fin, elle lui fut soumise, le servant de plus d'efforts qu'aucun peuple, jamais, n'en offrit à aucun chef. Pourtant, Hitler allait rencontrer l'obstacle humain, celui que l'on ne franchit pas. Il fondait son plan gigantesque sur le crédit qu'il faisait à la bassesse des hommes. Mais ceux-ci sont des âmes autant que du limon. Agir comme si les autres n'auraient jamais de courage, c'était trop s'aventurer. L'entreprise de Hitler fut surhumaine et inhumaine. Il la soutint sans répit. Jusqu'aux dernières heures d'agonie au fond du bunker berlinois, il demeura indiscuté, inflexible, impitoyable, comme il l'avait été dans les jours les plus éclatants. Pour la sombre grandeur de son combat et de sa mémoire, il avait choisi de ne jamais hésiter, transiger ou reculer. Le titan qui s'est efforcé à soulever le monde ne saurait fléchir, ni s'adoucir. Mais, vaincu et écrasé, peut-être redevient-il un homme, juste le temps d'une larme secrète, au moment où tout finit. »

Cette dernière phrase qui en a étonné plus d'un – comment trouver ne serait-ce qu'une infime part d'humanité au pire dictateur du xx^e siècle ? – est sans doute le moment de ses *Mémoires* où de Gaulle, qui jamais ne mêle religion et politique, se montre le plus fidèle à sa foi chrétienne. Envisager un monde privé de « la lueur de l'espérance²⁹ » est en effet aussi impossible pour lui qu'était inimaginable, pour les anciens Grecs, une victoire définitive de l'*hubris* perse sur la raison hellène. La « larme secrète » de Hitler, n'est-ce pas la réminiscence lointaine des stances finales de Xerxès dans *Les Perses* d'Eschyle, quand le roi des rois, vaincu, redevient l'homme qu'il avait cessé d'être sous l'emprise de sa folle démesure ?

3

Roosevelt, le faux allié

Si certaines rencontres s'engagent plus mal que d'autres, il est difficile d'imaginer pis que le premier contact direct entre Charles de Gaulle et Franklin Roosevelt, le 22 janvier 1943. La scène se passe à Anfa (Maroc), où les Américains ont débarqué voilà deux mois. Bientôt, l'Afrikakorps de Rommel sera chassé d'Afrique et, à Stalingrad, la VI^e armée de Paulus, encerclée, vit ses derniers instants. En Afrique du Nord, cependant, les portraits du maréchal Pétain trônent encore dans les mairies et les écoles. Car loin de désavouer les représentants de Vichy restés en poste, la Maison-Blanche s'acharne à trouver parmi eux un interlocuteur capable de supplanter l'homme du 18 Juin. Ils croyaient l'avoir trouvé en la personne de l'amiral Darlan, proconsul du Maréchal qui se trouvait à Alger le jour du débarquement anglo-américain et qui, après avoir fait tirer sur eux, s'est mis à leur disposition. Mais le 24 décembre 1942, Darlan a été abattu par la Résistance¹ et c'est sur un autre fidèle du Maréchal, le général Giraud, évadé d'Allemagne après avoir été fait prisonnier en mai 1940, que l'Amérique a jeté son dévolu.

Autant dire qu'entre le premier résistant de France et le président des États-Unis qui cherche à l'évincer au profit d'hommes qui, voilà encore quelques semaines, envoyaient les gaullistes au peloton d'exécution, le malentendu est total. Installé dans une grande villa d'Anfa, la banlieue résidentielle de Casablanca, Roosevelt est encore au mieux de sa forme

quand il reçoit le chef de la France combattante. Malgré sa paralysie des membres inférieurs² qui l'oblige à se déplacer avec des attelles orthopédiques et des cannes anglaises, il ne se montre jamais à ses visiteurs en fauteuil roulant et s'efforce de faire oublier son infirmité par un optimisme à toute épreuve et un sourire presque inamovible. À soixante et un ans, ce colosse de 1,92 m qui, contrairement à beaucoup de ses contemporains, n'a pas à lever la tête pour regarder de Gaulle droit dans les yeux pratique chaque jour la natation. Il n'a rien du vieillard aux traits émaciés que le monde, stupéfait, découvrira, deux ans plus tard, à Yalta (4 février 1945), enveloppé dans une cape noire, entre un Churchill rubicond et un Staline triomphant. Servi par la voix chaleureuse qui, depuis les années 1930, charme ses compatriotes à l'occasion de ses causeries radiophoniques « au coin du feu », c'est un hôte plein d'humour qui, lorsqu'il veut séduire un interlocuteur, retrouve sans mal les accents du *happy warrior* de l'élection de 1932 qui réveilla l'Amérique, mise K.-O. debout par la Grande Crise.

Malgré tout le charme dont il est capable, le but que s'est fixé le président américain en ce mois de janvier 1943 n'a rien d'une promenade de santé : convaincre de Gaulle de se mettre sous les ordres de Giraud. Or de Gaulle n'a accepté l'invitation de Roosevelt que pour lui répéter de vive voix ce que ses envoyés ont tenté, en vain, de lui faire comprendre depuis 1940 : la légitimité française est du côté de ceux qui n'ont pas déposé les armes. Pas dans les rangs des collaborateurs qui, après s'être accommodés de la victoire de Hitler, manœuvrent pour « faire avec » celle des Américains. Dialogue de sourds où chacun prend sur soi. Le Général s'efforce de parler anglais pour complaire à son hôte ; le Président d'être encore plus empathique qu'à l'accoutumée. Mais derrière ses sourires, que de menaces ! Et pas seulement verbales...

« Bien que mon interlocuteur affectât d'être seul en ma compagnie, raconte de Gaulle dans ses *Mémoires de guerre*, je discernais des ombres au fond d'une galerie supérieure et je voyais des rideaux remuer dans les coins. Je sus, plus tard, que M. Harry Hopkins³ et quelques secrétaires écoutaient sans se découvrir et que des policiers armés veillaient sur le Président. En raison de ces présences indistinctes, c'est dans une atmosphère étrange que nous eûmes, Roosevelt et moi, notre première conversation. »

« Étrange » est donc un faible mot puisque, pour sa première conversation avec de Gaulle, le président américain est entouré d'hommes en armes ! Comment, sans s'être jamais rencontrés auparavant, les deux hommes en sont-ils arrivés là ? Cette situation, le chef des Français libres aurait été bien en peine de l'imaginer aux premières heures de son aventure. D'abord en raison de l'admiration qu'il porte à l'œuvre accomplie par Roosevelt dans les années 1930 pour résorber la crise économique en remettant l'Amérique au travail. Ensuite et surtout, comme l'a bien démontré François Kersaudy⁴, parce que le chef de la France combattante s'était, d'emblée, tourné vers les États-Unis, dont la « force mécanique » était déjà désignée, dans l'appel du 18 Juin, comme l'élément déterminant qui permettrait d'inverser le cours du conflit. Dès l'automne 1940, de Gaulle proposait ainsi de mettre à la disposition des Américains, encore en paix avec l'Allemagne, les bases aériennes et navales de l'Afrique-Équatoriale fraîchement ralliée à la France libre. Ne voulant pas embarrasser leur président, aux prises avec un Congrès isolationniste, il attendra même Pearl Harbor (décembre 1941) pour s'adresser directement à lui, se contentant, jusqu'à cette date, de faire passer ses messages par les rares Français de Washington acquis à sa cause. Or, non seulement ces signaux sont restés sans réponse, mais il est apparu, dès la défaite de juin 1940, que la priorité de Roosevelt n'était pas d'aider la France à recouvrer sa pleine souveraineté, et encore moins son rang.

La défaite de la France, une fenêtre de tir géopolitique pour Washington

En ce printemps d'apocalypse qui voit la France « rouler du haut de l'histoire⁵ », il n'y a pas, en effet, que Charles Maurras pour oser voir dans l'effondrement de la III^e République une « divine surprise ». Pour le président américain, qui raisonne en joueur d'échecs planétaire, la mise hors jeu de la deuxième puissance coloniale du monde crée un vide géopolitique dans lequel il est impensable pour lui de ne pas s'engouffrer.

« (Roosevelt), écrira le général Eisenhower dans ses Mémoires, se montrait très pessimiste sur le point de savoir si la France retrouverait son

prestige d'antan et sa puissance en Europe. En conséquence, il se préoccupait des moyens de s'assurer du contrôle de certains points stratégiques de l'Empire français, que les Français eux-mêmes, pensait-il, ne seraient peut-être plus en mesure de conserver⁶. »

D'où sa première décision d'importance concernant la France, à peine le gouvernement de Vichy aux manettes, et bien que celui-ci soit en situation de guerre virtuelle avec la Grande-Bretagne : ménager Pétain afin de prendre pied dans l'empire. Aux hommes du nouvel « État français », il propose donc un « deal » qu'ils ne sont guère en position de refuser : une aide financière substantielle en échange de facilités commerciales. Bref, un plan Marshall avant la lettre permettant non seulement de s'assurer que l'administration de Vichy, aux abois, ne livrerait pas ses colonies aux Allemands, mais aussi et surtout de mettre en œuvre le principe de la « porte ouverte » proclamé par les États-Unis dès 1899 dans le but d'exporter leurs marchandises sans droits de douane dans les empires coloniaux et d'y investir librement leurs capitaux...

Dès l'automne de 1940, une alliance est nouée dans ce sens entre Robert Murphy, représentant spécial de Roosevelt au Maroc, et le général Weygand, principal artisan de l'armistice et délégué du maréchal Pétain pour l'Afrique du Nord. Elle sera reconduite et élargie en 1942 avec l'amiral Darlan, qui, en sa qualité de président du Conseil du régime de Vichy, négociait un an plus tôt avec Hitler la mise à sa disposition des aérodromes français de Syrie. Entre Darlan et le général Clarke sera même scellé, selon le mot de l'historien Jean-Baptiste Duroselle, connu pour l'équité scrupuleuse de ses analyses, « un accord singulier » mettant « l'Afrique du Nord à la disposition des Américains » et faisant de la France « un pays vassal soumis à des “capitulations”⁷ ».

L'antigaullisme des Français de Washington

Il faut dire aussi que les Français qui ont accès à Roosevelt ne sont guère enclins à plaider la cause de De Gaulle. Jusqu'à la rupture officielle du président américain avec Vichy, en novembre 1942⁸, son principal conseiller pour les affaires françaises n'est autre que René de Chambrun, le

gendre de Pierre Laval ! Descendant de La Fayette, cet avocat d'affaires qui possède la double nationalité franco-américaine est le neveu par alliance de Théodore Roosevelt (président de 1901 à 1909), ce qui fait de lui un cousin éloigné de Franklin Delano, qui le surnomme « Bunny ». Le maréchal Pétain, qui connaît Chambrun depuis son enfance⁹ et l'a côtoyé, avant la guerre, au Comité France-Amérique, le tutoie mais préfère l'appeler « Lapin ». Du coup, Laval surenchérit en appelant son gendre « Petit Lapin ». C'est dire si Roosevelt use volontiers de ce canal familial et familier pour faire passer, en toute discrétion, les messages les plus sensibles.

L'autre influence déterminante auprès de Roosevelt, jusqu'à la fin de 1942, n'est autre que celle de l'ambassadeur de Vichy à Washington, Gaston Henry-Haye, un farouche propagandiste de la révolution nationale. Sénateur-maire de Versailles jusqu'à la dissolution du Parlement à laquelle il s'est prêté en votant les pleins pouvoirs au Maréchal, le 10 juillet 1940, Henry-Haye a été choisi par ce dernier pour sa bonne connaissance des milieux américains. Ami personnel du général Pershing, chef du corps expéditionnaire US en 1917, auquel il a dédié un monument à Versailles, il a également noué les meilleures relations avec John D. Rockefeller, qui fut l'un des mécènes de la première grande restauration du château de Versailles en 1924. Mais l'ambassadeur de Vichy à Washington n'est pas seulement un américanophile convaincu. Il est aussi membre du Comité France-Allemagne, fondé en 1935 par Otto Abetz pour convertir les élites françaises au national-socialisme ou, à tout le moins, à une neutralité bienveillante envers le III^e Reich. Avant de quitter la France pour prendre son poste aux États-Unis, Henry-Haye a participé, le 24 juillet 1940 à Paris, au fameux déjeuner où Pierre Laval, fraîchement nommé président du Conseil, était venu prendre les consignes d'Abetz, devenu l'ambassadeur du Reich à Paris¹⁰. Ce qui n'empêcha pas Roosevelt de l'accueillir par ces mots quelques semaines plus tard : « Je désire, Monsieur l'ambassadeur, vous donner l'assurance d'un accueil cordial à Washington. Vous pouvez compter sur ma coopération dans vos efforts pour résoudre les problèmes qui se poseront et pour développer l'entente et les relations amicales qui existent si heureusement entre nos deux nations¹¹. »

En fait d'efforts, Henry-Haye va surtout consacrer les siens à sillonner les États-Unis pour faire l'apologie de Vichy, flétrir les gaullistes et rappeler

combien l'Amérique comme la France ont souffert... de l'impérialisme britannique ! Disposant de moyens considérables (1 million de dollars mensuels versés par le Trésor américain et gagés sur les stocks d'or de la Banque de France déposés aux États-Unis par le gouvernement de Paul Reynaud), il emploie ces subsides à organiser la surveillance de la colonie française (200 000 résidents permanents, augmentés de 20 000 réfugiés) et à dénoncer les dissidents, aussitôt déchus de leur nationalité française. Ève Curie, fille de Pierre et Marie Curie, fut l'une de ses premières victimes. Engagée dès le 23 juin 1940 derrière le général de Gaulle, elle avait eu le mauvais goût d'organiser une série de conférences concurrentes de celles d'Henry-Haye pour vanter l'action de la France libre.

L'ambassadeur de Vichy à Washington a cependant un concurrent dans la surenchère antigauilliste : l'ancien ministre Camille Chautemps. Membre de treize gouvernements sous la III^e République (dont celui du Front populaire), quatre fois président du Conseil, ce franc-maçon notoire a opéré un virage sur l'aile en se rangeant du côté des partisans de l'armistice dans les derniers jours du gouvernement Reynaud¹². Le Maréchal l'a récompensé en faisant de lui un ministre jusqu'au 10 juillet 1940 puis en l'envoyant aux États-Unis comme son représentant spécial. D'octobre 1940 à août 1941, Chautemps sera appointé 2 000 dollars par mois par le ministère des Affaires étrangères français pour vanter les mérites du régime aux officiels américains que sa longue carrière ministérielle lui avait fait connaître avant guerre. Furieux d'être ainsi concurrencé, Henry-Haye aura finalement sa peau en faisant valoir à Darlan qu'il ne comprenait pas qu'on pût interdire la franc-maçonnerie en France et laisser un maçon porter, à l'étranger, la parole du Maréchal. La mission Chautemps n'en contribuera pas moins à accréditer, dans les allées du pouvoir à Washington, la fiction d'une continuité entre la III^e République et l'État français.

Mais les partisans du Maréchal ne sont pas les seuls à attiser la haine de Roosevelt contre la France libre et ce qu'elle représente. Exilé aux États-Unis car opposé à la politique de collaboration avec l'Allemagne, l'ancien secrétaire général du Quai d'Orsay Alexis Léger (le poète Saint-John Perse) alimente à la première occasion l'animosité contre de Gaulle du secrétaire d'État Cordell Hull, attaché, de son côté, à maintenir les meilleures relations possible avec Pétain au point d'avoir proposé à Roosevelt de reconquérir Saint-Pierre-et-Miquelon par la force après qu'en

décembre 1941 trois corvettes de la France libre eurent soustrait l'archipel au contrôle de Vichy... Que reproche Léger à de Gaulle ? D'abord et essentiellement d'avoir fait partie du gouvernement Reynaud qui a décidé de son remplacement au secrétariat général du Quai d'Orsay. Mais aussi de n'avoir jamais caché son opposition à la politique qui était la sienne quand il dirigeait la diplomatie française entre 1933 et 1940, à savoir son pacifisme et sa confiance dans les mécanismes de « sécurité collective » que lui avait enseignés son maître, Aristide Briand, l'homme qui voulait mettre la guerre « hors la loi¹³ ». Royaliste impénitent¹⁴, dictateur en herbe, fascisant ou cryptocommuniste selon les jours : les qualificatifs que Léger applique à de Gaulle dès qu'il est reçu à la Maison-Blanche par le Président ou ses collaborateurs contribuent assurément à dégrader des relations qui n'avaient guère besoin de l'être tant elles furent, d'emblée, exécrables.

Mais l'influence d'un Léger ou d'un Chambrun, qui se détestent par ailleurs – l'un a vu ses biens confisqués par Vichy, l'autre est un prince du nouveau régime –, n'est rien comparée à celle de Jean Monnet, qui conseillait déjà Roosevelt avant guerre et sur lequel compte le gouvernement américain pour restructurer à sa main l'Europe occidentale une fois le Reich vaincu. Banquier international à vingt-six ans, secrétaire général adjoint de la SDN à trente et un, cet homme de l'ombre qui, avant de devenir un familier de la Maison-Blanche, a fait fortune en conseillant Tchang Kaï-chek en Chine, le colonel Beck en Pologne ou le roi Carol en Roumanie a compris, dès sa première rencontre avec de Gaulle en juin 1940¹⁵, combien le Connétable jurait par ses idées et son engagement avec son idéal de « rationalité internationale » fondée sur l'économie et dont les États ne seraient que les rouages.

Envoyé par Roosevelt à Alger pour aider Giraud à contenir de Gaulle, Monnet, qui a toujours plusieurs coups d'avance, comprend cependant que cette mission est impossible. Ayant rapidement jaugé les deux hommes, il ne se fait aucune illusion sur la capacité du premier à résister au second et se met officiellement à la disposition de De Gaulle pour l'aider à organiser les finances du Comité français de libération nationale qu'il s'apprête à coprésider aux côtés de Giraud. Ce qui ne l'empêche pas d'écrire à Harry Hopkins, le 9 mai 1943, dans une note aujourd'hui déclassifiée mais dont l'homme du 18 Juin, et pour cause, n'eut jamais connaissance :

« Il faut se résoudre à conclure que l'entente est impossible avec lui ; qu'il est un ennemi du peuple français et de ses libertés [*sic*] ; qu'il est un ennemi de la construction européenne (et) qu'en conséquence, il doit être détruit dans l'intérêt des Français¹⁶... »

Dans l'intérêt des Français ou celui des Américains auxquels Monnet adresse ces fortes pensées ? Dans sa note, celui-ci fait montre d'une franchise qui en dit long sur la hiérarchie de ses dilections. S'il faut détruire de Gaulle, dit-il, c'est pour éviter à tout prix que « la question française » [*sic*] ne devienne « une cause de désunion entre l'Angleterre et l'Amérique ».

Les inquiétants projets de Roosevelt pour l'Europe libérée

Tout attaché qu'il soit à la préservation de ses liens avec Roosevelt, Churchill vient en effet de prendre ouvertement le parti de la France libre dans une affaire que la Maison-Blanche aurait bien aimé garder secrète, y compris pour son protégé Giraud : le redécoupage de l'Europe auquel réfléchit le président américain. Un redécoupage qui, s'agissant de la France, s'apparenterait à un dépècement puisqu'elle perdrait non seulement l'Alsace et la Lorraine, rattachées à une nouvelle entité rhénane composée du royaume néerlandais (dont la famille Roosevelt est originaire¹⁷), du Luxembourg (qu'il agrandirait aux dépens de l'Allemagne) et de la Belgique !

Roosevelt sait-il que, dans l'hypothèse où ce ne serait pas lui mais Hitler qui gagnerait la guerre, ce dernier a pensé soumettre la France à un démembrement analogue ? C'est sans la moindre gêne, en tout cas, que le président des États-Unis a détaillé son projet, dès le 5 juin 1942, au ministre luxembourgeois exilé Joseph Bech en visite à la Maison-Blanche, puis le 26 octobre suivant à la grande-duchesse Charlotte, et bien sûr aux Britanniques, en la personne de leur ministre des Affaires étrangères, Anthony Eden, le 13 mars 1943¹⁸. Lesquels ont tout raconté à de Gaulle... qui ne s'est pas privé de transmettre l'information aux chefs des principaux mouvements de résistance, pour qu'ils sachent à quoi s'en tenir !

Mais ce n'est pas tout. Eden a également confirmé au Général ce que le BCRA¹⁹ soupçonnait depuis quelques mois : la mise sous tutelle américaine de la France libérée. Ce projet porte un nom : l'AMGOT, pour *Allied Military Government of Occupated Territories*. Territoires « occupés » ? Voilà qui signifie que, dans l'esprit de Roosevelt, il n'y a pas lieu de traiter la France autrement que comme l'Allemagne ou l'Italie quand celles-ci, vaincues, verront arriver l'armée américaine. Dès juillet 1942, elle s'est ainsi dotée de deux centres de formation à l'administration civile, l'un à New York, au sein de l'université Columbia, l'autre à Charlottesville, en Virginie. Et à partir de juillet 1943, les Siciliens ont été les premiers à expérimenter le système quand l'AMGOT s'est installé à Palerme, avant d'étendre ses pouvoirs à la péninsule italienne à mesure de l'avancée vers le nord des troupes américaines. Ce « gouvernement militaire allié », doté de six « départements » (lois, police, finances, santé, ravitaillement, « gérance de la propriété privée »), ne s'est pas contenté d'administrer le quotidien : il a démis les maires en exercice et les a remplacés par de nouveaux, chargés de relayer ses instructions. La mafia ayant notoirement aidé l'armée américaine à débarquer en Sicile²⁰, on imagine le profil des nouveaux édiles municipaux²¹...

D'emblée, les Britanniques, qui ont créé à Wimbledon leur propre centre de formation aux affaires civiles destiné aux officiers, ont obtenu des Américains que l'AMGOT ne s'applique pas aux « pays libérés dotés de gouvernements reconnus ». Ainsi de ceux de la Belgique, des Pays-Bas ou de la Norvège, exilés en Angleterre. Mais Londres et Washington divergent sur le cas de la France. Pour les Anglais, qui, nonobstant les tensions et les crises, ont reconnu de Gaulle dès le 7 août 1940 comme l'unique représentant légitime du peuple français en attendant que celui-ci soit en situation de s'exprimer, la question ne se pose pas : c'est à la France libre, devenue France combattante (1942) puis CFLN (Comité français de libération nationale) en 1943 et enfin GPRF (Gouvernement provisoire de la République française) le 3 juin 1944, qu'il appartiendra, à la Libération (et sous réserve, bien sûr, des élections promises), d'incarner le pouvoir civil.

Aux yeux des Américains, en revanche, la France n'entre pas dans la catégorie des « pays libérés dotés de gouvernements reconnus ». Comment le pourrait-elle puisque la Maison-Blanche a persisté à reconnaître celui de

Vichy jusqu'à l'ultime limite (l'invasion de la zone libre par les Allemands, le 10 novembre 1942) et qu'elle a ensuite joué successivement la carte Darlan puis la carte Giraud... options qui l'ont dispensée, du coup, de reconnaître de Gaulle ! Ce qui pouvait passer pour de l'aveuglement revêt alors toute sa signification : voici donc les États-Unis sans interlocuteur français officiel, à la veille du Débarquement. Donc parfaitement libres de classer la France comme un pays à la fois ami et... ennemi !

Un mémorandum secret estampillé AMGOT que s'est procuré le BCRA – et que de Gaulle prendra soin de reproduire intégralement en annexe de ses *Mémoires de guerre* – ne dit pas autre chose puisque, après avoir assuré que le territoire français devait être « traité en ami », ses auteurs précisent que « le Commandant en chef des forces alliées aura tous les droits d'occupation militaire résultant de la guerre » et qu'il « agira sur la base qu'il n'existe pas de gouvernement souverain en France ». Pour être « l'ami » des États-Unis, faut-il donc ne pas être souverain ? Magnanime, le Département d'État recommande tout de même que l'administration civile placée sous l'autorité suprême du commandant en chef soit « autant que possible française de caractère et de personnel ». Mais à condition qu'elle soit « dirigée par des officiers supérieurs de son état-major » de sorte que « le commandant en chef et ses délégués autorisés nommeront ou confirmeront dans des fonctions temporaires les fonctionnaires français et le personnel judiciaire. Leur choix dépendra uniquement de l'efficacité et de la loyauté à la cause des Alliés ». Quant au CFLN, il sera « invité à attacher à l'état-major du Commandant en chef des officiers français qualifiés d'administration civile qui constitueront une mission militaire de liaison. *Autant que possible*²², ces officiers seront consultés au sujet des nominations de citoyens français à des postes administratifs ou judiciaires. Ces officiers d'administration civile pourront aussi être employés comme intermédiaires entre les autorités militaires alliées d'une part, les autorités locales et les populations civiles françaises d'autre part²³ ». Rien d'autre, en somme, qu'une condition de subordonnés, guère différente de celle réservée par l'Allemagne de 1940 aux fonctionnaires agréés du gouvernement de Vichy ! D'où la réaction scandalisée de Pierre Viénot²⁴, ambassadeur de la France libre auprès du gouvernement britannique, quand il a connaissance de ce texte : « Les Français ne comprennent pas pourquoi, après avoir vécu

sous la férule allemande, il leur serait demandé de vivre, après avoir été libérés, sous un régime étranger, fût-ce un régime allié²⁵ ! »

Face à Giraud, de Gaulle joue et gagne grâce à l'unité de la Résistance

Pour faire pièce aux projets à moyen terme de Roosevelt et, dans l'immédiat, à la concurrence de Giraud, de Gaulle dispose cependant d'une arme secrète, le Conseil national de la Résistance (CNR), que préside Jean Moulin. Le 15 mai 1943 a lieu l'événement décisif au terme duquel la balance de l'Histoire va pencher définitivement du côté de De Gaulle : la prise de position unanime du CNR le reconnaissant pour son seul chef et appelant tous les Français à s'unir autour de lui. Les Alliés, qui bientôt, débarqueront sur le sol métropolitain, peuvent-ils prendre le risque de ne pas bénéficier du plein concours de l'armée des ombres, tant en matière d'action pure (sabotages, en particulier) que dans l'ordre du renseignement ? Quand, fort du soutien de tous les mouvements de résistance, de Gaulle prend, le 3 juin 1943, la coprésidence du CFLN, chacun comprend qu'il a gagné. À commencer par le général en chef américain, Dwight (« Ike ») Eisenhower, dont l'estime pour le chef de la France libre est réelle, et qui juge sévèrement l'attitude de Roosevelt à son endroit. Quant au Général, il se voit « comme un navigateur entouré par un grain épais, mais sûr, s'il maintient le cap, que l'horizon va s'éclaircir²⁶ ». Giraud s'obstine-t-il à dénier au CFLN toute vocation politique ? Qu'à cela ne tienne ! Pendant que celui-ci part prendre ses consignes aux États-Unis, de Gaulle en profite pour élargir sa composition, qui passe de sept à quatorze membres, gaullistes en majorité, et préside seul ses séances. Entre-temps, il a procédé à la fusion des Forces françaises libres avec les armées d'Afrique du Nord et d'Afrique-Occidentale française, ce qui achève de marginaliser Giraud. Fin août, Churchill et le gouvernement britannique reconnaissent le CFLN comme seul organisme qualifié pour la conduite française de la guerre, même si les États-Unis persistent à ne voir en lui qu'un organe administratif confiné à l'outre-mer. Le 9 novembre 1943, enfin, le CFLN, élargi aux représentants de la Résistance, institue la

séparation des pouvoirs civil et militaire et la subordination du second, toujours attribué à Giraud, au général de Gaulle, devenu seul président du Comité. Avec la création, deux mois plus tôt, de l'Assemblée consultative d'Alger, le CFLN est devenu un véritable embryon de gouvernement. Aussitôt, les accords Clarke-Giraud sont forclos et les lois raciales de Vichy sont abolies. Mais il reste à de Gaulle à faire échec aux deux ultimes manœuvres de Roosevelt : l'installation de l'AMGOT et, ce dont il est bien loin de se douter, sa tentative désespérée pour lui substituer non plus un nouveau Giraud, mais un gouvernement transitoire formé par... Pierre Laval !

Confronté à l'AMGOT, de Gaulle joue simultanément sur deux tableaux : la négociation avec Roosevelt et la mise sur pied d'une stratégie clandestine pour lui forcer la main en prenant l'armée américaine de vitesse.

La négociation est essentiellement une arme de communication destinée à prendre l'opinion à témoin de sa bonne volonté. Celle-ci n'en est pas moins réelle puisque le 7 septembre 1943, le commissaire du CFLN aux Affaires étrangères, René Massigli, remet à Murphy une note dont il ressort que ce même CFLN accepte de ne pas être reconnu par Washington comme gouvernement provisoire, à la condition qu'on veuille bien le considérer comme la seule autorité qualifiée pour prendre en main l'administration des territoires libérés. Aux Américains l'autorité suprême sur les zones de combat ; aux représentants du Général, celle sur les zones libérées.

Manifestement embarrassé, Roosevelt fait le sourd. Dire oui signerait sa défaite. Dire non le mettrait en porte-à-faux non seulement avec la presse américaine, dont le soutien à de Gaulle croît chaque jour, mais aussi et surtout avec les trois hommes clés du Débarquement : son principal conseiller stratégique, le général George Marshall, Eisenhower bien sûr, mais aussi son chef d'état-major, le général Walter Bedell Smith, qui ne comprend pas plus qu'eux l'animosité obsessionnelle dont Roosevelt fait preuve à l'endroit de De Gaulle. Un autre officier supérieur américain, et non des moindres, puisqu'il est l'homologue d'Eisenhower sur le front pacifique, partage leur analyse : le tonitruant général Douglas MacArthur. Ne s'embarassant pas de circonlocutions diplomatiques, il l'a dit le 1^{er} avril 1943 au commandant des Forces navales françaises libres, l'amiral Thierry d'Argenlieu, lors d'une rencontre à Nouméa :

« Comme Américain et comme soldat, je suis honteux de la façon dont mon pays traite le général de Gaulle. La honte dont s'est couvert mon gouvernement dans la triste affaire de l'Afrique du Nord sera longue à effacer. Je suis bien loin de tout cela, mais je ne peux m'empêcher de vous exprimer tout mon dégoût de l'attitude de Roosevelt, et même de Churchill envers le général de Gaulle. Dites-lui toute mon affection et mon admiration... Insistez de ma part sur le fait qu'il doit maintenir à tout prix son idéal, celui de la France républicaine, et qu'il ne doit pas céder devant Giraud, lequel n'a pas les mains nettes, ayant signé un compromis avec Vichy puis ayant été acheté par l'Amérique²⁷. »

Et encore, MacArthur ne connaît pas tout ! Notamment le principal corollaire de l'AMGOT : l'impression d'une monnaie d'occupation, le « billet drapeau », ainsi nommée puisqu'elle est ornée, au verso, d'un drapeau français et au recto d'un fac-similé de dollar libellé en francs, destinée à être mise en circulation aussitôt après le Débarquement. Autre originalité : cet instrument de paiement, que de Gaulle qualifie à juste titre de « monnaie de singe », ne fait mention d'aucune autorité émettrice et ne se trouve donc garantie par personne, hors le bon vouloir des autorités militaires américaines²⁸ !

Une fois de plus, c'est donc grâce à la Résistance que de Gaulle va déjouer les plans de la Maison-Blanche et réduire à néant le stratagème consistant à le bloquer en Angleterre dans les jours qui suivent le Débarquement. Tout ulcéré qu'il soit de l'affront que lui fait Churchill en obéissant à Roosevelt, le Général a deux atouts dans sa manche : les commissaires de la République, qui, recrutés par son futur Premier ministre, Michel Debré (Jacquier dans la clandestinité)²⁹, surgiront du maquis et investiront les préfectures avant même que les Alliés aient pu y installer leurs hommes ; et surtout la faveur de l'écrasante majorité d'une population qui, pétainiste en 1940, attentiste en 1942, se reconnaît, en 1944, dans l'homme qui, depuis le fond de la nuit, n'a jamais varié sur la voie à suivre et le but à atteindre.

Tout se joue à Bayeux, moins de quarante-huit heures après le Débarquement, tandis que les Américains se battent encore sur les plages voisines. Première ville de France libérée – par les Anglais, le hasard fait bien les choses –, la sous-préfecture du Calvados n'a pas encore vu l'ombre d'un GI quand Maurice Schumann, la voix de la France libre à la BBC,

s'adresse à la population sur la Grand-Place, dans l'après-midi du 8 juin. Il est rejoint par le secrétaire du comité de libération locale, sorti de la clandestinité : Raymond Triboulet, autre fidèle du Général, qui exige aussitôt la démission du sous-préfet de Vichy et de ses collaborateurs (dans tous les sens du terme). Les jours suivants, des centaines de jeunes s'engagent pour le soutenir et en appeler à de Gaulle. Qui, le 14, débarque à Courseulles, accueilli par son ancien officier d'ordonnance, François Coulet, parachuté clandestinement un mois plus tôt et nommé, le 13, par un décret du CFLN, commissaire régional de la République pour la Normandie.

Son premier acte est d'aller saluer le maréchal Montgomery à son QG. Une visite de courtoisie qui se veut aussi une leçon de choses. Il en profite en effet pour lui présenter François Coulet, qu'il laisse derrière lui, dit-il, pour « s'occuper de la population ». Montgomery sourit. Il a compris, comme Eisenhower, que l'AMGOT était mort avant d'avoir vu le jour. À Bayeux, Coulet a en effet donné l'ordre aux banques de ne pas mettre en circulation les « billets drapeau » qu'elles recevront. Pris de court, le haut commandement allié n'a pas protesté. La « fausse monnaie » dénoncée par de Gaulle, qui en interdira l'usage dès le 27 juin, n'aura vécu que quelques jours. La ténacité du Général, ajoutée aux réticences d'Eisenhower et de Bedell Smith, a eu raison de la hargne de Roosevelt, qu'ils ont fini par convaincre que la priorité du moment était de réussir le Débarquement... Pas d'humilier les Français libres, qui, depuis 1940, n'avaient pas déposé les armes.

Il faut dire que l'accueil réservé par la population à leur chef, devenu, le 3 juin, président du gouvernement provisoire, dépasse ce que les plus optimistes avaient pu espérer. De Bayeux à Isigny, ville martyre ensevelie quelques jours plus tôt sous les bombes américaines, un plébiscite du cœur accueille partout de Gaulle.

De retour à Londres, il constate que le climat a changé. Le voyage à Washington que Churchill lui conseillait d'entreprendre pour aller chercher l'onction de Roosevelt est maintenant officiellement proposé par le gouvernement américain sous la forme d'une quasi-visite d'État. Et dès le 19 juin, les négociations pour l'administration des territoires occupés s'engagent, entre Alliés, sur les bases proposées par de Gaulle le

7 septembre 1943. Le Président aura mis dix mois à lui répondre... Aucun doute, la roue tourne encore. Mais Roosevelt n'a pas dit son dernier mot.

17 coups de canon pour de Gaulle à Washington

Le spectre de l'AMGOT écarté, de Gaulle enfin débarqué sur le sol français et ses commissaires de la République prenant partout le pouvoir en lieu et place des préfets de Vichy, Roosevelt va-t-il se résigner à laisser vraiment « la France rentrer chez elle » ? Le chef du gouvernement provisoire, non encore reconnu comme tel mais reçu comme un chef d'État par le peuple américain du 6 au 12 juillet 1944, n'est pas dupe de l'accueil qui lui est fait. Si celui de la rue l'émeut – et les actualités filmées sont là pour témoigner de la liesse qui, à Washington et à New York puis au Canada, de Québec à Ottawa, entoure ses apparitions publiques –, la franchise de Roosevelt, qui le reçoit à la Maison-Blanche, n'a rien de rassurant.

Premier indice, lors de son arrivée à New York, il est salué à l'aéroport par 17 coups de canon, hommage destiné aux militaires de haut rang, et non par les 21 que le protocole américain réserve aux chefs d'État... Puis quelle n'est pas sa stupéfaction, en arrivant au rendez-vous prévu avec Roosevelt à l'heure du thé de découvrir, parmi les invités, l'amiral Leahy, chef d'état-major particulier du Président, mais surtout ci-devant ambassadeur des États-Unis à Vichy jusqu'en mai 1942 !

Avant d'y prendre son poste, le 8 janvier 1941, l'amiral-diplomate avait écrit dans son journal : « Je pars avec l'ordre et l'espoir de collaborer à l'œuvre du maréchal Pétain [*sic*]. Je suis chargé de lui apporter les vœux fervents du président de la République américaine³⁰ »... Et accessoirement une Cadillac flambant neuve estampillée de la francisque, cadeau officiel des États-Unis que le Maréchal préférera bientôt à sa Renault Reinastella.

À Vichy, Leahy avait été l'objet de toutes les attentions. Logé dans une superbe villa de l'avenue Thermale appartenant à Franck Gould, l'un des héritiers du milliardaire Jay Gould, magnat des chemins de fer américains, il voyait ses moindres besoins devancés, l'amiral Darlan s'arrangeant pour lui fournir du whisky et des cigarettes américaines plus rapidement encore

que si l'ambassadeur avait utilisé la valise diplomatique ! Quand on lit les télégrammes qu'envoyait alors Leahy à Roosevelt ou à son secrétaire d'État, Cordell Hull, on ne peut qu'être frappé par leur premier degré et, pour tout dire, leur confondante naïveté. Son exercice préféré : répercuter ce que lui disaient alors Pétain et les dignitaires du régime, à savoir que de Gaulle n'était qu'un général de brigade, et encore, « à titre temporaire ». D'où sa représentativité « quasi nulle ». Dans l'un d'eux, il expliquait par exemple que les gaullistes qu'il « rencontrait » – on se demande bien où et comment, là où il se trouvait ! – ne lui paraissaient posséder « ni la stabilité, ni l'intelligence, ni l'importance sociale qui seraient nécessaires pour assurer leur succès ». Et pour achever de rassurer Roosevelt, il ajoutait que la plupart de ceux qui se revendiquaient du gaullisme le faisaient par allusion à l'ancien nom de la France (« *the Gaule* ») et non en référence au général rebelle³¹. Un « expert des questions françaises qui ne connaît que Vichy et ne parle pas français » (François Kersaudy) : voici donc l'homme que Roosevelt avait choisi pour avoir des idées claires sur la France... Et que le chef du GPRF trouve en face de lui, sous la canicule de Washington, ce 6 juillet 1944 ! Comme si la mine contrariée de De Gaulle ne lui suffisait pas, Roosevelt fait encore mieux. Au moment où l'on sert le thé, il lance d'un air moqueur à Leahy : « Pour vous, amiral, il est vrai que de l'eau de Vichy serait mieux indiquée ! » Selon l'ambassadeur Raoul Aglion, témoin de la scène, le Général fut, à ce moment, à deux doigts de se lever et de sortir³².

L'hôte de la Maison-Blanche se rend-il compte, alors, qu'il a été trop loin ? Lors du déjeuner du lendemain, il l'accueillera en français (« Je suis si content de vous voir »), lui donnera du « cher ami » et, en sortant de table, lui montrera sa piscine. Mais entre-temps, une scène des plus cocasses aura encore mis à rude épreuve les nerfs du Général. Dans la matinée du 7 juillet, on a cru judicieux de lui organiser une rencontre avec le vieux général Pershing (quatre-vingt-quatre ans), dont nul ne l'avait prévenu que la lucidité déclinait. Dès qu'il vit entrer le Français, l'ancien chef du corps expéditionnaire américain de 1917 lui demanda ce que devenait « son vieil ami, le maréchal Pétain ». Impassible, mais bouillant intérieurement, l'homme du 18 Juin répondit : « Je ne l'ai pas vu depuis longtemps »...

Tout au long de ses conversations avec de Gaulle – dont le Département d'État, étrangement, n'a gardé aucun procès-verbal³³ –, Roosevelt lui confirme que sa conception de l'après-guerre fait peu de cas de l'Europe en général et de la France en particulier. L'organisation du monde qu'il compte promouvoir est celle d'un directoire à quatre : États-Unis, Grande-Bretagne, Chine et URSS, et sa vision celle d'un conseil d'administration dans lequel il détiendrait la majorité structurelle. La Grande-Bretagne ne peut en effet se passer de l'aide américaine et les Chinois (Tchang Kaï-chek comme son concurrent Mao) comptent sur lui pour se débarrasser des Japonais. Surtout, Roosevelt annonce à de Gaulle que, grâce à l'engagement de l'Amérique en faveur de la décolonisation, celle-ci disposera bientôt « autour du monde » de nombreux « nouveaux amis ». Comprendre : des obligés qui n'auront rien à lui refuser, surtout pas l'implantation de ses bases militaires !

En quittant la Maison-Blanche, le Général est plus que jamais sans illusions : la France n'a pas fini de devoir résister à son puissant allié... Mais il entend qu'entre lui et Roosevelt les formes restent exemplaires. Connaissant la passion du Président pour la marine, et spécialement pour les sous-marins³⁴, il lui offre, avant de prendre congé, un cadeau d'exception : un sous-marin miniature de 1,50 m de long, fabriqué spécialement à son intention par les ouvriers de l'arsenal de Bizerte. L'engin fonctionne sur piles, plonge et peut tirer des torpilles ! Méfiant, Roosevelt le confiera à son petit-fils, Curt³⁵, en lui demandant de vérifier s'il est opérationnel. Ébloui par cette merveille de technologie au terme d'un après-midi passé à l'utiliser, Curt s'entendra dire par son grand-père : « Garde-le ! » Scandalisée, Eleanore, l'épouse de Franklin, tentera bien de protester : « Tu ne peux pas te défaire du cadeau d'un chef d'État étranger ! » Mais son mari l'enverra sèchement promener : « Ce n'est pas un chef d'État, ce n'est que le chef d'un comité³⁶. » Sa deuxième rencontre avec de Gaulle n'aura donc rien changé à son opinion d'origine : pour oser ainsi lui résister, il faut être un « dictateur », un « dingue³⁷ »... Ou les deux à la fois.

Revenants de la III^e et transfuges de Vichy

Revenu à Alger, le Général apprend que, tout absorbé qu'il soit à remodeler le monde, le président des États-Unis n'a pas complètement renoncé, de fait, à lui trouver un remplaçant dès que Paris sera libéré... Tandis qu'à New York Roosevelt lui dédicait sa photo avait lieu, dans un grand hôtel de Madrid, un dîner réunissant, autour de l'ambassadeur de Vichy en Espagne, François Piétri, des financiers américains liés à l'OSS³⁸. Objet de cette réunion : mettre au point une procédure permettant au Sénat de 1940 – l'Assemblée prééminente suivant les lois constitutionnelles de la III^e République – de se réunir pour constituer un gouvernement de transition, avec ou sans de Gaulle. Et de préférence *sans*, puisque le but avoué du jeu est de recycler un maximum de personnalités de Vichy ! Spéculation de désespérés tirant des plans sur la comète pour échapper à leur sort ? Pas seulement puisque l'idée est venue du Département d'État, qui, fin mai 1944, a adressé, *via* Madrid, à l'ancien président du Sénat Jules Jeanneney et à son homologue de l'Assemblée nationale Édouard Herriot un questionnaire secret destiné à connaître leur disponibilité... Et à savoir, entre autres, s'ils étaient prêts à s'opposer, avec l'aide des Américains, à l'établissement d'une « dictature ». L'occupation allemande appartenant au passé dans l'hypothèse où le Parlement reprendrait ses droits, on se demande bien à quelle « dictature » fait alors allusion le Département d'État. On n'en voit décidément qu'une : celle du général de Gaulle !

L'ennui pour le Département d'État est que Jeanneney n'entend nullement prêter la main à pareille opération, et que Herriot, si tant est qu'il le souhaite, n'est pas vraiment en état de le faire. Peu après avoir laissé Pétain prendre le pouvoir, le 10 juillet 1940, le premier s'est élevé, non sans risques, contre son régime et a pris contact avec de Gaulle en l'assurant, dès octobre 1942, que, « la souveraineté nationale ne pouvant être exercée ni légalement, ni matériellement, par le Parlement en fonction, c'est à la Nation elle-même qu'il appartient de l'assumer ». Quant à Herriot, qui a renvoyé en 1942 sa Légion d'honneur au Maréchal, il simule la folie pour ne pas être emprisonné et se trouve, sous bonne garde allemande, à l'asile psychiatrique de Maréville (Meurthe-et-Moselle)... Ce qui ne l'empêche

pas, le 18 juillet 1944, de faire savoir aux Américains, toujours *via* Madrid, et à l'unisson de Jeanneney, qu'il ne faut pas compter sur lui...

Mais voici qu'au même moment fait irruption à Berne un étrange personnage. Il s'appelle André Enfière (nom de code : « Lamballe » pour l'OSS), se dit l'envoyé personnel de Pierre Laval... Et propose aux Américains la mise en place d'un « gouvernement de transition » confié à Édouard Herriot. Ancien membre des Brigades internationales sous le Front populaire, ami de Daladier en 1938, et désormais de Pierre Laval, cet aventurier aux convictions toujours compatibles avec le régime en place agit aussi pour son propre compte. Si Laval a accepté de l'envoyer à Berne, c'est qu'il est aux abois et ne néglige rien qui puisse l'aider à reprendre la main. Quant à Herriot, dont Enfière est effectivement l'ami, mais qui vient de refuser les avances du Département d'État, on peut douter de son rôle actif dans cette ultime démarche. Ce qui étonne, en revanche, c'est le crédit que le chef de l'OSS pour l'Europe, Allen Dulles, accorde immédiatement à cet obscur messenger. Ayant obtenu le 6 août 1944 de Roosevelt le feu vert pour tenter l'opération proposée par Enfière, il le transmet à l'intéressé qui, le 9, est de retour à Paris auprès de Laval. Concentré sur son dernier coup de poker, celui-ci donne toute la mesure de son talent de manœuvrier et joue sur tous les tableaux.

Installé à Matignon, résidence officielle du président du Conseil qu'il n'occupe qu'épisodiquement, Laval reçoit l'ambassadeur d'Allemagne, Otto Abetz, auquel il présente sa solution pour « torpiller » de Gaulle : arrivée de Pétain à Paris qui s'installerait à l'Élysée ; réunion de l'Assemblée nationale et du Sénat auxquels le Maréchal remettrait ses pouvoirs ; élection par les deux Assemblées d'un nouveau président de la République qui pourrait-être... le maréchal Pétain ou à défaut Henri Queuille³⁹ ; nomination d'un gouvernement dont le chef serait Édouard Herriot. Tout le monde y trouverait ainsi son compte : les Allemands, qui, en sortant indemnes du piège que l'insurrection parisienne menace de refermer sur eux, pourraient regrouper plus efficacement leurs forces pour combattre les Américains ; les Américains eux-mêmes, qui se débarrasseraient définitivement de De Gaulle et auraient pour interlocuteur des Français « sérieux », c'est-à-dire rompus au compromis ; et bien sûr Pierre Laval, qui, quatre ans après avoir organisé l'effacement de la

République au profit de l'État français, rétablirait l'une en évitant à l'autre l'opprobre promis par la France libre !

Aux Américains, les choses sont présentées par Enfière dans un ordre « un peu » différent, faisant apparaître qu'ils seraient les premiers bénéficiaires du deal : étant déchargés de l'intendance politique et du maintien de l'ordre dans la capitale, puisqu'un pouvoir à leur main s'en chargerait, ils pourraient eux aussi consacrer toutes leurs forces... à lutter contre les Allemands ! Toujours est-il que le schéma séduit l'ambassadeur d'Allemagne, Otto Abetz, qui, le 11 août, autorise Laval à réunir les maires de la région parisienne pour leur exposer ses plans et recueillir d'eux un message de soutien. Après quoi celui-ci part en voiture pour Metz afin de prendre livraison d'Herriot. Mais voici que, toujours le 11 août, le maréchal Pétain lui-même se met de la partie. S'est-il coordonné avec Laval ? Rien ne le confirme. Seule chose certaine : il n'a pas perdu le contact avec les Américains. Que propose-t-il ? Rien de moins qu'une alliance avec de Gaulle, à condition que celui-ci reconnaisse... la légitimité de Vichy, comme l'indique au Général une lettre de Pétain transmise par l'amiral Auphan !

Vu l'imminence du dénouement, les termes en paraissent aujourd'hui presque surréalistes puisqu'il y est question « de trouver au problème politique français [...] une solution de nature à empêcher la guerre civile... pourvu que le principe de légitimité que j'incarne soit sauvegardé ». Dans ses *Mémoires de guerre*, de Gaulle aura ce commentaire :

« La condition que met Pétain à un accord avec moi est justement le motif qui rend cet accord impossible. La légitimité, qu'il prétend incarner, le Gouvernement de la République la lui dénie absolument, non point tant parce qu'il a recueilli naguère l'abdication d'un parlement affolé qu'en raison du fait qu'il a accepté l'asservissement de la France, pratiqué la collaboration officielle avec l'envahisseur, ordonné de combattre les soldats français et alliés de la libération, tandis que, pas un seul jour, il ne laissa tirer sur les Allemands. » Bref, « il ne peut y avoir de gouvernement français légitime qui ait cessé d'être indépendant⁴⁰ ».

De toute façon, quand le 27 août de Gaulle reçoit ce message rédigé deux semaines auparavant, tout est consommé : le 20, le Maréchal a été transféré de force par les Allemands de Vichy à Sigmaringen, et le 25, la 2^e DB du général Leclerc est entrée dans Paris. Dix jours plus tôt, surtout,

Hitler en personne a mis fin aux manœuvres de Laval, reprochant à Abetz de les avoir couvertes. Ordre a été donné à ce dernier de l'envoyer rejoindre le Maréchal à Sigmaringen, où les deux hommes auront ainsi tout le loisir de dissiper leurs malentendus. En 1964, de Gaulle racontera l'épisode à Alain Peyrefitte dans son style inimitable :

« Roosevelt était un type qui voulait dominer l'univers et, bien entendu, décider du sort de la France. Alors, de Gaulle, ça l'embêtait ; il ne le trouvait pas assez souple. Il pensait que le jour où les Américains auraient débarqué en France, si le Maréchal était encore là, il n'aurait rien à leur refuser ; ce qui était bien vrai. [...] Il a même tenté de fabriquer un gouvernement à Paris au moment où j'allais y entrer, avec Laval, Herriot. Tout ça a été manigancé avec Otto Abetz et avec Allen Dulles, qui était à Genève pour le compte de la CIA. [...] Moi, en arrivant à Paris, j'aurais foutu ce gouvernement au trou... Vous pensez, à l'époque, Herriot, Laval et Abetz ça ne pesait pas lourd. Mais Roosevelt se figurait qu'Herriot assurerait la continuité avec la III^e et Laval avec Vichy, et que tout ça allait apparaître comme la République. Seulement, Hitler, ça l'a exaspéré quand il a su ça. Il a dit : “De quoi, de quoi ? Laval, Herriot, et tous ceux-là ?” Alors, il a fait savoir à Laval de s'en aller à Sigmaringen, il l'a fait dire aussi au Maréchal, il a désavoué Abetz, il a fait remettre Herriot dans sa prison. Il a tout nettoyé⁴¹. »

Adolf Hitler, auxiliaire involontaire de la prise du pouvoir par Charles de Gaulle ? Vingt ans plus tard, on le voit, il se souvenait encore de ce clin d'œil de l'Histoire...

Roosevelt reconnaît enfin de Gaulle, mais persiste dans son hostilité

Il faudra cependant encore deux mois à Roosevelt pour se ranger derrière les Britanniques et les Soviétiques en acceptant, le 23 octobre 1944, de reconnaître enfin le GPRF comme unique représentant du peuple français. « Le gouvernement, dira seulement de Gaulle lors d'une conférence de presse, est satisfait qu'on veuille bien enfin l'appeler par son nom. » Le président américain, qui s'apprête à être réélu triomphalement

pour son quatrième mandat⁴², serait-il enfin décidé à jeter la rancune à la rivière alors qu'il s'apprête à fêter son soixante-troisième anniversaire (qui sera le dernier) ?

Bien qu'affaibli par la maladie – une hypertension artérielle devenue chronique après Pearl Harbor –, Roosevelt n'est que froidement réaliste. N'ayant plus de carte dans sa manche à substituer à de Gaulle, il s'est donc résigné à le tolérer. Mais à l'aider, jamais ! Aussi équipe-t-il au compte-gouttes l'armée de la Libération. Tout juste assez pour lui permettre d'aider Américains et Britanniques à reconquérir le territoire français ; en aucun cas pour lui permettre de pénétrer en Allemagne. Or c'est justement ce que compte faire le Connétable, conscient qu'une prise de gage peut se révéler essentielle quand, la paix revenue, il s'agira de rendre à la France son statut de grande puissance. Ironie de l'Histoire : c'est la rage même mise par Roosevelt à l'humilier qui va lui permettre d'exécuter son plan !

Ce dernier acte de son duel avec de Gaulle se joue le 3 janvier 1945, à Versailles, dans les salons de l'hôtel Trianon Palace, devenu, un mois plus tôt, le siège du commandement suprême des forces alliées en Europe – le SHAEF, *Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force*. Face à face, une fois de plus : de Gaulle et Eisenhower. Entre eux, les rapports ont toujours été francs et leurs malentendus réglés sans délai ni arrière-pensée. Cette fois, pourtant, les deux hommes sont au bord de la rupture. Au point que de Gaulle a demandé à Churchill de faire le voyage depuis Londres pour faire peser la balance en sa faveur. Ce que le Premier britannique a accepté sans hésiter, certain, cette fois, que l'ombrageux Français a raison.

Le différend n'est pas mince : pris de court par la contre-offensive éclair de la Wehrmacht dans les Ardennes qui, au matin du Nouvel An, s'est soldée par la destruction au sol de quelque 500 avions américains (opération *Bodenplatte*), les Américains ont décidé d'affecter en Belgique toutes leurs forces disponibles. Ordre est donc donné à la 3^e armée du général Patton qui se préparait à foncer sur Francfort de faire pivoter ses troupes de 90 degrés vers le nord – une manœuvre inédite que l'incroyable Patton exécutera en trois jours, alors que Ike en prévoyait le double... Quant aux Français, Roosevelt exige d'eux qu'ils abandonnent l'Alsace, libérée fin novembre par de Lattre et Leclerc, afin de se rendre disponibles pour protéger Anvers, cette jugulaire de l'Europe que menace à nouveau la Wehrmacht.

Cette retraite, de Gaulle ne peut l'accepter pour trois raisons. La première est symbolique : évacuer sans combattre une terre arrachée par deux fois à la France en soixante-dix ans serait un reniement du serment de Koufra, prêté en mars 1941 dans le désert de Libye par ce qui n'était encore que la colonne Leclerc – ne déposer les armes que lorsque « le drapeau français flottera à nouveau sur la cathédrale de Strasbourg ». La deuxième est humaine : après l'accueil triomphal réservé deux mois plus tôt aux Français par les Alsaciens, le retour, même bref, des Allemands dans ce territoire qu'ils considèrent comme leur ne pourrait que se solder par d'épouvantables représailles sur les civils. La troisième, sans doute la plus décisive, est aussi stratégique que politique. Si les troupes françaises se retirent d'Alsace, elles ne disposeront plus de la base de départ indispensable à la dernière phase de la guerre : la conquête de la zone d'occupation que Russes, Américains et Britanniques ont « oublié » de réserver aux Français lors de la conférence de Moscou de novembre 1943...

Rapporté par de Gaulle et corroboré par Churchill, l'affrontement entre le Français et l'Américain tourne d'emblée au drame. De Gaulle dit : « Si nous étions au *Kriegspiel*, je pourrais vous donner raison... Mais pour la France, ce serait un désastre national. » Eisenhower répond : « Pour que je change mes ordres militaires, vous invoquez des raisons politiques. » À quoi de Gaulle réplique : « Les armées sont faites pour servir la politique des États. » Voyant que le ton monte, Churchill intervient : « Toute ma vie, j'ai pu voir quelle place l'Alsace tient dans le cœur des Français. Je crois donc, comme le général de Gaulle, que ce fait doit entrer en jeu. » Eisenhower est-il ébranlé de voir l'Anglais pencher du côté du Français ? Celui-ci croit le sentir. Mais l'Américain, se ressaisissant, va jusqu'à menacer son interlocuteur de cesser de ravitailler les Français en armes et en munitions s'ils s'obstinent à défendre l'Alsace, en contradiction des ordres reçus. Loin de se démonter, de Gaulle adopte le même registre et fait valoir que si, faute de moyens défensifs, les Français devaient être vaincus à Strasbourg, il serait tout à fait envisageable que la France retire aux Américains « la libre disposition des chemins de fer et des transmissions indispensables aux opérations ».

Exclue à Yalta, la France brise sa relégation aux Nations unies

L'un et l'autre seraient-ils allés si loin ? On peut en douter. Mais il est certain que sans cette montée aux extrêmes assumée par de Gaulle, « Ike » ne serait pas revenu sur sa décision. Dans ses *Mémoires de guerre*, le Général raconte que le commandant en chef le fit « avec la franchise qui était l'un des meilleurs côtés de son sympathique caractère, téléphonant au général Devers que le mouvement de retraite devait être, à l'instant, suspendu ». Eisenhower conviendra par la suite qu'il eut raison d'écouter son contradicteur. Grâce à l'audace et à l'efficacité de Patton, les Alliés ont repris l'initiative dans les Ardennes dès le 3 janvier, jour même de l'orageuse entrevue de Versailles. Le 16, les Allemands entament leur repli. Et le 20, tout ce qu'ils avaient conquis est repris. Le 20 janvier marque aussi le jour où les Allemands relâchent enfin leur pression sur Strasbourg, qui a tenu bon grâce à l'héroïsme de la 3^e division d'infanterie algérienne. De Lattre, dès lors, a les mains libres pour déclencher la bataille de Colmar qui mènera sa 1^{re} armée sur les bords du Rhin. Soit très exactement ce que de Gaulle avait en tête : grâce à son obstination, la zone d'opérations française s'étend sur plus de 200 km le long de la frontière allemande, soit le quart du front tenu par les Alliés !

Il était temps. Car si à la conférence de Yalta (du 5 au 11 février 1945), à laquelle de Gaulle n'est même pas convié, les Alliés ont enfin admis, grâce à l'obstination de Churchill, le droit des Français à disposer d'une zone d'occupation en Allemagne, ils ont soigneusement omis d'en déterminer les contours. Voilà qui achève de convaincre le Connétable de conquérir un maximum de kilomètres carrés en territoire ennemi... Pour mieux négocier ensuite ! Le 9 février, la poche de Colmar, où résistaient encore les Allemands, est liquidée par la 1^{re} armée française et le 21^e corps US. La veille, les forces américaines et britanniques ont franchi pour la première fois les frontières du Reich à partir de la Hollande et de la Belgique. Elles achèveront le 7 mars la conquête de la Rhénanie par la capture du pont de Remagen, entre Coblenze et Bonn.

À partir des renseignements qu'Eisenhower lui transmet, de Gaulle fait le pari que les Américains vont désormais porter leur effort principal sur la

conquête de la Ruhr, poumon économique du Reich que les bombardements intensifs des Alliés ne sont pas parvenus à étouffer. Voici qui laisse à la France une occasion unique : foncer droit vers l'est à travers la Forêt-Noire et prendre possession de Stuttgart, capitale du Wurtemberg, puis de Karlsruhe, voie de passage, au nord, vers le Palatinat et la Rhénanie.

Disposant de l'entièreté de la rive droite du Rhin, les Américains peuvent désormais se préparer à l'assaut final. Celui-ci est lancé le 23 mars au terme d'un gigantesque pilonnage aérien. Le 27, de Gaulle adresse à de Lattre l'ordre du jour suivant : « Il faut que vous passiez le Rhin, même si les Américains ne s'y prêtent pas et dussiez-vous le passer sur des barques. Il y a là une question du plus haut intérêt national. Karlsruhe et Stuttgart vous attendent, même s'ils ne vous désirent pas. » De Lattre lui répond sur-le-champ qu'il va être satisfait. De Gaulle le sera pleinement. Le 4 avril, en dépit d'un appui aérien allié réduit au minimum, 130 000 Français et 20 000 véhicules ont déjà passé le Rhin. En face, la XIX^e armée allemande se défend avec acharnement, mais recule inexorablement. C'est Karlsruhe qui tombe en premier, le 7 avril, suivie par Stuttgart le 20, jour du dernier anniversaire de Hitler.

Furieux, le général Devers donne à de Lattre l'ordre d'évacuer la ville. Karlsruhe, passe encore, mais Stuttgart, jamais ! Impassible, le « roi Jean » lui fait savoir que la question les dépasse l'un et l'autre, « puisqu'elle est du domaine des gouvernements ». Va-t-on vers une nouvelle crise au sommet ? Contre toute attente, c'est Eisenhower qui, sans en référer à la Maison-Blanche, calme instantanément le jeu. Non sans élégance, il écrit à de Gaulle qu'il n'a « rien d'autre à faire que d'accepter la situation [ne voulant] rien entreprendre qui puisse altérer l'esprit exemplaire de coopération entre les forces françaises et américaines dans la bataille ».

Sans l'audace de De Gaulle, sans l'héroïsme de Leclerc et de De Lattre, sans le *fair play* d'Eisenhower, la France aurait-elle reçu, le 7 mai à Reims et le 8 à Berlin, la capitulation allemande ? Cette présence, sur laquelle nul n'aurait parié quelques mois plus tôt, aura une première conséquence majeure : son entrée, le 24 octobre 1945, comme membre permanent au nouveau Conseil de sécurité de l'ONU, qualité réservée... aux vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale !

Ces deux événements, Roosevelt ne les verra pas. Le 12 avril, alors qu'il pose pour l'artiste peintre Elizabeth Shoumatoff, il s'écroule

subitement et meurt peu après d'une hémorragie cérébrale.

La réaction de De Gaulle peut paraître surprenante. Loin de se limiter aux condoléances de circonstance qu'aurait pu justifier la manière dont il fut traité, il fait décréter une semaine de deuil national en France – comme aux États-Unis, soit deux jours de plus qu'en Grande-Bretagne ! – et rédige pour la presse un long éloge funèbre où il est question de son « exemple impérissable » et de son « amitié pour la France ».

Plus étrange encore : alors qu'il a quitté le pouvoir depuis onze ans et n'a plus à ménager rien ni personne, il réitère, en 1957, dans ses *Mémoires de guerre* : « Quand la mort vint l'arracher à sa tâche gigantesque, au moment même où il allait en voir le terme victorieux, c'est d'un cœur sincère que je portai vers sa mémoire mon regret et mon admiration. » Il faut donc se rendre à l'évidence : moins porté d'ordinaire à l'indulgence, de Gaulle aura su, en l'espèce, séparer les affronts qui lui furent faits de la dimension historique du personnage qui s'en rendit coupable !

Roosevelt serait-il lui-même revenu sur ses préventions s'il avait vécu assez longtemps pour voir la démission du Général, le 20 janvier 1946, et constater combien on lui avait menti quant aux penchants « dictatoriaux » de l'homme de Colombey ? De Gaulle, lui, en était persuadé. Et sans doute faut-il le croire quand il évoque ses « regrets ». Moins ceux d'avoir dû se battre contre lui, puisque au final il était sorti victorieux de l'épreuve, que ceux de n'avoir pas été compris d'un homme dont il admirait sincèrement l'œuvre réformatrice à l'intérieur des frontières américaines. « S'il avait vécu davantage et qu'une fois la guerre gagnée, nous eussions trouvé l'occasion de nous expliquer à loisir, je crois qu'il eût compris et apprécié les raisons qui me guidaient dans mon action à la tête de la France », écrit-il encore en 1957.

À l'ambassadeur américain Douglas Dillon venu lui rendre visite à Colombey deux ans plus tôt, l'homme du 18 Juin avait expliqué :

« Rétrospectivement, je considère que nous avons eu raison tous deux. J'ai été amené à agir d'une manière qui, je le reconnais, était intransigente afin de maintenir la reconnaissance de la France en tant que puissance. Si je n'avais pas agi ainsi tout était perdu. Mais d'un autre côté, je peux comprendre que le président Roosevelt [...] ait été gêné par mon attitude⁴³. »

Charles de Gaulle aurait-il été si magnanime s'il n'avait pas gagné la partie ?

4

Staline, l'ogre du Kremlin

« Quelque horreur que nous ayons pour leur régime »... Quand de Gaulle pose pour la première fois le pied en terre russe, le 26 novembre 1944, se souvient-il de ce qu'il écrivait à sa mère quand, huit ans plus tôt, celle-ci lui demandait son avis sur le pacte franco-soviétique signé en 1935 par Pierre Laval ? Le moins qu'on puisse dire est qu'à l'épreuve des faits, le Général n'a pas changé d'avis et même le répéterait plutôt deux fois qu'une : non, décidément non, « nous n'avons pas les moyens de refuser le concours des Russes, quelque horreur que nous ayons pour leur régime ». Les « Russes », voilà bien la clé de tout ! Le fait de les appeler par leur nom sans jamais les désigner par l'adjectif qui qualifie leur organisation politique est inséparable d'une pensée historique : si les régimes passent, les peuples restent. Et si l'on ne tient compte que des premiers, forcément transitoires, pour établir des relations d'État à État, on s'expose non moins forcément à échouer !

C'est la Russie, et non le communisme qui a gagné la guerre

En cette fin de l'année 1944, l'homme du 18 Juin en est plus que jamais persuadé : ce n'est pas le communisme qui s'apprête à mettre l'Allemagne à genoux, c'est la Russie. Le communisme, on l'a vu à l'œuvre avec les grandes purges de 1936-1938 qui ont décapité l'Armée rouge et expliquent son effondrement de l'été 1941 face à l'assaut de la Wehrmacht. On a failli aussi en voir le résultat en Ukraine, où la grande famine de 1932-1933 a jeté une partie de la population du côté des Allemands, accueillis sous les fleurs quand ils ont pénétré en Union soviétique... Staline lui-même ne s'y est pas trompé en décidant, face à l'immensité du péril, de rouvrir les églises et d'abandonner l'*Internationale* comme hymne officiel, bref, d'en appeler à la Russie éternelle face à l'invasion. Sans elle, de Gaulle en est certain, le sursaut n'aurait jamais eu lieu.

Et quel sursaut ! Le 20 novembre 1944, alors qu'il s'apprête à se rendre en URSS *via* Le Caire et Téhéran, s'est produit un tournant symbolique : Hitler, pressé par l'avance de l'Armée rouge, a dû abandonner son quartier général de Rastenburg, en Prusse-Orientale, là même d'où, en juin 1941, il avait lancé la Wehrmacht à l'assaut des plaines russes. Symbole de son rêve calciné, ce repli précipité annonce l'invasion du Reich et démontre ce que les alliés de l'Ouest doivent à ceux qui, au prix de 10 millions de morts, ont brisé la machine de guerre allemande. Oui, « quelque horreur » qu'à Washington et à Londres on puisse avoir pour le communisme, les Russes ont bel et bien permis, par leur sacrifice, le succès du débarquement de Normandie. Ce second front que Staline réclamait à cor et à cri aurait-il, en effet, pu être ouvert sans l'enlèvement puis l'engloutissement de plusieurs centaines de divisions ennemies dans les plaines d'Ukraine et du Caucase ? Quand on sait que, le 6 juin 1944, en fin de matinée, le général Bradley fut à deux doigts d'ordonner le rembarquement des troupes américaines d'Omaha Beach, décimées à 80 %, la réponse s'impose d'elle-même...

Cette évidence, de Gaulle l'a pressentie dès le 22 juin 1941, quand, en apprenant l'invasion de la Russie par la Wehrmacht, il déclare à son entourage, stupéfait, que Hitler a irrémédiablement perdu la guerre. Quarante-huit heures plus tard, depuis Damas où la 1^{re} division française

libre vient de faire son entrée, il donne instruction à ses collaborateurs restés à Londres d'établir immédiatement des relations militaires avec Moscou. Et le 26 septembre, le gouvernement soviétique le reconnaît comme « chef de tous les Français libres », accréditant auprès de lui l'ambassadeur Bogomolov, cependant que de Gaulle envoie le général Petit comme officier de liaison militaire.

Quand celui-ci arrive à Moscou, en cet automne de 1941, la capitale de l'URSS vit au rythme des communiqués de victoire de la Wehrmacht que rien ne semble devoir arrêter. Le 13 octobre, la situation devenant critique, Staline ordonne l'évacuation du gouvernement et des principales administrations vers Kouïbychev (aujourd'hui Samara), 900 km à l'est, et reste seul dans la capitale avec une partie seulement de l'état-major... Le 2 décembre, les panzers sont à moins de 30 km du Kremlin, dont les tours sont visibles dans les jumelles d'état-major... Tout semble perdu. Mais le 3, le « général Hiver » se met de la partie : la température descend à $-50\text{ }^{\circ}\text{C}$! Mieux équipée, l'Armée rouge déclenche sa contre-offensive et, le 6, les divisions sibériennes du général Joukov dégagent définitivement Moscou.

C'est ce rétablissement inouï que, le 20 janvier 1942, de Gaulle salue à la BBC dans un discours d'hommage au peuple russe qui, au-delà du lyrisme provoqué par l'événement, fixe les grandes lignes de sa vision géopolitique jusqu'en 1969 :

« Il n'est pas un bon Français, dit-il, qui n'acclame la victoire de la Russie... Pour l'Allemagne, la guerre à l'Est, ce n'est plus aujourd'hui que cimetières sous la neige, lamentables trains de blessés, mort subite de généraux... Tandis que chancellent la force et le prestige allemands, on voit monter au zénith l'astre de la puissance russe. Le monde constate que ce peuple de 175 millions d'hommes est digne d'être grand parce qu'il sait combattre, c'est-à-dire souffrir et frapper, parce qu'il s'est élevé, armé, organisé lui-même et que les pires épreuves n'ébranlent pas sa cohésion...

« Même si, dans l'ordre stratégique, rien ne s'est encore produit de plus fructueux que l'échec infligé à Hitler par Staline sur le front européen de l'Est, dans l'ordre politique, l'apparition certaine de la Russie au premier rang des vainqueurs de demain apporte à l'Europe et au monde une garantie d'équilibre dont aucune puissance n'a, autant que la France, de meilleures raisons de se féliciter. »

Voilà qui est dit à l'intention des Américains, lesquels, aux yeux du Général, se déshonorent en ménageant Vichy pour mieux prendre les rênes de la France libérée. Et voici ce que, trois ans plus tard, en cet hiver non moins glacial de 1944, il vient redire de vive voix à Staline, en espérant qu'il l'aidera à briser la relégation internationale que Roosevelt, on l'a vu, a bien l'intention de faire subir à la France.

Pour Staline, la France n'est plus qu'une puissance de second ordre

Pour attentif qu'il soit à limiter l'influence des États-Unis en Europe, Staline, cependant, n'en partage pas moins avec le président américain un même sentiment sur la France : comment un pays dont l'armée a été réduite à néant en trente-neuf jours et dont les représentants légaux – à défaut d'être légitimes – n'ont eu de cesse de collaborer quatre années durant avec le vainqueur peut-il prétendre encore peser dans la balance des puissants ? Certes, le dictateur soviétique a pu apprécier l'apport fourni, depuis 1943, à la défense de la Russie par l'escadrille Normandie-Niémen¹. Il n'ignore pas davantage le concours modeste mais résolu apporté par les Forces françaises libres à la lutte contre l'Allemagne. Et en machiavélien qu'il est, il juge en connaisseur la manière dont le général proscrit et condamné à mort de 1940 est parvenu à s'imposer aussi bien contre ses ennemis que contre ses alliés. Mais en matérialiste absolu, il mesure son importance, *hic et nunc*, à l'aune de ce qui, chez lui, tient lieu de mètre-étalon : le nombre de divisions, comme il vient d'ailleurs de le dire à Churchill lors de la conférence de Moscou (9-14 octobre 1944)²...

En un mot comme en cent, s'il ne nourrit aucune hostilité contre de Gaulle, et même témoigne à son endroit une certaine admiration³, il ne prendra pas le risque de déclencher une crise majeure avec Roosevelt pour lui être agréable. Sa priorité est de ménager le président américain pour obtenir qu'il n'entrave pas son grand dessein : la prise de contrôle de l'Europe, à l'est de l'Allemagne. Et même, s'il le peut, d'une partie de celle-ci...

Or ce que vient lui demander de Gaulle, sous les espèces d'un nouveau pacte franco-soviétique, a toutes les chances de se heurter au veto américain, et même britannique : la constitution d'un glacis français à l'ouest du Reich. Soit rien d'autre que la rive gauche du Rhin érigée en État tampon autonome !

L'équation communiste de la Libération

Indépendamment de cette revendication qu'il espère faire approuver par Staline, le Général sait que planera sur leurs entretiens un contentieux lourd de non-dits : la place des communistes dans le gouvernement de la Libération. Lors de l'insurrection parisienne, de Gaulle n'a pas été dupe de leur stratégie. Il a dû jouer extrêmement serré pour éviter que ceux-ci ne confisquent à leur profit le pouvoir dans la capitale. D'où son choix, en arrivant à Paris, de se rendre d'emblée à la gare Montparnasse pour y recueillir la reddition des Allemands, et non directement à l'Hôtel de Ville pour y proclamer la république, comme le demandaient les communistes, geste qui n'aurait pas manqué d'être interprété comme la reconnaissance d'un pouvoir insurrectionnel, quand lui-même entendait représenter la continuité de l'État en même temps que sa légitimité.

On l'oublie trop souvent : dans ses *Mémoires de guerre*, de Gaulle accuse les militants du PCF d'avoir été à l'origine de la fusillade qui retentit sur le parvis de Notre-Dame tandis que la foule s'y masse lors du *Te Deum* célébrant, le 26 août 1944, la libération de Paris. Alors que l'opinion en tient pour des irrédentistes de la Wehrmacht ou des *desesperados* de la collaboration, lui n'y va pas par quatre chemins : « Comment imaginer que des ennemis auraient pris des cheminées pour cibles au lieu de me viser moi-même quand je passais à découvert ?... Pour ma part, j'ai le sentiment qu'il s'est agi d'une affaire montée par une politique qui voudrait, grâce à l'émoi des foules, justifier le maintien d'un pouvoir révolutionnaire et d'une force d'exception⁴... »

Pour le parti communiste et ses relais, omniprésents dans les comités de quartier, l'objectif est clair : garder en armes un maximum de militants afin de leur confier la charge exclusive de l'épuration. C'est l'époque où l'on

parle de Toulouse comme de la « première République rouge de France », où le communiste Georges Guingouin (« le préfet du maquis ») règne en maître sur le Limousin à la tête de 11 000 FTP, levant taxes et impôts à discrétion et où, à Angers, Michel Debré, commissaire régional de la République pour les départements de l'Ouest, prend la décision de faire interner préventivement des centaines de « collaborateurs » présumés pour leur éviter d'avoir à subir la justice expéditive du Parti⁵. Toujours dans ses *Mémoires*, de Gaulle a des mots très durs pour « l'air de tension, et même d'oppression » entretenu par la « dictature anonyme » des communistes, accusant par exemple les maquis de Haute-Garonne d'être constitués « comme un soviet ».

D'où sa décision du 28 octobre 1944 de dissoudre et de désarmer les milices dites « patriotiques » qui sont autant de faux-nez du PCF. Pour ses dirigeants, qui depuis le début août abreuvaient Moscou de notes alarmistes sur la prétendue volonté de De Gaulle de « saboter l'insurrection nationale » et de bâillonner les « forces populaires » (André Marty), c'est une défaite de taille. Et pour Staline ? Au fond, de Gaulle n'en sait rien. Et les historiens s'interrogent encore. Le satrape du Kremlin aurait-il soutenu un pouvoir insurrectionnel communiste si ses fidèles avaient triomphé – en fait si de Gaulle, se soumettant aux ordres de Roosevelt, n'avait pas donné l'ordre à Leclerc de lui désobéir en fonçant sur Paris pour prendre les insurgés de vitesse ? Ou se satisfait-il de savoir qu'en contrepartie de la restitution de leurs armes, les siens siègent au gouvernement ?

Et puis, il y a le cas de Maurice Thorez, le secrétaire général du PCF qui, après avoir approuvé le pacte germano-soviétique d'août 1939, s'est réfugié à Moscou et a été condamné pour désertion par le gouvernement Daladier. Que faire de lui ? Là encore, de Gaulle tranche dans le vif, quitte à choquer une partie de l'opinion : il amnistie Thorez et, le 6 novembre 1944, trois semaines avant de s'envoler lui-même pour Moscou, l'autorise à rentrer en France. Un an plus tard, il en fera même un ministre d'État dans son gouvernement. Au colonel Passy, l'ancien chef du renseignement de la France libre, qui digère mal cette promotion, de Gaulle explique alors, sous le sceau du secret : « Allons, Passy, c'est très simple ! J'aime mieux voir à la tête du Parti communiste, un homme qui gardera toujours accrochée aux fesses la casserole de sa désertion plutôt qu'un authentique résistant comme Tillon⁶ ou comme Villon⁷, par exemple⁸ »... À Moscou, Staline, lui, a

compris. À tel point que, lors de sa rencontre avec de Gaulle, il ne cessera de plaisanter sur le thème : « Mais alors, vous ne faites pas fusiller Thorez ? »

Staline fait mijoter de Gaulle

En ce 26 novembre 1944, on n'en est pas encore aux plaisanteries. En débarquant à Bakou, le Général apprend en effet que le dictateur, loin de garder le secret sur leur rencontre, en a prévenu Churchill, qui lui-même a aussitôt averti Roosevelt. Résultat : le Premier ministre britannique cherchera, dans quelques jours, à transformer le tête-à-tête franco-russe en pacte tripartite franco-russo-anglais ! Du coup, la position de De Gaulle s'en trouve affaiblie : s'il ne parvient pas à convaincre Staline du bien-fondé de sa politique allemande, sa visite au Kremlin se limitera à une opération de communication contribuant à renforcer l'image de la France, de retour sur la scène internationale. Ce qui, certes, est déjà beaucoup, mais provoque, on s'en doute, la colère du Français, ulcéré contre le Russe plus encore que contre l'Anglais dont il connaît les ficelles !

À ce sujet de mécontentement essentiel s'en ajoute un autre, plus conjoncturel, mais que de Gaulle, rompu à lire entre les lignes quand il s'agit de l'écarter, interprète comme une stratégie du Géorgien madré pour gagner du temps et se concerter avec les Anglo-Américains : alors que, depuis Bakou, il devait s'envoler le lendemain pour Moscou et s'entretenir, dès le 28 novembre, avec le chef du Kremlin, on lui annonce que, pour d'obscures raisons de sécurité, le voyage se fera en train. Et comme de Gaulle avait émis le vœu de faire une brève escale à Stalingrad pour rendre hommage à l'Armée rouge, il ne saurait être question d'annuler l'étape... Ce qui porte le voyage à cinq jours pleins !

Les Russes peuvent bien présenter comme un insigne honneur le fait de le véhiculer dans le train dit du « grand-duc⁹ », avec ses wagons-salons bien chauffés, son mobilier français signé Majorelle et ses rideaux 1900 ornés de pompons verts, il ne décolère pas. Et comme chaque fois qu'il se sent pris au piège, il en rajoute dans la provocation. Toujours ce parti pris de raideur extrême, inversement proportionnelle à la précarité de sa position, posture

qui, finalement, ne lui a pas si mal réussi depuis les débuts de la France libre...

Alexandre Bogomolov, l'ambassadeur d'URSS en France, désigné pour servir de chaperon à de Gaulle, est le premier à faire les frais de son humeur. « Wagon blindé moderne ! », s'écrie-t-il pour détendre l'atmosphère, en désignant celui du Général. « Blindé peut-être, mais moderne, sûrement pas ! », répond l'autre en désignant les pompons des rideaux. Lors d'un dîner, Bogomolov, qui fut ambassadeur à Vichy jusqu'à l'attaque allemande de l'URSS, se met à raconter ses souvenirs. Apparemment trop longtemps au goût de son interlocuteur qui le coupe brusquement : « Ce qui caractérise les hommes de Vichy, c'est qu'ils ont toujours voulu jouer une carte, tantôt la carte allemande, tantôt la carte anglaise et même la carte russe. Mais nous, nous ne jouons pas. Pour nous, il y a la France. Nous n'avons pas de carte anglaise, ni même de carte russe¹⁰. »

Lors d'un arrêt à Mozdok, point extrême de l'avancée de la Wehrmacht quand elle cherchait à s'emparer des champs pétrolifères de Bakou, de Gaulle monte d'un cran dans la provocation. Comme on lui montre les débris de chars allemands, il s'écrie : « N'oublions jamais qu'ils sont venus jusqu'ici : c'est un grand peuple, un très grand peuple ! Et voyez comme ils se battent, maintenant ! En Belgique, Eisenhower n'arrive à rien. Son affaire est ratée. La guerre est loin d'être finie¹¹ ! »

Rapportée par le diplomate Jean Laloy, qui sert alors d'interprète à de Gaulle, l'anecdote est à l'origine d'une autre, qui circula dans les chancelleries mais se trouve être inexacte : l'exclamation « Ah ! Quel grand peuple ! » qu'aurait lancée de Gaulle à Stalingrad, le lendemain, en présence de Molotov. Lequel aurait alors répondu : « Merci mon général ! », avant de s'entendre sèchement rétorquer : « Je voulais parler des Allemands ! » Or Molotov n'était pas à Stalingrad, seulement Bogomolov¹²...

Ce qui est vrai, en revanche, c'est qu'à Stalingrad, le lendemain, de Gaulle se distingua encore par son « mauvais esprit » très calculé. Comme la délégation française croisait une troupe d'hommes travaillant sur un chantier et encadrés par des gardiens armés, il demanda qui ils étaient. On lui répondit que c'était des prisonniers de droit commun. Ce qui lui offrit l'occasion de se tourner vers les Français en remarquant, assez fort

pour être compris de l'interprète russe, qu'il ne voyait guère de différence avec les ouvriers russes « en liberté » qu'il avait pu croiser !

Despote oriental... Et maître chanteur !

Mais voici la fin du voyage et, le 2 décembre à midi, anniversaire d'Austerlitz, l'arrivée en gare de Moscou. Accueilli par le ministre des Affaires étrangères soviétique, Viatcheslav Molotov, l'hôte monte d'un cran dans la provocation. Il lui annonce que, quel que soit l'emploi du temps prévu, il se rendra le lendemain, dimanche 3 décembre, à la messe à Saint-Louis-des-Français ! Puis vient le premier dîner avec Staline, « petit homme, en uniforme avec bottes noires, démarche dandinante, l'œil plissé d'un sourire d'insincérité foncière » (Jean Laloy), dont l'absence de magnétisme et même l'apparente fragilité frappent de stupeur la délégation française qui découvre le Kremlin.

« Mais où est le bloc de granit, l'homme monolithe que présentent les images officielles ? se demande toujours Laloy. Il y a là un sultan conservé au creux du sérail, loin de la lumière et des foules, enfermé dans ses calculs, ses combinaisons, sa méfiance. Le teint est jaune, pâle, les joues tirées, l'œil brillant mais un peu corné, les cheveux en brosse argentés et diaphanes, la moustache soigneusement coupée, grise, la voix légère, à peine perceptible¹³. »

Selon le procès-verbal soviétique, nettement plus détaillé que celui dressé par le Quai d'Orsay, la conversation peine à s'engager, tant de Gaulle se contente, d'abord, de réponses laconiques. Manifestement, son humeur est la même que dans le train du grand-duc ! « Staline demande si de Gaulle a vu les ruines de Stalingrad, indique le PV. De Gaulle répond qu'il a vu les ruines », etc.

« Froid et impassible, de Gaulle ne disait rien, racontera le général Juin dans ses Mémoires, attendant que son hôte ouvrît le feu, et cette attitude gêna quelque peu Staline. Il se décida tout de même à rompre la glace et, se tournant vers son interprète, lui souffla en désignant de Gaulle : “Dis-lui que je lui ai renvoyé Thorez¹⁴”, mais, de Gaulle s'étant contenté de lever les bras au ciel sans rien dire, Staline, de nouveau embarrassé, hésita avant

d'enchaîner, puis d'une façon qui ne laissa pas de surprendre l'auditoire, se retournant encore une fois vers son interprète : "Demande-lui donc quand il va le faire fusiller ?" À quoi de Gaulle voulut bien répondre qu'il faisait la France avec tous les Français, ce qui enchanta Staline. "Bravo, s'écria-t-il. Pendant la guerre, Thorez a été très bien en Russie¹⁵." »

Enfin, de Gaulle s'anime, heureux d'avoir, par son silence, contraint Staline à aborder la question du devenir des communistes. Et bientôt, il entre dans ce qui constitue pour lui le vif du sujet : le sort de l'Allemagne. Comme prévu, le maître du Kremlin élude, évoquant l'indispensable accord des Anglo-Saxons tout en crayonnant, comme à son habitude, des barres et des ronds sur un bout de papier. Mais c'est pour mieux aborder la question de ses propres frontières qu'il entend décaler vers l'est aux dépens de la Pologne, laquelle obtiendra une compensation en récupérant sur l'Allemagne la Prusse-Orientale, la Poméranie et la Silésie. Bref, en augmentant elle aussi son territoire vers l'est, jusqu'au fleuve Oder... à moins de 100 km de Berlin !

De Gaulle, qui, jeune capitaine, s'était battu sur la Vistule aux côtés des Polonais pendant l'été de 1920 pour contenir l'avancée des bolcheviques¹⁶, saisit la balle au bond : « Laissez-moi constater que si, à vos yeux, la question du Rhin ne saurait être dès à présent tranchée, celle de l'Oder l'est déjà. » Piqué au vif, Staline contre-attaque en évoquant le pacte franco-soviétique de 1935, qui, rappelle-t-il, n'a guère été suivi d'effet. Réponse cinglante de De Gaulle : « Il n'a pas échappé au Maréchal que je ne suis pas Pierre Laval. »

Premier contact, premières escarmouches. Chacun ayant testé l'autre, Staline lève son verre au futur traité d'alliance. Puis tout le monde va se coucher, à charge pour Molotov et Georges Bidault d'en préparer le texte que les chefs d'État devront arbitrer. Le lendemain dimanche, après la messe, de Gaulle donne une réception à l'ambassade de France puis, à 14 heures, retrouve à nouveau Staline pour déjeuner au Kremlin. Cette fois, celui-ci dévoile franchement sa stratégie qui, aux yeux du Général, s'apparente à un chantage : il laisse entendre qu'il n'acceptera un nouveau pacte franco-soviétique – et non le pacte à trois que propose Churchill – que si de Gaulle accepte de reconnaître, contrairement aux Anglo-Saxons, le Comité de Lublin, autrement dit le gouvernement aux ordres de Moscou que les Soviétiques ont prévu d'installer à Varsovie, en lieu et place du

gouvernement polonais en exil à Londres. Refusant le marchandage, qui équivaut à entériner la mise sous tutelle de la Pologne par l'URSS, le Français résume sa position :

« La France et la Russie ont un intérêt commun à voir paraître une Pologne indépendante, unie et réelle, non point une Pologne artificielle en laquelle la France, pour sa part, n'aurait pas confiance. Selon nous, la question du futur gouvernement polonais ne pourra être réglée que par les Polonais eux-mêmes, après la libération du pays et avec l'accord des quatre alliés¹⁷. »

Staline encaisse et laisse son hôte aux mains de Molotov, qui, le lendemain, 4 décembre, lui organise une visite commentée de Moscou avant de lui présenter, le 5, l'escadrille Normandie-Niémen. On le mène aussi au mont des Moineaux d'où, en 1812, Napoléon découvrit la ville que le tsar Alexandre venait d'abandonner. On lui montre les trophées pris aux Allemands. On le fait descendre dans le métro, chef-d'œuvre de marbre où, en 1941, la population – et Staline lui-même – se réfugia pour échapper aux bombardements allemands. Plusieurs fois, on frôle l'incident quand de Gaulle souhaite discuter avec les habitants et que la police tente de les éloigner. Dans ses *Mémoires*, celui-ci les décrit comme « très désireux de montrer leur sympathie, mais bridés par des consignes qui écrasaient leur spontanéité ». Avec les artistes officiels qu'il croise dans les diverses réceptions, il est moins amène. Ainsi de Victor Fink¹⁸ et d'Ilya Ehrenbourg¹⁹, « tous deux remplis de talent mais appliqués à ne s'en servir que dans le sens et sur le ton prescrits ».

Le 6, nouvel entretien avec Staline en présence, côté français, du ministre des Affaires étrangères, Georges Bidault, de l'ambassadeur à Moscou, Roger Garreau, du directeur politique du Quai d'Orsay, Maurice Dejean, et côté russe de Molotov et Bogomolov. Réunion pour rien : chacun restant sur ses positions, les diplomates sont renvoyés à leurs discussions, et de Gaulle rentre à l'ambassade, suivant la situation heure par heure... tout en évitant au maximum de communiquer par téléphone avec ses collaborateurs, qui se déplacent pour l'informer. Le 8, chacun fait un pas : de Gaulle accepte d'envoyer un représentant diplomatique auprès du Comité de Lublin, mais en tenant bon sur sa non-reconnaissance officielle, et Staline renonce au pacte à trois avec les Britanniques.

Sous la tente du Grand Khan

Le 9, grand dîner dans la salle Catherine du Kremlin pour fêter cette avancée. Caviar de la Caspienne, vodkas de toutes sortes, vins de Crimée attendent les convives. De Gaulle, pourtant, n'est pas optimiste. Il craint que le dictateur n'en profite pour revenir subrepticement sur son engagement. S'il a une confiance totale en Garreau, Dejean et Laloy, il se méfie de Bidault, qui, supportant mal l'alcool, se laisse facilement enivrer²⁰. À tous, il dit : « S'il insiste à nouveau pour que nous reconnaissons le Comité de Lublin, nous rentrons à Paris. Et tant pis pour le Pacte. » Il a raison d'être sur ses gardes. Mais il ne sait pas encore pourquoi. Ce soir-là, en effet, Staline sort le grand jeu. Son but : impressionner les Français, et spécialement les diplomates, qu'il sait habitués à tout... Sauf à la force brute.

Le récit que l'écrivain de Gaulle dresse du dîner est un morceau d'anthologie, digne de Saint-Simon :

« Staline tenait des propos directs et simples. Il se donnait l'air d'un rustique, d'une culture rudimentaire, appliquant aux plus vastes problèmes les jugements d'un fruste bon sens. Il mangeait copieusement de tout et se servait force rasades d'une bouteille de vin de Crimée qu'on renouvelait devant lui. Mais, sous ces apparences débonnaires, on discernait le champion engagé dans une lutte sans merci. D'ailleurs, autour de la table, tous les Russes, attentifs et contraints, ne cessaient pas de l'épier. De leur part une soumission et une crainte manifestes, de la sienne une autorité concentrée et vigilante, tels étaient, autant qu'on pût le voir, les rapports de cet état-major politique et militaire avec ce chef humainement tout seul.

« Soudain, le tableau changea. L'heure des toasts était arrivée. Staline se mit à jouer une scène extraordinaire... Trente fois, (il) se leva pour boire à la santé des Russes présents. L'un après l'autre, il les désignait. Molotov, Beria, Boulganine, Vorochilov, Mikoyan, Kaganovitch, etc., commissaires du peuple, eurent les premiers l'apostrophe du maître. Il passa ensuite aux généraux et aux fonctionnaires. Pour chacun d'eux, le maréchal indiquait avec emphase quels étaient son mérite et sa charge. Mais, toujours, il affirmait et exaltait la puissance de la Russie. Il criait, par exemple, à l'inspecteur de l'artillerie : « Voronov ! À ta santé ! C'est toi qui as la

mission de déployer sur les champs de bataille le système de nos calibres. C'est grâce à ce système-là que l'ennemi est écrasé en largeur et en profondeur. Vas-y ! Hardi pour tes canons !" S'adressant au chef d'état-major de la marine : "Amiral Kouznetzov ! On ne sait pas assez tout ce que fait notre flotte. Patience ! Un jour nous dominerons les mers !" Interpellant l'ingénieur de l'aéronautique Yakovlev qui avait mis au point l'excellent appareil de chasse Yack²¹ : "Je te salue ! Tes avions balayaient le ciel. Mais il nous en faut encore bien plus et de meilleurs. À toi de les faire !" Parfois, Staline mêlait la menace à l'éloge. Il s'en prenait à Novikov, chef d'état-major de l'air : "Nos avions, c'est toi qui les emploies. Si tu les emploies mal, tu dois savoir ce qui t'attend." Pointant le doigt vers l'un des assistants : "Le voilà ! C'est le directeur des arrières. À lui d'amener au front le matériel et les hommes. Qu'il tâche de le faire comme il faut ! Sinon, il sera pendu, comme on fait dans ce pays." En terminant chaque toast Staline criait : "Viens !" au personnage qu'il avait nommé. Celui-ci, quittant sa place, accourait pour choquer son verre contre le verre du maréchal, sous les regards des autres Russes rigides et silencieux²². »

En face, l'hôte français reste de marbre. Il a compris que, face à un tel déchaînement, seul un coup de théâtre peut rebattre les cartes. Alors qu'après le dîner, Staline, fidèle à son habitude, l'a entraîné voir un film « patriotique » dans la salle de cinéma du Kremlin, il a vu ses diplomates emmenés, de leur côté, dans un salon voisin pour continuer la discussion. À ses yeux, la manœuvre ne fait pas de doute. C'est, à coup sûr, pour reparler de la Pologne. La projection achevée, il constate qu'il a vu juste : malgré ses consignes, Bidault a accepté qu'on remette Lublin sur le tapis. Combien de vodkas lui a-t-on fait boire, à lui qu'un ou deux verres de vin suffisent à enivrer, au point qu'on le soupçonne, à tort, d'être alcoolique ? Staline, matois, observe de Gaulle, caparaçonné comme jamais dans son armure de glace. D'instinct, il saisit que l'autre a percé à jour sa tactique. Alors, il tente de dégeler l'atmosphère : « Ah ! ces diplomates, qu'ils sont ennuyeux ! Qu'ont-ils à parler ainsi ? Une mitrailleuse, voilà ce qu'il faudrait ! Une mitrailleuse sur eux ! Ils se tairaient vite ! » Mais de Gaulle ne rit pas. Et quand il ouvre la bouche, c'est pour prendre congé, devant les délégations française et soviétique frappées de stupeur. Seul Staline donne le change, proposant, cette fois, « un film gai ». Mais le Français est déjà

loin, emmenant avec lui Bidault, et ne laissant pour achever – ou rompre – la négociation que Garreau et Dejean.

À 2 heures du matin, le 10 décembre, ce dernier débarque à l'ambassade : les Russes ont cédé. Ils se contentent d'un communiqué laconique sur le Comité de Lublin auprès duquel la France enverra un observateur. Plus question de reconnaissance « officielle » de ce qui, aux yeux de De Gaulle, n'est pas un gouvernement. Il n'y a donc plus d'obstacle, côté français, pour que le pacte soit signé. Il le sera à 5 heures, le même jour. Staline, qui ne s'est pas couché, propose alors un « souper ».

« Par contraste avec la scène virulente qu'il avait jouée quelques heures auparavant en portant des toasts à ses collaborateurs, il parlait de tout, à présent, d'une façon détachée, comme s'il considérait les autres, la guerre, l'Histoire, et se regardait lui-même, du haut d'une cime de sérénité, raconte de Gaulle. “Après tout, disait-il, il n'y a que la mort qui gagne.” Il plaignait Hitler, “pauvre homme qui ne s'en tirera pas”. À mon invite : “Viendriez-vous nous voir à Paris ?”, il répondit : “Comment le faire ? Je suis vieux. Je mourrai bientôt²³.” »

Laloy rapporte ce que lui répondit de Gaulle, enfin déridé et trinquant pour la première fois de bon cœur : « Seul le maréchal Staline peut se permettre de dire qu'il est faible. Je ne le répéterai pas, car personne ne me croirait²⁴. » À 6 heures du matin, après de nouvelles agapes, le tsar rouge est semble-t-il redevenu très gai... dans tous les sens du terme. Son grand jeu : trinquer si fort avec ses convives que leur verre de vin ou de vodka se renverse sur eux. Manifestement ivre – on le serait à moins puisque les toasts se succèdent depuis la veille ! –, il déclare soudain : « Je veux racheter mes péchés. Demandez ce que vous voudrez, vous l'aurez. » Et aussi : « Si la France a besoin de nous, nous partagerons avec elle notre dernier bol de soupe²⁵. » Laloy résume : « Nous étions dans la tente du Grand Khan, prêts à subir faveurs ou rigueurs. » À Bidault qui, peu après, lui demandera ce qu'il a pensé du tyran, le diplomate dira simplement : « C'est un monstre. »

Mais l'heure avance, et de Gaulle, qui a assez joué, se lève, cette fois définitivement. Staline aussi, pour lui serrer longuement la main. Puis il se rassoit lourdement à la table déserte, tandis qu'un à un les lustres commencent à s'éteindre. Reste seulement auprès de lui son interprète Podzerov.

« Le maréchal, raconte de Gaulle, lui dit, l'air sombre, la voix dure : “Tu en sais trop long, toi ! J'ai bien envie de t'envoyer en Sibérie.” Avec les miens, je quittai la pièce. Me retournant sur le seuil, j'aperçus Staline assis, seul, à table. Il s'était remis à manger. »

De ce moment inoubliable, le chef des Français libres gardera la même impression que Jean Laloy : celle d'avoir rencontré, en plein XX^e siècle, un despote asiatique. Mais un despote qui aurait moins à voir avec Gengis Khan qu'avec les tsars impitoyables qui, à l'instar d'Ivan le Terrible, bâtirent la Russie. En ce sens, l'homme du 18 Juin est l'un des rares contemporains du dictateur à ne pas s'être laissé abuser par les artefacts du régime, ce qui, du coup, lui a permis de percer à jour son secret le mieux gardé : l'enrôlement du marxisme au service d'un dessein sans rapport avec lui. En l'espèce, un nationalisme russe chauvin et impérialiste, antithèse presque parfaite de « l'internationalisme prolétarien » ! D'où la formule de Churchill, qui lui aussi l'avait démasqué : « Il a hérité d'une Russie attachée à sa charrue et lui a légué l'arme atomique. » De Gaulle, pourtant, voit plus loin et dit tout en quelques phrases légitimement passées à la postérité :

« En sa personne et sur tous les sujets, écrit-il, j'eus l'impression d'avoir devant moi le champion rusé et implacable d'une Russie recrutée de souffrance et de tyrannie, mais brûlant d'ambition nationale. Staline était possédé de la volonté de puissance. Rompu par une vie de complots à masquer ses traits et son âme, à se passer d'illusions, de pitié, de sincérité, à voir en chaque homme un obstacle ou un danger, tout chez lui était manœuvre, méfiance et obstination. La révolution, le parti, l'État, la guerre lui avaient offert les occasions et les moyens de dominer. Il y était parvenu, usant à fond des détours de l'exégèse marxiste et des rigueurs totalitaires, mettant au jeu une audace et une astuce surhumaines, subjuguant ou liquidant les autres. Dès lors, seul en face de la Russie, Staline la vit mystérieuse, plus forte et plus durable que toutes les théories et que tous les régimes. Il l'aima à sa manière. Elle-même l'accepta comme un tsar pour le temps d'une période terrible et supporta le bolchevisme pour s'en servir comme d'un instrument. Rassembler les Slaves, écraser les Germaniques, s'étendre en Asie, accéder aux mers libres, c'étaient les rêves de la patrie, ce furent les buts du despote. Deux conditions, pour y réussir : faire du pays une grande puissance moderne, c'est-à-dire industrielle, et, le moment venu,

l'emporter dans une guerre mondiale. La première avait été remplie, au prix d'une dépense inouïe de souffrances et de pertes humaines. Staline, quand je le vis, achevait d'accomplir la seconde au milieu des tombes et des ruines. Sa chance fut qu'il ait trouvé un peuple à ce point vivant et patient que la pire servitude ne le paralysait pas, une terre pleine de telles ressources que les plus affreux gaspillages ne pouvaient pas les tarir, des alliés sans lesquels il n'eût pas vaincu l'adversaire mais qui, sans lui, ne l'eussent point abattu. Pendant les quelque quinze heures que durèrent, au total, mes entretiens avec Staline, j'aperçus sa politique, grandiose et dissimulée. Communiste habillé en maréchal, dictateur tapi dans sa ruse, conquérant à l'air bonhomme, il s'appliquait à donner le change. Mais, si âpre était sa passion qu'elle transparaissait souvent, non sans une sorte de charme ténébreux. »

Les deux hommes ne se reverront plus. Quant au pacte franco-soviétique, il sera *ipso facto* rendu inopérant par l'adhésion de la France à l'OTAN en 1949, trois ans après que le Général eut quitté le pouvoir. Les projets gaulliens d'annexion (ou quasi) de la Rhénanie resteront pareillement lettre morte, puisqu'à la conférence de Yalta, Staline, trop heureux d'obtenir sans coup férir ce qu'il souhaitait en Europe de l'Est, s'abstiendra, comme prévu, de les soutenir. C'est même lui qui demandera, sans doute pour amadouer Roosevelt, que de Gaulle n'y soit pas invité ! Quant au Comité de Lublin, contre la reconnaissance duquel le Général avait tant résisté, c'est par l'impéritie du gouvernement polonais en exil qu'il deviendra en janvier 1945... le gouvernement polonais tout court ! Par faiblesse ou compromission, l'affaire n'est pas tranchée, le Premier ministre polonais de Londres, Stanislaw Mikołajczyk, pourtant reconnu par les Alliés²⁶, fera confiance à Staline en acceptant de démissionner de son poste pour devenir l'un des deux vice-présidents du Comité de Lublin ! Aux élections législatives de mai 1947, le parti paysan qu'il présidait sera battu par les communistes au terme de fraudes avérées, et Mikołajczyk, menacé d'arrestation après avoir servi de faire-valoir à Staline, s'enfuira piteusement aux États-Unis.

D'accord pour une fois, Roosevelt, Churchill et de Gaulle s'étaient battus pour rien puisque le ver était dans le fruit.

Les communistes, de partenaires obligés en ennemis de l'intérieur

Quant à Staline, le Général n'aura plus affaire à lui que par l'intermédiaire de ses fidèles du Parti communiste français. Des fidèles qui servent si bien la stratégie internationale de leur maître que, partisans à Moscou de la dictature du prolétariat, ils soutiennent à Paris le régime d'assemblée qui, en 1940, avait conduit la III^e République dans l'impasse que l'on sait...

Dès les élections municipales des 29 avril et 13 mai 1945, les partis politiques auxquels de Gaulle avait fait admettre, dans la Résistance, le principe d'une réforme institutionnelle « garantissant la démocratie par l'efficacité » (Michel Debré) renient leurs engagements et font campagne, PCF en tête, en faveur d'une souveraineté parlementaire encore plus absolue qu'auparavant.

Le 17 août 1945, de Gaulle, usant de l'influence qui est encore la sienne, impose – contre l'ensemble des partis qui crient au « plébiscite » – une ordonnance prévoyant que le peuple s'exprimera par référendum le même jour que les élections législatives. La consultation, organisée le 21 octobre, comporte deux questions. La première : « Voulez-vous que l'Assemblée élue ce jour soit constituante ? » La seconde : « S'il y a une majorité de oui à la première question, approuvez-vous l'organisation provisoire des pouvoirs publics organisée par le gouvernement ? » En fait d'organisation, le Général propose de limiter à sept mois les travaux de l'Assemblée et de faire adopter, par référendum, le texte de la future Constitution, qu'il entend caractériser par une véritable séparation des pouvoirs entre un exécutif fort et un législatif « rationalisé ».

À la première question, les Français répondent « oui » par 96 % des voix. De Gaulle est satisfait : la III^e République est morte. Mais il l'est moins quand il constate qu'ils ne sont que 66 % à approuver la seconde, à laquelle les communistes ont appelé à répondre « non ». Surtout, ces derniers tirent leur épingle du jeu aux législatives, devenant, avec 26 % des voix, le premier parti de France (contre 25,6 % au MRP et 24,6 % à la SFIO, modérés et radicaux recueillant respectivement 14,4 et 9,3 % des suffrages).

Dès le 15 novembre, les hostilités commencent. Par la voix de Maurice Thorez, le PCF exige, en sa qualité de premier parti de France, d'obtenir l'un des trois ministères clés que sont la Défense nationale, l'Intérieur ou les Affaires étrangères. Offrir des postes aussi décisifs dans l'ordre de la souveraineté nationale à un mouvement qui n'a jamais fait mystère de sa liaison organique avec l'étranger ? Il n'en est évidemment pas question. *L'Humanité* a beau sous-entendre que de Gaulle, par son refus, insulte la mémoire des « 75 000 fusillés » du Parti²⁷, il en faut plus pour l'impressionner.

Fidèle à la méthode qui lui avait si bien réussi à Alger, il prend le pays à témoin. Dans un discours radiodiffusé, il dévoile le 18 novembre les pressions dont il est l'objet et pourquoi il refuse d'offrir aux communistes le « moyen de dominer notre politique » en leur livrant la « diplomatie qui l'exprime, l'armée qui la soutient, ou la police qui la couvre ». Autant il se dit prêt à leur ménager une place en rapport avec leur participation à la Résistance, autant leur donner satisfaction équivaldrait, dit-il, à rompre avec « la politique française d'équilibre entre deux très grandes puissances, politique absolument nécessaire pour l'intérêt du pays et même pour celui de la paix ». Et il annonce qu'il remet son mandat entre les mains de l'Assemblée, à charge pour elle de lui trouver un successeur ou d'en passer par sa politique.

L'effet est immédiat : à l'exception des députés communistes, l'Assemblée constituante vote pour le maintien du Général. Isolé, le PCF dépose les armes. Et le 20 novembre, ses dirigeants viennent en délégation prévenir de Gaulle que le Parti renonce à ses exigences. Le lendemain, le gouvernement est formé et quatre communistes peuvent y entrer : Maurice Thorez (à l'Économie nationale), Ambroise Croizat (Travail), Marcel Paul (Production industrielle) et Charles Tillon (à l'Armement, ministère disjoint de celui de la Défense nationale). Pour de Gaulle, le coup est double : le gouvernement ne sera pas l'otage du Parti ; et le Parti, grâce aux leviers qu'il détient, est provisoirement à l'abri de toute tentation révolutionnaire. Jamais à court d'arguments, Thorez proclame même : « Produire, c'est aujourd'hui la forme la plus élevée du devoir de classe ! »

Mais ce n'est que reculer pour mieux sauter. Car le 1^{er} janvier 1946, les communistes, soutenus par les socialistes et les radicaux, font savoir au Général qu'ils ne voteront pas le budget s'il ne consent pas immédiatement

à amputer de 20 % les crédits de la Défense nationale. Baisser la garde alors qu'au même moment nos soldats font face à de graves désordres en Indochine et en Syrie²⁸ ? Certes, il suffit que le président du GPRF vienne plaider la cause de l'armée à l'Assemblée pour qu'aussitôt la gauche non communiste renonce à ses prétentions. Mais de Gaulle n'est pas dupe : cette palinodie même lui démontre à quel point le régime des partis est revenu en force.

On connaît la suite : sa démission, le 20 janvier 1946, de la présidence du GPRF, son espoir, vite déçu, d'être rappelé et, faute de l'avoir été, sa décision de proposer, à Bayeux, le 16 juin suivant, deuxième anniversaire de la libération de la ville, l'architecture d'un régime nouveau, aux antipodes de celui qui se met alors en place sous le nom de IV^e République. On est encore loin de la monarchie républicaine de 1958, sacralisée en 1962 par l'élection du président de la République au suffrage universel, mais tout, déjà, conduit à faire de celui-ci l'arbitre suprême de la vie nationale, grâce à la capacité qui devrait être la sienne, « aux moments de graves confusions », d'en appeler au pays par des élections. Référendum ? Dissolution ? De Gaulle, pour l'heure, se garde bien de préciser. Mais son objectif est clair : établir un cadre assez rigide pour servir d'antidote « aux poisons dont s'intoxique notre vieille propension gauloise aux divisions et aux querelles », et assez souple pour permettre au peuple de s'exprimer sans intermédiaire quand le besoin s'en fait sentir.

Mais, insiste de Gaulle, il faut agir vite ! Car aux périls permanents nés de notre goût pour la division s'ajoute la situation d'un monde qui, prévient-il, peut basculer à nouveau dans la guerre. Et il ne se prive pas d'en désigner implicitement les responsables en montrant du doigt une « dictature condamnée à s'écrouler dans le malheur et le sang ».

Les communistes se reconnaissent si bien que, le soir même de son discours, Maurice Thorez dénonce dans un communiqué les menaces que fait peser sur la classe ouvrière le « général factieux ». Et ce n'est qu'un début. Car aussitôt créé le Rassemblement du peuple français (RPF), en mars 1947, ce n'est plus seulement un adversaire que le PCF appelle à combattre, mais un « nouvel Hitler » !

Dans les allées du pouvoir, c'est l'affolement. Alors qu'il vient de chasser les ministres communistes de son gouvernement et qu'une grève générale paralyse le pays, le président socialiste du Conseil, Paul Ramadier,

n'hésite pas à reprendre à son compte les paroles de l'*Internationale* pour dissuader les « bons Français » de s'égarer dans l'aventure gaulliste : « Il n'y a pas de sauveur suprême, ni César, ni tribun », lance-t-il un beau jour dans l'Aveyron devant une assemblée d'agriculteurs médusés venus lui parler du cours des légumes... En même temps, le ministre de l'Intérieur socialiste Jules Moch (que de Gaulle n'appelle publiquement que Jules « moche ») donne consigne aux chaînes de radio nationales de ne plus prononcer le nom du Général. Ni lui ni ses lieutenants ne seront plus invités sur les ondes. Réunit-il 100 000 personnes à Bordeaux, 50 000 à Rennes, encore 100 000 à Lyon ? Les bulletins d'information ne doivent mentionner les manifestations du RPF... qu'en cas d'« incidents ».

Et en cette fin des années 1940, les incidents n'ont rien d'anecdotique. Quand le parti communiste croit savoir qu'un train transporte des gardes mobiles « briseurs de grève », il le fait dérailler et provoque une vingtaine de morts en toute impunité²⁹. Et quand il veut empêcher un meeting gaulliste, c'est à coups de boulons de 12 mm que ses « gros bras » visent le public et la tribune ! C'est ce qui se produit le 2 septembre 1947 lors d'une réunion organisée salle Japy par André Malraux. Furieux que le service d'ordre du Rassemblement n'ait pu éviter cette agression, (on relèvera plusieurs blessés graves), de Gaulle confie à Dominique Ponchardier, héros de la Résistance mais aussi des services spéciaux de la France libre, la mission d'organiser la riposte. Celui que la « série noire » des *Gorilles* rendra bientôt célèbre ne demande pas mieux. Et six mois plus tard, le RPF peut tenir meeting jusque dans les banlieues de la « ceinture rouge » parisienne, là où depuis 1920 aucun adversaire du PCF n'avait osé poser le pied...

De Gaulle a d'emblée trouvé un terme pour définir les dirigeants du PCF : des « séparatistes ». Le 27 juillet 1947 à Rennes, il s'exclame :

« Sur notre sol, au milieu de nous, des hommes ont fait vœu d'obéissance aux ordres d'une entreprise étrangère de domination, dirigée par les maîtres d'une grande puissance slave... Pour eux, il s'agit de plier notre beau pays à un régime de servitude totalitaire, où chaque Français ne disposerait plus ni de son corps ni de son âme, et par lequel la France elle-même deviendrait l'auxiliaire soumise d'une colossale hégémonie... Ce bloc de près de 400 millions d'hommes n'est séparé de [notre frontière] que

par 500 kilomètres, soit à peine la longueur de deux étapes du tour de France cycliste ! »

La formule fera mouche. Pour Soustelle, ce 27 juillet 1947 n'est rien d'autre qu'un nouveau 18 Juin : « Pour la première fois depuis la Libération, une voix ose s'élever pour dénoncer le péril communiste, comme elle l'a fait en 1940, pour dénoncer la capitulation. » Et Malraux conclut : « Il n'y a plus de démocratie possible que dans les pays où le parti communiste n'existe pas ! »

On en est là quand, le 6 mars 1953, tombe la nouvelle de la mort de Staline, dont de Gaulle s'est efforcé de ne jamais citer le nom depuis que, ayant quitté le pouvoir, il a repris sa liberté de parole. Terrassé à soixante-treize ans par une hémorragie cérébrale, le tyran est resté plusieurs heures sans soins, paralysé sur le sol de sa chambre à coucher puis, deux jours durant, sur un canapé, entouré de fidèles terrifiés à l'idée de prendre la moindre décision... ou trop heureux de laisser la nature faire son œuvre. Le 5, à 21 h 50, il a fermé définitivement les yeux avant qu'aux premières heures du lendemain sa disparition ne soit annoncée par Radio Moscou. Devant le siège parisien du Parti communiste français, place Kossuth, la commotion le dispute à l'hystérie. Des milliers de militants se rassemblent autour d'un portrait géant de leur idole, certains s'évanouissent, d'autres lèvent le poing. Aragon est en larmes, Thorez, le déserteur de 1939, se fige au garde-à-vous. Au même moment, d'un bout à l'autre de l'immensité soviétique, de Berlin jusqu'à Vladivostok, les trains s'arrêtent, les foules s'immobilisent, les sirènes des usines se mettent à hurler. Ultime glaciation avant le grand dégel.

Ce jour-là, de Gaulle est à Orly, où il s'apprête à s'envoler pour une tournée de trois semaines dans l'Union française. C'est le diplomate Christian Fouchet, en poste à Moscou quand il visita Staline, qui lui annonce la nouvelle. Stupéfiante est son absence de réaction. Il ne dit rien, ne manifeste rien, met la dépêche dans sa poche... et monte tranquillement dans son avion. Rédigera-t-il un communiqué entre deux étapes de son périple africain ? Rien ne vient ni ne viendra. Depuis Washington, même l'ex-président Truman³⁰, qui avait pratiqué Staline à la conférence de Potsdam³¹ puis s'était fait l'apôtre farouche du *containment*, se fend d'un message au peuple soviétique. Churchill aussi. De Gaulle, rien. Il faudra attendre le 12 mars pour que *Le Rassemblement*, l'hebdomadaire du RPF,

publie un éditorial de Christian Fouchet dont on imagine qu'il a été soigneusement relu par le Général. Il y est question de l'impitoyable État policier institué par le « dernier des grands dictateurs de l'entre-deux-guerres et de la guerre dernière ». Et surtout du « scandale » que constitue, aux yeux du mouvement, la décision du gouvernement français³² de faire mettre les drapeaux en berne sur tout le territoire métropolitain alors qu'en Indochine des soldats français tombent sous le feu d'armes soviétiques. « Quel signe de décadence de l'Occident que cette émotion devant la mort de Gengis Khan³³ ! »

Pour savoir ce que de Gaulle pensait vraiment du personnage ainsi désigné, les Français devront attendre la parution du tome III de ses *Mémoires de guerre...* en 1959 !

5

Tito ou l'imposture yougoslave

S'il est un homme à cause duquel Charles de Gaulle faillit renier son principe de distinguer toujours entre les nations et leurs régimes, c'est bien Josef Broz Tito. Jusqu'au bout, le Français évita de croiser le Yougoslave pour n'avoir pas à lui serrer la main ; puis, quand le destin ou plus exactement un même refus de la logique des blocs, rapprocha leurs deux pays dans les années 1960, il n'accepta l'augure d'une rencontre que pour mieux surseoir à sa réalisation !

En prévision de la visite que le président de la V^e République avait, après moult déclinaisons, finalement accepté de lui faire, le maréchal Tito s'était enquis de la taille exacte de son hôte (1,96 m) afin qu'il disposât d'un lit à sa mesure, fabriqué par les meilleurs ébénistes du pays. Mais de Gaulle quitta le pouvoir sans avoir à y dormir – on imagine aisément qu'il en fut soulagé... La vérité est que son allergie à Tito était moins motivée par son régime que par l'origine de son pouvoir, qu'il assimilait à une abominable imposture, tache originelle qu'il ne parviendra jamais à oublier, même quand, à l'épreuve des faits, il reconnaîtra son utilité dans le *Kriegspiel* de la guerre froide...

Draža Mihailović, vrai vainqueur des Allemands ?

Entre le chef des Français libres et celui de la résistance communiste yougoslave, tout s'est joué dès 1941, en fonction d'un troisième personnage que de Gaulle considérait comme son équivalent balkanique et que Tito fera assassiner : Draža Mihailović. Aux yeux de l'homme du 18 Juin, cet officier possédait en effet tous les titres pour devenir, après la défaite de l'Allemagne, le chef de la Yougoslavie libérée – à tout le moins son Premier ministre puisque Mihailović était monarchiste et militait pour la restauration du roi Pierre II, exilé à Londres depuis l'invasion hitlérienne de 1941.

Né en 1893, Mihailović était, en 1941, le général le plus décoré de l'armée serbe, devenue yougoslave en 1918¹. Héros des deux guerres balkaniques², puis de la Première Guerre mondiale aux côtés du général Franchet d'Esperey³, il fut à Belgrade, dans les années 1930, le symétrique du colonel de Gaulle à Paris. Tandis que ce dernier se battait avec l'insuccès que l'on sait contre la posture défensive adoptée par la France avec la ligne Maginot, l'officier serbe luttait, sans plus de succès, pour imposer à ses pairs une inflexion stratégique conforme à la structure montagneuse de son pays. Alors que, sous influence française, l'état-major serbe en tenait pour la construction de fortifications censées le protéger d'une invasion par le nord (en l'espèce par l'Autriche, devenue allemande en mars 1938, puis *via* la Hongrie, qui, en 1940, adhéra au Pacte tripartite⁴), Mihailović plaidait lui pour entraîner l'armée à la guérilla.

Illustrant le principe de la guerre révolutionnaire forgé par Mao Zedong (« l'armée doit être dans le peuple comme un poisson dans l'eau »), son plan était simple, mais contraire à la doxa d'un royaume unitaire : constituer les unités combattantes sur des bases géographiques et ethniques, afin que leurs membres, regroupés selon des critères stratégiques précis, autour de dépôts d'armes et de ravitaillement préparés à l'avance, puissent se fondre facilement dans la population et obtenir d'elle un maximum d'aide lorsque sonnerait l'heure de l'invasion.

Pour la Yougoslavie, celle-ci intervient au printemps de 1941. Enlisé en Grèce, pays qu'il s'efforce vainement de conquérir depuis octobre 1940, Mussolini appelle Hitler à l'aide. Voilà qui n'arrange guère le Führer, lequel prépare fébrilement l'invasion de l'URSS, fixée pour le 15 mai 1941. Mais

que peut-il faire d'autre que sauver son allié dont les revers entachent la réputation d'invincibilité de l'Axe et qui, s'il échoue, risque d'offrir aux Britanniques le contrôle sans partage de l'Est méditerranéen ? Alors, il exige du gouvernement de Belgrade, dirigé par le régent Paul de Yougoslavie, qu'il rejoigne le Pacte tripartite et laisse la Wehrmacht traverser son pays en direction de la Grèce. Le 25 mars, le régent cède. Mais le 27, il est renversé par un coup d'État qui dénonce l'alliance forcée avec l'Allemagne et proclame la majorité du roi Pierre, âgé de dix-sept ans.

Contraint de forcer le passage, Hitler, pris de court, déclenche l'opération Châtiment (*Strafgericht*), élaborée en moins d'une semaine : le 6 avril, sans la moindre déclaration de guerre, la Luftwaffe bombarde massivement Belgrade aux premières heures du matin tandis que 17 divisions de la Wehrmacht, bousculant tout sur leur passage, convergent vers la capitale, qui tombe le 13. Il s'en faut de peu que le gouvernement et le roi ne soient capturés. Et le 17, la Yougoslavie cesse officiellement d'exister. Elle est démantelée entre un État croate indépendant confié au chef des oustachis⁵, Ante Pavelić, un « gouvernement de salut national » serbe dirigé par le général Milan Nedić⁶, et des zones d'occupation concédées à l'Allemagne, à l'Italie, à la Hongrie et à la Bulgarie. Victoire à la Pyrrhus ! Car pour la Wehrmacht commence alors un cauchemar inattendu : l'entrée en lice de la guérilla tchetnik, du nom des maquisards réunis par Mihailović et qui, organisés dès la mi-mai en quelque 70 « corps d'armée » répartis sur tout le territoire (40 000 hommes dès 1941, 150 000 en 1943), vont commencer à harceler les Allemands. Bientôt, Hitler se rend à l'évidence en maudissant Mussolini de l'avoir entraîné dans ce guêpier : si l'armée yougoslave a si peu résisté, ce n'est pas seulement en raison de la désertion massive des Croates et des Slovènes, passés de son côté. C'est d'abord et surtout parce que beaucoup d'officiers ont suivi les préceptes de Mihailović en refusant le combat frontal, ingagnable, pour préférer la dispersion et le recours à la guérilla. Prises au piège, les divisions allemandes engagées en Yougoslavie seront contraintes d'y rester pour sécuriser les voies de communication. Aucune d'elles ne sera en mesure de gagner le front de l'Est, ouvert avec un mois de retard, le 22 juin 1941. Quatre semaines qui vont décider du sort de la guerre puisque au lieu d'arriver devant Moscou fin octobre, la Wehrmacht n'y parviendra que fin novembre. On connaît la suite.

Les hommes de Staline contre le « de Gaulle serbe »

Et Tito, en ce funeste printemps ? Non seulement l'ancien ouvrier métallurgiste devenu, en 1937, le chef du Parti communiste yougoslave (PCY) s'est bien gardé de résister à l'invasion allemande d'avril 1941, mais sa propagande a tourné à plein pour dissuader ses compatriotes de prendre les armes, pacte germano-soviétique oblige ! Jean-Christophe Buisson, auteur d'une biographie définitive de Draža Mihailović, a consulté les publications officielles du PCY de l'époque et y a trouvé des morceaux d'anthologie. Comme celui-ci, prélevé dans *Le Prolétaire* : « Pas question de se battre au profit des banquiers français et des lords anglais. » En échange, remarque-t-il, « aucun membre du squelettique PCY n'est arrêté ni pourchassé par les autorités nazies. Et quand est sue l'apparition d'un mouvement de résistance monarchiste, on appelle "le peuple à résister hardiment à ces bandes qui s'organisent pour verser le sang et empêcher les ouvriers et les paysans de former, quand sonnera l'heure, le pouvoir des soviets ouvriers et paysans en s'appuyant sur la grande et fraternelle Union soviétique"⁷. »

Bien sûr, tout change, s'agissant des Allemands, avec l'invasion de l'Union soviétique. Mais nullement à l'égard de Mihailović, en qui Tito voit un concurrent et bientôt un ennemi. En octobre 1941, les deux hommes se rencontrent pour conjuguer leurs efforts, mais ceux-ci sont loin alors d'être comparables, ce qui, aux yeux du chef communiste, constitue un argument dirimant pour couper rapidement les ponts : tandis que les maquis prosoviétiques peinent encore à s'organiser – luttant alors pour sa survie, l'URSS a d'autres priorités que de les alimenter en armes et en matériel –, les tchetniks, eux, sont devenus l'obsession des Allemands. Fin 1941, ils mettent à prix la tête de Mihailović pour 100 000 Reichsmarks. C'est que non content de distraire du front de l'Est d'importantes unités de la Wehrmacht – 7 divisions sont mobilisées dans le seul district de la Šumadija, au cœur de la Serbie ! –, l'officier royaliste concentre ses sabotages sur les routes et les lignes ferroviaires reliant le centre de l'Europe à Salonique, empêchant Rommel de recevoir à temps suffisamment de renforts et de matériel pour faire face aux contre-offensives alliées de 1942.

Depuis son exil à Londres, le jeune roi Pierre II nomme bientôt le chef des tchetniks ministre de la Guerre et en novembre 1942, à la BBC, de Gaulle le cite en exemple absolu pour la Résistance française. Entre lui et Mihailović, les contacts ne cessent de se multiplier, au point qu'en février 1943 il devient le premier chef étranger cité à l'ordre de la France combattante. D'ordinaire moins prodigue en compliments, l'homme du 18 Juin le qualifie de « héros légendaire, symbole du patriotisme le plus pur et des vertus militaires yougoslaves les plus grandes ».

« Les liens historiques privilégiés entre la France et la Yougoslavie prédisposaient des relations d'amitié étroite entre les représentants des deux nations exilés à Londres, résume Jean-Christophe Buisson. La similitude des destins de Mihailović et de De Gaulle en est une raison supplémentaire. Les deux hommes ont connu, avant guerre, le même coup d'arrêt dans leur carrière. Pour une raison identique : la critique virulente des méthodes de défense adoptées par leurs états-majors respectifs. Tous les deux ont été punis pour leur audace par deux généraux (Pétain en France, Nedić en Yougoslavie) qui, par extraordinaire, se sont retrouvés à la tête de leur pays occupé après la défaite. Défaite que de Gaulle et Mihailović ont tous les deux refusé en choisissant non seulement de créer un mouvement de résistance mais encore de prétendre incarner la continuité de leur État. Leur combat est le même : illégal mais légitime⁸. »

Intoxiqué par les « taupes » du MI6, Churchill choisit Tito

Pourtant, de Gaulle est inquiet. Car il ne perçoit pas chez Churchill le même enthousiasme que le sien. Mais il tombe des nues quand, fin 1943, il apprend que la Grande-Bretagne coupe son aide aux tchetniks pour la concentrer tout entière sur les communistes de Tito ! De Gaulle tempête, Roosevelt, pour une fois, lui donne raison et, au sein du gouvernement britannique, le ministre des Affaires étrangères, Anthony Eden, se rebelle. Abandonner Mihailović, plaident-ils tous trois, est une flétrissure doublée d'une faute historique : au nom de quoi livrer d'avance la Yougoslavie aux communistes ?

Mais Churchill tient bon et convainc Roosevelt de le suivre, confiant, comme lui, dans les informations transmises par les services secrets anglais. Car c'est d'eux qu'est venu l'arrêt de mort frappant la résistance yougoslave non communiste. Ou plus exactement d'un groupe d'agents que la guerre froide rendra bientôt célèbres quand on découvrira qui ils sont vraiment : Kim Philby, Guy Burgess, Donald MacLean, Anthony Blunt et John Cairncross, autrement dit le « groupe des cinq » de Cambridge, les « taupes » soviétiques les plus efficaces jamais infiltrées dans un service secret occidental, en l'occurrence le MI6⁹ ! Sur ordre de Moscou, ces derniers ont ainsi mandaté l'un des leurs, James Klugmann, en Yougoslavie pour discréditer Mihailović au profit de son rival communiste. Membre éminent du SOE¹⁰, donc investi de la totale confiance de Churchill, celui-ci n'y va pas de main morte : non seulement il attribue à Tito d'éclatants succès remportés exclusivement par Mihailović (par exemple la destruction des ponts de la Drina, en particulier celui de Višegrad, en octobre 1943), mais il accuse les tchetniks de collaborer avec l'occupant¹¹ ! Une monstruosité lorsqu'on sait que Tito, au même moment, engageait des pourparlers secrets avec les Allemands et les Italiens pour s'opposer avec eux à un éventuel débarquement allié en Yougoslavie !

Las ! Ni les protestations des Français libres ni celle des aviateurs américains parachutés en Yougoslavie et pris en charge par les tchetniks ne suffiront à faire revenir Churchill sur sa décision. En 1944, sous la pression du gouvernement britannique, le roi Pierre II démet Mihailović de ses fonctions. Contraint de se battre sur trois fronts – contre les Allemands, contre leurs alliés croates, et contre les communistes –, l'officier serbe entame sa descente aux enfers. Quand Belgrade est libérée par l'Armée rouge en octobre 1944, il sait que ses jours sont comptés. Il parviendra à échapper aux communistes jusqu'en mars 1946 dans une fuite éperdue avec ses derniers partisans qui n'est pas sans rappeler la « virée de Galerne » qui mit un point final, en 1794, à l'armée vendéenne « catholique et royale ». Capturé, il sera exécuté au terme d'un simulacre de procès, comme le bloc de l'Est savait alors en organiser.

De Gaulle : « Tout ça se retournera un jour »

Dix-huit ans plus tard, de Gaulle s'en montrera encore scandalisé lorsque, revenant, le 1^{er} juillet 1964, d'une mission à Belgrade, Louis Joxe lui présentera Tito comme un « héros national » :

« Un héros national ? Encore faudrait-il qu'il y ait une nation yougoslave. Il n'y en a pas. Il n'y a que des bouts de bois qui tiennent ensemble avec des ficelles. Le bout de ficelle, c'est Tito. Quand il ne sera plus là, les bouts de bois se disperseront !

« Le vrai héros national, c'était Mihailović. Il ne se battait pas pour une idéologie, ni pour le système des Soviétiques. Il ne s'est pas mis en branle parce qu'un pays étranger l'y poussait. C'était simplement un patriote. Il n'avait d'autre but que de libérer sa patrie. Il savait qu'aucun peuple ne peut être vaincu par la force. Seulement, il a été trahi, tourné sur sa gauche, abandonné par les siens et même par les Alliés ! Il a été livré par les communistes. Et pourtant, c'est lui qui a fait perdre deux ou trois mois à la Wehrmacht au printemps 1941. Il l'a mise en retard pour attaquer la Russie. Il a empêché les Allemands d'atteindre Moscou et Leningrad avant l'hiver. C'est peut-être lui qui a causé la perte de Hitler. Il n'avait personne pour l'aider, sinon son patriotisme et ses patriotes. Le patriotisme a été vaincu par le communisme international. Mais tout ça se retournera un jour¹². »

Commentaire d'Alain Peyrefitte, témoin de cette sortie, sans saisir cependant ce qu'elle comportait de prophétique : « Comme tous les épisodes de cette période lui sont présents ! Mihailović est pour lui un frère d'armes, un pur héros dont le destin tragique l'émeut. Entre le Général et Tito, il y aura toujours le sang de ce de Gaulle serbe¹³. »

Dans les années 1960, pourtant, tout rapprochait Tito de De Gaulle dans l'ordre de la politique étrangère. Après s'être servi des Soviétiques pour confisquer le pouvoir en Yougoslavie, il a en effet brutalement rompu avec Staline en 1948 puis tenu l'URSS à distance en congédiant ses « conseillers techniques » et en s'abstenant d'adhérer au pacte de Varsovie. Suscitant un vif intérêt des Américains, qui, dès 1949, ont fait profiter la Yougoslavie des crédits du plan Marshall, Tito a su pareillement ne pas tomber sous leur dépendance. À partir de la conférence de Bandung¹⁴, il se rapproche en effet du mouvement des « non-alignés », en particulier de l'Indien Nehru et de

l'Égyptien Nasser. Il en deviendra bientôt le leader en organisant chaque année à Belgrade, à partir de 1961, un sommet du même nom qui s'y tiendra jusqu'à sa mort, en 1980.

Face aux avances du « Maréchal », le Général reste de marbre

À partir de 1962, prenant acte de la politique décolonisatrice de De Gaulle, Tito multiplie les ouvertures envers cette France qui, comme la Yougoslavie, mais à l'échelle que lui confère son appartenance au club nucléaire, tient tête aux deux Grands tout en prônant « l'entente, la détente et la coopération » comme alternative à la guerre froide.

En 1964, Tito applaudit à la tournée triomphale du Général en Amérique du Sud, qui vient défier les États-Unis à leur porte ; il approuve à l'unisson le discours de Phnom Penh de 1966 condamnant l'intervention américaine au Vietnam et s'enthousiasme pour le soutien offert, en 1967, par le président français à l'Égypte attaquée par Israël. Cette même année, qui voit les troupes américaines stationnées en France priées de rentrer chez elles, il déclare aussi qu'en « résistant à la politique du Pacte atlantique, Charles de Gaulle a rendu un grand service à l'Europe tout entière et réduit en même temps les possibilités de conflit¹⁵ ».

En face, on chercherait en vain la moindre allusion publique du Général à Tito, jusqu'à ce qu'en 1967 il accepte de recevoir le secrétaire d'État yougoslave aux Affaires étrangères, Marko Nikezitch, et fasse enfin cas de l'invitation que lui a faite plusieurs fois le dictateur de se rendre à Belgrade, échéance que son départ de l'Élysée lui permettra, on l'a dit, de repousser aux calendes... Une réserve, pour ne pas dire plus, qui contraste avec la popularité dont bénéficie l'ancien « métallo » croato-slovène au physique de play-boy¹⁶ dans les médias occidentaux. Son arme secrète pour les séduire : sa personnalité flamboyante de maquisard devenu « maréchal », son goût des uniformes et des valse viennoises, des automobiles américaines et des jolies femmes, sans parler du whisky et des jeux de hasard, « vices » tout « capitalistes » dont il use autant pour provoquer Moscou que pour adoucir son image d'autocrate en faisant oublier qu'il eut,

lui aussi, son goulag, les redoutables îles-prisons de Goli Otok et de Sveti Grgur...

Réaliste, le Général accepte bien sûr que la France coopère économiquement avec la Yougoslavie, où il enverra son ministre des Affaires étrangères, Maurice Couve de Murville, en 1966, mais il s'abstient de promouvoir ces échanges au-delà du nécessaire. Quitte à négocier avec des communistes, il préfère les Russes – Khrouchtchev, reçu deux fois à Paris, puis Brejnev, qui l'accueillera lors de son voyage triomphal en URSS en 1966 – et, parmi les démocraties populaires, les Polonais et les Roumains, chez qui il a senti subsister, sous le vernis marxiste, un solide fonds patriotique. Lequel ne saurait exister en Yougoslavie, dont le seul ciment national... s'appelle Tito !

Au-delà du contentieux Mihailović, de Gaulle a-t-il senti confusément qu'à l'instar de l'État unitaire que Tito entendait incarner, sa personnalité elle-même était inséparable d'une identité brouillée, paradigmatique du mirage yougoslave ? Sans verser dans la psychologie simpliste, l'homme du 18 Juin, qui se méfiait de « l'Orient compliqué », s'est toujours défié, pareillement, des surenchères nationalistes destinées à faire oublier sa propre faiblesse. D'où, par exemple, le mépris dans lequel il tient Mussolini, dont le portrait des *Mémoires de guerre* pourrait tout aussi bien s'appliquer à Tito :

« Il donnait à son pays l'air d'être uni et résolu par le moyen des cortèges, des faisceaux et des licteurs... Sans doute, au temps de l'apogée fasciste, sa dictature semblait-elle solide. Mais, au fond, comment l'eût-elle été, quand subsistaient auprès d'elle la monarchie, l'Église, les intérêts, et quand le peuple, recru de siècles, demeurait ce qu'il était en dépit des fétiches et des rites¹⁷ ? »

Qu'on remplace « le » peuple par « les peuples », et voici croquée la dictature de Tito dont de Gaulle savait par ses diplomates qu'il ne possédait pas de véritable langue maternelle, ce qui, pour cet amoureux de la *Guerre des Gaules*, rejetait le personnage dans d'improbables ténèbres. Partagé entre le croate, parlé par son père, et le slovène, que sa mère ne lui apprit jamais vraiment, le « Maréchal » de Yougoslavie était le moins mal à l'aise en allemand – l'idiome de l'Empire austro-hongrois où il était né en 1883 –, non sans affecter, parfois, de prendre un accent russe. Ce qui revient à dire qu'il s'exprimait souvent dans une sorte de « volapük », comme le suggère

son ancien collaborateur Milovan Djilas : « Il avait tendance, après 1945, à confondre les mots croates et serbes, mais si on le corrigeait, il parvenait ensuite à ne pas mélanger les deux langues¹⁸ » !

Et comme le fondateur de la V^e République a la mémoire longue, il se souvient sans doute de cette imprudente interview donnée par Tito au journaliste Louis Dalmas, qui, en décembre 1949, lui demandait son sentiment sur la stratégie des communistes français : « Ils auraient dû mener la lutte de façon à pouvoir faire avec de Gaulle ce que nous avons fait avec Mihailović¹⁹. »

Trop sûr de lui et persuadé, comme beaucoup, alors, que l'homme du 18 Juin ne reviendrait jamais au pouvoir, Tito perdit peut-être, ce jour-là, sa dernière chance d'être pardonné...

6

Adenauer ou la tentation carolingienne

Bonn, 15 octobre 1963. Lâché par son propre parti, l'Union chrétienne-démocrate (CDU), Konrad Adenauer, quatre-vingt-sept ans, démissionne du poste de chancelier qu'il occupait depuis quatorze ans. Comme Churchill, congédié en 1945 après avoir sauvé son pays, mais aussi comme de Gaulle, mis sur la touche en 1946 après avoir imposé le sien à la table des vainqueurs, l'homme qui, en 1949, avait rendu l'Allemagne à la vie internationale avant de la conduire sur la voie du « miracle économique » est, sans ménagement, poussé vers la sortie. Pour le remplacer, la CDU choisit, offense suprême, un ennemi personnel adoubé depuis longtemps par les États-Unis : Ludwig Erhard, partisan d'une alliance exclusive avec Washington.

Quel crime a donc commis Adenauer, pourtant au zénith de sa popularité ? Deux, largement imprescriptibles aux yeux de la Maison-Blanche : s'être rapproché, dès 1958, de la France gaulliste au point de signer avec elle le traité d'amitié du 22 janvier 1963, puis s'être opposé, à l'unisson du Général, à l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun, parrainée par le Département d'État. Une double trahison pour les Américains, qui, tout au long des années 1950, l'avaient tenu pour leur plus fidèle allié, le plus pérenne surtout, comparé à ces présidents du Conseil français ou italiens qui, à peine nommés, se trouvaient aussitôt renversés !

« Ce vieux Français et ce très vieil Allemand »

Avant de rencontrer de Gaulle et de ressentir un « coup de foudre » auquel sa réserve légendaire ne le prédisposait pas, Adenauer pensait de lui la même chose que ses protecteurs d'outre-Atlantique : qu'il reste éloigné du pouvoir était sans doute le mieux qu'on pût espérer pour l'équilibre (américain) de l'Europe ! Apprenant, le 19 mai 1958, que l'ancien chef de la France libre se tenait « prêt à assumer les pouvoirs de la République », le chancelier allemand n'avait-il pas demandé à son ambassadeur à Paris de transmettre au président du Conseil, Pierre Pflimlin, un message sans équivoque aux termes duquel « dans l'intérêt de l'OTAN et de l'intégration européenne, il (fallait) empêcher une prise de pouvoir du général de Gaulle¹ » ? Pour Adenauer, en effet, le Général reste le nationaliste intransigeant qui, au sortir de la guerre, aurait souhaité rétablir l'ancienne Confédération germanique² tout en satellisant les pays rhénans, allergiques depuis 1871 à l'influence prussienne. Il se souvient aussi comment la IV^e République rompit avec cette politique en empêchant la constitution d'un État sarrois autonome puis en choisissant, sous l'influence des Américains et sous la direction de Monnet, de pousser l'Europe dans la voie de la supranationalité.

Comment Adenauer ne serait-il pas reconnaissant de tout cela à Washington et aux fédéralistes européens dont la stratégie a permis à l'Allemagne de l'Ouest de se reconstruire ? Contre toute attente, de Gaulle comprend sa position, à défaut de la partager, et veut le faire savoir au chancelier sans passer par aucun intermédiaire.

« Pour Adenauer, non plus que pour moi, écrit-il dans ses *Mémoires d'espoir*, il ne saurait être question de faire disparaître nos peuples, leurs États, leurs lois, dans quelque construction apatride, quoiqu'il admette avoir tiré, au profit de l'Allemagne, de solides avantages de la mystique de l'intégration et que, pour cette raison, il garde à ses protagonistes français, tels Jean Monnet et Robert Schuman, de la reconnaissance pour leurs cadeaux. Mais étant chancelier d'une Allemagne vaincue, divisée et menacée, il penche naturellement vers une organisation occidentale du continent qui assurerait à son pays, avec l'égalité des droits, une influence éminente, qui lui apporterait, face à l'Est, un soutien considérable et qui,

par son existence même, encouragerait les États-Unis à rester présents en Europe et à maintenir ainsi leur garantie à l'Allemagne fédérale³. »

Or, on le verra dans le cadre de ses rapports avec Kennedy, de Gaulle ne croit pas à l'automatisme de la garantie américaine en cas de conflit ouvert avec l'URSS, d'où son choix d'une dissuasion indépendante qui évite à l'Europe de servir, un jour, de champ clos dédié à l'affrontement des deux supergrands. Et voici qu'au moment où il revient au pouvoir, un événement donne raison à son intuition... et tort à ceux qui plaçaient une confiance aveugle dans l'imperméabilité du « parapluie américain ».

Depuis le début de l'année 1958, les Soviétiques ne cachaient plus qu'ils souhaitaient non seulement mettre fin au statut quadripartite de Berlin en démilitarisant l'ancienne capitale du Reich, mais aussi ériger la RDA en nation indépendante à part entière. Ce qui enterrerait définitivement le rêve d'une Allemagne réunifiée dont le principe est proclamé dès les premières lignes de la Loi fondamentale de la RFA adoptée, grâce à Adenauer, en 1949⁴. Pour ce dernier, la prétention des Soviétiques d'offrir à la RDA l'entièreté de Berlin – car c'est bien de cela qu'il s'agit, dès lors qu'Américains, Britanniques et Français auraient cessé de garantir l'intégrité territoriale de sa moitié ouest – est d'autant plus inquiétante que ni Washington ni Londres ne semblent prendre la menace au sérieux. Pis : quand, en novembre 1958, Khrouchtchev formalise ses prétentions et lance aux Alliés un ultimatum leur donnant six mois pour évacuer leurs troupes de l'ancienne capitale du Reich, Américains et Britanniques n'en rejettent que la forme et les délais, proposant même d'inclure le statut de Berlin dans une négociation d'ensemble sur la question allemande. Une perspective que, seul parmi les « quatre grands », de Gaulle refuse expressément en se rangeant aussitôt du côté de l'Allemagne libre.

Comment, dans un tel contexte, les préventions d'Adenauer envers ce général réputé nationaliste, qui en 1954 avait dit non à la Communauté européenne de défense (CED), ne se seraient-elles pas rapidement estompées ? De son côté, de Gaulle n'a guère à se forcer pour offrir au chancelier l'hospitalité de sa maison de Colombey-les-Deux-Églises à l'occasion de leur première rencontre en tête à tête, les 14 et 15 septembre 1958. Les moins enthousiastes à recevoir un Allemand chez elles furent, dit-on, Yvonne de Gaulle et la cuisinière de la maison, quatorze ans seulement après que la Wehrmacht, qui avait occupé La Boisserie, l'eut incendiée

avant de battre en retraite ! « Pour l'explication historique que vont avoir entre eux, au nom de leurs deux peuples, ce vieux Français et ce très vieil Allemand, le cadre d'une maison familiale a plus de signification que n'en aurait le décor d'un palais, résume le Général. Ma femme et moi faisons donc au chancelier les modestes honneurs de La Boisserie⁵. » Une modestie qui fera dire à Adenauer, les larmes aux yeux, en reprenant la route de Bonn : « Vous m'avez traité comme si j'étais de la maison ! »

Au journaliste vedette de *Paris Match* Raymond Cartier, le chancelier racontera, peu avant de mourir, en 1967, les sentiments qui furent les siens quand, à l'aube du 14 septembre, il monta dans sa *Großer Mercedes*⁶ pour gagner Colombey, distant d'à peine 500 km de Bonn :

« Je m'étais mis en route avec les plus vives appréhensions [...]. Je craignais d'aller devant une mortification ; d'être traité en vaincu ou en vassal. Je ne l'eus pas accepté et je me demandais comment je ferais une sortie. Les heures que j'ai passées au fond de ma voiture ont été des heures moroses. Je connus mon premier réconfort à la frontière, quand des gens me reconnurent et m'applaudirent. [...] La prise de contact (avec de Gaulle) fut assez froide. Mais quelques minutes de conversation me rassurèrent. Le Général était un homme qui sent le grand. Un homme qui sent le grand ne peut être l'ennemi de l'Europe⁷. »

D'une phrase lumineuse, le vieux chancelier résume l'engagement commun qui scelle leur accord et bientôt leur amitié : « Le but de l'Europe est d'assurer sa sécurité face à l'Est puis de conquérir son indépendance face à l'Ouest. »

Le fondateur de la V^e République peut-il, de fait, trouver meilleur partenaire ? Catholique et rhénan, tenté par l'autonomisme dans sa jeunesse, Adenauer fut maire de Cologne jusqu'à l'arrivée de Hitler au pouvoir qui, dès 1933, l'a destitué, puis, de 1935 à 1944, assigné à résidence. Soupçonné de complicité avec les conjurés de l'attentat du 20 juillet 1944, il est alors jeté en prison où il demeure jusqu'à ce qu'en mars 1945 les Alliés le trouvent et, *in extremis*, lui sauvent la vie. C'est tout naturellement que ceux-ci lui demandent alors de reprendre en main les destinées de sa ville, détruite à 95 % et où ne vivent plus que 30 000 habitants terrés dans les ruines, sur les 800 000 qu'elle comptait avant la guerre. Fort du prestige qu'il a conservé, Adenauer accepte. Mais dès le 21 juin 1945, les Britanniques, qui occupent Cologne, le congédient.

Motif fourni par le général de brigade John Ashworth Barraclough, ganache caricaturale tout droit sortie de l'armée des Indes : « Incompétence ! » [sic]. Contrairement à beaucoup de fonctionnaires allemands fidèles jusqu'au bout au régime nazi et prêts à servir les Alliés à proportion de leurs compromissions passées, Adenauer refuse en effet d'être traité en « cadre indigène », ainsi qu'il le racontera par la suite à Raymond Cartier en lui montrant son décret de révocation. Comme de Gaulle, qu'il ne connaît pas encore, il veut voir dans les Anglo-Saxons des alliés et même de futurs partenaires, notamment pour contenir le communisme, mais en aucun cas des suzerains.

Le peuple allemand conçoit-il alors confusément la chance que constitue pour sa réinsertion dans le camp des démocraties cet homme à la fois indemne de toute collusion avec le national-socialisme en même temps qu'indépendant vis-à-vis de l'occupant ? À soixante-neuf ans, Adenauer connaît en tout cas une ascension fulgurante : cofondateur de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) en 1945, il est élu, l'année suivante, président du parti pour la zone d'occupation britannique puis, en 1948, président de l'assemblée parlementaire chargée de donner à l'Allemagne une nouvelle Constitution. L'année 1949 voit son triomphe : juste après l'adoption de la nouvelle Loi fondamentale, il gagne les élections législatives, devient chancelier, se fait élire à la présidence de la CDU et impose Bonn contre Francfort comme capitale de la nouvelle République fédérale. Ce choix n'est pas seulement, comme le veut la légende, lié à la proximité de sa maison de Rhöndorf, où il voulait pouvoir se rendre chaque jour pour entretenir ses rosiers. C'est que Francfort est alors située en zone d'occupation américaine – contrairement à Bonn, sous administration militaire belge, ce qui, on l'admettra, est moins porteur de symboles. Mais aussi et surtout, elle fait figure de capitale de la finance.

« Mon père, expliquera plus tard son fils Max, s'était surtout opposé à Francfort car il voulait séparer les institutions politiques de l'économie. À Francfort, craignait-il, les banquiers n'auraient eu qu'à traverser la rue pour aller voir les députés et leur dicter ce qu'ils devaient faire. Il disait aussi que Bonn avait l'avantage d'être une solution provisoire, qui permettrait de prendre une décision librement après la réunification⁸. »

S'il avait vécu jusque-là, il y a peu de chances, pourtant, qu'il ait choisi Berlin. Malgré ses pommettes hautes, ses yeux légèrement bridés et son

visage couleur de cuir qui, en se ridant, ressemblait à celui d'un habitant des steppes – caractéristique qu'on retrouve chez certains Prussiens dont la famille avait jadis colonisé la Russie –, Konrad Adenauer était attaché par toutes ses fibres à cette Allemagne occidentale et rhénane où il était né en 1876 et dont la devise, depuis le XVIII^e siècle, n'a jamais changé : *Los von Preußen !* (« Séparons-nous de la Prusse ! »)

Sans, bien sûr, la reprendre à son compte, lui dont la priorité est d'obtenir la réunification de son pays en un seul État, au moins nourrit-il un rêve secret : équilibrer l'influence de l'Allemagne du schnaps (la Prusse protestante) en arrimant solidement celle du vin et de la bière (la Rhénanie et la Bavière, catholiques) à l'Europe latine. Son cauchemar, en revanche, c'est « l'expérimentation ». Pour lui, la RFA doit se refaire une santé économique en appliquant des recettes éprouvées qui rendent à sa population foi en l'avenir : celles du capitalisme rhéno-bavarois, cogestionnaire et patriarcal, et non celles du libéralisme américain, défavorable à la cohésion sociale. « Surtout pas d'expérience ! » : après la folle parenthèse du national-socialisme, nul doute que cette formule fétiche rejoint alors le souhait le plus intime des Allemands, qui s'engagent dans la reconstruction. Dans sa vie privée, le chancelier applique d'ailleurs le principe à la lettre : il est à son bureau chaque matin à 7 heures, passe chaque week-end à jardiner, et chaque été à jouer aux boules en compagnie de ses enfants et petits-enfants² sur les bords du lac de Côme. Il descend chaque année, à la même date, dans le même hôtel, et occupe la même chambre pour retrouver le même balcon et la même vue. Cette constance fait l'admiration de ses administrés, qui ne se lassent pas d'en découvrir les détails dans les reportages que lui consacre régulièrement la presse.

Marché commun ou Communauté atlantique ?

Mais Konrad Adenauer ne gouverne pas seul : à ses côtés pèse de tout son poids (au propre comme au figuré) l'imposant Ludwig Erhard, ministre fédéral de l'Économie depuis 1949 et vice-chancelier depuis 1957. Dire qu'il est l'homme des Américains ne décrit que faiblement son allégeance envers les États-Unis. Il est surtout leur obligé depuis qu'en 1945 ceux-ci

ont passé l'éponge sur ses relations avec le général SS Otto Ohlendorf, nommé en 1943 secrétaire d'État délégué au ministère de l'Économie du Reich et exécuté pour crimes de guerre en 1951¹⁰. Lui-même professeur d'économie, Erhard fut le collaborateur d'Ohlendorf et n'a dû son salut qu'à sa proximité – revendiquée seulement en 1945 – avec Carl-Friedrich Goerdeler, l'un des principaux conjurés de l'attentat contre Hitler... Sincère ou non, cet antinazisme *a posteriori* lui a valu de devenir, aussitôt après la chute du Reich, l'un des conseillers économiques du gouvernement militaire américain d'occupation de la Bavière, poste dont il tirera profit pour s'engager en politique. Tout l'inverse, en somme, d'Adenauer, qui n'attendit pas que Hitler fût mort pour se dresser contre lui et resta, face aux Alliés, ce qu'il n'avait jamais cessé d'être : un homme libre.

Si différents de tempérament, Adenauer et Erhard s'opposent en outre sur un dossier brûlant : l'avenir du Marché commun. Le chancelier en défend une lecture compatible avec celle du Général, à défaut d'être identique ; le vice-chancelier en a une conception empruntée aux penseurs mondialistes de la société du Mont-Pèlerin¹¹ dont il fait partie. Pour le premier c'est un but, pour le second une simple étape...

Signé en 1957 par le gouvernement Gaillard alors que la France traverse l'une des pires conjonctures financières de l'après-guerre, le traité de Rome instituant la Communauté économique européenne (CEE) a prévu un abaissement généralisé des droits de douane entre les Six¹² à compter du 1^{er} janvier 1959. Pour la France, a résumé de Gaulle, l'enjeu est clair : « C'est le miracle ou la faillite ! » Ce sera le miracle. Parce que en économie la psychologie commande tout, le Général a décidé de frapper là où personne ne l'attend. Plutôt que de dénoncer le Marché commun – ce que ses initiateurs, se déroband devant l'obstacle, envisageaient ouvertement dans les premiers jours de 1958 –, il déclare que la France assumera le défi. Le pari est risqué mais la catastrophe qui menace n'est-elle pas l'occasion ou jamais de moderniser en profondeur le tissu industriel français ? « La compétition internationale, déclare-t-il, c'est le levier qui peut soulever le monde de nos entreprises ! »

Le Marché commun étant alors conçu comme un espace de liberté économique réservé aux seuls signataires du traité de Rome¹³, de Gaulle ne voit pas pourquoi la France renoncerait à se battre à armes égales avec des partenaires à développement équivalent. L'Allemagne en particulier. Encore

faut-il briser les habitudes pour rendre au pays sa liberté d'action. Tel est l'objet du plan Pinay-Rueff¹⁴ qui, en moins d'un an, va remettre le pays debout et stupéfier Adenauer, qui avouera dans ses Mémoires n'avoir pas cru d'emblée que de Gaulle obtiendrait des résultats si rapides...

Certes, l'Allemand et le Français divergent sur le rôle des institutions européennes – en particulier de la Commission, à laquelle le premier reconnaît un large pouvoir d'initiative, quand le second ne voit en elle que la courroie de transmission administrative des décisions du Conseil européen –, mais sur l'essentiel les deux hommes sont d'accord : en contrepartie de cette libéralisation des échanges industriels, l'Europe doit protéger son agriculture et empêcher les États-Unis et l'Angleterre de transformer la jeune Communauté économique en zone de libre-échange qui aurait tôt fait de ruiner la capacité des Six à assurer leur autosuffisance alimentaire.

Telle n'est pas la conception d'Erhard, qui milite à l'unisson des Américains pour que la Communauté européenne s'élargisse à l'Angleterre, donc aux États du Commonwealth, et pour que les Six établissent une zone de libre-échange avec les onze de l'OECE¹⁵ – l'Organisation européenne de coopération économique, créée en 1948 pour gérer les fonds du plan Marshall et à laquelle succédera en 1961 l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), dont feront partie également les États-Unis et le Canada. Bloquer cette évolution est la première décision commune prise à Colombey par de Gaulle et Adenauer, qui mettent un terme aux pourparlers engagés entre la CEE et l'OECE sous l'égide du négociateur britannique Richard Maudling.

Pour Londres, c'est la certitude qu'avant même d'avoir été posée, la question de la candidature du Royaume-Uni à la CEE fera l'objet d'une fin de non-recevoir de la part des Français et des Allemands. Et pour Washington, une première alerte : serait-ce le signe que la République fédérale envisage de s'émanciper de sa tutelle ?

Faire la guerre pour Berlin ?

Les Anglo-Saxons n'ont pourtant encore rien vu. À Bad Kreuznach (RFA), où de Gaulle se rend le 26 novembre 1958, accompagné de Michel Debré¹⁶ et du ministre des Affaires étrangères, Maurice Couve de Murville, il confirme à Adenauer que si les États-Unis et la Grande-Bretagne ne garantissent pas le statut de Berlin, la France prendra ses responsabilités. Voilà qui suffit au chancelier pour accueillir avec enthousiasme la proposition du Français de mettre sur pied une coopération particulière entre Paris et Bonn. Le mot de « traité » n'est pas encore prononcé – il le sera pour la première fois par de Gaulle lors de leur quatrième rencontre, à Paris, le 2 décembre 1959 –, mais la voie est tracée qui instituera entre la France et l'Allemagne des « rapports spéciaux », distincts de ceux inhérents au Marché commun. Il faut dire qu'entre-temps, Adenauer a perdu encore quelques illusions sur le caractère intangible de la protection américaine. Le 4 mars 1959, à Marly, de Gaulle et lui ont confronté leurs informations sur les scénarios envisagés par Washington en cas de mainmise soviétique sur Berlin. À Adenauer, Foster Dulles a assuré que les États-Unis feraient usage de l'arme atomique... À de Gaulle, qu'ils saisiraient l'ONU. Duplicité calculée ou franchise dans le désarroi ?

Fin mars 1960, Khrouchtchev est à Paris. De Gaulle lui parle de la question de Berlin dans des termes dépourvus d'équivoque qu'Adenauer aurait sans doute aimé entendre de la bouche d'un président américain. À condition, dit le chef de l'État français, que l'Allemagne reste dans ses frontières actuelles (la ligne Oder-Neisse de 1945) et ne se dote pas de l'arme atomique, « rien ne sera acquis du point de vue de la paix tant que ce grand peuple subira une situation nationale insupportable¹⁷ ». Autrement dit sa division en deux États ! Et quand Khrouchtchev réitère sa menace de conclure un traité de paix séparé avec Pankow (siège berlinois du gouvernement de la RDA) qui aurait pour effet de donner à la République de l'Est le contrôle de ses frontières et, par là, le moyen d'empêcher les Occidentaux d'accéder à Berlin-Ouest, de Gaulle lui répond : « Personne ne peut vous empêcher de signer ce que vous appelez un traité avec Pankow qui ne sera rien d'autre qu'un papier rédigé entre communistes et que vous adresserez à vous-même. Mais quand vous l'aurez fait, le problème

allemand restera posé tout entier... Si cela mène à la guerre, ce sera votre faute¹⁸ ! »

Mais voici que, côté américain, un impair vient brouiller la donne. Alors que la fermeté française semble devoir porter ses fruits, Khrouchtchev ayant accepté de revenir deux mois plus tard à Paris pour y discuter avec Eisenhower, Macmillan et de Gaulle de la question allemande et du désarmement, un avion espion américain est abattu au-dessus du territoire soviétique. Roué, Khrouchtchev s'est abstenu de révéler que le pilote, indemne mais fait prisonnier, a tout avoué de sa mission (photographier les sites de missiles intercontinentaux de Sverdlovsk et de Plesetsk). Mais c'est pour mieux laisser les Américains s'enfermer dans leur mensonge. Ceux-ci ayant prétendu que l'appareil (un U2 pouvant dépasser un plafond de 20 000 mètres) n'était qu'un avion de recherche météo égaré, à cause d'une panne, dans l'espace aérien soviétique, il ne lui reste plus qu'à humilier Eisenhower en montrant devant les caméras du monde entier les clichés saisis dans les débris de l'appareil...

Survenu quinze jours avant l'ouverture de la conférence de Paris, l'incident frappe d'effroi Adenauer : et si, pris la main dans le sac, les Américains lâchaient du lest sur Berlin pour apaiser le courroux du Kremlin ? Ce n'est pas « Ike » qui perd la face, mais Macmillan, en proposant un arrangement reprenant l'essentiel du plan Khrouchtchev : transformer Berlin en « ville libre » ! De Gaulle monte alors au créneau pour s'y opposer (« abandonner Berlin dans l'état de tension où l'on se trouve plongé, ce serait afficher le recul et déchaîner tous les démons de la crise ») et s'offre même le luxe de défendre Washington. « Soit !, dit-il, un avion américain a survolé la Russie... Mais aujourd'hui même, en vingt-quatre heures, un satellite soviétique passe dix-huit fois au-dessus de la France. Comment savoir s'il ne la photographie pas¹⁹ ? »

Soulagé, Eisenhower écrit à de Gaulle en quittant Paris, le 18 mai : « J'emporte de Paris la chaleur et la force de notre amitié, plus appréciée que jamais... et je porte à votre personne un respect et une admiration que je n'éprouve que pour peu d'hommes²⁰. » Quant à Adenauer, il déclare à la presse : « Combien je me félicite que le général de Gaulle ait présidé les entretiens de Paris ! Grâce à la fermeté et à la force de sa personnalité, l'Occident a évité un recul grave dont l'Allemagne, la première, aurait eu à payer les frais ! »

Ce soutien tant apprécié va-t-il rassurer les Américains et leur démontrer que le rapprochement franco-allemand n'est nullement contradictoire avec l'appartenance de la RFA à l'OTAN et qu'il peut même renforcer celle-ci face à la volonté de puissance soviétique ? Pour sincère qu'il soit, Eisenhower n'est « que » le président des États-Unis. Il le sait si bien qu'en quittant le pouvoir, le 17 janvier 1961, l'ancien généralissime, le libérateur de l'Europe, mettra ses concitoyens en garde contre le danger mortel que le « complexe militaro-industriel » – on parle aujourd'hui de « l'État profond » – peut faire courir à une démocratie, aussi exemplaire qu'elle se veuille, dès lors qu'elle abandonne à certains intérêts privés le soin de se substituer à ceux de la communauté nationale²¹. Bientôt, John Fitzgerald Kennedy comprendra toute l'étendue de la question...

À peine entré en fonction, celui-ci reprend le dossier allemand là où Eisenhower l'avait laissé. Mais l'heure n'est plus, pour Khrouchtchev, aux rodomontades. L'hémorragie démographique que subit l'Allemagne de l'Est, dont les citoyens, de plus en plus nombreux, profitent du statut de Berlin pour passer à l'Ouest, le convainc de mettre l'Occident devant le fait accompli : dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 août 1961, l'armée de la RDA et les troupes soviétiques érigent le mur qui, vingt-huit ans durant, va symboliser la guerre froide. Et une fois de plus, de Gaulle va se montrer plus résolu que les Anglo-Saxons pour défendre les intérêts de la RFA ! Le Général, qui passe alors le week-end à Colombey, est averti aux premières heures de la matinée que les Russes commencent à installer des réseaux de barbelés pour isoler Berlin-Est de Berlin-Ouest. Il donne aussitôt l'ordre au général commandant la zone française de se tenir prêt à faire intervenir ses chars afin d'empêcher que les choses aillent plus loin. Mais Kennedy est injoignable et Macmillan à la chasse ! Résultat, toute concertation est impossible. De Gaulle racontera dix-huit mois plus tard à Alain Peyrefitte : « La journée est passée, la construction allait bon train. Ils se sont dégonflés ! Si l'on m'avait écouté, dès le matin, il n'y aurait pas eu de mur de Berlin²² ! » Cette fois, Adenauer n'hésite plus. Malgré l'opposition d'Erhard (et aussi du ministre des Affaires étrangères allemand, Heinrich von Brentano), le chancelier accepte la proposition de De Gaulle : que l'Allemagne et la France définissent ensemble un nouveau mode de coopération et proposent à leurs partenaires de les rejoindre s'ils le souhaitent.

Désengagement d'Algérie, création de la force de frappe, sortie de l'OTAN, rapprochement spectaculaire avec Bonn : tout se tient dans l'esprit du Général. Si l'Europe doit se faire, ce sera à partir des nations qui la composent, non dans l'ambiguïté d'une construction transatlantique où les décisions vitales se prendraient sans elles. Et c'est de cette vision nationale-continentale qu'il s'entretient avec Adenauer à chacune de leurs rencontres (pas moins de quinze en cinq ans, dont une centaine d'heures en tête à tête, sans parler d'une quarantaine de lettres échangées), tout en jetant les bases d'une organisation européenne alternative aux canons de la supranationalité européenne fixés sous la IV^e République.

Les masques tombent avec le plan Fouchet

L'étape décisive sera le plan Fouchet²³ de 1962 qui, dans le cadre d'une « union indissoluble » entre les États, prône la création d'un Conseil des chefs d'État et de gouvernement qui se réunirait tous les quatre mois pour en fixer les grandes orientations, politique étrangère et défense comprises. Mais cette union, à la différence de ce que proposent Jean Monnet et ses fidèles du Comité pour les États-Unis d'Europe, est d'inspiration confédérale. Les partenaires peuvent déléguer leur souveraineté, mais en aucun cas l'aliéner, puisque les domaines mis en commun sont définis à l'unanimité. Bref, aucune partie ne peut imposer sa loi aux autres. Pour autant, la proposition franco-allemande réduit les risques de blocage que les fédéralistes se plaisent généralement à souligner dans le cadre des processus décisionnels à l'unanimité : dans le cas d'un non-consensus au Conseil des ministres européen, les États ayant obtenu la majorité peuvent décider de ne rendre leur décision obligatoire que pour eux-mêmes. Ainsi est ménagée, dans la perspective d'un élargissement de l'Europe, la possibilité d'une Communauté à deux vitesses qui permette aux uns d'avancer sans léser les autres...

Or, aux yeux des Américains, le plan Fouchet comporte un vice rédhibitoire : le mot OTAN n'y figure pas, ce qui fait planer la menace d'une défense européenne autonome dont la France, jeune puissance nucléaire, serait nécessairement le pivot. Le 17 avril 1962, le Conseil des

ministres des six États membres de la CEE, confronté à l'opposition des Pays-Bas et de la Belgique, rejette donc, sans surprise, l'architecture franco-allemande. Pour le ministre des Affaires étrangères néerlandais, Joseph Luns (dont les Américains feront en 1971 un secrétaire général de l'OTAN), pas question de réformer les institutions continentales sans l'adhésion des Britanniques ; et son homologue belge, Paul-Henri Spaak, proclame qu'il aimerait mieux mourir que signer un texte aux termes duquel la Commission de Bruxelles aurait des comptes à rendre aux gouvernements... Indépendante elle est, indépendante elle doit rester ! Envers les États-Unis, en revanche, ce même Spaak est moins jaloux de son autonomie : en prenant sa retraite, en 1966, il entrera en effet au conseil d'administration d'une filiale belge du géant américain ITT, la Bell Telephone Manufacturing.

Face à ce coup d'arrêt donné à l'initiative franco-allemande, de Gaulle s'interroge, le 15 mai 1962, sur le sens qu'aurait une organisation européenne dont « le fédérateur ne serait pas européen » et fustige les partisans d'un « volapük intégré ». Dans ses *Mémoires d'espoir*, le fondateur de la V^e République résumera : « Désormais, les choses resteront en suspens avant qu'on sache si l'offre faite par la France d'instituer la coopération de l'ancien monde déchiré aura été, pour l'Histoire, quelque armada sombrée à l'éternel mensonge, ou bien, pour l'avenir, un bel espoir élevé sur les flots. »

En attendant, le gouvernement de Georges Pompidou, à peine formé²⁴, perd ses ministres MRP qui se sont reconnus dans l'allusion au volapük... Au pied du mur, de Gaulle pose à Adenauer la question de confiance : « Êtes-vous prêt, si cela est nécessaire, à accepter une collaboration à deux ? » La réponse est incroyable si l'on se réfère à 1815, 1871, 1914 et 1940 : « Oui ! »

Le sacre de Reims

Le Général, dès lors, est prêt à tout pour forcer le destin, fût-ce à en appeler à la plus ancienne mémoire européenne : celle de Charlemagne. Du 2 au 8 juillet 1962, il réserve au chancelier allemand l'accueil le plus

spectaculaire jamais réservé à un chef d'État étranger depuis la visite en France du tsar Nicolas II en 1896.

Dix-sept ans seulement après la capitulation allemande, cette invitation témoigne d'une audace inédite, insensée, même aux yeux d'une partie de l'opinion publique. D'abord parce qu'il s'agit du premier voyage d'État effectuée par Konrad Adenauer²⁵ dans cette France qui, avant de Gaulle, n'avait encore jamais reçu volontairement un chancelier allemand –

Bismarck, en 1871, et Hitler, en 1940, ne se rangeant pas spontanément dans la catégorie des hôtes bienveillants. Ensuite parce que le programme même a de quoi surprendre par sa symbolique et sa magnificence : arrivé le 2 juillet à Paris, Adenauer est accompagné par de Gaulle à Versailles, Rouen et Bordeaux avant que le 8 deux événements marquent sa visite à Reims.

Le premier : une grand-messe dans la cathédrale où furent sacrés nos rois, baptisé Clovis et dont le plus illustre des archevêques, Hincmar, avait été le légiste des trois petits-fils de Charlemagne, Charles le Chauve, Lothaire et Louis le Germanique, après le partage de Verdun (843). Bref, un apôtre, avant la lettre, de la réconciliation du continent. Prenant à contre-pied la symbolique nationaliste qu'aurait pu incarner la cathédrale, détruite par les obus allemands en septembre 1914, le chef de l'État français a ces mots que seul un de Gaulle pouvait prononcer : « On peut bien dire qu'à votre passage à Paris et dans nos provinces, la voix du peuple fut la voix de Dieu. »

Mais ce n'était qu'un début puisque, aussitôt après, intervient une authentique provocation, à la fois pour les Américains et les Soviétiques : le défilé commun d'une division française et d'une division allemande sous leurs drapeaux respectifs, sur le champ de manœuvres de Mourmelon, démonstration de force unique jamais renouvelée à laquelle participent pas moins de 5 000 hommes, mais aussi 300 chars de chaque armée. Placé à la tribune, juste derrière de Gaulle et Adenauer, l'ambassadeur Pierre Maillard raconte qu'il vit le Général se tourner vers le chancelier et lui dire, joignant le geste à la parole : « Unis comme les deux doigts de la main. » Le moins qu'on puisse dire est que l'épisode n'est pas du goût de tout le monde.

Les plus décontenancés sont d'abord les Américains, qui, sans en avertir Adenauer, avaient convaincu son ministre de la Défense, Franz-Joseph Strauss, de proposer aux Français que le défilé ait lieu sous l'étendard exclusif de l'OTAN. On imagine la réaction de De Gaulle. Celle

d'Adenauer est restée secrète, mais on sait que la déloyauté de son ministre acheva de le convaincre qu'il n'avait plus beaucoup de temps à rester à la chancellerie. En France même, ce sont les communistes qui crient le plus fort contre la visite du « Boche » et le faste qu'a tenu à déployer de Gaulle. Outré que celui-ci n'ait pas jugé utile de faire visiter à son hôte la salle d'école rémoise où, le 8 mai 1945, fut signée la capitulation du III^e Reich, le PCF a distribué des tracts protestant contre la « renaissance du militarisme allemand » dans toutes les villes visitées par le chancelier. Quant aux centristes du MRP, ils ont mis en garde leurs adhérents contre le « détournement d'héritage » dont se rendait coupable de Gaulle à l'encontre des deux seuls « pères de l'Europe » légitimes à leurs yeux, Robert Schuman et Jean Monnet.

Deux mois plus tard, ce sera au tour du Général d'être invité en Allemagne pour une tournée triomphale au cours de laquelle il ne prononcera pas moins de quatorze discours dans la langue de Goethe, dont sa célèbre adresse à la jeunesse allemande le 9 septembre 1962 à Ludwigsburg : « L'avenir de nos deux pays, la base sur laquelle peut et doit se construire l'union de l'Europe, le plus solide atout de la liberté du monde, c'est l'estime, la confiance, l'amitié mutuelles du peuple français et du peuple allemand. »

Provocation envers les Américains ? Défi lancé aux Soviétiques ? Le caractère contradictoire des accusations suscitées par la politique allemande du Général en dit long sur l'incompréhension qui entoure alors cette réconciliation que nul n'attendait et que les États-Unis vont mettre toute leur énergie à contrecarrer. C'est que, dans l'esprit de De Gaulle, le rapprochement franco-allemand est la pierre angulaire d'une vision de l'Europe et d'une géopolitique d'équilibre au service de la paix dont il avait résumé l'enjeu, dès le 22 novembre 1944, devant l'Assemblée consultative : « En vérité, le sort de l'Allemagne est le problème central de l'univers... Il est en même temps pour la France une question de vie ou de mort... »

Une cinquième colonne au Bundestag

Le 22 janvier 1963, le traité de l'Élysée est signé, occasionnant l'accolade fameuse entre le président français et le chancelier allemand, geste d'autant plus spectaculaire qu'à l'époque, la mode n'était pas aux embrassades publiques... pas plus qu'aux embrassades tout court. Outre des rencontres régulières entre les deux gouvernements, le texte se concentre sur trois objectifs, pas un de plus. Mais ils sont essentiels : la politique étrangère, la défense et l'éducation²⁶. Et sans que l'OTAN soit davantage mentionnée que dans le plan Fouchet. Deux dispositions sonnent comme une provocation aux oreilles de Washington : la création d'instituts franco-allemands de recherche stratégique et l'élaboration de programmes communs d'armement. Peut-on mieux signifier l'émancipation de la tutelle atlantique ?

Les Américains sont d'autant plus inquiets qu'une semaine plus tôt, le 14 janvier 1963, a eu lieu un événement d'une portée presque équivalente, et qui confère tout son sens au traité franco-allemand : de Gaulle, soutenu par Adenauer, a repoussé la demande d'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun, officielle depuis juillet 1961. D'abord parce que la conception britannique est plus que jamais celle d'une simple zone de libre-échange ouverte aux quatre vents (Commonwealth et liens transatlantiques obligent), non celle d'un marché libre homogène fonctionnant à l'abri d'un cordon douanier. Ensuite et surtout, Londres est devenu, aux yeux de De Gaulle, le cheval de Troie nucléaire des États-Unis en Europe, en acceptant, contrairement à la France, d'adhérer à la force multilatérale proposée, l'année précédente, par John Kennedy. Le Président n'a-t-il pas offert des fusées Polaris aux Britanniques contre le droit laissé aux Américains de décider de leur utilisation ?

Pour les États-Unis, la situation est claire : la France, qui est en train de se doter d'une force de frappe indépendante, n'a d'autre dessein que de proposer à l'Allemagne son « parapluie » nucléaire en échange de celui assuré par les Américains. De même qu'en 1953 Jean Monnet avait été mandaté pour convaincre les parlementaires français de voter le projet de Communauté européenne de défense, celui-ci est aussitôt dépêché à Bonn pour convaincre le Bundestag de ne pas accepter une telle perspective.

« L'inspireur » n'a pas beaucoup à se fatiguer : Adenauer va sur ses quatre-vingt-huit ans et Erhard piaffe de lui succéder. Ayant échoué à empêcher la ratification du traité du 22 janvier²⁷, Monnet trouve un subterfuge : quand, le 16 mai 1963, le texte arrive, intact, au Bundestag, celui-ci le vote sans difficulté, mais augmenté d'un préambule spécifiant que ce traité ne modifie en rien « les droits et les obligations découlant pour la République fédérale des traités multilatéraux auxquels elle est partie ». Et pour qu'aucun doute ne subsiste, l'addendum précise qu'avant même le « rétablissement de l'unité allemande », le but poursuivi par la RFA consiste en « une étroite association entre l'Europe et les États-Unis d'Amérique ». Pour de Gaulle, mais aussi et surtout pour Adenauer, c'est un camouflet doublé d'un aveu : l'Europe européenne n'est décidément pas du goût des « européistes ». Ceux que de Gaulle décrira bientôt comme des « cabris sautant sur leur chaise en criant "l'Europe ! l'Europe ! l'Europe !" », faute d'être capables d'imaginer pour le continent un autre destin que celui de protectorat.

Un an après le départ d'Adenauer, un incident aussi peu connu que significatif viendra rappeler aux Allemands ce que signifie, en pratique, la soumission au commandement intégré de l'OTAN. Alors que, le 27 mai 1964, de Gaulle inaugure le canal de Moselle en compagnie du président allemand Heinrich Lübke et de la grande-duchesse Charlotte de Luxembourg, les services secrets de la RFA sont informés d'un possible attentat par hélicoptère contre les trois chefs d'État. « Lübke, raconte François Kersaudy, tente de faire intervenir la Luftwaffe, mais n'y parvient pas : il doit au préalable obtenir l'autorisation de l'OTAN, à laquelle sont subordonnées les forces aériennes allemandes... De Gaulle, qui s'est dégagé de ces sujétions, fait alors intervenir des avions français – qui vont donc protéger les illustres passagers en territoire allemand ! Une démonstration qui vaut bien mieux qu'un long discours²⁸... »

Retiré dans sa maison de Rhöndorf, dans la banlieue de Bonn, Konrad Adenauer mourra le 19 avril 1967, six mois trop tôt pour connaître l'épilogue humiliant de sa politique d'amitié avec la France qu'il considérait, après son œuvre intérieure de reconstruction, comme l'autre grand combat de sa vie : l'adoption, le 17 octobre suivant, par le Bundestag d'une résolution condamnant la politique européenne du général de Gaulle, rédigée de la main même de Jean Monnet. Présent dans les tribunes du

Bundestag, celui-ci sera applaudi debout par tous les députés présents. Le chancelier Kurt Georg Kiesinger, qui a succédé à Ludwig Erhard un an plus tôt, quittera même son siège pour réapparaître un instant plus tard dans les tribunes, félicitant ostensiblement Monnet... Il est vrai que Kiesinger avait beaucoup à se faire pardonner : pendant qu'Adenauer était assigné à résidence par la Gestapo, ce haut fonctionnaire de la Wilhelmstrasse était directeur adjoint de la propagande radiophonique extérieure du III^e Reich, ce qui lui avait valu le surnom de « Goebbels de l'étranger ».

Charles de Gaulle et Konrad Adenauer ne s'étaient revus qu'une fois depuis la retraite du chancelier : à Paris, le 10 novembre 1964, quand celui-ci fut, à la demande du Général, reçu à l'Académie des sciences morales et politiques. Critiqué par Kiesinger pour avoir accepté cet hommage, l'ancien maire antinazi de Cologne lui avait répondu comme il convenait. En assistant à un déjeuner offert en son honneur par plusieurs associations d'anciens résistants déportés. De son discours, la presse française avait retenu ces quelques mots : « Nous devons tous remercier Dieu de nous avoir donné le général de Gaulle ! »

7

Jean XXIII ou le rêve concordataire

Qui a dit que seuls les rois de France et les empereurs germaniques s'arrogeaient le droit d'intervenir dans l'élection des papes ?

À peine revenu au pouvoir en 1958, « Charles le catholique », pour reprendre l'heureuse expression de Gérard Bardy¹, a relevé cette tradition en œuvrant presque ouvertement pour l'élection du patriarche de Venise, Mgr Angelo Roncalli, au trône de saint Pierre. C'est que, pour le fondateur de la V^e République, l'expression « France, fille aînée de l'Église » n'était pas un vain mot, même si son acception ne pouvait être que gallicane, conformément à l'idéal de séparation du spirituel et du temporel auquel s'identifiait la monarchie française :

« L'élément décisif pour moi, confie-t-il, en 1959, au journaliste américain David Schoenbrun, c'est que Clovis fut le premier roi à être baptisé chrétien. Mon pays est un pays chrétien et je commence à compter l'histoire de France à partir de l'accession d'un roi chrétien qui porte le nom des Francs². »

Autant dire qu'entretenir de bons rapports avec le Vatican ne constituait pas un aspect secondaire de sa mission, fût-ce dans l'esprit de laïcité qu'il ne séparait pas, au fond, de la tradition chrétienne du « rendre à César³ ». Parfaitement compatibles à ses yeux, chacune dans une dimension différente, les deux logiques ne s'étaient opposées que lorsque la République anticléricale avait traité la religion en ennemie et ses fidèles en

parias, puis quand, dans un esprit de revanche, le clergé avait massivement apporté son soutien au gouvernement de Vichy, « ce régime de curés dirigé par un mécréant⁴ ».

Ces épisodes antagonistes ont profondément marqué de Gaulle, le premier à titre personnel, le second dans l'ordre politique. Il n'a pas oublié qu'à dix-sept ans, il dut quitter la France pour terminer ses études secondaires en Belgique⁵, la III^e République ayant interdit d'enseignement les congrégations religieuses puis dressé, par la force, l'inventaire des biens de l'Église, dans un contexte d'affrontement inédit depuis la révolution de 1789. En revenant au pouvoir en 1958, il se souvient, à l'inverse, du soutien offert par le clergé de France sinon à la collaboration, du moins au régime du Maréchal.

Vichy, un idéal politique pour la majorité du clergé

Dans l'apostrophe fameuse de Pétain, « Français, vous n'avez pas fini de payer toutes vos fautes⁶ », il voit une sécularisation malsaine de l'esprit de pénitence mis au service d'une tentative méprisable pour s'exonérer de ses propres responsabilités. Comme si les Français étaient responsables de l'impéritie militaire et diplomatique d'une élite qui non seulement les a conduits au désastre, mais aura permis à une partie de ceux qui l'incarnaient, à commencer par Philippe Pétain, de prendre le pouvoir ! Quand, en novembre 1940, le cardinal Gerlier, primat des Gaules, avait reçu le Maréchal à la cathédrale de Lyon, il s'était écrié : « Pétain c'est la France, et la France, aujourd'hui, c'est Pétain ! » (Ce qui ne l'avait d'ailleurs pas empêché de s'élever, quelques mois plus tard, contre la persécution des Juifs, preuve que la vérité d'un homme se prête difficilement aux simplifications.) Mais quand, en 1963, ce même Gerlier, toujours en poste, avait dû accueillir de Gaulle, en visite à Lyon comme président de la République, il avait prétexté un empêchement de dernière minute, camouflet sans précédent connu ! Manière de signifier qu'à ses yeux de Gaulle était moins la France que Pétain ?

Et si ce n'était que lui... Plus opportuniste que le primat des Gaules, l'archevêque de Paris, Mgr Suhard, avait bien proposé d'accueillir le

Général à Notre-Dame, pour le *Te Deum* de la libération de Paris, le 26 août 1944. Mais comment oublier qu'un mois plus tôt, presque jour pour jour, il y avait présidé aux obsèques nationales de Philippe Henriot, la voix de Radio-Paris et de l'ultra-collaboration, exécuté par la Résistance ? Sans parler de la messe qu'en avril précédent il avait célébrée en l'honneur du maréchal Pétain, flanqué, pour l'occasion, d'une impressionnante délégation allemande⁷...

Bon prince, de Gaulle ne s'était pas opposé, d'emblée, à la présence de Suhard à ses côtés, mais avait entendu les arguments des siens, notamment de l'aumônier des Forces françaises de l'intérieur, le RP Bruckberger, qui, pour des raisons d'ordre public, l'avait convaincu de faire remplacer le cardinal par un prélat moins engagé. Le Général raconte dans ses *Mémoires* :

« Pour moi, sachant que l'Église se considère comme obligée d'accepter "l'ordre établi", n'ignorant pas que chez le cardinal la piété et la charité sont à ce point éminentes qu'elles laissent peu de place dans son âme à l'appréciation de ce qui est temporel, j'aurais volontiers passé outre. Mais l'état de tension d'un grand nombre de combattants au lendemain de la bataille et ma volonté d'éviter toute manifestation désobligeante pour Mgr Suhard m'ont amené à approuver ma délégation qui l'a prié de demeurer à l'archevêché pendant la cérémonie. »

Et que dire de Pie XII, qui sera le dernier chef d'État du monde à reconnaître de Gaulle, et ne le fera, à l'extrême fin de l'année 1944, que pour éviter de laisser la vedette au Soviétique Bogomolov, doyen d'âge des ambassadeurs étrangers présents à Paris, auquel aurait échu l'honneur, en l'absence d'un nonce apostolique accrédité, de prononcer le rituel discours de vœux au chef de l'État ? De Gaulle, pourtant, n'a guère manqué de respect envers Pie XII, en dépit des dilections de ce dernier pour la politique de l'Axe dans laquelle il voyait, avant toute chose, un rempart contre le communisme. Quelques jours avant le débarquement allié, le chef des Français libres devenu celui du Gouvernement provisoire avait pris soin de lui demander audience, ce que l'autre avait accepté, mais en le recevant comme un simple chef militaire.

La blessure secrète du Général

Puis était venue la IV^e République durant laquelle le Général s'était opposé aux projets d'unification européenne portés par la démocratie chrétienne occidentale et soutenus par le Vatican. Lequel, par la voix de son organe officiel, *L'Osservatore Romano*, était allé jusqu'à recommander aux croyants de boycotter les listes gaullistes aux élections, au même titre que celles présentées par les communistes !

De cette attitude du clergé de France à son égard et, jusqu'en 1958, du Vatican lui-même, de Gaulle fut profondément blessé, même s'il s'efforça toujours de donner le change. Sa modération étonnera même Alain Peyrefitte, qui, face à d'autres, avait connu le Général moins enclin à pardonner. Après l'insolence du cardinal Gerlier s'absentant de Lyon pour éviter de le recevoir, tout juste avait-il confié à son porte-parole :

« Le cardinal, ce n'est pas le gallicanisme qui l'étouffe. L'Église de France non plus, dans sa majorité ; ni le patriotisme. Vichy l'attirait davantage. Vichy, c'était la France selon son cœur. Elle avait beau être écrasée, humiliée, tout allait bien puisqu'on faisait revenir les congrégations chassées par la III^e République, puisqu'on favorisait l'enseignement catholique, puisque les âmes étaient d'autant plus prêtes à se laisser cueillir par l'Église qu'elles étaient plus désespérées. Que voulez-vous que j'y fasse, c'est ainsi⁸... »

Ce « que voulez-vous que j'y fasse ? » a longtemps hanté Peyrefitte, qui n'avait jamais vu le chef de l'État si désarmé dans un rapport de force :

« Autant il se complaît à attaquer les “notoires”, les “journaloux”, le Sénat, le Conseil d'État – bref, tous ceux qui lui ont manqué et lui paraissent manquer à la France –, autant, même en privé, son langage reste mesuré quand il évoque le clergé... Il y a là une souffrance dont il n'aime pas parler. S'il laissait aller son amertume, il traiterait l'Église en ennemie, et il ne peut s'y résoudre. Pour lui, l'Église de France, l'Église gallicane, c'est la France. Mais voilà, elle n'a pas manqué à Vichy. Elle n'a pas manqué au MRP. C'est à lui qu'elle a manqué⁹. »

Et pourtant, qui pouvait douter sérieusement de la foi profonde de l'homme qui, le 10 août 1940, avait, de sa propre main, rédigé la devise de ses premiers compagnons : « Je suis un Français libre, je crois en Dieu et en

l'avenir de ma Patrie¹⁰ » ? Malraux, qui tenta plus d'une fois d'amener le Général sur le terrain métaphysique – sans toujours y parvenir, car, disait-il, son interlocuteur ébauchait alors « un geste qui semblait chasser les mouches » –, a résumé dans *Les chênes qu'on abat*¹¹ : « Je crois sa foi si profonde qu'elle néglige tout domaine qui la mettrait en question. C'est pourquoi mon agnosticisme ne le gêne pas. [...] Sa foi n'est pas une question, c'est une donnée, comme la France. Mais s'il aime parler de sa France, il n'aime pas parler de sa foi. »

L'explication, le grand philosophe chrétien Jacques Maritain la propose dans une longue lettre adressée à François Mauriac, en 1964, après la parution de son *De Gaulle* :

« Je crois que vous nous avez donné le mot-clé en parlant de *l'humilité cachée* de cet homme dédié à la grandeur. Trésor secret, trésor caché, une dimension incommensurable à tout le reste n'intervient-elle pas ici ? Ne peut-on penser qu'en raison de cette humilité il a fait refluer dans sa vie privée, infiniment loin des conférences de presse et des mass media, ce à quoi son âme est le plus attachée, choses de l'intelligence créatrice et choses de la divine vérité, en s'interdisant de laisser passer rien de ce qui concerne cela dans ce qui lui a été donné à *faire* et qui est d'un autre ordre¹² ? »

En une seule occasion¹³, mais c'était, il est vrai, en présence de religieux, le Général donna un témoignage public de sa foi : devant la colonie ecclésiastique de Rome, réunie le 31 mai 1967 à la villa Bonaparte. Bien que mentionné à l'époque, et publié depuis 1971 dans l'édition complète de ses discours et messages¹⁴, ce texte n'est pratiquement jamais cité. En voici la fin :

« L'avenir, la France qui est aussi la fille aînée de l'Église, le voit avec sérénité, avec fermeté, avec confiance. L'Église est éternelle et la France ne mourra pas. L'essentiel, pour elle, est qu'elle reste fidèle à ce qu'elle est et, par conséquent, fidèle à tous les liens qui l'attachent à notre Église. C'est le cas ! Et c'est pourquoi, quels que soient les dangers, les crises, les drames, que nous avons à traverser, par-dessus tout et toujours, nous savons où nous allons. Nous allons, même quand nous mourrons, vers la Vie. »

Comment le chef d'État chrétien d'un État laïque et républicain qui prend le risque de prononcer de tels mots n'aurait-il pas souffert du manque de considération qu'en retour l'Église de France semblait lui porter ? Vécue

comme une injustice, cette attitude explique sans doute pourquoi, rencontrant sur son chemin le futur Jean XXIII, Charles de Gaulle, en un effort presque désespéré, voulut sceller avec le Saint-Siège une manière de concordat. Celui-ci ne lui survivra guère mais permettra de sauver l'école chrétienne de la ruine où la IV^e République, pourtant si chère au Vatican, l'avait quasiment précipitée.

Le providentiel cardinal Roncalli

Clin d'œil du destin : sans la mauvaise volonté mise par Pie XII à reconnaître le gouvernement provisoire, son chef ne se serait sans doute jamais rapproché d'Angelo Roncalli, nommé nonce apostolique à Paris le 22 décembre 1944, en remplacement du cardinal Valerio Valeri, dont les rapports, excellents non seulement avec Vichy, mais avec l'occupant, rendaient impossible le maintien.

Issu d'une famille très modeste de métayers lombards¹⁵, celui qui n'était jusqu'alors que l'archevêque de Messembria (Bulgarie) tout en remplissant les fonctions de délégué apostolique en Grèce et en Turquie n'est pas, loin s'en faut, un favori de l'aristocratie Pie XII. Un mot courait d'ailleurs à la Curie pour résumer son choix de l'envoyer comme nonce à Paris : « Quand on ne peut utiliser un cheval, un âne peut être utile... » De fait, Angelo Roncalli a longtemps vécu éloigné du gouvernement de l'Église, qui lui reproche ses réserves concernant les accords du Latran¹⁶, et surtout sa proximité avec Mgr Radini-Tedeschi, l'ancien évêque de Bergame connu pour sa proximité avec les ouvriers agricoles, en particulier lors des grèves rurales de 1908-1909¹⁷. Voilà qui n'en fait évidemment pas un révolutionnaire mais suffit à le rendre suspect aux yeux du clergé conservateur qui se méfie de la doctrine sociale de l'Église dont de Gaulle, comme on sait, est pétri, et dont il tirera ses idées sur « la participation des travailleurs aux profits de l'entreprise », son grand dessein social en même temps, sans doute, que son plus grand passif. Les séjours de Mgr Roncalli en Bulgarie, puis en Grèce en ont fait aussi un fervent partisan du dialogue avec les orthodoxes et, par ce biais, un précurseur de l'œcuménisme, sujet

qu'il aborde pour la première fois en 1944, lors d'un sermon à Rome médiocrement apprécié.

Ce « progressisme » avant la lettre n'en fait pas pour autant un épurateur acharné et, lorsqu'il arrive à Paris le 22 décembre 1944, son rôle est, d'emblée, celui d'un pacificateur. Les démocrates-chrétiens du MRP, derrière Georges Bidault, par ailleurs ministre des Affaires étrangères, sont alors plus acharnés que les communistes à vouloir faire tomber des têtes. À de Gaulle, ils réclament rien de moins que la déposition de 30 évêques. Le Général ne veut en remplacer que trois, notoirement engagés dans la collaboration : messeigneurs Auvity (Mende), Du Bois de La Villerabel (Aix) et Dutoit (Arras). Il leur reproche notamment d'avoir condamné en chaire les jeunes Français prenant le maquis pour échapper au STO¹⁸. Pour ceux qui se sont contentés de rester silencieux, il refuse de céder à l'esprit de vengeance, afin de ne pas jeter l'opprobre sur l'ensemble de l'Église de France. Dès sa première rencontre avec le nouveau nonce, le courant passe instantanément et les deux hommes tombent d'accord pour ne pas céder aux exigences du MRP. Connu pour son humour, Mgr Roncalli dira : « Ma plume a dérapé, j'ai rayé le 0 et le 30 est devenu un 3. » Ce qui fera beaucoup rire de Gaulle... Et nettement moins Bidault, qui entendait promouvoir des candidats pour s'en faire des obligés.

En janvier 1946, le départ du Général laisse le nonce seul face au MRP, qui, n'oubliant pas l'affront qui lui a été fait, ne cesse d'intervenir auprès du Vatican pour réclamer le départ de ce prélat si indépendant. Mais curieusement, c'est en la personne de deux laïcs convaincus, le président de la République (socialiste), Vincent Auriol, et le président de l'Assemblée nationale et maire (radical) de Lyon, l'inamovible Édouard Herriot, que le futur Jean XXIII trouve ses plus fidèles soutiens. Herriot, qui est devenu son ami, dit de lui : « Si tous les évêques étaient à son image, l'anticléricalisme n'aurait jamais existé en France¹⁹ ! » Certains catholiques conservateurs, parmi ceux qu'on appellera bientôt « intégristes », car refusant les canons du concile Vatican II, tireront argument de cette amitié avec deux francs-maçons présumés pour en déduire que Roncalli... l'était aussi ! Si c'était le cas, aurait-il été si amène, à la Libération, avec certains évêques qui, eux, considéraient la maçonnerie comme le diable ? De telles accusations en disent assurément plus long sur la mentalité inquisitoriale

des détracteurs de Roncalli que sur leur cible elle-même, qui se faisait une fierté de dialoguer avec tout le monde.

Il faut dire que le physique replet de ce petit homme amateur de bons mots et de très bonne chère, fier de ses origines modestes comme d'autres de leurs quartiers de noblesse, tranche avec la morgue aristocratique de son prédécesseur Pie XII, géant étique au sourire rare et à la parole tranchante... Avant même d'être élu pape, ce juriste émérite faisait déjà la loi à la Curie, dans les deux sens du terme ; même quand il était évêque, Angelo Roncalli pouvait attendre des heures dans une antichambre avant d'être reçu par un cardinal.

Quand il le devient à son tour, en janvier 1953, juste avant de quitter Paris pour prendre ses fonctions de patriarche de Venise, c'est tout juste si cette promotion ne se retourne pas contre lui. Bête noire de beaucoup de catholiques français, Vincent Auriol a tenu à lui remettre personnellement sa barrette, un privilège de l'ancienne monarchie dont un seul président avait usé auparavant : Sadi Carnot, en 1893, pour Mgr Radini-Tedeschi, maître à penser de Roncalli, qui, déjà, plaisait aux républicains !

Mais voici qu'au printemps de 1958, de Gaulle revient au pouvoir. Le 1^{er} juin, il est investi comme président du Conseil. Et dès le 21 juin, il écrit à Pie XII pour solliciter de lui sa bénédiction :

« Très Saint-Père,

« La mission vient de m'être donnée de diriger à nouveau la France en une période grave pour son destin.

« Au moment où j'assume cette lourde responsabilité, ma pensée respectueuse se porte vers Votre Sainteté.

« En toute piété, j'appelle Son soutien spirituel sur mon action et lui demande de bénir la France. »

***Kriegspiel* au Sacré Collège**

Mais voici que, le 9 octobre suivant, Pie XII est emporté par une attaque cérébrale. Dès le lendemain, de Gaulle envoie la Caravelle présidentielle chercher en urgence l'ambassadeur de France auprès du Saint-Siège, Roland de Margerie. Objectif : examiner avec lui le profil de

chaque *papabile* et déterminer celui qui serait le plus en phase avec les intérêts du pays. Le premier souhait du Général est en effet de voir élire un pape dont « le caractère ne fût pas si intransigeant qu'il puisse conduire à des conflits avec l'Église de France²⁰ ». Et, partant, éviter un nouveau conflit entre l'Église et l'État. Et puis il y a la question sociale. Quatre ans plus tôt, Pie XII a brutalement suspendu l'expérience des prêtres-ouvriers, qu'avait pourtant encouragée Mgr Suhard, épisode qui lui a valu l'indulgence du Général malgré son passé vichyste. Attaché à la tradition historique, mais sans jamais céder à la sclérose, celui-ci ne condamne rien tant que l'immobilisme d'un certain clergé. Surtout, comme le remarque Sébastien Gué, « de Gaulle souhaite que la pensée et l'action du prochain pape ne contrarient pas les intérêts internationaux de la France²¹ ». De ce point de vue, rompre avec le pro-américanisme de Pie XII lui semble une priorité. D'emblée, de Gaulle écarte deux noms : le cardinal Ruffini, archevêque de Palerme, dont « la réputation de réactionnaire [...] est bien établie²² » et qui par ailleurs ne dissimule pas le « peu de sympathie [qu'il a] pour notre pays », et le cardinal Pizzardo, « à qui l'esprit français inspire une méfiance instinctive²³ ». Quant au cardinal Lercaro, archevêque de Bologne, qui représente l'aile gauche de la Curie, il sait qu'il n'a aucune chance de l'emporter. Margerie est donc sur la même ligne que le Général : « Le seul, c'est Roncalli ! » La réponse ne se fait pas attendre : « Alors, allez-y²⁴ ! »

Aussitôt, de Gaulle « réactive » son ami le cardinal Tisserant, seul Français du Sacré Collège favorable à la France libre pendant la guerre et qui, sur plusieurs points de doctrine, s'opposa frontalement à Pie XII²⁵. Il mobilise également Mgr Feltin, ancien archevêque de Bordeaux (l'un de ceux dont Bidault voulait la tête), devenu cardinal-archevêque de Paris, ainsi que Wladimir d'Ormesson, ambassadeur auprès du Saint-Siège jusqu'en 1956. Mais c'est son successeur, Roland de Margerie, qui est surtout à la manœuvre. Diplomate de haute tenue, c'est aussi un homme d'action qui, après avoir côtoyé de Gaulle au cabinet de Paul Reynaud en juin 1940, s'est aussitôt mis à sa disposition à Londres et lui voue, depuis, une fidélité sans faille.

Premier souci du Général : les cardinaux français, qui, après les Italiens, représentent la première force de la Curie mais connaissent peu leurs collègues étrangers, Pie XII n'ayant jamais réuni le Sacré Collège pendant

son pontificat. Or Margerie, lui, les connaît tous personnellement, sachant qui présenter à qui, quelle alliance susciter et, *a contrario*, quels impairs éviter...

Mais coaliser le « parti français » ne suffit pas : il s'active également avec succès auprès des cardinaux non italiens : espagnols, allemands et belges, en particulier. Le 16 octobre, il a également un entretien décisif avec le patriarche d'Antioche, le cardinal Tappouni, qui lui transmet textuellement ce message : « Dites au général de Gaulle que, quand il pense aux six cardinaux français, il n'oublie pas qu'il y en a un septième avec eux²⁶. »

Au début du conclave, cependant, les Français tardent à faire front. Mais quand le cardinal Ottaviani, pro-secrétaire du Saint-Office²⁷, bat le rappel en faveur du cardinal Ruffini, ils se mobilisent, comme prévu, sous l'impulsion décisive des cardinaux Feltin et Tappouni, qui, le 28 octobre, arrachent la décision en faveur de Mgr Roncalli, élu pape, au dixième tour de scrutin, sous le nom de Jean XXIII.

De Gaulle a gagné, et le nouveau souverain pontife sait ce qu'il lui doit : il le montrera par des allusions aussi discrètes que choisies quand, quelques jours plus tard, Margerie, reconduit dans ses fonctions, viendra lui présenter ses lettres de créance.

Un Concordat qui ne dit pas son nom

Huit mois plus tard, le 27 juin 1959, le Général, devenu président de la République, et Mme de Gaulle sont reçus en grande pompe au Vatican. Le premier mot du souverain pontife est pour dire au chef de l'État « combien il a été satisfait de le voir à nouveau assumer les destinées de la France, et combien il se félicite que les choses marchent bien ». Puis, après un tour d'horizon de la situation mondiale, à l'occasion duquel le pape aborde notamment le sort des Églises chrétiennes de l'autre côté du rideau de fer, on entre dans le vif du sujet : la situation de l'école libre en France.

Depuis la fin du régime de Vichy, qui avait rétabli toutes les aides d'État supprimées par la loi de séparation de 1905, le sujet est une préoccupation constante du Vatican, en même temps qu'un problème jamais

résolu. En 1944, on est en effet revenu au *statu quo ante* et l'enseignement catholique a d'autant plus souffert d'un déficit de financement que les classes nombreuses du baby-boom se sont présentées à la porte des écoles. En 1951, les lois scolaires dites Marie et Barangé²⁸ ont bien tenté d'y remédier, mais par des mesures obliques qui, non contentes d'être insuffisantes, ont relancé la guerre scolaire : leur principe était en effet d'étendre le bénéfice des bourses aux élèves du privé et d'offrir, en sus, une subvention trimestrielle à tous les parents, sans conditions de ressources. Ce qui revenait à subventionner le privé sans lui imposer, en contrepartie, la moindre obligation. C'est ce que souhaitait Pie XII. Et c'est ce que refuse de Gaulle, attaché au rôle de l'État autant qu'à la liberté scolaire.

Or, en cette année 1959, l'enseignement dans son ensemble connaît des besoins massifs d'argent en raison de la décision prise par le gouvernement Debré de repousser l'âge de la scolarité obligatoire de quatorze à seize ans. Le Général saisit donc l'occasion d'avoir en face de lui un nouveau pape moins rigide que son prédécesseur pour proposer une grande réforme qui satisfasse les intérêts des deux parties et mette fin durablement à la guerre scolaire : les écoles religieuses bénéficieront des mêmes moyens publics que les écoles laïques, mais à la condition de souscrire un contrat avec l'État, qui gardera la haute main sur les programmes, sans interférer sur l'enseignement purement religieux. Quant aux écoles hors contrat, elles seront libres de suivre les programmes de leur choix mais devront s'autofinancer.

Ce sera le principe de la loi Debré du 31 décembre 1959, négociée directement avec le Saint-Siège par l'intermédiaire d'un ami personnel du Premier ministre et de son garde des Sceaux, Jean Foyer, tous deux fervents catholiques : Mgr Julien Gouet, évêque du Mans en même temps que directeur du Secrétariat général de l'épiscopat français. Un diplomate accompli que le cardinal Etchegaray, dans ses Mémoires, décrit comme un « prélat aux pas feutrés et aux mots voilés qui cultivait une classe politique soucieuse de rendre cordiale la séparation de l'Église et de l'État, notamment en pleine bataille scolaire²⁹ ».

Mgr Gouet joue un rôle non moins décisif en obtenant du gouvernement, en 1961, la création du CNCE (Comité national des constructions d'églises), qui, au sein de l'épiscopat, négocie avec les banques, et notamment la Caisse des dépôts, des conditions de prêt

avantageuses. Dans cette lignée, le Conseil d'État institue, l'année suivante, la déductibilité fiscale des dons affectés à la construction ou à l'entretien des édifices culturels ouverts au public.

À ce concordat qui ne dit pas son nom, mais n'échappe pas aux ultralaïcistes, pas plus qu'aux traditionalistes catholiques nostalgiques de l'ère Pie XII, s'ajoute une solide convergence entre Jean XXIII et de Gaulle dans l'ordre de la politique étrangère.

C'est ainsi, écrit Sébastien Gué, que « la France et le Saint-Siège ouvrent progressivement, au cours des années 1960, la voie à un dialogue avec la Russie soviétique. De Gaulle refuse d'être prisonnier du système des blocs ; quant à Jean XXIII, il rompt avec les condamnations systématiques, préférant la discussion – approche nouvelle symbolisée par l'audience privée qu'il accorde à la fille et au gendre de Khrouchtchev le 9 mars 1963. Cette convergence de vues engendre des échanges d'avis mais aussi d'informations³⁰ ».

Quand Jean XXIII s'éteint, le 3 juin 1963, des suites d'un cancer, c'est peu dire que ses quatre années d'entente avec de Gaulle auront profondément renouvelé les relations entre la France et le Saint-Siège, entraînant ce que l'historien Jean-Pierre Moisset définit comme une « inflexion de la laïcité républicaine³¹ ». L'Église de France fut-elle pour autant reconnaissante à de Gaulle d'avoir sauvé l'enseignement catholique et réintroduit, par le biais fiscal, ce que la République anticléricale avait dénié aux cultes, à savoir leur rôle social ?

Rien n'est moins sûr, comme en témoigne le malaise qui saisit Michel Debré quand, le 12 novembre 1970, il assiste à la messe de requiem donnée en mémoire du Général, mort trois jours plus tôt. Alors que tout ce qui compte dans le monde a fait le déplacement à Notre-Dame de Paris, que beaucoup d'officiels de second rang n'ont pu prendre place sous la nef, et qu'une foule immense a envahi l'île de la Cité, il constate, stupéfait, que les stalles entourant l'autel sont loin d'être garnies.

« Où sont les cardinaux et évêques de France ? Quelques chanoines, et à l'extrémité, tassé dans sa robe rouge, le cardinal Feltin... Le Général ne fut-il pas un chef catholique comme il n'y en eut pas depuis des générations ? Il n'a jamais manqué une messe du dimanche, à l'Élysée, à Colombey, à Rome, à Moscou ! Surtout, il fut de Gaulle ! Personnage unique dans l'histoire moderne, qui n'a pas seulement marqué les Français, mais tous

ses contemporains et leurs enfants, et les enfants de leurs enfants ! [...] Ah ! J'ai eu honte et, par la suite, chaque fois que ma pensée est revenue sur ces jours de deuil, ma honte était plus forte³². »

8

Houphouët-Boigny ou la « Françafrique »

C'est lui qui, dit-on, inventa le mot « Françafrique » alors qu'il fut, jusqu'à quarante-cinq ans passés, un farouche contempteur du colonialisme. Lui aussi qui, parvenu au pouvoir en Côte d'Ivoire, devint l'un des principaux môles de résistance à la pénétration soviétique sur le continent noir, alors qu'il avait été... député apparenté communiste à l'Assemblée nationale française ! Et si cet « homme de paix » protégea son pays d'une guerre civile devenue endémique sous ses successeurs, c'est qu'il n'hésita pas à exterminer préventivement ceux qui risquaient de contester son pouvoir¹... Non sans s'enrichir comme aucun chef d'État africain n'osa le faire après lui, y compris les plus décomplexés, puisque la fortune qu'il légua à ses enfants est évaluée entre 7 et 11 milliards de dollars² ! C'est lui pourtant, et non Léopold Sédar Senghor, le président-poète, inventeur et théoricien de la « francophonie³ », maître non moins incontesté du Sénégal de 1960 à 1980, qui passe pour le « sage » de l'Afrique, comme si, par ce duel posthume, la riche Côte d'Ivoire, fleuron de l'ancienne Afrique-Occidentale française (AOF), devait l'emporter éternellement sur ce voisin qui fut pourtant la toute première colonie africaine de la France⁴.

Sous le signe du bélier

Même si ce n'est pas Charles de Gaulle, mais François Mitterrand, qui fit de Félix Houphouët-Boigny, dès les années 1950, l'ami numéro un de la France en Afrique, ses rapports avec le premier président de la V^e République furent cependant décisifs pour son pays en même temps que pour notre influence sur le continent noir tout au long de la seconde moitié du xx^e siècle. Contrairement à Félix Éboué, Guyanais devenu gouverneur du Tchad et rallié à de Gaulle depuis juin 1940, Houphouët n'a pourtant participé en rien à l'épopée de la France libre. Né dans les premières années du xx^e siècle⁵, à N'Gokro (aujourd'hui Yamoussoukro), il est le fils d'un chef de village issu d'une lignée royale baoulée. Houphouët est le nom de sa famille, et Boigny son surnom, qui signifie « bélier ». Ils seront accolés ultérieurement, après que, converti et baptisé, le jeune Houphouët eut troqué Dia, son prénom de naissance, contre Félix. Bon élève, le voici bientôt bachelier et, après l'École normale, instituteur. Mais Félix veut devenir médecin et réussit, en 1921, le concours de l'École de médecine de l'AOF⁶, dont il sort major en 1925. Mais ces études de quatre ans réservées aux étudiants noirs dispensent un enseignement au rabais qui ne donne accès qu'au poste de médecin auxiliaire, sous l'autorité d'un Blanc. Première injustice, première révolte : versé à l'hôpital d'Abidjan, il fonde une association de médecins indigènes exigeant une égalité de formation. Malgré une mutation punitive à Guiglo, ses compétences, acquises sur le tas, sont reconnues puisqu'il décroche, en 1929, un poste jusqu'alors réservé aux Blancs, à l'hôpital d'Abengourou. Mais cette reconnaissance ne lui suffit pas : il entend faire fructifier les terres héritées de son père en ne s'en tenant pas à la culture traditionnelle du cacao. Ayant implanté avec succès le caoutchouc et le café, il devient, à la veille de la guerre, l'un des principaux planteurs du pays.

Abandonnant la médecine, il se lance alors dans l'action syndicale en faveur des planteurs ivoiriens qu'il estime spoliés par les grands négociants français. Son autre cheval de bataille est l'abolition du travail forcé, l'un des moteurs les plus puissants de l'anticolonialisme africain puisqu'il concerne tous les indigènes, dès leur naissance, sans rapport avec une quelconque sanction judiciaire ! La III^e République comme Vichy l'ont

utilisé massivement. En dehors des communistes, seules de rares voix de la France libre, dont celle de la grande Simone Weil, s'élèvent contre cette pratique, assimilée à une « déportation ».

Du « Lénine africain »...

Mais voici de Gaulle à la tête du Gouvernement provisoire. Dans la foulée de son discours de Brazzaville⁷, il édicte une réforme fondamentale : en vue de l'élection d'octobre 1945 à l'Assemblée constituante, un collège indigène est créé qui y enverra siéger ses députés. Soutenu par le Syndicat agricole africain (SAA), qu'il a fondé l'année précédente, Houphouët-Boigny est élu au deuxième tour de scrutin avec le soutien de l'Union progressiste, une excroissance du parti communiste.

Le 11 avril 1946, il remporte son premier succès : le vote à une courte majorité de sa proposition de loi portant suppression « immédiate » du travail forcé dans les colonies françaises. À cette occasion, les députés français découvrent un orateur d'exception :

« Il faut avoir vu ces travailleurs usés, squelettiques, couverts de plaies, dans les ambulances ou sur les chantiers ; il faut avoir vu ces milliers d'hommes rassemblés pour le recrutement, tremblant de tout leur corps au passage du médecin chargé de la visite ; il faut avoir assisté à ces fuites éperdues [...] vers la brousse ; [...] il faut avoir vu ces théories d'hommes, de femmes, de filles, défiler silencieusement, le front plissé, le long des chemins qui mènent au chantier. [...] L'indigène ne peut plus comprendre ni admettre ce servage, cent cinquante ans après la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et cent ans après l'abolition de l'esclavage. »

Ce discours marque le début de la notoriété en France de Félix Houphouët-Boigny et, en Côte d'Ivoire, d'une exceptionnelle popularité. Sur les écrans des actualités cinématographiques hebdomadaires comme sur ceux de la télévision naissante, le public découvre cet Africain tiré à quatre épingles dont les costumes issus des meilleurs tailleurs parisiens tranchent avec l'image subliminale des chefs coutumiers imposée par les expositions coloniales d'avant guerre. Sa seconde épouse, Marie-Thérèse Brou, une métisse franco-ivoirienne que la presse française surnommait bientôt « la

Jackie Kennedy ivoirienne » (et celle d'outre-Atlantique *African Jackie*), jouera un rôle majeur dans la construction de son image.

Le 27 octobre 1945, la Constitution de la IV^e République a été adoptée et la création de l'Union française, qui se substitue à l'empire, comble le chef politique ivoirien : après le travail forcé, c'est l'indigénat qui se voit aboli. Mais l'égalité civile est loin d'être assurée : non seulement deux collèges électoraux demeurent en vigueur, mais la loi de la République n'est étendue à l'outre-mer que sous le régime du décret. Ce qui signifie, au terme de l'article 72 de la Constitution, qu'elle « n'est applicable que par disposition expresse » !

Si, pour Houphouët, l'indépendance est le but à atteindre, au moins faut-il, en attendant, obtenir une véritable égalité civile dans le cadre des institutions françaises. C'est dans ce but qu'en avril 1946 il transforme le SAA en véritable parti politique, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) et aussitôt après le Rassemblement démocratique africain (RDA), qui entend fédérer les mouvements favorables à l'indépendance issus non seulement des colonies françaises, mais aussi britanniques et belges. En fait, seuls des groupements politiques issus des territoires français s'y associeront⁸.

Pour le leader ivoirien, le RDA constitue cependant un formidable relais d'influence panafricain et, au Parlement français, une authentique force de frappe. Le règlement de l'Assemblée nationale interdit-il aux députés issus de l'Union française de former un groupe ? Qu'à cela ne tienne, Houphouët demande à tous ceux qui ont été élus sous l'étiquette d'un parti appartenant au RDA de s'apparenter au groupe communiste, le seul ouvertement anticolonialiste ! Il y gagne un surnom : le « Lénine africain ». Un Lénine, cependant, qui aurait laissé au vestiaire son « couteau entre les dents », comme en témoigne la profession de foi du député Houphouët-Boigny :

« J'aime la France à laquelle je dois tout. J'aime la Côte d'Ivoire, partie intégrante du grand Empire français. C'est à seule fin de servir la plus grande France, la France de 130 millions d'habitants, une et indivisible, que je brigue vos suffrages⁹. »◆

... Au cacique de la IV^e

Mais au printemps de 1947, coup de théâtre : les ministres communistes sont chassés du gouvernement et des grèves insurrectionnelles paralysent le pays, écho intérieur de la guerre froide entre Occidentaux et Soviétiques. Conscient du danger que court son mouvement s'il maintient son alliance avec les communistes dans un tel contexte, Houphouët déploie alors tout son talent pour s'en dégager en douceur. Il fait passer discrètement au président du Conseil Henri Queuille puis à ses successeurs Georges Bidault et René Pleven des messages sans ambiguïté : qu'on lui accorde davantage de considération au Parlement et il cessera d'être un « compagnon de route » du PCF. Ministre de l'Outre-mer dans le premier gouvernement Pleven (juillet 1950-février 1951), François Mitterrand devient « l'officier traitant » de cet indépendantiste si conciliant. Et aux législatives de 1951, Houphouët s'allie avec l'UDSR¹⁰ que préside ce dernier. Bien lui en prend : il est le seul député RDA à être réélu en Côte d'Ivoire !

Dénoncé comme traître par les communistes, il n'en est que plus à l'aise pour entamer en France métropolitaine sa fulgurante ascension politique : de président de la commission des lois, en 1951, il devient, en 1956, ministre délégué à la présidence du Conseil dans le gouvernement de Guy Mollet, puis ministre de la Santé publique dans celui de Félix Gaillard (1957) avant d'atteindre le sommet du *cursus honorum* sous la IV^e République : ministre d'État dans les gouvernements de Maurice Bourgès-Maunoury (juin-novembre 1957) puis de Pierre Pflimlin (13-28 mai 1958). Parallèlement, il concentre en Côte d'Ivoire même tous les leviers de pouvoir concédés aux territoires de l'Union française par la loi-cadre Defferre de 1956¹¹ : comme il est président de l'Assemblée territoriale et maire d'Abidjan, aucune décision importante n'est prise par Paris sans le consulter. Il faut dire qu'en quelques années, son indépendantisme s'est mué en simple désir d'autonomie. Quand, en 1957, le Premier ministre du Ghana, Kwame Nkrumah, qui dans deux ans s'émancipera de la tutelle britannique, profite d'un voyage en Côte-d'Ivoire pour en appeler à l'indépendance de toutes les colonies africaines, Houphouët lui rétorque :

« Votre expérience est fort séduisante... Mais en raison des rapports humains qu'entretiennent entre eux Français et Africains et compte tenu de l'impératif du siècle, l'interdépendance des peuples, nous avons estimé qu'il était peut-être plus intéressant de tenter une expérience différente de la vôtre et unique en son genre, celle d'une communauté franco-africaine à base d'égalité et de fraternité¹². »

Un parrain nommé Foccart

C'est que, déjà, un homme a remplacé François Mitterrand comme « parrain » d'Houphouët-Boigny dans la politique française : le sulfureux Jacques Foccart, l'homme des réseaux gaullistes clandestins qui travaille dans l'ombre à abattre la IV^e République et à préparer le retour de l'homme du 18 Juin. Né en 1913 dans la Mayenne, celui qui deviendra bientôt le légendaire « Monsieur Afrique » du général de Gaulle puis de Georges Pompidou¹³ – et sous le premier, au moins, le véritable chef des services secrets français – était, avant la guerre, un homme d'affaires richissime, spécialisé dans l'import-export, notamment avec l'Afrique qu'il a sillonnée en tous sens et connaît comme sa poche. Quand a-t-il rencontré Houphouët ? Officiellement en 1953, lors d'un voyage en Afrique avec de Gaulle. Mais certains pensent que les deux hommes se sont connus dès 1945 quand, prenant de l'ampleur, les affaires de Foccart se sont étendues au sud de la Méditerranée.

Ancien résistant, il fut, dès 1942, l'un des principaux correspondants du BCRA en France occupée, multipliant les opérations risquées avec un courage impressionnant. Mais tout en continuant à s'enrichir, y compris en profitant des opportunités offertes par l'époque, ce qui expliquerait peut-être que le Général ne fit jamais de lui un Compagnon de la Libération. Certains le soupçonnent par exemple d'avoir vendu des millions de tonnes de bois à l'organisation Todt, aux fins de réaliser les coffrages du mur de l'Atlantique. Seule chose certaine : en organisant parallèlement le plan Tortue – des centaines d'attentats destinés, en juin et juillet 1944, à freiner l'acheminement des approvisionnements allemands vers le front de Normandie –, il a joué un rôle décisif dans le succès du Débarquement...

En 1947, le voici aux côtés de De Gaulle lors du lancement du RPF, dont il est non seulement l'un des trésoriers occultes, mais aussi le pourvoyeur en chef du service d'ordre qui, outre la sécurité de ses meetings, joue le rôle d'un service de renseignements parallèle. Si ses cadres, comme le colonel Rémy ou Dominique Ponchardier – l'auteur de la « série noire » des *Gorilles*, sous le pseudonyme d'Antoine Dominique –, proviennent en effet essentiellement du BCRA (qui, à la Libération, a vu beaucoup des siens intégrer le SDECE¹⁴ et la DST¹⁵), ses troupes sont issues de tous les « milieux ». Y compris celui qui s'écrit avec un grand M. C'est à partir de cette expérience qu'en 1958 Foccart crée le SAC (pour Service d'action civique), étrange organisation de combat clandestine où se côtoient d'authentiques résistants, des militants vouant au Général une fidélité presque mystique, et des reîtres et barbouzes de tous bords, issus du milieu ou rescapés de la collaboration...

La Communauté, antichambre de la « Françafrique »

Sulfureux ou pas, l'homme des coups tordus du gaullisme partage avec son chef la même vision géopolitique : conscient que la décolonisation est inéluctable, il tient pour indispensable de conserver à la France un périmètre d'influence africain permettant de tenir à distance Soviétiques et Américains de terres dont les immenses ressources excitent leurs convoitises... Mais pour que ce plan fonctionne, il convient, avant de donner l'indépendance aux pays de l'Union française, d'en remanier profondément la structure. C'est la mission qu'à peine revenu au pouvoir de Gaulle confie à Foccart... Et à Houphouët, lequel est nommé membre du Comité consultatif constitutionnel, plus particulièrement chargé d'imaginer les contours de la Communauté qui se substituera à l'Union française.

Depuis l'aube de la colonisation, les Français, comme d'ailleurs les Britanniques, n'avaient nullement tenu compte, en effet, des frontières ethniques héritées de l'Histoire, préférant, dans l'optique classique de diviser pour mieux régner, créer des entités artificielles correspondant au seul intérêt des Européens. Imposant la monoculture, ils avaient en outre rompu le lien entre bassins de population et activités vivrières

traditionnelles, accentuant les disparités entre zones riches et zones pauvres, les secondes devenant dépendantes des premières, situation inconnue dans l'Afrique précoloniale. C'est ainsi que, dans le cadre de l'AOF, la Côte d'Ivoire était la « vache à lait » de la Haute-Volta (aujourd'hui le Burkina Faso), du Sénégal, de la Mauritanie et du Dahomey (devenu le Bénin) et que, dans celui de l'AEF, le Gabon nourrissait largement le Tchad.

Faire éclater ces deux fédérations artificielles au profit d'ensembles nationaux conformes aux identités coutumières est donc la priorité de De Gaulle avant que ne soient effectives les indépendances africaines. Faute de quoi, pense-t-il – et Foccart avec lui –, non seulement les riches, aussitôt la France partie, feront sécession pour éviter d'aider les pauvres, mais les deux Grands ne manqueront pas d'entrer dans la danse en s'immisçant dans les conflits de bornage qui s'ensuivront. D'où le pari de la Communauté, conçue à la fois comme une garantie de stabilité et un cadre de coopération entre la France et les futurs États africains – en particulier les plus pauvres – qu'elle aidera directement à se développer.

Dans cette optique, Houphouët, qui milite pour la fin de l'AOF, va jouer un rôle décisif, comme, au Gabon, Léon Mba¹⁶. En face d'eux campe le Sénégalais Léopold Sédar Senghor, dont le pays bénéficiait, au sein de l'AOF, de la prospérité ivoirienne et défendait l'idée d'une indépendance du territoire tout entier, maintenu sous forme de confédération... Mais comme Senghor, normalien et agrégé de lettres classiques¹⁷, est un camarade de khâgne de Georges Pompidou, alors directeur de cabinet du Général, ce dernier trouve les arguments qu'il faut pour le convaincre d'abandonner son hostilité au projet de confédération.

Le 28 septembre 1958, les anciennes colonies françaises approuvent la Constitution de la V^e République en même temps que la création de la Communauté, instituée par son titre XII. Seule la Guinée vote massivement « non ». Et comme prévu, la Côte d'Ivoire bat tous les records avec 99,9 % de « oui », suivie de près par le Sénégal avec 97,5 %. Les moins enthousiastes sont les Polynésiens, avec « seulement » 64,4 % de « oui »... Cet incroyable succès, de Gaulle sait qu'il le doit à l'influence d'Houphouët, auquel il rend hommage, dans ses *Mémoires d'espoir*, en des termes laudateurs qu'il n'applique à aucun autre leader africain : « Dirigeant politique de premier ordre, de plain-pied avec toutes les questions qui concernent non seulement son pays, mais aussi l'Afrique et le

monde entier, ayant chez lui une autorité exceptionnelle et, au-dehors, une indiscutable influence et les employant à servir la cause de la raison. »

La Côte d'Ivoire, vaisseau amiral du « pré carré » français

La « Françafrique » est virtuellement née ; elle ne deviendra effective qu'en 1960, quand les 12 pays qui la composent¹⁸ feront, comme de Gaulle l'avait prévu, usage de l'article 86 de la Constitution pour réclamer leur indépendance. Deux ans après avoir été créée, la Communauté est *ipso facto* caduque, mais son esprit s'impose, à défaut de la lettre : celui d'un ensemble structurellement rattaché à l'ancienne métropole par une monnaie émise par la Banque de France – le franc dit CFA¹⁹ – et des accords de coopération érigeant l'armée française en unique garante de la sécurité intérieure et extérieure desdits pays.

Ce principe, les nouveaux États africains le doivent aussi à Houphouët-Boigny, qui, en renonçant au principe d'un instrument de défense autonome, voulait avant tout conjurer la tentation putschiste. De fait, son pouvoir restera indiscuté jusqu'à sa mort, en 1993. Mais la présence de troupes françaises stationnées en permanence en Côte d'Ivoire n'explique pas tout : Houphouët, qui, dans le contexte international, passe pour un modéré, appliqué à tenir son pays à distance des ambitions américaines et soviétiques, gouverne comme un semi-dictateur. La Constitution de son pays, qu'il prétend inspirée de celle de la V^e République – mais qui ignore le multipartisme –, vaut plus par les pouvoirs spéciaux qu'elle lui confère (comme si l'article 16 avait vocation à être utilisé de manière permanente !) que par les libertés publiques qu'elle prétend assurer. En outre, le nouveau président, à peine installé au pouvoir, voit des complots partout. Et quand ils n'existent pas, il en invente, pour solliciter – et obtenir – l'aide de la France. Comme en janvier 1963, quand il fait arrêter trois de ses ministres, sept députés et 129 militants de son propre parti sous le prétexte qu'ils seraient des agents communistes... Et accessoirement des sorciers !

Pour autant, l'opinion lui passe tout, et la France avec elle, car, sous son autorité, la Côte d'Ivoire devient l'État le plus prospère, donc le plus stable

d'Afrique, et pas seulement grâce aux crédits de coopération versés par l'ancienne métropole. Ne se contentant pas d'attirer les investisseurs étrangers, Houphouët met au point un système original les obligeant à réinvestir sur place une partie de leurs bénéfices. Même si le cacao reste le produit d'exportation principal, il s'efforce aussi de diversifier l'agriculture (banane, ananas, coton) et, contrairement à la plupart de ses voisins, de tendre vers l'autosuffisance. Surtout, celui qu'on commence à appeler le « sage » de l'Afrique met au point un système d'éducation et de formation unique sur le continent noir : l'alphabétisation fait des progrès foudroyants, passant de 20 % à près de 60 % au début des années 1970, de même que la scolarisation, qui touche bientôt 80 % des moins de douze ans. Cet effort, la Côte d'Ivoire ne le doit qu'à elle-même, même si l'enseignement est dispensé en français... Et que les allocutions et autres conférences de presse du général de Gaulle sont diffusées à la radio et à la télévision locales comme s'il s'agissait du chef de l'État ivoirien lui-même !

Il faut dire que, de son côté, Houphouët, ancien ministre de la IV^e puis de la V^e République, est comme chez lui à Paris, où il vit officiellement plusieurs semaines par an²⁰ (la réalité étant sans doute plus proche de plusieurs mois)... Mais aussi à l'Élysée. Pressé par Foccart, de Gaulle peut le recevoir plusieurs fois dans la même semaine. Et quand l'Ivoirien rentre à Abidjan, il y retrouve son principal conseiller, véritable maire du palais investi de tous les pouvoirs en son absence : Jean Mauriceau-Beaupré, homme lige à la fois de Michel Debré et de Foccart, qui en a fait son proconsul auprès d'Houphouët. Ancien de la France libre et du BCRA, « JMB », comme on le surnomme au SDECE, surveille en effet, depuis Abidjan et en liaison permanente avec Maurice Robert, patron du service Afrique, tout ce qui pourrait déstabiliser le « pré carré » français. Et c'est depuis la Côte d'Ivoire que s'organisent les contre-offensives destinées à contenir les trouble-fêtes. Deux exemples : le Congo en 1960 et le Nigeria en 1967. Dans le premier cas, Houphouët soutient la sécession du Katanga proclamée par Moïse Tschombé afin d'affaiblir le Congo de Patrice Lumumba, soupçonné de sympathies communistes. Dans le second, c'est contre une plaque tournante de l'influence américaine que la Côte d'Ivoire bat le rappel, en alimentant en armes françaises la sécession du Biafra...

Dépositaire de l'héritage africain du Général

Mais voici l'année 1969 et, le 27 avril, la démission du Général, au terme de son référendum sur la régionalisation. Propulsé chef de l'État par intérim, le président du Sénat, Alain Poher, atlantiste convaincu et ennemi déclaré de la « Françafrique », prend alors la seule décision importante de son mandat de sept semaines : le 2 mai, soit cinq jours après son entrée en fonction, il convoque Jacques Foccart à l'Élysée pour lui signifier son congé. Puis, le 13 mai, il se déclare candidat à la succession du Général contre Georges Pompidou.

À Abidjan, c'est la consternation. D'autant que Poher a fait de la dénonciation de l'influence française en Afrique l'un de ses trois chevaux de bataille, avec la force de frappe, qu'il dénonce, et l'OTAN, qu'il promet de réintégrer aussitôt élu. En un mot comme en cent, son programme n'est rien d'autre que la fin du gaullisme. Plusieurs fois, Félix Houphouët-Boigny décroche son téléphone pour tenter de joindre Poher, mais celui-ci ne daigne pas même lui parler ! Alors il propose de venir le voir. Mais le président par intérim fait répondre qu'il le recevra une fois élu... Qualifié au second tour face à Pompidou, il attaque frontalement l'ancien Premier ministre lors de leur débat du 6 juin à Europe n° 1 : « Il faut en finir avec la diplomatie parallèle, les réseaux clandestins. » Et voici que, contre toute attente, Pompidou lui répond : « Je vous donne ma parole que je supprimerai tout cela ! »

Cette fois, c'en est trop. Alors que Pompidou, élu le 15 juin, n'a donné aucun signe de vie à Foccart, Houphouët débarque à Paris et invite le nouveau président à un dîner « privé ». Le 24 juin, celui-ci se retrouve entouré – encerclé ? – par Houphouët, Debré et Foccart, mais aussi par deux représentants de la garde rapprochée de l'homme de Colombey : Maurice Schumann, l'ancien porte-parole de la France libre, et Bernard Tricot, dernier secrétaire général de l'Élysée du Général. Affirmant parler au nom de ce dernier, Debré et Tricot exigent le rappel de leur ami. Cet argument suffit-il ? Celui-là ou d'autres vont se révéler convaincants. Le 26 juin, le *Journal officiel* publie le décret réintégrant Jacques Foccart dans les fonctions qu'il exerçait.

L'Ivoirien a gagné : lui vivant, la « Françafrique » ne changera pas de visage, même quand Valéry Giscard d'Estaing, élu en 1974, obtiendra d'Houphouët-Boigny de remplacer Foccart... par son fidèle adjoint, René Journiac. Et quand ce même Houphouët disparaîtra, en 1993, il aura encore auprès de lui son inamovible ami gaulliste, Jacques Mauricheau-Baupré, depuis longtemps à la retraite du SDECE, mais devenu son principal conseiller !

9

Kennedy, « son histoire, c'est la mienne »...

Il est près de 20 heures quand, ce vendredi 22 novembre 1963, le général de Gaulle, comme chaque soir, éteint lui-même la lumière de son bureau, et se dirige vers l'ascenseur qui mène à ses appartements privés de l'Élysée. Il n'a pas fait trois pas que surgit le secrétaire général de la présidence, Étienne Burin des Roziers, impassible comme à son habitude, mais d'une pâleur qu'ont aussitôt remarquée les huissiers. « On a tiré sur le président Kennedy ! »

Non moins impassible mais tout aussi livide, de Gaulle tourne les talons et s'enferme avec ses plus proches conseillers. À 20 h 30 (13 h 30 heure de Dallas), la nouvelle du décès est officielle, que le journal télévisé du soir a tout juste le temps de répercuter. Sans attendre, le Général dicte alors ce communiqué : « Le président Kennedy est mort comme un soldat, sous le feu, pour son devoir et au service de son pays. Au nom du peuple français, ami de toujours du peuple américain, je salue ce grand exemple et cette grande mémoire. »

Puis il prend deux décisions qui stupéfient son entourage, vu la fraîcheur des relations franco-américaines d'alors : il se rendra personnellement aux obsèques de John Kennedy et, d'ici là, les drapeaux seront mis en berne sur tous les édifices publics français. Hommage

exceptionnel : le protocole de l'époque prévoit en effet que ce signe de deuil ne soit arboré que le jour de l'enterrement. Or il le sera quatre jours durant, du 22 novembre à 22 heures jusqu'au 26 à minuit.

Une rencontre sous le signe de l'étonnement

Que s'est-il donc passé entre le président américain et le président français qui puisse justifier une telle reconnaissance posthume du second ? Depuis l'arrivée de Kennedy à la Maison-Blanche, mille jours plus tôt, le différend transatlantique ouvert par la décision du Général de prendre ses distances avec l'OTAN¹ puis de se doter d'une dissuasion nucléaire indépendante ne s'est pas atténué, loin de là. On l'a constaté quand, voilà tout juste cinq semaines, les Américains ont poussé vers la sortie le chancelier Adenauer, coupable de se rallier aux vues gaulliennes sur l'Europe²...

C'est que la rencontre de Gaulle-Kennedy a, d'un bout à l'autre, démenti tous les pronostics. Elle aurait pu débiter sous les meilleurs auspices, et a accouché d'un désaccord de fond ; ce désaccord aurait pu déboucher sur une rupture et il s'est transformé en un dialogue inattendu quand la guerre froide a atteint son paroxysme ; enfin, l'assassinat du président américain est intervenu à un moment où, sous les apparences d'une politique américaine inchangée, se dessinait l'espoir d'une stupéfiante réconciliation que Johnson, le successeur de Kennedy, s'appliquera à empêcher.

Entre l'homme du 18 Juin et le candidat démocrate entré à la Maison-Blanche le 20 janvier 1961, le fait est que les choses auraient pu mieux commencer. Entre eux, aucun contentieux originel, comme l'avait été la bienveillance persistante de Roosevelt envers Pétain et sa tentative de placer la France libérée des Allemands sous administration militaire américaine ; aucune incompatibilité culturelle, comme cela fut le cas entre de Gaulle et Truman³, fils d'un marchand de bétail presbytérien aussi ignorant des réalités européennes que pétri des principes abstraits du messianisme yankee... Mieux : en dépit de leurs vingt-sept ans d'écart, le jeune président américain (catholique) et le fondateur de la nouvelle

République française témoignent d'une volonté identique de rénovation. Lutte contre la ségrégation raciale et les inégalités sociales pour l'un, renouveau institutionnel et désengagement colonial pour l'autre ; ambitions économiques parallèles dans leur ampleur à défaut d'être convergentes quant aux moyens (la revendication du libre-échange, encore et toujours, s'agissant des Américains ; un mélange inédit de planification et de laisser-faire, à rebours des partis pris idéologiques, dans le cas de la France gaulliste) ; résolution prise, chacun dans un contexte différent, de briser les féodalités susceptibles de s'opposer à leur grand dessein, fût-ce en s'attirant des ennemis inexpiables. Bref, entre la « nouvelle frontière » de l'Américain et la « résurrection » appelée de ses vœux par le Français, il existait à coup sûr plus d'un point commun.

À peine nommé, Kennedy surprend tout le monde en réservant à de Gaulle sa première visite à l'étranger, fin mai-début juin 1961. Et fait enrager la CIA quand il proclame à la télévision : « J'ai trouvé dans le général de Gaulle un conseiller avisé pour l'avenir et un guide éclairé pour l'histoire qu'il a contribué à faire⁴. » Simple habileté tactique visant à amadouer l'ombrageux allié français ? Sans doute, mais pas seulement, comme en témoigne le contenu des conversations de Paris qui démontrent l'intérêt poussé de Kennedy pour l'expérience qu'a pu accumuler le fondateur de la V^e République en fait de relations internationales. Le président des États-Unis, qui après Paris doit s'envoler pour Vienne afin d'y rencontrer Khrouchtchev à la conférence sur le désarmement nucléaire, presse en effet de Gaulle de questions sur la psychologie des dirigeants soviétiques, mais aussi sur celle de ses propres prédécesseurs, Roosevelt, Truman et Eisenhower, sans oublier Churchill avec lequel le père du président, Joseph Kennedy, ambassadeur à Londres entre 1938 et 1940 et partisan d'une politique d'apaisement avec l'Allemagne, avait entretenu des rapports houleux... Nul doute qu'en cette occasion, JFK prend une leçon de leadership auprès du dernier vainqueur de la Seconde Guerre mondiale encore au pouvoir, et ne cherche nullement à s'en cacher. Quant au Général, il décrira son hôte comme un personnage de haute valeur « sur le point de prendre son essor pour monter haut, comme un oiseau de grande envergure bat des ailes à l'appel des cimes⁵ »... En même temps, il décèle immédiatement ses forces et ses handicaps :

« Mis à la tête d'un pays colossal, mais dont les problèmes intérieurs sont graves ; enclin à agir vite et fort, mais aux prises avec la lourde machine des pouvoirs et des services fédéraux ; entrant en scène dans un univers où s'étalent la puissance et la gloire américaines, mais dont toutes les plaies suppurent et où se dresse, à l'opposé, un bloc hostile et monolithique ; trouvant, pour jouer la partie, le crédit ouvert à sa jeunesse, mais aussi les doutes qui entourent un novice, le nouveau Président, en dépit de tant d'obstacles, est résolu à faire carrière au service de la liberté, de la justice et du progrès... John Kennedy en avait les moyens et, sans le crime qui le tua, il aurait pu avoir le temps d'imprimer sa marque à l'époque⁶. »

Séduit par JFK, mais aussi par le couple qu'il forme avec son épouse Jacqueline, qu'il juge « brillante et cultivée », le Général fait tout pour que leur visite à Paris soit un succès populaire. De fait, les foules sont au rendez-vous, et rien n'est négligé pour embellir leur séjour : visites privées du Louvre et de la Malmaison pour « Jackie », avec comme guide André Malraux en personne ; soirée à l'Opéra et dîner de gala dans la galerie des Glaces du château de Versailles... En retour, le président américain achève de conquérir les médias par son célèbre numéro de charme devant 500 journalistes : « Je me présente : je suis le type qui accompagne Jackie Kennedy »...

Choc frontal sur le dossier nucléaire

Pour autant, l'admiration réciproque n'exclut pas la confrontation qui intervient, comme c'était prévisible, sur le dossier nucléaire. Pas plus que son prédécesseur Eisenhower, Kennedy ne veut du directoire à trois que réclame de Gaulle à la tête de l'OTAN. Et tout comme « Ike », il tente de le convaincre – en vain – que la France n'a nul besoin de se doter d'armes nucléaires indépendantes puisque les États-Unis sont là pour défendre l'Europe...

Chez Kennedy, pourtant, cet acharnement à dénier aux alliés de l'Amérique tout droit d'assurer par eux-mêmes leur sécurité est moins le fruit d'une classique volonté de puissance que d'une aversion sincère pour

l'atome militaire, dont il vit la réalité comme un drame et la dissémination comme une promesse d'apocalypse. Un détonateur potentiel pouvant entraîner les supergrands dans un conflit qu'ils n'auraient pas souhaité, un peu comme l'attentat de Sarajevo avait, par le jeu des alliances, déclenché la Première Guerre mondiale... À ceci près que, cette fois, ce serait la dernière !

En outre, le Pentagone, *via* le secrétaire à la Défense, Robert McNamara, a habilement utilisé cette phobie du Président en le persuadant de l'existence – que rien n'est venu confirmer, bien au contraire – d'un *missile gap* (« fossé nucléaire ») entre les États-Unis et l'Union soviétique... au profit des Russes. D'où l'incroyable paradoxe de l'ère Kennedy qui voit un président anti-nucléaire accroître l'arsenal américain pour rattraper le retard présumé de son pays tout en initiant un authentique processus de désarmement qui aboutira au traité d'interdiction des essais nucléaires du 5 août 1963, signé par les États-Unis, l'URSS et la Grande-Bretagne ! Surtout, Kennedy s'est laissé convaincre par ce même McNamara et le général Maxwell Taylor⁷ qu'il serait suicidaire pour les États-Unis d'utiliser l'arme atomique autrement que pour assurer leur « survie nationale ».

D'où le postulat de De Gaulle, inverse de celui de Kennedy : ce n'est pas l'accession d'autres États à la dissuasion nucléaire qui menace la paix, mais bien la « double hégémonie convenue » de l'Amérique et de l'URSS qui peut les conduire à s'affronter sur des théâtres secondaires, dont l'Europe fait partie au premier chef !

Avec le président américain, dont il apprécie les qualités intellectuelles, le Général, contrairement à son habitude, délaisse la pédagogie pour la maïeutique. Il le questionne jusqu'à ce que l'autre soit contraint d'aller au bout de sa logique.

« Supposons, dit-il, que Khrouchtchev décide un blocus de Berlin. Allez-vous répliquer par l'arme nucléaire ?

– Nous avons d'autres moyens de riposte, dans ce cas, répond Kennedy.

– Supposons maintenant que ces autres moyens ne suffisent pas pour empêcher les Soviétiques de prendre Berlin et, plus tard, Hambourg et, quelques années plus tard, Francfort. Que déciderez-vous, alors ? »

Cette fois, JFK hésite :

« Les plans devront être améliorés pour faire face à ce cas-là⁸... »

De Gaulle, qui ne connaît que les grandes lignes de la doctrine McNamara de la « riposte graduée » mais en a saisi la logique ultime – plutôt transformer l’Europe en champ de ruines que risquer l’existence de New York ou de Philadelphie –, a vu juste et obligé Kennedy à lui révéler que l’engagement nucléaire américain n’avait rien d’automatique. Et que rien ne remplaçait, en dernier ressort, une défense de l’Europe par les Européens... Autrement dit par les Français, puisque l’Allemagne a renoncé à l’arme nucléaire et la Grande-Bretagne à son indépendance militaire, donc politique, en vertu du carcan de la « double clé⁹ ».

Déstabilisé, le jeune président américain a bien tenté de s’en sortir en retournant contre la France cet argument de non-automaticité de la riposte : « Vous voulez votre force de frappe, mais comment vos alliés européens seront-ils sûrs que vous utiliserez vos bombes atomiques pour les protéger, l’Allemagne en particulier ? » Il s’est vu dispenser, en retour, cette petite leçon de géographie : « Vous savez, le Rhin est beaucoup plus étroit que l’Atlantique... La France se sent plus intimement liée à la défense de l’Allemagne que l’Amérique à la nôtre¹⁰ ! »

Le révélateur de la crise de Cuba

De Gaulle aurait-il pu convaincre Kennedy de ne plus s’opposer à la dissuasion française si celui-ci avait dirigé les États-Unis plus longtemps ? Au détour d’un de leurs longs entretiens de Paris du printemps 1961, de Gaulle a eu une phrase qui, *a posteriori*, a vivement impressionné le président américain. Pour tenter, une fois encore, de le convaincre qu’une crise nucléaire majeure pouvait éclater n’importe où, il lui a fait valoir que « les armes nucléaires ont un champ d’action planétaire » et qu’« elles peuvent être utilisées en Extrême-Orient ou même à Cuba¹¹ ».

Sur l’instant, Kennedy ne semble pas avoir pris cette ultime tentative gaullienne d’imposer sa conception d’une alliance rénovée comme autre chose qu’une pétition de principe... Voire comme le radotage d’un vieil homme accroché à ses rêves de grandeur. Mais un an plus tard presque jour pour jour, le président américain se mordra les doigts de n’avoir pas pris

d'avantage au sérieux la référence du Général à Cuba qui soudain prend une allure prophétique.

Le 10 juin 1962, en effet, le Soviet suprême décide d'installer sur la grande île des missiles nucléaires à moyenne portée. Jamais dans leur histoire les États-Unis n'ont été menacés aussi directement ni d'aussi près. Le 14 octobre, les avions espions de l'US Air Force en obtiennent la confirmation : les sites de lancement sont en passe d'être opérationnels. Et une partie des fusées, des R-12 Divina (SS4 selon le code OTAN), sont déjà présentes sur le sol cubain. Une seule d'entre elles est cent fois plus puissante que la bombe américaine larguée dix-sept ans plus tôt sur Hiroshima. Évaluées à une quinzaine – sans compter celles que la flotte soviétique est en train d'acheminer –, elles peuvent, grâce à leur portée utile de 2 000 km, anéantir tout le sud des États-Unis, depuis Miami jusqu'à Dallas, et contaminer Washington. Cette fois, plus question pour la Maison-Blanche d'écouter les faucons du Pentagone qui, tel le général Taylor, prônent un bombardement atomique immédiat de Cuba (ce qui ne manquerait pas de provoquer des retombées radioactives sur la Floride et pousserait Moscou à des frappes de représailles sur le sol américain, bref à déclencher la Troisième Guerre mondiale). Ce qu'il faut à Kennedy, c'est ouvrir un second front en Europe, à partir d'un allié solide. Un allié connu pour son indépendance face à Washington (ce qui exclut la Grande-Bretagne), mais aussi et surtout détenteur de l'arme atomique. Ce qui élimine tous les autres... sauf la France. Le 20 octobre, le Président prend sa décision : il demande à Dean Acheson, à la retraite du Département d'État depuis 1953 mais que de Gaulle connaît bien pour s'être opposé à lui à l'époque de la CED¹², de s'envoler immédiatement pour Paris.

Sa mission : obtenir le soutien de De Gaulle face aux Soviétiques en échange d'une aide américaine dans l'accession de la France à la technologie thermonucléaire, que celle-ci ne maîtrise pas encore. En quelques mois, Kennedy a donc changé radicalement de position : confronté au plus grand danger, il a compris que la dissuasion française pouvait servir au maintien de la paix... En cet automne 1962, le président américain semble donc vouloir jouer sur deux tableaux : une force nucléaire multilatérale sous contrôle américain, dont les détails seront arrêtés à Nassau (Bahamas) à la fin de l'année, et un accord bilatéral avec la France à base de transfert de technologie¹³.

Dans le tourbillon enfiévré des événements, cependant, Kennedy n'a pas personnellement reçu Acheson. Il a demandé à son secrétaire d'État, Dean Rusk, de lui transmettre ses instructions. Et celui-ci, très hostile à de Gaulle, a tout bonnement « oublié » leur corollaire : l'offre présidentielle de livrer à la France certains secrets nucléaires !

L'accueil réservé par le Général à la mission Acheson n'en est que plus irréprochable : le 22 octobre 1962, dans son bureau de l'Élysée, de Gaulle reçoit le diplomate américain, qu'accompagnent Cecil Lyon, numéro deux de l'ambassade américaine à Paris, et trois représentants de la CIA, dont Sherman Kent¹⁴, qui a analysé les photos de l'avion espion. De Gaulle les examine longuement avec une grosse loupe et, se redressant, lâche soudain : « Vous pouvez dire à votre président que la France le soutiendra dans tous les cas ! » Les Américains n'en reviennent pas. Au point qu'en 1988, Lyon assurera que s'il s'était agi d'un personnage moins impressionnant que de Gaulle, il l'aurait sans doute embrassé (« *I almost kissed him*¹⁵ »)...

Assuré de ses arrières, Kennedy peut choisir le bras de fer. Le soir même, il révèle la gravité de la situation au peuple américain et annonce que si les Soviétiques ne retirent pas leurs missiles de Cuba, il est prêt à la guerre. Le lendemain, il décrète le blocus de l'île et, le 24 octobre, Khrouchtchev donne l'ordre aux cargos transportant de nouveaux missiles de faire demi-tour sans chercher à le forcer. Le 28 octobre, enfin, il annonce que les fusées déjà en place seront démantelées. Kennedy a gagné, même si Khrouchtchev n'a pas perdu la face puisqu'il a obtenu que les Américains démontent, de leur côté, les bases de missiles PMG-Jupiter à moyenne portée qu'ils déployaient depuis 1961 en Turquie. L'alerte a été chaude, et le soutien de De Gaulle aux États-Unis sans faille, comme il l'avait été, trois mois plus tôt, à Berlin¹⁶.

Pour autant, la proposition de Kennedy d'aider la France à développer sa bombe thermonucléaire restera lettre morte. Par la faute d'Acheson, certes, dont la félonie est loin d'être exclue. Mais le Département d'État n'est pas seul en cause : le 24 octobre 1962, soit au cœur de la crise des missiles, Paul Nitze, l'un des principaux conseillers de la Maison-Blanche, a lui aussi rédigé une directive dans ce sens à l'intention du Pentagone. Qui n'a pas davantage bougé. Quand, un an plus tard, Kennedy sera assassiné à Dallas, elle sera définitivement enfouie dans les cartons.

De son vivant, de Gaulle ne saura naturellement rien de cet épisode, connu depuis peu d'années grâce à la déclassification des archives américaines. Mais il avait pu constater, un an auparavant, que Kennedy était en butte à l'hostilité d'une partie de son administration – la CIA en particulier –, tout comme lui-même était devenu la cible des militaires qui s'opposaient à l'indépendance de l'Algérie.

Étrange convergence : pour les deux hommes, la crise intérieure atteint en effet son paroxysme au printemps 1961. Le 17 avril, soit cinq jours avant le putsch d'Alger qui tente de renverser de Gaulle, 1 400 exilés cubains armés, encadrés et entraînés par la CIA, débarquent dans la baie des Cochons dans le but d'en finir avec Fidel Castro, au pouvoir à La Havane depuis 1959. Planifiée sous le mandat d'Eisenhower, avec le soutien actif d'une partie de la mafia, privée des ressources que lui assuraient les casinos et trafics en tout genre dont le Cuba du dictateur Batista était devenu la plaque tournante, l'opération tourne au fiasco. Reprochant à la CIA de ne pas l'avoir suffisamment tenu au courant de ses préparatifs, Kennedy limoge son chef, Allen Dulles, le 29 novembre, et donne l'ordre au renseignement américain de ne plus planifier d'opérations de ce genre. Inamovible depuis la création de l'Agence en 1947, Dulles s'imaginait d'autant plus intouchable qu'il exerçait avec son frère, John, mort en 1959 après avoir été, sept années durant, le secrétaire d'État du président Eisenhower, une influence exorbitante sur la politique étrangère américaine. Pas plus que l'état-major de la CIA, il ne pardonnera ce coup de force à Kennedy qu'il poursuivra, dès lors, d'une haine farouche.

Cela n'empêchera pas, deux ans plus tard, le président Johnson de nommer Allen Dulles au sein de la Commission Warren censée faire la lumière sur l'attentat de Dallas, laquelle, après un an d'enquête, confirmera la version officielle de la CIA¹⁷. Y compris ses affirmations les plus invraisemblables, comme la trajectoire de cette « balle magique » entrée dans le dos du Président, ressortie à l'avant du cou après avoir changé de direction... avant de pénétrer dans le corps du gouverneur Connally par l'épaule droite, de lui briser une côte et le radius puis de venir se loger dans sa cuisse gauche !

Passionné par l'enquête sur l'assassinat du Président, de Gaulle a-t-il acquis la certitude que celle-ci avait été sabotée ? Devant Alain Peyrefitte, il est allé infiniment plus loin, affirmant, dès le 27 novembre 1963, à son

retour de l'enterrement de Kennedy : « La police a fait le coup, ou bien elle l'a fait faire, ou bien elle l'a laissé faire¹⁸. »

Ce jour-là, avec plusieurs décennies d'avance, de Gaulle déroule le scénario sur lequel de plus en plus d'historiens s'accordent aujourd'hui : Lee Harvey Oswald n'aurait été qu'un « prête-nom » :

« C'était l'homme qu'il leur fallait. Un merveilleux accusé. La fable était de faire croire que le type avait agi par amour du communisme. Ça aurait permis de déclencher une chasse aux sorcières communistes et de détourner l'attention. Vous avez vu comment ils l'ont arrêté ? Ils le gardaient en réserve ! Ils se sont emparés de lui dès qu'il a fallu le trouver. Le type s'est enfui, car il devait se méfier. Ils ont voulu l'abattre sur-le-champ, sans même que la justice ait pu se saisir de lui.

« Malheureusement, ça ne s'est pas passé exactement comme ils l'avaient sans doute prévu. Le type s'est défendu. Un policier a été tué. Il y a eu des témoins. Par suite, on était obligé de le poursuivre en justice. On ne pouvait pas le descendre sans autre forme de procès. Mais un procès, vous vous rendez compte, c'est épouvantable ! Des gens auraient parlé. On en aurait remué, des choses ! On aurait tout déballé ! Alors, la police est allée chercher un indicateur qui n'avait rien à lui refuser et qu'elle tenait parfaitement en main ; et ce type s'est dévoué pour tuer le faux assassin, sous prétexte qu'il fallait défendre la mémoire de Kennedy !

« C'est de la rigolade. Toutes les polices du monde se ressemblent, quand elles font ces basses besognes. Dès qu'ils ont réussi à supprimer le faux assassin, ils ont déclaré que la justice n'avait plus à s'en occuper, puisque l'action publique était éteinte par la mort du coupable¹⁹. »

De Gaulle, pourtant, ne dit pas tout à Peyrefitte. Et surtout pas l'essentiel, qui explique l'admiration – et peut-être l'affection – qu'il a peu à peu développée envers Kennedy : l'aveu que lui fait ce dernier, dix-huit mois avant d'être assassiné, de ses doutes sur la loyauté de son administration.

Nous sommes alors au lendemain du putsch manqué des généraux et les services français ont acquis la conviction – et les preuves qui vont avec – qu'après avoir, dans un premier temps, aidé la rébellion algérienne, la CIA a jugé que, pour déstabiliser de Gaulle, il était plus efficace d'aider les partisans de l'Algérie française. Un empiétement sur son autorité que

Kennedy, qui s'était prononcé, bien avant de Gaulle, pour la décolonisation de l'Algérie, ne peut tolérer.

Et s'il n'y avait que la CIA ! Le général Lemnitzer (chef d'état-major interarmées US) et le général Norstad, commandant en chef des forces américaines basées en Europe, qui le poussent également à agir à Cuba, sont du même avis que les services secrets. Au nom de la lutte contre le communisme, l'intérêt des États-Unis commande d'aider les partisans de l'Algérie française. Provocation suprême, alors qu'au soir du 25 avril 1961 le président américain félicite chaleureusement de Gaulle d'avoir maté ceux qui cherchaient à le renverser, le général Norstad, proche du général Challe – l'un des membres du « quarteron » de généraux félons –, dont il fut le supérieur direct à l'OTAN, adresse à Kennedy un mémorandum dans lequel il prend la défense des putschistes et minimise (ou positive !) l'impact qu'aurait eu leur victoire : « Challe ne veut pas établir une dictature militaire, mais plutôt un régime composé de techniciens et de quelques hommes politiques [...]. Les leaders demanderaient au nouveau régime de soutenir l'OTAN et de poursuivre une politique anticommuniste²⁰. »
Pouvait-on espérer mieux, en effet ?

Trois mois plus tôt, c'est Allen Dulles en personne qui avait prévenu Kennedy : « De Gaulle ne durera certainement pas s'il tente de laisser partir l'Algérie. Tout sera fini pour lui probablement avant la fin de l'année – il sera soit déposé, soit assassiné²¹. »

Le 28 avril 1961, trois jours après la fin du putsch, la collusion entre l'OAS et la CIA prend un tour public quand *Le Monde* affirme dans son éditorial : « Il paraît établi que des agents américains ont plus ou moins encouragé Maurice Challe. » Ce que l'hebdomadaire *Afrique Action* (le futur *Jeune Afrique*) confirme le 30 avril sous la plume de son correspondant aux États-Unis, lequel fait état d'une réunion à Madrid entre des officiers putschistes, des agents américains et des représentants du général Gehlen, chef des services secrets allemands²² qui organisera bientôt l'exfiltration à Munich du colonel Antoine Argoud, l'un des principaux chefs de l'OAS.

Contre toute attente, c'est Kennedy en personne qui, début mai, anticipe les explications que la France s'apprête à lui demander. Et qui, aggravant son cas auprès de la CIA, demande une enquête au Département d'État sur le rôle présumé des services américains pendant le putsch d'Alger !

Officiellement, celle-ci ne débouchera sur rien. Mais le secrétaire d'État américain, Dean Rusk, prend la peine d'assurer à notre ambassadeur à Washington, Hervé Alphand, que si des contacts entre des putschistes et la CIA « s'étaient effectivement produits [*sic*], ils seraient contraires aux intérêts et à la politique des États-Unis²³ ». Qui d'autre que Kennedy a pu lui demander de le faire ?

Alphand résume à l'intention de De Gaulle : « M. Kennedy qui examine de très près actuellement les activités des différents services américains souhaiterait vivement, si nous le jugions possible, connaître les indications que, de notre côté, nous aurions pu recueillir sur ce sujet. Il est résolu à prendre toutes les mesures qui s'imposeraient dans l'intérêt des bonnes relations franco-américaines, et cela, quels que soient le rang et les personnes incriminées²⁴. »

Ce document, cité par Vincent Jauvert dans son étude, très documentée, *L'Amérique contre de Gaulle, 1961-1969*, est absolument décisif : non seulement il révèle que Kennedy va jusqu'à demander l'aide de la France pour y voir clair sur les activités de la CIA, mais il atteste de l'étendue du conflit qui oppose alors le président américain à ses services secrets²⁵. « Selon Kennedy, écrit encore Alphand, la CIA est une machine si vaste et si mal contrôlée que les manœuvres les plus invraisemblables peuvent cependant être vraies²⁶. »

Comment ne pas rapprocher cette confession capitale du président américain de l'incroyable intuition de De Gaulle lâchant le 27 novembre 1963, à l'issue du Conseil des ministres :

« Ce qui est arrivé à Kennedy, c'est ce qui a failli m'arriver. Son histoire, c'est la mienne. Le meurtre du président des États-Unis à Dallas, c'est ce qui aurait pu se produire quand le président de la République française se baladait à Alger ou Oran, en 60 ou 61. Ça a l'air d'être une histoire de cow-boys, mais ce n'est qu'une histoire d'OAS. La police est de mèche avec les ultras. Les ultras, en Amérique, c'est le Ku Klux Klan, la Birch Society et toutes ces associations secrètes d'extrême droite. Et là-bas, leurs Arabes, ce sont les Noirs.

« N'en doutez pas, le conflit entre Noirs et Blancs est à l'origine de ce meurtre, soit directement parce que les ultras l'auront commandité, soit en tout cas indirectement, en créant un climat de violence, d'exaspération, un climat tel que la société n'obéit plus aux règles et aux lois. C'est l'histoire

qui a failli nous arriver, si nous n'avions pas donné l'indépendance à l'Algérie. »

Coïncidence ? Au fil de sa longue contre-enquête sur l'assassinat de JFK, le procureur Jim Garrison, qui, comme de Gaulle, ne croyait pas un traître mot des « blagues » de la Commission Warren, mettra au jour le rôle trouble d'une société américaine du nom de Permindex, qu'il soupçonnera d'être une « lessiveuse » de fonds de la CIA. Une société que les services français connaissaient bien de leur côté... Pour avoir servi de banque à l'OAS²⁷ !

10

Ben Gourion, l'ami averti

De l'histoire compliquée que partagèrent Israël et la France, Charles de Gaulle *regnante*, on ne retient bien souvent que sa phrase célèbre du 27 novembre 1967 sur les Juifs, « peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur ». C'est réduire ces relations à un conflit frontal qui, s'il eut bien lieu dans le contexte de la troisième guerre israélo-arabe¹, ne résume en rien ce que furent, trois décennies durant, les rapports du Général avec les Juifs en général et Israël en particulier.

Un homme entre tous résume cette complexité mêlée d'admiration mutuelle : David Ben Gourion, le fondateur charismatique de l'État d'Israël, que de Gaulle tenait pour son ami, comme en témoigne le portrait qu'il dresse dans ses *Mémoires d'espoir* :

« D'emblée, j'ai pour ce lutteur et ce champion courageux beaucoup de sympathique considération. Sa personne symbolise Israël, qu'il gouverne après avoir dirigé sa fondation et son combat. Bien que la France n'ait pas, dans la forme, participé à la création de cet État né d'une décision conjointe des Britanniques, des Américains et des Soviétiques, elle l'a chaudement approuvée. La grandeur d'une entreprise qui consiste à replacer un peuple juif disposant de lui-même sur une terre marquée par sa fabuleuse histoire et qu'il possédait il y a dix-neuf siècles, ne peut manquer de me séduire. Humainement, je tiens pour satisfaisant qu'il retrouve un foyer national et je vois là une sorte de compensation à tant de souffrances endurées au long

des âges et portées au pire lors des massacres perpétrés par l'Allemagne de Hitler². »

Quant à Ben Gourion, il écrira à de Gaulle juste après sa conférence de presse si controversée de novembre 1967 pour l'assurer qu'au-delà des malentendus qu'elle pouvait susciter, il n'avait, quant à lui, jamais connu « amitié plus fidèle et plus sincère que la sienne³ »...

L'intercession décisive d'Albert Cohen, Français, juif et gaulliste

Cette amitié remonte aux premières années de la France libre. La persécution des Juifs d'Europe bat alors son plein et, en Palestine, la puissance mandataire britannique, qui, conformément aux promesses de la déclaration Balfour⁴, travaillait jusqu'alors à y faciliter leur installation, a changé son fusil d'épaule. Conformément au Livre blanc de 1939⁵, Londres entend désormais limiter au maximum la colonisation juive. La grande révolte arabe de 1936-1939⁶ est passée par là et Londres, dont la priorité est de chasser les Italiens et les Allemands d'Afrique du Nord, veut éviter à tout prix un nouveau conflit avec les musulmans palestiniens. Leur chef spirituel, Mohammed Amin al-Husseini, grand mufti de Jérusalem, exilé en Irak, puis en Allemagne, a en effet pris le parti de l'Axe et Churchill entend tout faire pour limiter son ascendant et éviter un nouveau soulèvement. Il applique donc scrupuleusement les recommandations du Livre blanc : faire en sorte que la population juive ne dépasse pas le tiers de la population totale de la Palestine. Et, dans un délai de dix ans, préparer l'avènement d'un État palestinien indépendant au sein duquel les Arabes seront, *de facto*, majoritaires. Ce qui, du coup, provoque la colère de la population juive.

À Londres, le chef des Français libres, dont l'unique priorité est de trouver des volontaires pour lutter contre l'occupant allemand, est à mille lieues de ces considérations tactiques. Tout concours contre l'envahisseur est bon à prendre et il se trouve qu'en Palestine, les Arabes l'ignorent, tandis que la population juive ne lui ménage pas son soutien. Dès le 21 juillet 1940, soit trois mois avant la promulgation par Vichy du premier statut des Juifs (octobre 1940), il a reçu l'écrivain-diplomate Albert Cohen,

représentant à Londres du Congrès juif mondial, mais aussi de l'Agence juive de Jérusalem, pour lui dire combien il lui importait qu'au jour de la victoire la France « fasse justice des torts portés aux collectivités victimes de la domination hitlérienne et, entre autres, aux communautés juives [...] en butte à l'intolérance et aux persécutions ». Cet engagement sera réitéré, le 22 août suivant, dans une lettre ouverte au Congrès juif mondial⁷.

Aux yeux des Juifs du Levant, cet engagement spontané et immédiat tranche avec la pusillanimité du gouvernement britannique qui leur mesure son soutien au moment où ils auraient le plus besoin de quitter l'Europe ! D'où le prestige inégalé acquis par l'homme du 18 Juin parmi la population juive de cette Palestine où la France ne détient pourtant aucun intérêt, et où, de surcroît, elle n'est pas présente, si ce n'est par l'intermédiaire des confréries religieuses de Jérusalem... alors étroitement contrôlées par le consul général de Vichy, Amédée Outrey. C'est ainsi qu'à l'été 1940, par l'intermédiaire d'Albert Cohen, David Ben Gourion, chef de l'Agence juive depuis 1935, a noué ses premiers contacts avec celui de la France libre. Les deux hommes ne se rencontreront que deux fois mais échangeront une correspondance très fournie, de même que des messages confidentiels par l'intermédiaire de Shimon Peres⁸, l'homme lige de Ben Gourion, que de Gaulle appréciait pareillement.

Ben Gourion ou le sionisme des origines

Né en 1886 en Mazovie, région polonaise alors intégrée à l'Empire russe, David Grün a pris le nom de Ben Gourion (héros de la résistance juive aux Romains lors du siège de Massada) en émigrant en Palestine, alors province ottomane, en 1906. Ayant rejoint le *Poale Zion* (Parti des travailleurs de Sion, d'inspiration marxiste), il entame bientôt des études de droit à Istanbul mais s'en voit chassé en 1915 quand la Russie, dont il a gardé la nationalité, entre en guerre contre la Turquie. Le voici bientôt exilé aux États-Unis puis, en 1917, en Grande-Bretagne, où il s'engage dans le 39^e bataillon des Royal Fusiliers, sous la bannière de la Légion juive créée par le journaliste Vladimir Jabotinsky⁹ pour chasser les Ottomans de Palestine. Celle-ci passée, en 1918, sous mandat britannique, il y revient

pour créer *Akhdut Ha'avoda* (« l'Union du travail »), à partir de l'aile droite réformiste de *Poale Zion* qui disparaîtra bientôt¹⁰. Ayant marginalisé à la fois les marxistes et l'ultra-nationaliste Jabotinski, Ben Gourion entreprend alors de fédérer tout ce que la gauche sioniste comporte de mouvements en Palestine. Mission accomplie en 1930 avec la fusion d'*Akhdut Ha'avoda* et de *Hapoël Hatzair* (« Le jeune travailleur »), premier parti socialiste non marxiste créé par les Juifs de Palestine. Inspirés, entre autres, de l'anarchisme russe, mais aussi de la pensée agrarienne de Tolstoï, ses membres, auxquels on doit dès 1909 les premiers kibboutzim, militent pour un socialisme coopératif qui fera l'originalité du premier Israël. Réunis, *Akhdut Ha'avoda* et *Hapoël Hatzair* fondent le Mapai (pour *Mifletet Poalei Eretz Yisrael*, littéralement : Parti des travailleurs de la terre d'Israël) qui donnera naissance, en 1968, à l'actuel Parti travailliste israélien.

Mais cette œuvre d'unification politique n'est qu'un aspect de son action, qui s'exerce également sur deux plans, d'ordinaire sans rapport, mais que le futur fondateur de l'État d'Israël va lier étroitement : l'action militaire et l'action syndicale. Pour défendre les implantations juives contre les Arabes, Jabotinsky a créé, en 1920, la Haganah (« défense », en hébreu). Ben Gourion a participé à la mise sur pied de cette milice, mais, hostile à la radicalité de Jabotinsky (qu'il surnommera bientôt « Adolf », en raison de son admiration supposée pour les méthodes nazies), il n'est pas long à en prendre le contrôle. Il y fait adhérer force militants de gauche, de sorte qu'en 1931 les partisans de Jabotinsky – que les Britanniques ont chassé de Palestine deux ans plus tôt – quittent la Haganah pour créer l'Irgoun (« organisation ») derrière l'activiste Avraham Theomi¹¹, qui juge Ben Gourion bien trop modéré.

Sous la direction de ce dernier, la Haganah, devenue un embryon d'armée, jouera cependant un rôle essentiel dans la défense des Juifs lors de la grande révolte arabe de 1936-1938 en mettant en œuvre une doctrine à la fois efficace et limitant la spirale de la violence : la *Havlagah* (« retenue »). Son principe : réagir aux attentats antijuifs par l'élimination ciblée des responsables une fois ceux-ci identifiés – d'où la mise sur pied précoce d'un service de renseignements qui deviendra le Mossad – plutôt que par des représailles aveugles contre la population musulmane... Comme celles dont se rendent coupables les disciples de Jabotinsky.

Résultat : l'Irgoun est déclarée organisation terroriste par les Britanniques, tandis que la Haganah, illégale mais tolérée, ne cesse d'attirer de nouvelles recrues. Surtout, Ben Gourion, qui déjà pense et raisonne en homme d'État, place cette future armée sous le contrôle de deux autorités civiles qu'il conçoit comme l'ébauche d'une structure étatique : l'Agence juive (AJ) et la Histadrout. Créée en 1929, l'AJ, dont il prendra la tête en 1935, a non seulement pour but d'organiser le transfert d'un maximum de Juifs européens en Palestine ; elle est aussi et surtout l'exécutif non officiel, mais reconnu dans les faits, de la population juive de Palestine. Quant à la Histadrout (acronyme d'un terme hébreu signifiant Fédération générale des travailleurs de la terre d'Israël), créée en 1920 par David Ben Gourion et Yossef Haïm Brenner, elle représente son pendant économique pour la prise en charge des nouveaux arrivants. Outre une fonction syndicale traditionnelle, elle fournit à ses adhérents une structure coopérative qui s'illustre en créant ses propres entreprises, gérées par l'organisme *Hevrat ovdim* (« association des travailleurs »), lequel devient rapidement l'un des principaux employeurs de la Palestine mandataire.

De Gaulle : « Je n'oublie pas les services qu'on me rend »

Charles de Gaulle, formé, comme on sait, au moule du catholicisme social, très marqué aussi par Proudhon et les penseurs du socialisme français auquel il empruntera, dans les années 1940, le concept d'« association capital-travail » (qui deviendra, sous la V^e République, la « participation », nettement moins ambitieuse), s'est-il intéressé à ces expériences ? On peut le penser quand on découvre ce qu'il dit à Albert Cohen lors de leur première rencontre, à Londres, le 9 août 1940 : « J'éprouve pour le sionisme de la sympathie et de l'admiration », car il a pour but « l'organisation *d'une société nationale avec une forte proportion de producteurs*¹² ». Avant de conclure : « Après la guerre, il est possible que je sois en mesure de vous être utile en ce qui concerne la question juive, et celle du foyer national juif. En tel cas, je serais prêt à vous donner mon appui. Je n'oublie pas les services que l'on me rend¹³. »

De fait, la Palestine est devenue, dès la fin juin 1940, un lieu de ralliement pour tous les partisans de la France libre empêchés de gagner Londres depuis le protectorat français du Levant, administré par les fidèles du maréchal Pétain. Jusqu'à l'opération conjointe des Britanniques et des FFL visant, en juin-juillet 1941, à en chasser les hommes de Vichy qui venaient d'offrir aux Allemands les aérodromes français de Syrie¹⁴, la Palestine restera « un centre de regroupement pour militaires en rupture de ban¹⁵ ».

Faut-il s'étonner que, forte de cette coïncidence d'intérêts, l'Agence juive figure, en septembre 1940, parmi les toutes premières organisations internationales à reconnaître la France libre ?

Tout au long de la guerre, en outre, les deux hommes se sont trouvés dans une situation assez comparable : bien forcés de reconnaître ce qu'ils devaient aux Britanniques dans la lutte contre l'ennemi commun, mais guère disposés à faire les frais, la paix revenue, de leur *libido dominandi*. Pour Ben Gourion, le torchon brûle avec Londres quand, en 1945, le gouvernement de Clement Attlee refuse de faciliter l'immigration vers la Palestine des Juifs d'Europe, parmi lesquels un grand nombre de rescapés de la Shoah ; pour de Gaulle, l'inacceptable est atteint quand, profitant de la faiblesse de l'armée française, les Anglais prennent purement et simplement la place des Français à Damas et à Beyrouth en les menaçant d'ouvrir le feu – bref, un Mers el-Kébir « à froid »¹⁶ !

Mais le parallèle s'arrête là. Car tandis que l'homme du 18 Juin, en butte à l'hostilité des partis politiques, est contraint, en janvier 1946, de quitter le pouvoir, Ben Gourion entame la marche triomphale qui le placera, deux ans plus tard, à la tête du nouvel État d'Israël, après avoir eu raison de l'occupant britannique. Nul doute que dans l'admiration que lui portait le Général, ce dénouement joua aussi son rôle !

Rappelons brièvement les étapes qui achevèrent de convaincre le Général du génie politique – et militaire – du chef sioniste. Alors que, jusqu'à la signature de la paix en Europe, la Haganah est restée fidèle à l'axiome de son fondateur (« aider les Britanniques dans la guerre comme s'il n'y avait pas de Livre blanc et lutter contre le Livre blanc comme s'il n'y avait pas la guerre »), l'Irgoun de Begin a rompu, dès février 1944, la trêve conclue en 1939 avec Londres. S'en prenant indistinctement à l'armée britannique comme à la population arabe, ses hommes ont commis le pire

aux yeux de Ben Gourion : donner des arguments aux Anglais pour s'éterniser en Palestine, au nom du maintien de l'ordre ; aussi la Haganah aide-t-elle la puissance mandataire contre l'Irgoun, désarmant ses membres et, parfois, les liquidant. De novembre 1944 à juillet 1945, elle lance sa « saison de la chasse aux terroristes », période restée dans l'historiographie israélienne comme la « saison ». Mais cette loyauté ne suffit pas à faire fléchir la Grande-Bretagne, qui, à partir de l'été 1945, durcit sa politique migratoire en bloquant l'accès aux ports palestiniens.

Cette fois, Ben Gourion comprend que l'heure est venue de la grande explication. Il décide de passer un accord tactique avec l'Irgoun pour briser le blocus et forcer les Anglais à plier bagage. Mais chacun selon sa méthode. Tandis que les hommes de Begin tuent et torturent les Anglais qu'ils capturent et multiplient les attentats à la bombe – le plus célèbre étant l'explosion, le 22 juillet 1946, de l'hôtel King David, siège de l'administration britannique à Jérusalem (91 morts) –, Ben Gourion et sa Haganah multiplient les coups de main, moins meurtriers mais autrement efficaces vis-à-vis de l'opinion internationale.

Ben Gourion approuve le plan de partage de la Palestine

En politique avisé, il a compris que le levier d'Archimède pour faire basculer l'opinion internationale contre l'occupant britannique était le traitement inhumain que ce dernier faisait subir aux candidats à l'immigration. Aussi organise-t-il leur afflux au point de déborder l'armée britannique, qui, dès qu'elle se saisit de nouveaux arrivants, n'a d'autre issue que de les interner dans des camps hérissés de barbelés. Des camps de concentration anglais pour les rescapés des camps de concentration allemands ! En quelques mois, la réprobation internationale se transforme en scandale mondial. Le summum est atteint quand, en juillet 1947, le cargo *Exodus*, chargé d'anciens déportés (4 554 passagers dont 1 282 femmes et 1 672 enfants), est éperonné par deux destroyers britanniques au large de Tel-Aviv. Ses occupants sont faits prisonniers et contraints de regagner

l'Allemagne, au terme d'un périple éprouvant *via* Port-de-Bouc et Gibraltar encagés dans la cale de trois navires-prisons britanniques !

Pris au piège tendu par la Haganah, qui a réussi là où le terrorisme de l'Irgoun avait échoué, le Premier britannique, Clement Attlee, désespéré, jette l'éponge et transmet à l'ONU le dossier de la Palestine. Ben Gourion y compte trois alliés de poids : les États-Unis et l'URSS, par ailleurs en pleine guerre froide mais réconciliés pour l'occasion, et la France de la IV^e République, dont de Gaulle, une fois n'est pas coutume, soutient sans réserve la politique... Poussé par la communauté juive américaine, le président Truman voit dans la création d'un État d'Israël une occasion de compléter, en l'équilibrant, l'alliance scellée trois ans plus tôt par Roosevelt avec l'Arabie saoudite pour sécuriser ses approvisionnements pétroliers ; Staline est trop heureux de se débarrasser de ses opposants juifs tout en se servant d'eux comme monnaie d'échange dans diverses négociations internationales ; et la France ne voit que des avantages à se doter d'un nouvel allié dans une région qui menaçait de s'éloigner d'elle après la fin de son mandat en Syrie.

Ce qu'on passe trop souvent sous silence, en revanche, c'est l'erreur originelle commise par l'ensemble des pays arabes lors du vote sur la résolution portant création de l'État d'Israël. Suivant le plan préparé par le comité *ad hoc* de l'ONU, présidé par le juriste suédois Emil Sandström et dûment accepté par Ben Gourion, la Palestine ne devait pas, en effet, être offerte tout entière à Israël, mais bel et bien partagée entre deux États souverains disposant chacun d'un accès à la mer – l'un à majorité juive, l'autre à majorité musulmane.

L'État juif aurait englobé la plaine côtière entre Haïfa et Rehovot, l'est de la Galilée et le désert du Néguev, avec l'avant-poste de Umm Rashrash au sud (aujourd'hui Eilat). L'État arabe aurait été plus vaste mais séparé en trois entités : au nord, l'ouest de la Galilée, autour de la ville d'Acre ; les monts de Judée et la Samarie (correspondant à une zone plus large que l'actuelle Cisjordanie) ; et le sud de la côte, jusqu'à la frontière égyptienne, comprenant l'actuelle bande de Gaza augmentée d'une partie du désert du Néguev. La région de Jérusalem, enfin, conformément à la tradition qui en fait la capitale des trois religions, aurait été érigée en zone internationale garantie par l'ONU.

À Paris, de Gaulle, désormais dans l'opposition, approuve ce plan. Interrogé, le 12 novembre 1947, à l'occasion d'une conférence de presse, il précise sa position :

« Ce *modus vivendi* [...] me paraît raisonnable. Il permettrait aux juifs de vivre entre eux. Il permettrait aux Arabes d'en faire autant. Il permettrait à l'organisation internationale [l'ONU] d'avoir un criterium, une ligne sur le terrain, pour, s'il le fallait, séparer les uns des autres. Dans tous les cas, le monde d'aujourd'hui ne doit pas admettre que les disputes entre les Juifs et les Arabes de Palestine soient de nature à le mettre en feu. Il faudrait savoir prendre en commun, si cela devenait nécessaire, les mesures indispensables pour l'empêcher¹⁷. »

Parmi les Juifs, seuls les ultra-nationalistes de Begin, partisan d'un « Grand Israël » censé reconstituer le royaume biblique de David (1000 av. J.-C.)¹⁸ et s'étendant depuis l'Égypte jusqu'à la Syrie, rejettent ce plan, au motif qu'il laisse trop de place aux musulmans¹⁹. Mais côté arabe, l'unanimité se crée pour le rejeter autour de la Ligue arabe, créée au Caire en 1945 et dotée du statut d'observateur à l'ONU. Résultat : la résolution 181 votée dans ce sens le 29 novembre 1947 et adoptée par 33 voix contre 13 et 10 abstentions restera lettre morte... Et Ben Gourion, investi président provisoire d'Israël (14-16 mai 1948) avant de devenir son premier Premier ministre (1948-1954), n'aura plus qu'à profiter de la guerre que lui ont déclarée les Arabes pour les vaincre militairement et proclamer la souveraineté du nouvel État sur l'ensemble de la Palestine ! Ainsi s'est noué, en quelques semaines, un drame géopolitique et humain dont les conséquences sont loin d'être soldées : en acceptant la résolution de l'ONU prévoyant la création de deux États à l'ouest du Jourdain – l'un pour les Juifs, l'autre pour les Arabes –, les premiers ont obtenu la création de la patrie dont ils rêvaient depuis la fondation du sionisme par Théodore Herzl (1878-1904) ; en refusant la partition, tout en se montrant incapables de l'empêcher, les seconds ont permis aux plus extrémistes de leurs adversaires de laisser libre cours à leurs ambitions, puisque les Arabes palestiniens se trouvent privés, par leur faute, d'un État souverain garanti par l'ONU.

Retrouvailles contrastées en 1958

Quand de Gaulle revient au pouvoir en 1958, la situation s'est encore dégradée pour ces derniers, et nettement consolidée pour Israël. En juillet 1956, le président égyptien Nasser²⁰ a en effet décrété la nationalisation du canal de Suez pour financer la construction du barrage d'Assouan²¹. La France et la Grande-Bretagne, actionnaires majoritaires du canal, sont alors intervenues aux côtés d'Israël pour garantir la liberté de circulation indispensable à leur approvisionnement en pétrole. Mais devant la menace des Soviétiques, alliés de l'Égypte, de déclencher une guerre nucléaire si Londres et Paris ne faisaient pas marche arrière, Washington a ordonné à Londres et à Paris de rembarquer leurs troupes. Pour les deux capitales, c'est une immense défaite géopolitique. La première manifestation concrète de leur *diminutio capitis* née de la Seconde Guerre mondiale. « Ils sont rentrés à la niche quand nous les avons sifflés », plaisante alors Khrouchtchev, qui, trois ans après avoir succédé à Staline, remporte sa première grande victoire internationale en démontrant que l'ère des anciennes puissances coloniales est forclosée. Mais Israël, dont les troupes, massivement équipées par la France²², sont parvenues en moins d'une semaine à détruire une grande partie du potentiel militaire égyptien dans le désert du Sinaï, a administré la preuve de l'efficacité de son armée (Tsahal²³, encadrée par d'anciens officiers de la Haganah, dont le brillantissime Moshe Dayan). En échange de sa participation à la malencontreuse opération de Suez, l'État d'Israël a ainsi gagné ce dont il n'osait rêver : le soutien entier de la France dans la mise sur pied de son programme nucléaire.

Initiée dans le plus grand secret, dès 1953, par Pierre Guillaumat, administrateur général du CEA (le Commissariat à l'énergie atomique, créé en 1945 par de Gaulle), et Ernst Bergman, le président de la Commission atomique israélienne, cette collaboration a pris un tour décisif quand, au printemps 1956, Ben Gourion a donné son accord au projet de Bergman de construire un réacteur expérimental, suivi d'un autre, qu'il souhaite rapidement opérationnel, dans le désert du Néguev, à Dimona. Mais c'est lors de la conférence secrète de Sèvres (21-24 octobre 1956)²⁴, où la France demande à Israël de participer à l'expédition de Suez, que, selon Shimon

Peres, il fut décidé de rendre systématiques les transferts de technologie depuis la France vers Israël.

L'étendue de ces transferts, mais aussi « la véritable osmose qui s'est installée secrètement, presque clandestinement²⁵ », entre les états-majors français et israélien, de Gaulle ne la découvrira qu'après être devenu président de la V^e République, soit en 1959, lorsqu'il entreprendra de réorganiser les services de renseignements français. Mais dès le mois d'août 1958, alors qu'il n'est encore que le dernier président du Conseil de la IV^e République, il tombe des nues en s'apercevant que la plupart des livraisons d'armes françaises à Israël ne font l'objet d'aucune facturation.

Le 30 juillet 1958, il écrit à Pierre Guillaumat, l'homme de la coopération nucléaire franco-israélienne, dont il a fait son ministre des Armées :

« Comme suite à votre demande du 25 juillet, j'ai l'honneur de vous faire connaître que j'envisage de poursuivre partiellement et à titre onéreux la fourniture de matériel militaire à Israël, sous réserve que notre potentiel militaire n'en soit pas affecté. Étant donné nos propres difficultés budgétaires, je ne puis en effet envisager autre chose que des cessions à titre onéreux, pas plus que je ne puis consentir à amputer nos forces armées de matériel dont le remplacement ne peut être fait dans les unités²⁶. »

Puis, mis au courant par Guillaumat de l'interpénétration structurelle entre les programmes nucléaires français et israélien, le Général prend la décision de poursuivre la coopération en matière civile, mais de mettre fin aux transferts de technologie pouvant servir à fabriquer la bombe. Pour s'en assurer, il envoie même son gendre, le colonel de Boissieu, alors chef d'état-major à l'inspection de l'arme blindée, en mission en Israël au printemps 1960. Officiellement pour vérifier l'usage fait du matériel militaire français ; officieusement pour faire un premier point sur l'état d'avancement du réacteur nucléaire de Dimona, dont la construction a débuté, fin 1957, avec l'aide de plusieurs fleurons de l'industrie française : Alstom, Thomson, les Chantiers de l'Atlantique, la Société des forges du Creusot ou encore Saint-Gobain. Boissieu y rencontre à cette occasion David Ben Gourion qui le reçoit très cordialement avant de se rendre, à son tour, en visite officielle en France le 17 juin 1960. Lors du déjeuner, le chef de l'État français lève son verre « à Israël, notre ami et allié ».

Des entretiens décisifs qui ont lieu à cette occasion, on connaît désormais tout. À la fois par les Mémoires de Shimon Peres, qui en fut le principal témoin côté israélien, et par le compte rendu officiel exhumé en 2013 par le journaliste Vincent Jauvert, qui l'a publié pour la première fois dans *Le Nouvel Observateur* du 17 novembre 2013.

Ce qu'ils se disent alors est révélateur de la qualité des relations qui se nouent spontanément entre eux – alors que c'est la première et avant-dernière fois qu'ils se rencontrent *de visu* ! Malgré sa petite taille (1,52 m), le Premier ministre israélien ne paraît nullement intimidé par le chef de l'État français, de quatre ans son cadet, qui le domine de 40 bons centimètres mais le couve d'un œil bienveillant. D'emblée, le Général va très loin dans le jeu de la vérité puisqu'il avoue sans ambages à Ben Gourion ne pas tout savoir des accords secrets noués par ses prédécesseurs ; et le leader juif n'est pas moins franc en lui fournissant les renseignements qui lui manquent – et surtout en lui disant très exactement pourquoi il veut la bombe.

« Le Général, rapporte le compte rendu de l'entretien, commence par interroger le président israélien sur les arrangements passés avant son retour aux affaires. Ben Gourion répond que “c'est seulement dans quelques mois, à l'achèvement du plan actuel, que le gouvernement israélien aura à demander au gouvernement français son accord pour procéder à la fabrication de la bombe atomique”.

« De Gaulle demande alors à son interlocuteur pourquoi il désire si fort obtenir la bombe atomique. Sa réponse se veut sans appel :

“Quand Nasser aura reçu les Mig 19 que lui a promis l'URSS, ces avions, contre lesquels Israël n'a pas de défense, pourraient bombarder Tel-Aviv et Haïfa, rendre impossible la mobilisation et détruire les quatre aérodromes militaires qui existent en Israël. En une heure de temps, l'Égypte pourrait donc créer des conditions telles qu'elle serait en mesure de remporter la victoire. Israël sait qu'il perdrait dans une guerre les meilleurs de ses éléments, c'est-à-dire certains Israéliens de souche et les immigrants d'Europe et d'Amérique, qui constituent les cadres, la plupart des autres immigrants provenant de pays plutôt attardés. Dans ces conditions, une perte importante d'hommes porterait un coup fatal au pays.” »

Mais le Général ne désarme pas et répète solennellement que la France ne laissera jamais détruire Israël. Ce dont Ben Gourion ne doute pas, mais pour aussitôt ajouter :

« Il n'en reste pas moins que si l'aide française ainsi que l'américaine promise également par le président Eisenhower venaient après l'attaque, il serait trop tard... »

L'échange s'achève donc sur un désaccord de fond : de Gaulle affirme que Nasser « n'aura pas les moyens d'anéantir en une heure une ville telle que Tel-Aviv ». Ben Gourion estime au contraire qu'il les aura dans les six mois. Intraitable, le Général lui réaffirme que tant qu'il restera aux affaires, la France, qui vient, en février précédent, d'entrer dans le club très fermé des puissances nucléaires (après les États-Unis en 1945, l'URSS en 1949 et la Grande-Bretagne en 1957), ne participera pas à la dissémination atomique, surtout au Moyen-Orient dont la situation est déjà si... explosive ! Étonnamment, Ben Gourion n'insiste pas et prend l'engagement que l'usine de Dimona « sera uniquement utilisée pour la recherche scientifique et pour la production d'énergie électrique. M. Ben Gourion, poursuit le compte rendu officiel, ne veut plus penser à la bombe. En d'autres termes, il considère que les consultations prévues à l'accord ont déjà eu lieu ».

De Gaulle croit-il vraiment ce qu'il entend ou a-t-il conscience que les recherches sont déjà allées trop loin ? Réaliste, il sait que la parole de Ben Gourion, si tant est qu'elle soit sincère, ne vaut que pour lui et n'engage nullement son successeur. En attendant, le Premier ministre israélien joue le jeu : il ne réclame plus rien et participe à la lutte anti-FLN comme il le faisait du temps de Guy Mollet, en transmettant aux services de renseignements français toutes les indications dont il dispose sur les livraisons d'armes dont bénéficient les indépendantistes algériens. Et même, au printemps 1961, quelques jours avant le putsch d'Alger, des informations sur un projet d'attentat contre le Général monté par des officiers français qui auraient manipulé un tueur arabe²⁷...

Un ami averti en vaut deux

De retour à Paris, le 5 juin 1961, au terme d'une visite à Washington et avant une tournée des capitales européennes, Ben Gourion est à nouveau reçu à l'Élysée, en présence cette fois du Premier ministre, Michel Debré, et toujours de Shimon Peres. Il ne sera plus question de la bombe, mais de l'autre grande question qui inquiète de Gaulle, comme ferment potentiel d'affrontement avec les Arabes : la poursuite de l'immigration européenne en Israël, qui ne peut déboucher à ses yeux – et débouchera de fait – sur la conquête de nouveaux territoires, donc sur de nouvelles guerres avec les Arabes. Peres raconte que le Général, après avoir rappelé, au cours du déjeuner, combien la sécurité d'Israël lui était chère, entraîna ses hôtes dans le jardin et dit à Ben Gourion :

« Monsieur le Premier ministre, quels sont vos rêves secrets ? Dites-les-moi et je ne les dirai à personne. Je sais que votre pays souffre d'un manque de terres et de pénurie d'eau. Rêvez-vous d'obtenir un peu plus de terres ? Un morceau de la péninsule du Sinaï ? Une colline de la montagne Moab ? L'eau du fleuve Litani ? »

Surpris par une question si directe, Ben Gourion répondit « timidement » (*dixit* Peres) :

« Monsieur le Président, si vous m'aviez posé cette question il y a vingt ou trente ans, je vous aurais probablement montré une carte. Mais aujourd'hui, j'ai un rêve secret principal, plus de juifs ! »

Surpris à son tour, de Gaulle demande :

« Êtes-vous sûr ? Et d'où viendraient tous les juifs ? »

Alors Ben Gourion :

« De tous les coins du monde. »

Dans ses *Mémoires d'espoir*, de Gaulle assure que Ben Gourion lui a alors parlé d'implanter « quatre ou cinq millions de juifs en Israël », donc de doubler sa population, qui, en 1961, dépasse alors à peine les 2 millions. Shimon Peres le conteste²⁸. Mais le fait est là : le rêve de Ben Gourion s'est réalisé vingt ans plus tard, la population d'Israël atteignant les 4 millions en 1980... Et les 8 millions en 2013, au terme d'une intense politique de colonisation.

C'est alors que le Général lui lance cet avertissement :

« La France vous aidera demain, comme elle vous a aidé hier, à vous maintenir quoi qu'il arrive. Mais elle n'est pas disposée à vous fournir les moyens de conquérir de nouveaux territoires. Vous avez réussi un tour de force. Maintenant, n'exagérez pas ! Faites taire l'orgueil qui, suivant Eschyle, "est le fils du bonheur et dévore son père". Plutôt que d'écouter des ambitions qui jetteraient l'Orient dans d'affreuses secousses et vous feraient perdre peu à peu les sympathies internationales, consacrez-vous à poursuivre l'étonnante mise en valeur d'une contrée naguère désertique et à nouer avec vos voisins des rapports qui, de longtemps, ne seront que d'utilité. »

Pour autant, le dossier nucléaire franco-israélien est loin d'être clos. En 1962, les services français alertent le Général : si les ingénieurs du CEA ont bien, conformément à ses ordres, cessé de collaborer aux applications militaires de Dimona, des dizaines d'autres Français, recrutés à prix d'or, travaillent d'arrache-pied sur ce site. Lequel entrera en service en 1964 avec pour mission de livrer 5 à 7 kilos de plutonium par an. Trois ans plus tard, la bombe sera achevée. Et avec elle son vecteur : les missiles Jéricho fournis clandestinement par le groupe Dassault.

De Gaulle se doute-t-il alors que, de l'autre côté de l'Atlantique, le président Kennedy est aussi inquiet que lui de ce qui se passe dans le désert du Néguev ? Le 30 mai 1961, quelques jours, donc, avant la seconde visite de Ben Gourion en France, il a exigé de lui des inspections régulières du site de Dimona. Le Premier ministre israélien n'a dit ni oui ni non. Ce qui donnera lieu à d'autres admonestations de la Maison-Blanche, de moins en moins amènes. Dans la dernière, en date du 15 juin 1963, Kennedy exige même une visite immédiate suivie de visites régulières tous les six mois. Faute de quoi, menace-t-il, « l'engagement et le soutien de notre gouvernement pour Israël risquent d'être sérieusement compromis²⁹ ». Simple coïncidence ? Le 16 juin, Ben Gourion démissionne de son poste, ce qui lui évite d'accuser réception du message. Le 5 juillet suivant, JFK envoie donc la même lettre à son successeur, Levi Eshkol. Lequel se montre aussi peu réactif. La disparition du président américain, cinq mois plus tard, relâchera la pression, et même inversera totalement la tendance, Johnson décidant de profiter du désengagement de la France pour devenir le premier partenaire nucléaire de l'État hébreu.

La grande rupture de 1967

« N'exagérez pas ! » avait dit de Gaulle à son ami Ben Gourion, le 5 juin 1961. Avec le ministre des Affaires étrangères d'Israël, Abba Eban, qu'il reçoit à l'Élysée le 24 mai 1967, le Général est beaucoup plus précis : « Ne faites pas la guerre ! » Il faut dire qu'une fois de plus, tout le monde semble en lice pour un nouveau tournoi. Quelques jours plus tôt, Nasser, qui souhaite obtenir le départ des troupes de l'ONU occupant le Sinaï depuis l'affaire de Suez, a imposé le blocus du détroit de Tiran qui donne accès à la mer Rouge, *via* le golfe d'Aqaba, et au port israélien d'Eilat. De Gaulle y voit l'occasion de sortir par le haut de la crise en proposant une médiation sous la responsabilité des quatre membres permanents du Conseil de sécurité (les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Union soviétique et la France), laquelle permettrait de mettre à plat tous les contentieux pendants et de fixer définitivement les frontières dans la région. En obtenant au passage la reconnaissance de l'État d'Israël par ses voisins arabes. Mais Washington fait la sourde oreille et Tel-Aviv envoie son ministre des Affaires étrangères annoncer à de Gaulle son intention de régler la question à sa façon. Le Général est très clair : si l'Égypte attaque, la France se portera aux côtés d'Israël. Si c'est l'inverse, l'État juif ne pourra se prévaloir de son soutien.

On connaît la suite. Le 4 juin, Israël, fort des Mirage vendus par la France et de l'appui logistique sans réserve des États-Unis, déclenche la guerre des Six-Jours. Moins d'une semaine de combats permet à l'appareil militaire israélien de prendre le contrôle de Jérusalem et de multiplier par trois son emprise territoriale dans la région. En réaction, la France déclare l'embargo sur toutes les armes vendues à l'État hébreu. Faut-il donc s'étonner qu'à l'occasion de sa conférence de presse du 27 novembre suivant, le Général regrette qu'on ne l'ait pas écouté avant de prédire un engrenage de violence que, malheureusement, l'avenir confirmera ? Rappelant l'amitié de la France pour Israël, mais aussi son inquiétude de voir l'État juif saisir la première occasion pour s'agrandir, il déplore que celui-ci « organise sur les territoires qu'il a pris, une occupation qui ne peut aller sans oppression, répression, expulsions », de sorte que « s'y manifeste contre lui une résistance, qu'à son tour il qualifie de terrorisme »...

Puis vient sa phrase si controversée sur les Juifs, « peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur », qui provoque une vague de critiques pas toujours désintéressées venues des États-Unis et, en France même, des partisans les plus opiniâtres de l'alliance américaine. La réaction la plus typique, en même temps que la plus blessante, est celle de Raymond Aron³⁰, qui, le 6 décembre 1967, dans *Le Figaro*, pose cette série de questions :

« Pourquoi le général de Gaulle a-t-il solennellement réhabilité l'antisémitisme ? Afin de se donner le plaisir du scandale ? Pour punir les Israéliens de leur désobéissance et les juifs de leur antigaulisme occasionnel ? Pour interdire solennellement toute velléité de double allégeance ? Pour vendre quelques Mirages de plus aux pays arabes ? Visait-il les États-Unis en frappant les juifs ? Voulait-il soumettre à une nouvelle épreuve l'inconditionnalité de certains de ses fidèles qui ont souffert sous Charles de Gaulle ? Agit-il en descendant de Louis XIV qui ne tolérait pas les protestants ? En héritier des Jacobins qui aimaient tant la liberté qu'ils interdisaient aux citoyens d'éprouver tout autre sentiment ? »

De Gaulle « frappant » les Juifs ? L'accusation, venue d'un homme que rien n'aurait dû prédisposer à mépriser la vérité et en visant un autre dont le premier acte, en tant que dépositaire de l'autorité française, avait été d'abolir la législation antisémite de Vichy, démontrait que, pour faire payer au Général sa politique d'indépendance nationale, aucun moyen ne serait désormais négligé. Les premiers à s'engouffrer dans la brèche sont évidemment les anciens partisans de l'Algérie française, trop heureux de trouver dans l'offensive éclair israélienne matière à se réjouir d'une défaite infligée aux Arabes et, partant, à considérer celle-ci comme une revanche indirecte de leur propre expropriation. Ainsi, par exemple, de l'avocat Jean-Louis Tixier-Vignancour, ci-devant secrétaire d'État à l'Information de Vichy, proclamant que les positions du « liquidateur de l'empire » sur le Moyen-Orient « n'engagent pas la France³¹ »...

Tandis que la presse française se déchaîne à l'unisson des Israéliens, des Anglo-Saxons, mais aussi des Allemands, une seule voix non arabe s'élève pour déplorer les attaques dont de Gaulle est l'objet : c'est celle de David Ben Gourion !

Dans une lettre poignante au quotidien *Haaretz*, le fondateur de l'État d'Israël sort en effet de sa retraite pour appeler, le 20 décembre, ses compatriotes, mais aussi les Juifs américains, à ne pas assimiler à de

l'antisémitisme le droit légitime à la critique dont de Gaulle, qu'on l'approuve ou non, a usé envers un État souverain... *Vox clamant in deserto* : cette prise de position courageuse vaudra à Ben Gourion lui-même d'être attaqué par l'extrême droite israélienne.

De Gaulle, profondément touché, lui répondra le 30 décembre en maintenant ses griefs contre la politique aventureuse choisie par Israël, mais en rappelant son attachement à cet État qui, justement parce qu'il en est un, ne saurait se soustraire aux réalités :

« Je sais ce que la restauration d'Israël en Palestine [...] a comporté de foi, d'audace et de difficulté et combien a été méritoire la mise en valeur de régions semi-désertiques par le nouvel État grâce à l'afflux de tant de Juifs venus de partout et à l'aide de tant de leurs communautés réparties à travers le monde. Vous rappelez, à juste titre, que mon pays et moi-même n'avons pas, à l'origine, ménagé notre sympathie à cette construction nationale et vous ne pouvez douter que, le cas échéant, nous nous serions opposés à ce qu'elle fût anéantie, comme le garantissaient nos entretiens officiels de naguère et le fait que j'y avais publiquement qualifié Israël d'"État ami et allié".

« Mais je demeure convaincu qu'en passant outre aux avertissements donnés, en temps voulu, à votre gouvernement par celui de la République française, en entamant les hostilités, en prenant par la force des armes possession de Jérusalem et de maints territoires jordaniens, égyptiens et syriens, en y pratiquant la répression et les expulsions qui sont inévitablement les conséquences d'une occupation dont tout indique qu'elle tend à l'annexion [...] Israël dépasse les bornes de la modération nécessaire. »

Puis, regrettant que sa proposition d'arbitrage conçue pour avancer sur la voie d'un règlement global incluant la reconnaissance d'Israël par ses voisins n'ait pas été retenue, il ajoute :

« Cette issue, qui ramènerait la paix au Moyen-Orient, faciliterait la concorde universelle et, suivant moi, servirait l'intérêt des peuples intéressés, y compris celui du vôtre, ne comblerait pas, je le sais, tous les désirs d'Israël. [...] Il en est de même de l'émotion apparemment soulevée chez tels ou tels par le fait que j'ai dit de leur peuple qu'il était "un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur", jugement que certains affectent de tenir pour péjoratif alors qu'il ne saurait y avoir rien de désobligeant à

souligner le caractère grâce auquel ce peuple fort a pu survivre et rester lui-même après dix-neuf siècles passés dans des conditions inouïes. Mais quoi ? Voici qu'Israël, au lieu de promener partout dans l'univers son exil émouvant et bimillénaire, est devenu, bel et bien, un État parmi les autres et dont, suivant la loi commune, la vie et la durée dépendent de sa politique. Or, celle-ci – combien de peuples l'ont, tour à tour éprouvé – ne vaut qu'à la condition d'être adaptée aux réalités. »

Deux ans plus tard, de Gaulle quittera le pouvoir puis disparaîtra, en novembre 1970, trois ans avant Ben Gourion. Le Général lui écrira encore, en janvier 1968, à l'occasion de la mort de sa femme Paula puis, chacun dans sa thébaïde se replongera dans le passé. Le Général pour rédiger ses *Mémoires d'espoir*, que sa mort laissera inachevés ; Ben Gourion pour revenir à sa passion première, la philosophie grecque, qu'il lisait dans le texte ! Frappé, le 18 novembre 1973, d'une hémorragie cérébrale, il mourra le 1^{er} décembre... Sans avoir pu davantage finir d'écrire ses souvenirs.

11

Nasser, le disciple du Nil

Château de Champs (Seine-et-Marne), 13 mars 1964. Dans le plus grand secret, Charles de Gaulle reçoit le président de la nouvelle République algérienne, Ahmed Ben Bella. Retour de Belgrade, ce dernier a demandé à l'Élysée, par l'intermédiaire de Georges Gorse, notre ambassadeur à Alger¹, de pouvoir faire une escale en France. De Gaulle n'a pas dit non car il s'entend plutôt bien avec Ben Bella, candidat « poussé » clandestinement par la France quand, deux ans plus tôt, l'Algérie indépendante a dû se doter d'un chef. Mais il a déchanté quand l'ancien sous-officier de l'armée d'Italie² lui a révélé l'objet de sa visite : entamer, à la demande de Tito, une détente entre la Yougoslavie et Paris. Fin psychologue, Ben Bella n'a pas tenté de briser le silence éloquent du Général³ mais en a profité pour égrener une série de doléances relatives à l'Algérie. Que de Gaulle, trop heureux de changer de sujet, a aussitôt acceptées⁴.

« Il y a un homme qui m'intéresse, c'est Nasser »

Mais voici qu'avant de laisser partir son hôte, il le retient, à sa grande surprise :

« À mon tour ! dit-il. Je veux renouer avec les pays arabes, et il y a un homme qui m'intéresse, c'est Nasser⁵ ! »

Bien renseigné, le président français sait que le leader algérien et le maître du Caire sont intimes depuis l'époque où ce dernier finançait le FLN contre les Français. Il précise alors sa pensée : « J'ai besoin d'une Algérie forte, mais aussi d'une France forte, qui ne subisse pas la loi des États-Unis. Puis-je compter sur vous ? » Et d'inviter Ben Bella à passer les troupes en revue, à ses côtés, le 14 juillet 1965 !

« Les Français doivent apprendre à vous considérer comme un chef d'État. Nous remonterons ensemble les Champs-Élysées⁶. »

De Gaulle n'aura pas le loisir d'aller au bout de ce projet, qui eût constitué une provocation à l'endroit des pieds-noirs et des ultras de l'Algérie française : le 19 juin 1965, Ben Bella sera en effet renversé par le coup d'État de son successeur, Houari Boumédiène, qui le jettera en prison pour quatorze ans⁷.

Entre-temps, l'ami de Nasser aura tenu sa promesse. Quelques jours après l'entrevue de Champs-sur-Marne, l'Égyptien a téléphoné à Ben Bella : « Dis à de Gaulle qu'il est invité officiellement au Caire. À lui de choisir une date ! » Le Général n'ira pas au Caire, ni Nasser à Paris, urgences internationales ou affaires domestiques les retenant chaque fois qu'une fenêtre de tir s'ouvrait pour une rencontre. Mais le 18 octobre 1965, l'invitation à l'Élysée, pour un long entretien suivi d'un déjeuner, du numéro deux égyptien, le maréchal Abdel Hakim Amer, frappe les observateurs par sa cordialité. Ayant salué « l'action clairvoyante et énergique du président Nasser », le Général rend hommage à la volonté de l'Égypte de « vivre et agir dans l'indépendance et selon son propre génie ». Et dans les jours suivants, le Premier ministre, Georges Pompidou, annonce un vaste programme de coopération économique et culturelle entre Paris et Le Caire.

Aussi tardive que spectaculaire, l'amitié qui se noue alors entre la France du Général et l'Égypte du Raïs est comme le miroir inversé des relations franco-israéliennes, dont l'ancienneté ne résista pas au déclenchement de la guerre des Six-Jours. Jusqu'à l'aube des années 1960, qui marquent le début du refroidissement avec Tel-Aviv, c'est peu dire, en effet, qu'entre les deux États les relations furent réduites au minimum. Depuis sa retraite de Colombey, l'homme du 18 Juin a chaudement

approuvé, on l'a vu, l'expédition de Suez, non sans avoir témoigné, depuis 1940, son intérêt pour les réalisations du sionisme, version Ben Gourion. Et s'il a toujours plaidé pour que les Palestiniens installés avant les Juifs disposent d'un État à l'égal de ces derniers, il n'a jamais caché non plus combien, à ses yeux, les États arabes constitués, en refusant le partage proposé par l'ONU en 1947, portaient une part de responsabilité dans leur situation.

Au journaliste Jean-Raymond Tournoux, qui le rencontre longuement après l'affaire de Suez et l'interroge sur l'effervescence du monde arabe, il dit même ces mots terribles : « Les Arabes, ce n'est rien. Jamais on n'a vu des Arabes construire des routes, des barrages, des usines. Après tout, peut-être n'ont-ils pas besoin de routes, de barrages, d'usines. Ce sont d'habiles politiques. Habiles comme des mendiants⁸. »

Dès son retour au pouvoir, cependant, le Général indispose Israël, avec lequel les rapports sont pourtant au beau fixe, en nommant ministre des Affaires étrangères un pro-arabe convaincu : Maurice Couve de Murville, ambassadeur au Caire de 1950 à 1954 et qui, à ce titre, a noué d'excellentes relations avec Nasser. Pense-t-il déjà à la suite, autrement dit aux perspectives qui s'ouvriront vers le tiers-monde en général et les pays musulmans en particulier quand, libérée du fardeau algérien, la France tentera d'imposer sa « troisième voie » entre le capitalisme américain et le communisme soviétique ? Pour l'heure, l'Égypte aide le FLN algérien auquel de Gaulle cherche à casser les reins militairement avant d'entamer son désengagement en position de force. Ce qui sera chose faite en 1962. De son côté, Nasser se verrait bien en leader du monde arabe, dans le sillage de ce nationalisme laïc incarné par ses deux pères spirituels égyptiens, Mustafa Kamil⁹ et Saad Zaghloul¹⁰, mais aussi et surtout du Syrien (chrétien) Michel Aflak, fondateur du parti Baas¹¹.

Deux références : la France et Napoléon

Né en 1918 dans les faubourgs d'Alexandrie, Gamal Abdel Nasser, le futur Raïs, est le fils d'un contrôleur des postes qui, sans militer ouvertement pour l'indépendance, entend y préparer ses enfants en leur

offrant de solides études. Au lycée du Caire, le jeune Gamal s'est passionné pour l'histoire et la littérature françaises et, sans doute sous l'influence de Victor Hugo, s'est découvert une admiration particulière pour Napoléon. Parce que, au-delà de ses conquêtes militaires, l'empereur savait transmettre aux peuples l'amour de leurs racines en même temps que la passion de l'égalité civile ? Deux caractéristiques que Bonaparte ne porta jamais plus haut qu'en Égypte, en mettant fin à l'occupation ottomane après avoir révélé au monde les « quarante siècles » rendus célèbres par son ordre du jour du 21 juillet 1798, à la veille de la bataille des Pyramides.

Après des études de droit, voici Nasser admis, en 1937, à l'école des officiers du Caire, jusqu'alors réservée aux fils de la haute bourgeoisie mais à laquelle il a eu accès grâce à ses résultats exceptionnels... Et malgré sa fiche de police qui, depuis sa participation aux manifestations antianglaises de novembre 1935, où une balle a failli lui traverser la tête, le désigne comme un élément à surveiller. Il n'arrange pas son cas en donnant à ses condisciples des conférences sur Napoléon, l'ennemi irréductible des Anglais, dont il a dévoré la biographie par Emil Ludwig, de même que l'étude de François Charles-Roux, *Les Origines de l'expédition d'Égypte*.

« Chose étonnante chez l'élève d'une école militaire, remarque Michel Marmin dans son *Nasser*, c'est moins le général stratège qui le fascine que l'homme providentiel qui a balayé un régime corrompu et fondé des institutions novatrices. C'est-à-dire le type même du héros dont il espère la venue pour arracher l'Égypte à sa situation humiliante, chasser ceux qui l'exploitent sans vergogne, et la faire enfin rentrer dans l'Histoire¹². »

Sorti dans les premiers de l'académie militaire d'Abassieh, Nasser est affecté au Soudan, où l'Égypte possède des bases militaires sous contrôle anglais ; c'est là que la guerre le surprend et, bientôt, les victoires de l'Axe qui, dès le printemps de 1942, menacent directement Le Caire, où Mussolini a prévu d'entrer sur son cheval blanc. Mais contrairement à son camarade de promotion et futur successeur Anouar el-Sadate, qui complotait presque ouvertement avec les Allemands¹³, lui ne voit guère l'intérêt qu'aurait l'Égypte à troquer une domination contre une autre. Son but est d'en finir, à la première occasion, avec la monarchie corrompue incarnée depuis 1937 par le roi Farouk. Pour acheter sa fidélité, les Britanniques autorisent en effet ce dernier à puiser copieusement dans le trésor public égyptien, ce qui lui procure un train de vie de milliardaire. Mais fait monter,

dans la population, victime de pauvreté endémique, une colère sourde contre ce roi fantoche et mégalomane¹⁴...

Baptême du feu à Falouja

Dès février 1946, la contestation tourne à l'émeute permanente, réprimée dans le sang par l'armée britannique. Bientôt, l'insurrection égyptienne rejoint celle des Arabes palestiniens qui se soulèvent contre la résolution de l'ONU de novembre 1947 prévoyant le partage de leurs terres avec les Juifs. En 1948, c'est la guerre : espérant faire baisser la tension sociale par l'aventure extérieure, Farouk lance son armée à l'assaut du nouvel État d'Israël. Pris en tenaille entre la révolte égyptienne et, dans les colonies juives, le terrorisme de l'Irgoun¹⁵, les Anglais le laissent faire. On connaît la suite, marquée par la victoire écrasante de Tsahal et le retrait précipité des troupes égyptiennes de Palestine. Mais à Falouja, une poche a résisté à tous les assauts sous le commandement du capitaine Nasser, tout juste reçu à l'école d'état-major du Caire, et qui n'a pas attendu les cours théoriques pour faire ses preuves. L'armée israélienne, malgré ses assauts furieux, n'est pas venue à bout de cette place forte, à 30 km au nord-est de Gaza. Quand Farouk, affolé par la tournure des événements, a donné l'ordre à l'armée égyptienne de capituler, Nasser a refusé. Il ne rendra la place qu'à la suite de l'armistice signé entre Le Caire et Tel-Aviv, le 1^{er} mars 1949, non sans avoir reçu l'accolade du capitaine israélien venu prendre possession de la ville. Grâce à la résistance de la garnison de Falouja, unique victoire arabe de cette guerre perdue, les Égyptiens peuvent, lors des pourparlers de paix, négocier leur maintien dans la bande de Gaza.

Servi par sa haute taille, son physique athlétique et une éloquence qui trahit son goût des beaux textes (bien qu'adversaire des Anglais, il sait par cœur des tirades entières de Shakespeare), Nasser connaît bientôt un prestige sans bornes. Promu commandant puis, en 1951, lieutenant-colonel (« Bikbachi »), il fonde en 1949, avec Sadate et le futur maréchal Amer, le Mouvement des officiers libres, qui vise à noyauter l'armée et les administrations pour en finir avec Farouk. Mais aussi, et peut-être surtout, à écarter la menace d'une alliance de la monarchie aux abois avec la confrérie

des Frères musulmans, mouvement intégriste dont le but est de transformer l'Égypte en État islamiste dans lequel les administrations civiles et militaires seraient soumises à l'autorité religieuse. Tout l'inverse de ce que veut Nasser, qui s'est forgé une doctrine très proche de celle du Syrien Aflak, père du nationalisme panarabe. Son ambition : marier la tradition culturelle musulmane à une modernisation de l'État et de la société passant, entre autres, par l'égalité hommes-femmes afin de créer une forme nouvelle de laïcité destinée à faire cohabiter le sultanat (pouvoir spirituel) avec le califat (pouvoir temporel). Ce qui le différencie sensiblement du nationalisme laïc, beaucoup plus brutal, d'un Mustafa Kemal (1881-1938) qui considérait l'islam comme étranger à la tradition turque¹⁶.

Naissance d'une république

Le 23 juillet 1952, les conjurés passent à l'action. Forts de complicités à tous les postes clés de l'armée, ils investissent l'état-major et proclament la déchéance de Farouk, qui a tout juste le temps de s'enfuir sur son yacht pour gagner Monaco, dont il prendra bientôt la nationalité. Secondé par Sadate et Amer, Nasser est le véritable cerveau du nouveau pouvoir qui, en 1953, abolit la monarchie et élève le général Mohamed Naguib au rang de président de la République égyptienne. Devenu Premier ministre, Nasser engage les réformes dont il rêvait depuis longtemps : agraires, d'abord, en redistribuant massivement les terres au profit des *fellahs* (ouvriers agricoles réputés libres mais dont le statut s'apparente de fait au servage) ; en direction du monde ouvrier, ensuite, en instituant la liberté syndicale et en encadrant le droit de licenciement. Surtout, il lance une gigantesque campagne d'alphabétisation, spécialement en direction des femmes, dont 44 000 seulement (sur 16 millions d'habitants !) savaient lire et écrire en 1937. Elles seront 400 000 en 1960 alors que la population a doublé.

Mais en 1954, c'est la rupture entre Nasser et Naguib. Le président juge que son Premier ministre va trop loin dans tous les domaines et, surtout, entend rétablir le régime parlementaire. Ce que Nasser refuse, certain que des législatives donneraient le pouvoir aux Frères musulmans, seul parti réellement organisé dans le pays... Désormais soutenus et financés par les

Britanniques et les Américains, ces derniers comptent sur eux pour en finir avec l'expérience nationaliste égyptienne, assimilée à du communisme au prétexte que Moscou la soutient ! Le 23 septembre 1953, le président Eisenhower a en effet reçu à la Maison-Blanche une délégation de la Confrérie, emmenée par son chef, Saïd Ramadan¹⁷. Et le président américain a été on ne peut plus clair – comme le seront ses successeurs quand ils financeront l'islamisme dans les États musulmans de l'Union soviétique et à ses marges, comme en Afghanistan : « Notre foi en Dieu devrait nous donner un objectif commun : la lutte contre le communisme et son athéisme¹⁸. »

Mais en fin politique, Nasser ne s'oppose pas frontalement à Naguib. Mieux : il démissionne de son poste. Le 28 mars 1954, des millions d'Égyptiens sont dans la rue pour réclamer son retour. Une arme secrète a joué à plein : les femmes égyptiennes auxquelles Nasser a promis que nul ne pourrait plus les forcer à porter le voile et qu'aussitôt les libertés publiques rétablies, elles deviendraient électrices et éligibles. Naguib n'insiste pas. Reconnaisant qu'il s'est laissé manipuler par la Confrérie, il cède sa place à celui que chacun appelle désormais le Raïs (le « chef »).

La secte, pourtant, n'a pas dit son dernier mot : le 26 octobre 1954, elle tente de l'assassiner. Tandis qu'il prononce un discours à Alexandrie, un « Frère » infiltré dans le service d'ordre, Mohammed Abdel Latif, vide son chargeur sur Nasser. Non seulement pas une balle ne l'atteint, mais le Raïs continue son discours en prenant le public à témoin du fanatisme de ses ennemis. Cette baraka contribuera encore à renforcer son mythe... et signera la mise hors la loi des Frères musulmans¹⁹. En 1956, le leader égyptien se sent assez fort pour tenir ses promesses de démocratisation en faisant ratifier par référendum une nouvelle Constitution et en donnant aux femmes l'égalité civile et politique. Quatre d'entre elles entreront pour la première fois au Parlement égyptien en 1957.

Dans un grand éclat de rire...

Avec l'expédition de Suez, la baraka continue. Non seulement l'échec des armées égyptiennes à contenir l'offensive anglo-franco-israélienne

n'entame pas la popularité de Nasser, mais celle-ci se trouve renforcée par l'épilogue de l'affaire : le repli de toutes les forces étrangères sur la double injonction américano-soviétique. Au reste, le Raïs, metteur en scène-né, a fait en sorte que son discours du 26 juillet 1956 annonçant la nationalisation du canal de Suez ne s'oublie pas de sitôt. À 19 h 30, sur cette même place d'Alexandrie où, deux ans plus tôt, il avait failli tomber sous les balles des Frères musulmans, il s'en prend, devant plus de 250 000 personnes, aux puissances occidentales qui veulent étrangler l'Égypte en refusant de débloquer le prêt promis pour financer le barrage d'Assouan. Puis, rappelant qu'en 1955 le canal de Suez a rapporté 100 millions de dollars à ses actionnaires étrangers et seulement 3 à l'Égypte, il annonce qu'il a signé le matin même un décret portant sur sa nationalisation. Et d'ajouter dans un grand éclat de rire qui résonnera longtemps dans la mémoire égyptienne : « C'est le canal qui paiera pour le barrage ! » Selon un code fixé le matin même, à l'instant où Nasser a prononcé le nom de « Lesseps », des commandos se sont jetés sur les installations de la Compagnie universelle du canal, depuis Suez jusqu'à Port-Saïd. « Rire de la dérision, grand hoquet de joie du tiers-monde, déculottée de l'Occident²⁰ » (Marc Ferro), ce coup de théâtre plante le décor du nassérisme en actes. L'homme vient de changer de dimension. Le héros du panarabisme va pouvoir s'ériger en chef incontesté du « non-alignement ».

Son pouvoir désormais bien installé, le chef d'État égyptien peut se consacrer à ce qui va le rapprocher de De Gaulle : la recherche d'une voie indépendante des blocs sur la scène internationale. En 1958, il réussit un coup de maître : la création de la République arabe unie (RAU), issue de la fusion de l'Égypte et de la Syrie en un seul État. Préparée en secret avec Michel Aflak et les dirigeants du parti Baas, cette tentative fera long feu trois ans plus tard, sous la pression de la bourgeoisie syrienne, qui, hostile aux réformes de Nasser, déclenche un coup d'État à Damas. Mais aux yeux de tous, à commencer par les États-Unis et l'Union soviétique, Nasser y a gagné ses galons de chef de file des Arabes non alignés. Et l'Égypte, un statut de figure de proue parmi les pays en voie de développement.

De Gaulle et Nasser, champions du « non-

alignement »

Alors qu'en 1962 la guerre froide atteint son point culminant, Nasser est l'un des seuls leaders du tiers-monde à pouvoir s'entretenir directement au téléphone avec Kennedy et Khrouchtchev. Le seul, surtout, dont les réalisations économiques et sociales soient tangibles, donc incontestables. Développement de l'agriculture et création d'une véritable industrie lourde – la première du continent africain – grâce au barrage d'Assouan ; alphabétisation massive des populations (66 % d'enfants inscrits dans le primaire en 1960, contre 10 % en 1950) ; gratuité des études et des soins médicaux sans céder à la tentation d'une étatisation complète de l'économie, ardemment conseillée par Khrouchtchev ; création de 1,5 million d'emplois entre 1956 et 1960 ; taux de pauvreté passant dans le même temps de 56 % à 27 % : voilà qui, assurément, ébahit de Gaulle, naguère si réservé sur la capacité des Arabes à s'en sortir seuls.

Quant à Nasser, c'est peu dire qu'il découvre avec stupéfaction la souplesse de ce général réputé conservateur qui, après avoir donné l'indépendance à l'Empire français en 1962, reconnaît la Chine populaire en 1964 et, cette même année, se fait accueillir en « Libertador » par des foules immenses depuis Buenos Aires jusqu'à Mexico... Avant, deux ans plus tard, de condamner l'intervention américaine au Vietnam dans son discours de Phnom Penh.

Professeur de sciences politiques à l'université du Caire, Hoda Nasser, fille aînée du Raïs, a résumé en 2008 ce qui a poussé son père à se rapprocher de De Gaulle, avant même l'invasion israélienne de 1967 :

« La France occupe une position différente de celle des autres États occidentaux qui nourrissaient de l'hostilité à l'égard de l'Égypte. Sous le leadership de De Gaulle, l'image de la France, entre 1962 et 1969, devint celle d'une nation soutenant partout les principes de liberté, de justice et de dignité... Après avoir été convaincu que la partie qui avait tiré profit de l'alliance entre la France de la IV^e République et l'État hébreu était bien Israël et que la France avait perdu son crédit dans le monde arabe, De Gaulle comprit qu'à long terme, l'intérêt de la France passait par un rapprochement avec lui. »

Elle cite ensuite son père à l'appui :

« J'ai commencé à m'intéresser à de Gaulle pendant la Seconde Guerre mondiale. Puis j'ai admiré son courage s'agissant de l'Algérie où il affronta la situation sans louvoyer. Les relations avec lui sont différentes des relations habituelles avec les autres politiques. C'est un homme de principes qui place la liberté et la dignité de son pays au-dessus de tout, et donc comprend ceux qui se battent contre l'oppression ou pour sortir de la dépendance²¹. »

Nasser, de Gaulle, même combat ? En raccompagnant le maréchal Amer sur le perron de l'Élysée à l'issue de sa visite du 18 octobre 1965, le Général le suggère ouvertement : « Avec l'Égypte nouvelle, telle que la réalise la République arabe unie, soyez assuré que la France nouvelle, telle que la V^e République est en train de l'accomplir, se trouve très disposée à mettre en œuvre une action commune. »

Outre les 300 millions de dollars prêtés en 1966 par la France à l'Égypte pour ses investissements d'infrastructures, Paris et Le Caire s'entendent sur un programme d'échanges scientifiques de grande ampleur, de la médecine à la chimie lourde en passant par la biologie, l'informatique... et l'énergie nucléaire, ce qui ne manque pas de rendre furieux le gouvernement israélien, qui en a pourtant largement profité avant que de Gaulle ne décide de rompre avec la politique de ses prédécesseurs.

La parabole de Toutankhamon

Mais ce qui retient l'attention, c'est l'événement culturel hyper-médiatisé de l'année 1967 : l'exposition Toutankhamon organisée à Paris, au Petit Palais, de février à septembre. Jamais, en effet, depuis l'arrivée de Nasser au pouvoir, l'Égypte n'a encore accepté la moindre translation de ses trésors à l'étranger, *a fortiori* du plus précieux d'entre eux, le masque d'or du pharaon mort vers 1327 avant notre ère et que l'archéologue Howard Carter exhuma en 1922. Pour imposer cet événement, de Gaulle et Nasser doivent user de toute leur autorité. Côté français, on a fait valoir au Général qu'il est politiquement périlleux d'organiser un hommage de cette ampleur à la civilisation égyptienne sans imaginer un pendant consacré au judaïsme. Côté égyptien, on n'a pas oublié non plus que le premier acte des

Officiers libres, à leur arrivé au pouvoir en 1952, fut d'ôter aux Français la direction du musée des Antiquités du Caire, qui leur revenait de tradition depuis Auguste Mariette²². « Prêter » ce trésor national aux Français, n'est-ce pas faire acte de sujétion ?

Mais l'homme du 18 Juin n'est pas plus disposé à recevoir des cours de diplomatie que le Raïs des leçons de nationalisme. Le 27 mars 1966, André Malraux, le ministre de la Culture du Général, mais aussi son plus proche confident, est reçu au Caire comme un chef d'État. Pour régler les détails de la grande réconciliation franco-égyptienne symbolisée par l'exposition Toutankhamon, il est épaulé par la grande égyptologue Christiane Desroches Noblecourt, grâce à laquelle beaucoup de collections du Louvre furent mises à l'abri pendant l'Occupation, puis qui joua un rôle majeur pour obtenir de l'Unesco le sauvetage des statues géantes d'Abou Simbel menacées par la construction du barrage d'Assouan. Pendant que l'auteur de *La Condition humaine* transmet au Raïs un long message (resté secret) du président français, Christiane Desroches Noblecourt, qui en est à son quatre-vingt-dixième aller-retour au Caire rien que dans le cadre de l'exposition, finalise les négociations avec le ministre de la Culture égyptien, Sarwat Okacha, comme s'il s'agissait des clauses d'un traité de paix. Tout est pensé dans les moindres détails, depuis l'embarquement de la momie, à Suez, auquel un détachement de l'armée française rendra les honneurs militaires, jusqu'à l'affectation des recettes de l'exposition à la sauvegarde des monuments de Nubie, en passant par les frais d'emballage, d'expédition et d'assurance des pièces du trésor, entièrement pris en charge par la France. Succès total : en sept mois, 1,2 million de Français viendront les admirer. Ils n'avaient été que 140 000 à se rendre au Petit Palais pour l'exposition Picasso qui la précédait et passait pourtant pour une réussite...

En marge de l'exposition, Malraux reçoit longuement Patrick Wajmann et René-François Tesseidre pour leur enquête *Nos politiciens face au conflit israélo-arabe*, qui paraîtra deux ans plus tard :

« Nasser ne veut pas détruire Israël, leur dit-il. Israël, comme "ennemi", lui est nécessaire tant que sa révolution industrielle n'est pas accomplie. Mais Israël, pour Nasser, c'est le capitalisme pour les Chinois ! Nasser ne s'imagine pas plus pouvoir détruire Israël que *France-Observateur* détruire le gaullisme ! La seule réalité arabe, c'est l'Égypte. La seule réalité égyptienne, c'est Nasser. Et la seule réalité pour Nasser, le seul moyen qu'il

ait de réussir sa révolution industrielle, c'est le lac ! Le lac, le barrage d'Assouan ! »

Comme toujours, chez Malraux, le flot verbal est riche de fulgurances :

« L'unité arabe ? Il s'en fiche, poursuit-il. Ce qu'il veut, c'est une Égypte de vingt-huit millions d'habitants... et le lac ! Tous les problèmes de l'Afrique sont des problèmes de fleuves. L'histoire de l'Afrique, c'est l'histoire des fleuves. L'unité arabe, c'est pour le spectacle : on n'imagine pas Nkrumah²³ faire l'unité africaine. Mais la situation est sérieuse. Israël souffre d'un complexe d'encerclement, comme la Russie stalinienne avant la guerre²⁴. »

Malraux ne croit pas si bien dire puisqu'au matin du 4 juin 1967, la guerre vient se rappeler au bon souvenir de ceux qui pensaient qu'Israël avait renoncé au Sinaï depuis l'expédition de Suez. En six jours, 20 000 soldats égyptiens sont tués, et plus de 700 chars mis hors de combat. Quant à l'aviation, elle a été détruite au sol dès les premières heures de l'offensive. Sans parler des dizaines de villages peuplés de réfugiés palestiniens systématiquement vidés de leurs habitants avant d'être détruits, reconstruits et occupés par des colons juifs. Cynique ou naïf, le chef d'état-major israélien, Yitzhak Rabin, déclarera au *Monde*, dans un entretien resté célèbre avec Éric Roulleau publié le 29 février 1968 : « Je ne pense pas que Nasser voulait la guerre. Il le savait et nous le savions. »

« La France aussi a été occupée »

S'estimant responsable de l'impréparation de l'armée, le maréchal Amer se suicide. Pour Nasser, le coup est terrible car il se rend compte que les moyens mobilisés pour faire reculer la pauvreté et moderniser le pays ont indirectement creusé la tombe de ses soldats. Au soir du 9 juin, il annonce sa démission. Mais comme treize ans plus tôt, le peuple descend dans la rue pour lui dire de rester. De Gaulle, on l'a vu, ne reste pas sur l'Aventin et condamne largement Israël. Il double son quasi-soutien à Nasser d'une lettre qu'il lui fait remettre le jour même :

« La victoire et la défaite dans les batailles sont des péripéties passagères dans l'histoire des nations. Ce qui importe, c'est la volonté...

Comme vous en avez le souvenir, la France a été, un temps, pour moitié sous l'occupation directe des nazis, pour une autre moitié sous la coupe d'un gouvernement collaborateur. Mais la France, elle, n'a jamais perdu sa volonté... Le vrai courage est d'affronter les malheurs. La paix du monde arabe requiert cet effort et je suis le premier à être d'accord avec vous pour dire que le fait accompli tel qu'il se présente chez vous ne peut fournir de base véritable pour une telle paix²⁵. »

Est-ce cet encouragement à tenir bon ? Les foules amassées sur toutes les places d'Égypte, du Caire au plus modeste de ses villages ? Le 10 juin, le Raïs revient sur sa démission. Et à Khartoum, le 31 août, il reconnaît que, l'Égypte n'ayant pas (ou plus) les moyens de reconquérir le Sinaï, c'est par des voies politiques qu'il convient d'en faire sortir les Israéliens. Ni plus ni moins la position défendue par de Gaulle et que, le 23 novembre 1967, le Conseil de sécurité de l'ONU reprendra à son compte en affirmant « l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre ».

Un dernier événement va encore rapprocher Nasser du Général : l'élection, en novembre 1968, de Richard Nixon à la présidence des États-Unis. De même que l'Égyptien et le Français avaient été traités en adversaires – si ce n'est en ennemis – par son prédécesseur Johnson, de même partagent-ils une même opinion positive sur celui qui fut, de 1953 à 1961, le vice-président d'Eisenhower. Aussi n'est-ce pas un hasard si, du même mouvement, Nixon, à peine entré à la Maison-Blanche le 20 janvier 1969, entame avec la France gaullienne une détente aux allures de lune de miel²⁶, et fait savoir à Nasser qu'il compte bien prendre des initiatives pour désamorcer le baril de poudre du Moyen-Orient. En réponse, le Raïs donne le 3 février une longue interview à *Newsweek* dans laquelle il se déclare prêt à s'asseoir à la même table que les Israéliens à condition qu'ils évacuent préalablement le Sinaï.

À de Gaulle, Nixon confirme, lors de sa visite à Paris le 1^{er} mars, que son plan pour le Moyen-Orient s'inspire de principes proches des siens : le droit imprescriptible d'Israël à la sécurité est conditionné à celui donné aux Palestiniens de disposer d'un État. Et il ajoute que, dans cette recherche d'une issue pacifique, il ne se laissera nullement influencer, comme Johnson, par des questions de politique intérieure. Comprendre : par la menace d'un vote sanction des Juifs américains. Las ! De Gaulle, qui promet à Nixon de lui offrir tout son concours, n'aura guère le loisir de

s'atteler à cette nouvelle tâche, puisque, deux mois plus tard, il sera désavoué par les Français. Le 28 mars 1969, le Général avait envoyé au Raïs ce dernier message :

« La France est décidée à faire tout ce qui est en son pouvoir pour la conclusion d'une paix juste et durable dans cette région du monde. Elle mesure, en effet, quel danger fait courir à la vie même des États qui s'y trouvent le déplorable conflit déclenché en juin 1967. Par contre, elle est convaincue que l'application effective des décisions du Conseil de sécurité des Nations unies établirait une situation très favorable au développement et au progrès, notamment pour un pays comme le vôtre appelé à un grand avenir après avoir été consacré par un grand passé²⁷. »

Quant à Nixon, il aura juste le temps d'imposer à Israël un cessez-le-feu de quatre-vingt-dix jours sur le canal de Suez, première étape d'un plan de paix préparé par le secrétaire d'État américain, William Rogers. Présenté le 24 juin 1970, le plan Rogers sera accepté le 23 juillet par les Égyptiens et le 31 juillet par les Israéliens. Aurait-il pu aboutir ? L'Histoire ne le dit pas puisque le 28 septembre 1970, six semaines avant que de Gaulle ne s'effondre, victime d'une rupture d'anévrisme, Nasser est emporté par une crise cardiaque. Trois jours durant, des foules en larmes scandent « Le lion est mort, le lion est mort ». Au Caire, cinq divisions d'infanterie ne suffiront pas à contenir la foule qui a tout envahi pour suivre son cercueil. Au point que les rares chefs d'État occidentaux venus assister aux obsèques devront rester dans leurs hôtels ou leurs ambassades pour ne pas être emportés par le flot.

Depuis Colombey-les-Deux-Églises, de Gaulle sort de son silence pour adresser à la presse l'un des deux seuls communiqués rédigés de sa main depuis son départ de l'Élysée²⁸ :

« C'est de tout cœur que je prends part au grand chagrin de l'Égypte.

« Par son intelligence, sa volonté, son courage exceptionnels, le président Gamal Abdel Nasser a rendu à son pays et au monde arabe tout entier des services incomparables. Dans une période de l'histoire plus dure et dramatique que toute autre, il n'a cessé de lutter pour leur indépendance, leur honneur et leur grandeur. Aussi nous étions-nous tous deux bien compris et profondément estimés.

« Ainsi, avons-nous pu rétablir entre la République arabe unie et la France les très bonnes relations que leur commandent leur grande amitié

séculaire et leur volonté commune de justice, de dignité et de paix. »

Au lion, succède bientôt un serpent, adepte du double, voire du triple jeu. Car au lieu de s'investir dans le processus de paix global initié par Nixon, le nouveau Raïs, Anouar el-Sadate, va activement préparer la guerre et franchir la ligne rouge que Nasser et de Gaulle avaient fixée de concert à la politique égyptienne : ne jamais attaquer Israël. Le 9 octobre 1973, c'est la guerre du Kippour, qui se solde, pour Le Caire, par une défaite militaire doublée d'une humiliation politique sans précédent. Au point qu'en signant les accords de Camp David de 1977²⁹ – qui lui vaudront, conjointement avec le Premier ministre israélien, Menahem Begin, le prix Nobel de la paix –, Sadate, qui se rêvait en libérateur des Palestiniens, va revêtir la tunique de Nessus de traître à la cause arabe. Il en mourra, en direct à la télévision, le 6 octobre 1981, sous les balles des Frères musulmans, le jour du défilé militaire commémorant, suprême ironie, le huitième anniversaire de l'offensive du Kippour !

À son enterrement, la plupart des chefs d'État occidentaux seront présents, dont trois anciens présidents américains (Nixon, Ford, Carter). Mais les rues du Caire seront presque vides...

Nixon, un gaulliste à la Maison-Blanche

Voilà près de six mois, en cet automne 1968, que de Gaulle n'a plus guère d'occasions de se réjouir. Les « événements » de Mai ont profondément ébranlé son pouvoir et il sait bien que s'il a pu, *in extremis*, rétablir l'ordre et envoyer siéger à l'Assemblée nationale la plus forte majorité gaulliste jamais élue depuis 1958, celle-ci ne l'est qu'en théorie. « C'est le parti de la trouille qui l'a emporté, pas celui de la France », répète-t-il volontiers à ses proches quand ils le félicitent du résultat des législatives de juin.

Dans la foulée des accords de Grenelle qui ont abouti à revaloriser les salaires, le franc a été sévèrement attaqué sur l'ensemble des places internationales et le Général sait qu'il va devoir batailler ferme pour maintenir sa parité. À Washington, le président Johnson ne cache pas qu'il se réjouit de cette crise. Après avoir dû supporter, successivement, la remise en cause par la France du monopole international du dollar, la tournée de De Gaulle en Amérique du Sud (1964) puis son discours de Phnom Penh (1966) incitant les peuples à secouer le joug américain, enfin le départ de la France du commandement intégré de l'OTAN (1967), il espère bien, avant de quitter la Maison-Blanche en janvier 1969, provoquer un collapsus financier qui laissera Paris hors d'état de gêner Washington pendant un moment.

Et puis, de Gaulle n'a-t-il pas annoncé, pour les prochains mois, un référendum sur la régionalisation qui pourrait bien être le dernier et offrir enfin l'occasion du grand règlement de comptes escompté jusqu'alors en vain ?

« S'il était élu, je n'en serais pas fâché... »

Pourtant, malgré les nuages qui s'amoncellent sur ce référendum, vécu comme une aubaine par toutes les forces intéressées depuis onze ans à en finir avec lui, de Gaulle est étrangement optimiste. Non sur l'issue de la consultation elle-même, à propos de laquelle il n'a jamais nourri d'illusions¹, mais sur la dernière chance qu'il voit poindre de consolider, de son vivant, la position internationale de la France. Une chance qui, pour la première fois depuis 1958, et en dépit des turbulences économiques et monétaires provoquées par le contentieux franco-américain, prend paradoxalement sa source de l'autre côté de l'Atlantique !

Cette ultime occasion de repartir d'un bon pied entre les deux pays s'appelle Richard (« Dick ») Nixon, élu le 5 novembre 1968 trente-septième président des États-Unis et qui, deux mois plus tard, succédera à Lyndon Johnson. Le 20 septembre précédent, de Gaulle a frappé de stupeur le diplomate américain William Scranton, qu'il recevait à l'Élysée, en lui confiant : « J'ai des relations très amicales avec M. Nixon, que je tiens en très haute estime. S'il était élu président des États-Unis, je n'en serais pas fâché, bien au contraire². »

Rarissime chez un personnage réputé ne jamais quitter son « armure de glace », cet aveu en dit long sur l'espoir que le Général place dans ce nouveau Président, qu'il a rencontré pour la première fois aux États-Unis en avril 1960, alors qu'il était, depuis sept ans, le vice-président d'Eisenhower. Dans ses *Mémoires d'espoir*, de Gaulle dit avoir immédiatement reconnu en lui « l'une de ces personnalités franches et fermes sur lesquelles on sent qu'on pourrait compter pour les grandes affaires s'il lui incombait, un jour, d'en répondre au premier rang³ ». Ce qu'il oublie de dire, en revanche, c'est qu'il suivait sa carrière depuis l'aube des années 1950, comme en témoigne cette confiance que Georges Pompidou, devenu président de la

République, fit à ce même Nixon en décembre 1971 en marge du sommet économique des Açores : « Vous ai-je rapporté ce que le général de Gaulle m'avait dit, bien avant que vous ne fussiez même vice-président : “Un jour, Nixon sera président” ? » Et l'Américain avait répondu : « C'est que le Général avait plus confiance en moi que moi-même⁴ ! »

« L'homme le plus clairvoyant de notre siècle »

Dès son premier contact avec de Gaulle, Nixon avait été, quant à lui, littéralement transporté d'admiration pour celui qu'il décrira, dans ses Mémoires, comme « l'homme le plus clairvoyant de notre siècle ». Et sans doute le plus impressionnant, physiquement, qu'il ait rencontré :

« Pendant sa visite, je pus noter que pour un homme de sa taille ses mouvements avaient une grâce extraordinaire. Dans ses gestes, sa démarche, ou même quand il maniait l'argenterie au cours des repas officiels, il ne paraissait jamais gauche ou embarrassé. Il y avait en lui une dignité calme et impressionnante que complétait une certaine courtoisie de manières d'un autre temps. Le de Gaulle que je rencontrai en 1960 était très différent du personnage arrogant et pénible décrit par les journalistes et par le personnel des Affaires étrangères. Je découvris en lui un homme très aimable, avec une certaine qualité de retenue discrète très difficile à définir⁵. »

Il l'illustre par une anecdote qui, dit-il, signe sa qualité de « gentilhomme » :

« À l'occasion du dîner que nous offrîmes en son honneur, en 1960, Mme Nixon s'était donné beaucoup de peine pour réaliser un très joli arrangement floral – des orchidées groupées autour d'une fontaine, au milieu d'une table en fer à cheval. De Gaulle le remarqua et eut l'élégance de souligner les difficultés que pouvait rencontrer une maîtresse de maison dans la conception et la mise au point d'un dîner officiel. Mon épouse déclara plus tard que la plupart des dignitaires étrangers ou bien n'auraient pas fait attention à cet arrangement floral, ou bien n'auraient même pas songé à la complimenter... »

Mais surtout, il est frappé par l'appréhension dynamique des rapports de force dont fait preuve le président français. Ainsi à propos de l'ONU, dont Eisenhower ne cesse de vanter l'influence avant de s'entendre donner aimablement cette leçon :

« Si vous êtes tellement en faveur des Nations unies, c'est parce que vous en avez encore le contrôle, mais avec cette "floraison d'indépendances" que vous et l'Union soviétique vous poussez pour des raisons entièrement différentes, vous en perdrez bientôt le contrôle au profit de pays en voie de développement manipulés sans difficulté par l'Union soviétique. Mais à ce moment-là, vous aurez fait un tel veau d'or de l'ONU que, lorsque viendra le jour où elle vous demandera de faire quelque chose de contraire au bon sens et aux intérêts des États-Unis, vous n'aurez guère d'autre choix que de vous incliner⁶. »

Avant même d'accueillir de Gaulle à Washington, dans l'ombre d'Eisenhower, et tout en ignorant l'intérêt que, de loin, lui portait le Général, Nixon avait pris le temps, contrairement à la plupart de ses contemporains américains, de lire les *Mémoires de guerre* qu'il plaçait au sommet de son panthéon littéraire personnel, à l'égal de la *Guerre des Gaules*. Une fois à la Maison-Blanche, Nixon demandera qu'on lui traduise *Le Fil de l'épée*, qu'il ne connaissait que de réputation, et en fera son livre de chevet⁷. Surtout, il s'était aperçu que l'intérêt du fondateur de la V^e République pour l'histoire incluait celle des États-Unis, qu'il connaissait sur le bout des doigts, à l'égal de celle de l'Allemagne ou de la Grande-Bretagne. Interrogé en 1990 dans le cadre du colloque international organisé par l'Institut Charles-de-Gaulle lors du centenaire du Général, l'ancien Président aura ce mot : « Bien qu'étant français et plus français que toute autre personne que je vis jamais, de Gaulle comprenait mieux la politique américaine que beaucoup d'hommes politiques américains⁸. »

Alors qu'en avril 1960 Nixon se préparait à porter les couleurs du Parti républicain contre John Kennedy, le président français lui avait ainsi donné ce conseil : « Il me paraît très important que vous fassiez campagne pour une nouvelle Amérique... Pour vous ce n'est pas facile, car vous faites partie de l'administration Eisenhower... Vous devez donc défendre sa politique, mais en même temps, j'ai le sentiment qu'actuellement les Américains désirent de nouvelles orientations. »

Sept mois plus tard, de fait, Nixon sera battu de justesse par Kennedy⁹ avant d'échouer, en 1962, à se faire élire gouverneur de Californie. Mais de Gaulle ne perdra pas une occasion d'encourager le perdant à retenter sa chance, alors même qu'aux États-Unis beaucoup le tiennent désormais pour un « loser ». Le 25 juillet 1963, ayant appris que l'ancien vice-président effectuait un voyage privé en Europe en compagnie de sa femme et de ses deux filles, il l'invite à déjeuner, en famille, à l'Élysée pour lui renouveler son soutien. Seul un interprète est sollicité, comme si de Gaulle voulait conférer un caractère intime à la rencontre. Et que lui dit le Général ? « Mon intention n'est pas de m'immiscer dans la politique américaine, mais je pense que les États-Unis devraient envisager de reconnaître la Chine. » Nixon raconte :

« À ce moment-là, [...] je considérais que la Chine faisait preuve d'une attitude agressive à notre égard et que nous ne pourrions reconnaître la République populaire tant que Pékin n'aurait pas modifié sa politique envers les États-Unis et envers les pays d'Asie. Après avoir écouté mes arguments, de Gaulle me répondit : "Il est préférable de reconnaître la Chine maintenant, alors que c'est un pays faible, plutôt que d'attendre le moment où, du fait de sa puissance, vous serez dans l'obligation de la reconnaître." En fait, son raisonnement s'inscrivait dans une perspective à long terme. Tout en sachant qu'alors, sur le plan militaire, la Chine ne comptait guère, que ses forces nucléaires étaient peu importantes et qu'elle était un nain économique, il voyait bien qu'à l'avenir, vingt-cinq ans plus tard, la conjonction d'une population gigantesque et de ressources considérables en ferait une superpuissance militaire et économique. C'est pourquoi il pensait qu'il était important que les États-Unis – qui étaient, eux, à n'en pas douter, une superpuissance militaire et économique – reconsidèrent, en 1963, la question de la non-reconnaissance de Pékin. Ce fut le conseil qu'il me donna. Pendant ce voyage en Europe, j'ai également rencontré Adenauer, qui, assez curieusement, était exactement du même avis. La teneur des propos que j'avais échangés avec de Gaulle ne fut pas connue d'Adenauer et inversement, mais l'un et l'autre faisaient preuve de clairvoyance, ce qui est une des raisons pour lesquelles leur entente était aussi bonne¹⁰. »

Le lendemain de ce déjeuner, Nixon avait confié à la presse :

« Je ne suis pas de ces Américains qui considèrent le général de Gaulle comme l'un des “mauvais hommes” de l'Europe... Si nous ne sommes pas d'accord avec lui sur toutes les questions, nous ne devons cependant pas oublier que, tout comme nous, le général de Gaulle désire lui aussi la paix. Il est donc grand temps que nous essayions d'arriver avec lui à une solution commune des problèmes occidentaux. Ce n'est pas à nous de juger si le général de Gaulle a tort ou raison sur tel ou tel point relatif à l'avenir de l'Europe. En ce qui me concerne personnellement je suis particulièrement heureux de pouvoir entendre de sa propre bouche ce qu'il pense à ce sujet¹¹. »

Trois mois plus tard, le 24 octobre 1963, le futur président américain est à nouveau en France, invité cette fois par l'American Club de Paris à donner son sentiment sur la politique étrangère des États-Unis. Après avoir rencontré de Gaulle dans la matinée et entendu celui-ci réitérer son pronostic de le voir, un jour, entrer à la Maison-Blanche, il proclame, l'après-midi même, devant l'ambassadeur des États-Unis, Charles Bohlen, installé au premier rang (et directement visé) : « Je ne suis pas de ceux qui croient qu'une fois que le général de Gaulle aura quitté le pouvoir nos problèmes avec l'Europe seront résolus ni de ceux qui croient que la France serait mieux gouvernée si quelqu'un d'autre était au pouvoir, parce que, de Gaulle parti, la France et l'Europe d'aujourd'hui resteront ce qu'elles sont, c'est-à-dire fondamentalement différentes de ce qu'elles étaient en 1947¹². »

La France et l'Europe « resteront ce qu'elles sont » : comment ne pas voir dans l'emploi de cette formule typiquement essentialiste, si souvent employée par de Gaulle, une réminiscence de ce que Nixon avait entendu le matin ?

Un conseiller secret nommé... de Gaulle !

Quatre ans plus tard, résolu à se porter candidat à la présidentielle de 1968, « Dick » revient à Paris à l'occasion d'une grande tournée européenne qui, au printemps de 1967, le conduit jusqu'en Roumanie. Mais ses chances de sortir vainqueur de la primaire républicaine qui l'oppose au

milliardaire Nelson Rockefeller sont jugées si minces par les médias américains que notre ambassadeur à Washington, Hervé Alphand, adresse un télégramme à de Gaulle pour lui déconseiller de le recevoir ! En marge du message, le Général inscrit simplement : « Je le recevrai donc », ce qui advient, le 8 juin, au palais de l'Élysée. Au menu, cette fois, non plus la Chine, mais le Vietnam. « Je pense, lui dit de Gaulle, que l'intérêt profond des États-Unis est de se dégager du Vietnam, mais le sentiment profond de votre opinion est d'aller jusqu'au bout. C'est d'une grande difficulté pour les élections. » Nixon retiendra la leçon en promettant à la fois de reprendre l'offensive militaire sur le terrain et de tout faire pour sortir l'Amérique du borbier. Ni plus ni moins que la stratégie adoptée par de Gaulle en Algérie : ne plier bagage qu'après avoir repris le contrôle de la situation. Par choix politique, et non sous la contrainte des armes...

Le 29 juillet 1967, sept semaines, donc, après avoir rencontré de Gaulle, Nixon va encore plus loin en traçant, devant le Bohemian Club de San Francisco, les perspectives à long terme d'une politique étrangère selon ses vœux. Partant de la situation en Asie du Sud-Est, il esquisse ce qu'aucun homme politique américain de premier plan n'avait osé envisager avant lui : un monde multipolaire où le modèle américain ne serait plus la référence suprême :

« Il est temps pour nous de réaliser que, quelle que soit la considération que nous portons à notre système politique, la démocratie à l'américaine n'est pas nécessairement la meilleure forme de gouvernement pour les peuples d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique latine, aux cultures et histoires entièrement différentes¹³. »

On est loin de la doctrine Bush prétendant convertir les populations du Moyen-Orient à la démocratie en les envahissant sous un prétexte fallacieux avant de détruire leurs infrastructures politiques... Trois mois plus tard, Nixon écrit à propos de la Chine dans la revue *Foreign Affairs* :

« Dans l'avenir, nous ne pouvons simplement pas nous permettre de laisser pour toujours la Chine en dehors du concert des nations, position dans laquelle elle alimentera ses fantasmes, entretiendra ses haines et menacera ses voisins. Il n'est pas possible, sur cette petite planète, de laisser un milliard d'hommes dans une situation d'isolement forcé¹⁴. »

À partir de quels critères de Gaulle s'est-il donc forgé si tôt une opinion aussi positive de Nixon ? On ne peut exclure, naturellement, une part de

calcul : dès lors que ses rapports avaient été exécrables avec Johnson, il était habile de sa part d'user de séduction auprès de son possible successeur, voire de flatter son ego pour mieux l'influencer une fois celui-ci entré à la Maison-Blanche. Mais cette explication a ses limites : quitte à être machiavélien, et au vu des informations qui étaient les siennes entre 1960 et 1968, années qui correspondent à la « traversée du désert » de l'ancien vice-président d'Eisenhower, il aurait été plus efficace pour le Général d'encourager d'autres candidats apparemment mieux placés que lui pour succéder à Johnson. En particulier Robert Kennedy, assassiné, cinq ans après son frère, le 5 juin 1968, alors qu'il était en bonne voie d'obtenir l'investiture démocrate et s'opposait, comme de Gaulle, à la guerre du Vietnam...

La rencontre improbable de deux anticonformistes

Ce qui est beaucoup plus vraisemblable – et qu'atteste l'intérêt que de Gaulle portait à la personnalité de Nixon depuis son entrée au Sénat, en 1950 –, c'est que le Général avait très tôt décelé chez lui cette part foncière d'anticonformisme qui en ferait le Président le plus inclassable du XX^e siècle américain en même temps que le plus incompris de ses contemporains. Le plus susceptible, donc, aux yeux de cet autre anticonformiste qu'était l'homme du 18 Juin, de casser la dialectique dominant/dominé imposée par Roosevelt à la faveur de l'effondrement français de 1940 et que Truman, Eisenhower, Kennedy et Johnson n'avaient pas cru devoir remettre en cause. Truman et Johnson par adhésion profonde aux principes du messianisme américain, Eisenhower, quoique rétif aux diktats du complexe militaro-industriel¹⁵, par crainte de désorganiser la défense de son pays en pleine guerre froide, et Kennedy, on peut le penser, par manque de temps.

Plus encore qu'un incompris, Nixon avait surtout été l'un des hommes politiques américains les moins aimés de l'opinion, avant de devenir le Président « maudit » du Watergate, deux ans après sa réélection triomphale de 1972. Et ce, comme le montre bien Antoine Coppolani dans la

monumentale biographie qu'il lui a consacrée en 2013, parce qu'il détonnait dans son propre camp.

Par quel miracle, alors, celui dont on moquait la mine renfrognée et la barbe trop noire lors de sa confrontation télévisée de septembre 1960 avec Kennedy, play-boy souriant que l'immense fortune familiale immunisait contre le soupçon de corruption, a-t-il pu entrer à la Maison-Blanche ? Grâce, sans doute, à la conscience fugitive qui, l'espace d'une campagne, s'imposa à une majorité d'Américains pour les convaincre que seul un personnage aussi atypique que lui pouvait les extirper du borbier vietnamien.

D'un milieu très simple, comme Truman, Nixon est, contrairement à lui, un politique avide de culture, grand lecteur et musicien éclairé. Farouchement anticommuniste dans les années 1950 – mais qui ne l'était pas alors, à commencer par de Gaulle, quand l'Armée rouge, disait-il, campait « à quelques étapes de Tour de France de la cathédrale de Strasbourg » ? –, il n'est pas l'otage de ses amis et sait, après y avoir sacrifié, se libérer des névroses du maccarthysme.

S'il verse, parfois, dans ce qu'on taxe aujourd'hui de populisme – il déteste les « gauchistes de campus », ces fils de la bourgeoisie chez lesquels il croit déceler, à son endroit, un mépris de classe guère différent de celui du patricien Rockefeller qui pensait ne faire qu'une bouchée du fils d'épicier qu'il était lors des primaires républicaines –, il se démarque du *mainstream* de la droite américaine en matière de protection sociale. Son refus de démanteler l'État providence – mais aussi ses réformes pour approfondir le système de sécurité sociale (Medicare) promis par Kennedy – précipitera sa rupture avec la frange la plus droitière du Parti républicain qui se reconnaîtra, à la fin des années 1970, en Ronald Reagan¹⁶.

Parce qu'il croit dans les vertus d'une puissance publique garante de l'intérêt général et supérieure en cela à la somme des intérêts privés – conviction que, semble-t-il, il a tirée de sa lecture de Hobbes –, Nixon se méfie des lobbies et – point commun fondamental avec de Gaulle – n'a que mépris pour les intrigues parlementaires qui entravent l'action de l'exécutif. D'où son rêve d'une présidence « impériale » ôtant aux corps intermédiaires toute possibilité d'avoir le dernier mot quand la Maison-Blanche, détentrice suprême de la légitimité démocratique, a tranché...

Par-dessus tout, Nixon – comme de Gaulle, encore – ne jure que par la politique étrangère. Et il estime, contrairement à ses prédécesseurs, que l'Amérique ne sera respectée que si elle commence par respecter les autres. Certes, cet *aggiornamento* n'ira pas, lui à la Maison-Blanche, jusqu'à rompre avec la traditionnelle politique du « gros bâton » en Amérique latine, considérée, depuis le XIX^e siècle, par Washington, comme l'arrière-cour des États-Unis¹⁷. Mais s'agissant de l'Europe, cela débouchera, comme l'avait justement pressenti de Gaulle, sur l'amorce d'une révolution copernicienne : plus question, proclame Nixon pendant sa campagne de 1968, de décider en lieu et place des Européens de ce qui est bon pour eux.

L'onction du Clausewitz de la Maison-Blanche

Nul n'a mieux résumé ce tournant « gaullien » qu'Henry Kissinger¹⁸, débauché par Nixon des rangs démocrates pour devenir son principal conseiller en matière internationale puis, de 1973 à 1974, son secrétaire d'État. Celui qu'on appelle parfois le Clausewitz américain, moins en raison de ses origines allemandes que pour sa connaissance profonde du fondateur de la stratégie moderne, trouve les mots idoines pour expliquer :

« Il n'était pas possible à de Gaulle d'accepter la conviction qu'avaient les Américains selon laquelle les États-nations appartenaient au passé. Le problème n'était pas qu'il souhaitait raviver en Europe les rivalités traditionnelles entre les nations, comme le prétendaient bon nombre de ses critiques américains, au contraire. Il affirmait passionnément que son but était l'unité de l'Europe, mais là où les “intégrationnistes” américains et européens tenaient absolument à ce que celle-ci passe par une structure fédérale supranationale coiffant les nations, de Gaulle affirmait que l'identité de l'Europe et, finalement, son unité dépendaient de la vitalité et de la confiance en elles-mêmes des entités nationales européennes traditionnelles. Pour de Gaulle, les États étaient la seule source légitime de pouvoir ; eux seuls étaient capables de faire face à leurs engagements. »

C'est ce que pense aussi Kissinger, qui regrette logiquement la politique menée par les prédécesseurs de Nixon :

« Je ne me suis jamais associé à leur condamnation du général de Gaulle ; je pensais, à vrai dire, que notre politique européenne des années soixante avait été en général mal conçue. J'avais l'impression que nous nous montrions extraordinairement insensibles aux problèmes psychologiques d'un pays comme la France qui s'était à grand-peine remise de deux guerres mondiales, avait connu l'humiliation en 1940 et qui en 1958, 1960 et 1962 avait frôlé la guerre civile. Le grand mérite de De Gaulle fut de redonner à la France confiance en elle-même. Il suffit de constater que, trois ans après la fin de la guerre d'Algérie (dont, pour la plupart des observateurs, les séquelles allaient affaiblir la France pendant des dizaines d'années), tout le monde se plaignait de voir la France mener une politique étrangère plus vigoureuse et plus hardie que celle qu'elle aurait dû mener en raison de ses possibilités réelles, pour voir qu'il avait réussi au-delà de toute espérance. J'étais persuadé que nous avions plus intérêt à voir l'Europe chercher à jouer un rôle international, même s'il devait par moments s'affirmer un peu trop, que de la voir jouer un rôle passif et abdiquer ses responsabilités en s'en remettant aux décisions américaines¹⁹. »

Contrairement à Roosevelt, qui entendait profiter de l'effacement momentané de la France pour empêcher sa renaissance en tant que grande puissance et assimilait toute tentative de sa part pour retrouver son rang à une offense envers les États-Unis, Nixon et Kissinger comprennent qu'une France libre de ses mouvements est le meilleur allié possible des États-Unis en Europe... Bref, ils assignent enfin au mot « amitié » – pour autant que celui-ci ait un sens dans l'ordre de la politique internationale – une acception compatible avec le sens commun. Celle de relations dont la sujétion est absente. Ainsi donnent-ils raison à de Gaulle qui, le 6 janvier 1963, déclarait à Alain Peyrefitte :

« Les Américains ont toujours la tentation de s'appuyer sur ce qui est mou plutôt que de s'appuyer sur ce qui est ferme. Dans tous les pays sous-développés, ils ont la tentation de s'appuyer sur les planches pourries qui leur sont favorables – et d'autant plus favorables que ce sont eux qui les ont pourries –, plutôt que de s'appuyer sur des régimes durs, issus d'une véritable volonté populaire ; car ces régimes-là, ils les craignent. Pendant la guerre, ils s'appuyaient sur Pétain, ou sur Darlan, ou sur Giraud, contre de Gaulle qui incarnait la volonté de la nation. [...] Les Américains ne

pourront jamais s'empêcher de favoriser au maximum la carrière d'un Jean Monnet, car ils reconnaissent en lui leur homme, et de s'opposer à de Gaulle, car ils sentent en lui un homme qui leur résiste. Pourtant, ils devraient comprendre que le meilleur allié des États-Unis, ce n'est pas celui qui s'aplatit devant eux, c'est celui qui sait leur dire non²⁰. »

Un Américain à Paris

Avec Nixon et Kissinger, ils l'ont enfin compris – mais pour combien de temps ? Et c'est pourquoi de Gaulle réserve au nouveau président américain, entré en fonction le 20 janvier 1969, un accueil dont la chaleur n'a d'égal que celle qui entoura la visite d'Adenauer à Reims et à Paris en juillet 1962²¹. À peine élu, en novembre 1968, Nixon a en effet indiqué que son vœu le plus cher serait de se rendre en France pour son premier déplacement à l'étranger. Et pour donner plus de poids à sa demande, il ne s'est pas contenté de la faire transiter par l'ambassadeur Shriver. Il l'a fait appuyer en parallèle par l'ancien président Dwight Eisenhower, hospitalisé, qui vit ses derniers mois...

La réponse de De Gaulle ne se fait pas attendre : c'est un « oui »... franc et massif ! Quand le 28 février 1969, moins de six semaines après être entré à la Maison-Blanche, Nixon débarque à Orly, de Gaulle l'attend sur le tarmac, au bout du tapis rouge. « Il semblait dominer tout le monde, sans chapeau ni manteau, dans un froid glacial », racontera le président américain, auquel le Général adresse ce message de bienvenue à sa façon : « Vous voilà donc, Monsieur le président ! Comme vous avez bien fait de venir ! Je suis prêt à vous parler de tout ce que vous voudrez ! »

Du 28 février au 2 mars, les deux hommes ne s'en priveront pas, alignant presque dix heures d'entretiens en tête à tête – ce qui est exceptionnel dans le cadre d'une visite d'État – sans compter les échanges auxquels seront associés Maurice Couve de Murville et Henry Kissinger, ni bien sûr les déjeuners et dîners officiels...

Dès leur première conversation à l'Élysée, Nixon donne le ton en confiant à de Gaulle qu'il est venu « prendre son conseil » sur la « meilleure politique à suivre » avec l'Union soviétique. Le Général, dans la bouche

duquel il avait entendu pour la première fois prononcer en 1963 le mot de « détente », se lance alors dans un exposé que Nixon qualifiera plus tard de « stupéfiant » :

« Il y a la Russie et il y a le communisme ; ce n'est pas nécessairement la même chose. Du communisme, nous n'en voulons pas, c'est clair. Du reste, je crois qu'il n'avance plus. Il n'avance pas en France, il ne le fait plus en Italie et pas du tout en Allemagne. Il me semble avoir fait son plein aussi en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie et même en Russie. [...] Il y a donc la Russie, qui se trouve sous un régime communiste. Elle est quand même la Russie, c'est-à-dire un très grand pays avec beaucoup de ressources, d'orgueil, de la fierté et des ambitions nationales, qui ne sont pas nécessairement celles du communisme. Cela est un fait. C'est un pays qui a beaucoup souffert et qui est convaincu d'avoir gagné la guerre. Cela est d'ailleurs vrai, car c'est lui principalement qui a cassé les reins à l'armée allemande. Ce pays a de grandes ressources et beaucoup de ressort national ; il accomplit durement des progrès et il le sait. »

Puis, de la Russie, le Général passe à la Chine, dont il sait combien sa montée en puissance a toujours inquiété Nixon. Si « gouverner c'est prévoir », selon le fameux adage prêté à Richelieu, ce devoir s'applique par essence à l'homme d'État.

« Si par impossible, vous étiez à la place des dirigeants soviétiques, quel serait votre principal souci ? Ce serait la Chine, l'immense Chine, qui a des milliers de kilomètres de frontière commune avec la Russie, qui hait celle-ci²², qui l'a toujours fait et qui la déteste maintenant autant que jamais et qui a aussi des grandes ambitions, presque toutes dirigées contre la Russie, vers la Mandchourie, la Sibérie, l'Asie centrale. Et la Russie le sait. Toute la manière dont, à présent, la Russie, avec un communisme qui n'avance plus, considère l'Occident, et notamment les États-Unis, est en fonction de sa situation, demain, avec la Chine. Elle sait, en effet, qu'elle peut avoir demain à faire face à celle-ci et à l'Occident, en particulier les États-Unis. Voilà pourquoi dans l'ensemble, avec des précautions, des avances et des reculs, la politique de la Russie consiste à se rapprocher de l'Occident et des États-Unis. Je ne veux pas dire par là, néanmoins, qu'elle puisse être avec vous en pleine confiance en toutes choses. Vous êtes son rival. Mais elle désire un arrangement, un *modus vivendi* avec vous, afin d'avoir la garantie, ou le sentiment d'une garantie, dans sa dispute

croissante avec la Chine ; elle veut éviter de risquer d'avoir votre action dans le dos. »

Conclusion de De Gaulle :

« Quand vous direz aux Russes que vous êtes prêts à conclure avec eux des arrangements pratiques, par exemple sur le système antimissile, ils vous feront toutes sortes d'amabilités. Ils le désirent depuis longtemps, depuis Khrouchtchev. [...] Du moment que nous ne faisons pas la guerre, que vous n'avez pas l'intention de briser le mur de Berlin, il reste à faire la paix²³. »

Mais, insiste le Général, rassurer Moscou n'implique pas d'ignorer Pékin en le reléguant dans les « ténèbres extérieures ». Ce à quoi Nixon acquiesce en remarquant que les intérêts américains auraient été mieux servis si son prédécesseur Johnson s'était inspiré de l'exemple français de 1964, à savoir la reconnaissance de Mao par Paris...

Sur le Vietnam, l'accord est total et Nixon demande même à de Gaulle si la France accepterait de jouer les intermédiaires entre les États-Unis et le gouvernement viêt-cong dans le cadre des pourparlers de paix ouverts l'année précédente à Paris. Vient ensuite la question du Moyen-Orient à propos de laquelle le Général rappelle sa position : Israël s'est mis dans son tort en attaquant l'Égypte en 1967 ; qu'il quitte les positions conquises pendant la guerre des Six-Jours, et la France pèsera de tout son poids auprès des Arabes pour qu'ils reconnaissent l'État juif, après quoi pourront débiter des négociations sur la fixation définitive des frontières. « On ne peut maintenir la situation actuelle, insiste de Gaulle, sinon les malheurs ne feront que croître. » Suit cet échange direct :

« Il y en a qui pensent, dit Nixon, qu'aucun président des États-Unis ne peut prendre une décision quelconque au sujet d'Israël sans tenir compte du vote juif. Ce n'est pas mon cas.

– Je le sais », répond de Gaulle.

Et l'autre d'insister : « Les décisions que je prendrai au sujet du Moyen-Orient ne seront pas fondées sur des questions de politique intérieure. »

Reste la question épineuse par excellence, à l'origine de tous les conflits franco-américains depuis la fondation de la V^e République : la force de frappe nationale et, *a fortiori*, sa doctrine d'emploi « tous azimuts ». Si, sur les autres sujets, de Gaulle n'a pas été complètement surpris de voir Nixon rejoindre ses vues, il l'est franchement, cette fois, de l'entendre non

seulement approuver le choix de la France, mais insister sur son « utilité » pour la sécurité du monde :

« J'ai des vues différentes, lui dit-il, de celles exprimées par certains auparavant. Je crois en effet qu'il est bon que les États-Unis aient à leurs côtés une autre puissance comme la France, qui détienne une capacité nucléaire. Et il n'est pas bon pour les pays non communistes que les États-Unis soient le seul pays à détenir des armes stratégiques. Pour l'avenir, si la coopération européenne devait se développer, il serait utile qu'elle fût fondée sur la position française²⁴. »

Six ans après l'échec du plan Fouchet, rejeté sous la pression des États-Unis, voici qu'un président américain se rallie non seulement à l'idée d'une Europe indépendante, mais aussi à celle d'une Europe sous leadership français ! En ce début 1969, tandis que ces mêmes Français, fatigués de sa « politique de grandeur » s'éloignent inexorablement de leur président, l'ironie n'est pas mince de voir le grand dessein du Général reconnu par ceux-là mêmes qui avaient consacré tant d'énergie à le combattre ! À entendre Nixon, la bombe atomique n'est pas qu'un instrument légitime de l'indépendance française. Elle est utile à la paix du monde car elle participe à l'équilibre des forces sans lequel les adeptes de Clausewitz que sont Nixon et Kissinger ne croient pas à un ordre international durable.

On comprend, dans ces conditions, l'incroyable échange d'amabilités entre les deux présidents, en marge de leurs discussions. Au dîner officiel offert en son honneur à l'Élysée, Nixon a présenté de Gaulle comme un « géant de l'Histoire » sans lequel la France n'aurait jamais retrouvé la place éminente qui lui revient ; en regard, celui-ci a fait le geste inédit de se rendre à la soirée de gala offerte par le président américain à l'ambassade des États-Unis puis, le 2 mars, celui de le raccompagner à Orly, ce qui n'était nullement prévu par le protocole. En le quittant, il lui dit : « Comme j'apprends à mieux vous connaître – et grâce à cette visite, vous m'en avez donné l'occasion que je considère historique –, j'apprécie davantage l'homme d'État et l'homme que vous êtes. » Le 4 mars, André Fontaine pouvait résumer dans *Le Monde* : « On a vraiment l'impression que le général de Gaulle a enfin trouvé l'interlocuteur américain qu'il souhaitait depuis longtemps²⁵. » Et encore, Fontaine ne sait pas tout ! En raccompagnant Nixon à Orly dans la DS présidentielle, le Général, d'ordinaire moins expansif, posa sa main sur la sienne et lui dit, chose plus

stupéfiante encore... en anglais²⁶ : « Vous êtes jeune, vigoureux, bien aux commandes ! C'est très important. Restez comme vous êtes²⁷ ! »

La symphonie inachevée

Le 4 mars, Nixon, rentré à Washington, doit affronter les questions des journalistes, littéralement abasourdis du changement de climat constaté à Paris et, pour les plus conservateurs, contrariés que le Président se soit livré à de tels dithyrambes sur l'homme qui, deux ans plus tôt, avait claqué la porte du commandement intégré de l'OTAN. Il répond à l'un d'eux : « Après tout, que l'on soit d'accord ou non avec lui, il est le géant parmi les dirigeants de l'Europe, pas seulement par sa taille physique, mais par son passé et sa grande influence. Je pense qu'il mérite les mots que j'ai employés sur lui. » Et d'ajouter, s'agissant de l'OTAN : « Le général de Gaulle croit que l'Europe devrait avoir sa propre position indépendante. Et, franchement, je le crois aussi. Je pense que le temps est passé où cela servait nos intérêts que les États-Unis soient le partenaire dominant dans une alliance²⁸. »

Moins d'un mois plus tard, Nixon mettra ses actes en accord avec ses principes. Retrouvant de Gaulle en tête à tête, le 31 mars, à l'issue des obsèques d'Eisenhower, il lui confirme que si la France souhaite conclure des accords de coopération nucléaire avec les États-Unis²⁹, il ne pose plus comme préalable qu'elle réintègre les structures intégrées de l'OTAN ! Mieux : Henry Kissinger recommande une totale discrétion sur ce point à l'égard des Britanniques, qui commencent à craindre pour leur statut d'allié privilégié de Washington !

En ce printemps 1969, décidément, les lignes ont bougé comme jamais depuis trois décennies. Mais le 27 avril, la foudre tombe : désavoué par 53 % des électeurs français, l'homme du 18 Juin quitte l'Élysée. Nixon est le premier chef d'État à lui adresser un message pour lui dire combien il le regrettera, et surtout pour maintenir l'invitation qu'il lui avait faite de se rendre, en 1970, aux États-Unis. De cette lettre, une seule phrase est connue : « Pour le dire tout net, dans cet âge de dirigeants médiocres dans la plupart des régions du globe, l'esprit de l'Amérique a besoin de votre

présence³⁰. » Mais à lire la réponse que lui adresse de Gaulle dès le 5 mai, on devine que l'ensemble du message était à l'avenant :

« Cher Monsieur le Président,

« Votre noble message officiel et votre émouvante lettre personnelle m'ont profondément touché. Cela, non point seulement en raison de votre haute qualité de président des États-Unis, mais aussi parce que c'est vous, Richard Nixon, qui me les avez adressés et que j'ai pour vous, en connaissance de cause, une estime, une confiance et une amitié aussi grandes et sincères que possible.

« En attendant d'avoir un jour, peut-être, l'occasion et l'honneur de vous revoir, je vous exprime du fond du cœur tous mes meilleurs vœux dans l'accomplissement de votre immense tâche nationale et internationale. Pour Mme Nixon, s'il vous plaît de les lui transmettre, mes hommages les plus respectueux, auxquels ma femme joint son meilleur souvenir. Pour vous, cher monsieur le président, l'assurance de mes sentiments d'amitié fidèle et dévouée.

« Charles de Gaulle³¹. »

À la Maison-Blanche, Henry Kissinger n'est pas moins déçu que Nixon. Tandis que les diplomates américains, formés au moule ancien, applaudissent discrètement à l'élimination du gêneur, le conseiller spécial du Président adresse à celui-ci une synthèse dans laquelle il redoute un affaiblissement de la position française. Le successeur de De Gaulle, écrit-il, n'aura pas « son immense prestige » et peinera, de ce fait, à se tenir, comme lui, « au-dessus des partis en bénéficiant d'appuis de droite comme de gauche ».

L'avenir démontrera que Kissinger était pessimiste à court terme : Georges Pompidou, sur lequel la droite antigauilliste et pro-américaine comptait pour s'éloigner progressivement de la route tracée par le Général, tiendra globalement le cap fixé par le fondateur de la V^e République, Nixon retrouvant, de ce fait, un partenaire bien décidé à ne pas compromettre l'entente cordiale édiflée lors de sa mémorable visite parisienne... Mais en 1974, le rêve passe définitivement : en l'espace de quelques mois, la mort de Pompidou (2 avril) et la démission forcée de Nixon (8 août) remettent brusquement à zéro les compteurs de l'amitié franco-américaine. Et même la feront lentement régresser vers cette configuration originelle qu'aux yeux de « l'État profond » américain elle n'aurait jamais dû abandonner : celle

d'un « partenariat » au sein duquel l'associé minoritaire n'a d'autre choix que d'accepter l'*imperium* de l'actionnaire majoritaire...

13

Franco ou les secrets d'un dictateur

18 juin 1970. Pour la deuxième fois depuis qu'il a démissionné de ses fonctions de président de la République le 27 avril 1969, Charles de Gaulle a choisi de ne pas être en France pour l'anniversaire de son appel historique. L'an dernier, à la même date, il avait passé dix jours en Irlande, sur la terre de ses ancêtres maternels, laissant à son successeur, Georges Pompidou, le soin de présider les cérémonies du mont Valérien. À Dublin, il a rencontré ses lointains cousins du clan MacCartan, dont son arrière-grand-mère portait le nom, et aussi le président Eamon de Valera, dernier héros vivant de l'indépendance irlandaise, arrachée à la Couronne britannique en 1922.

Certes, il s'était bien trouvé quelques esprits chagrins pour juger étrange que l'ancien chef des Français libres marque tant d'égards pour cet homme qui, déjà au pouvoir pendant la Seconde Guerre mondiale, avait choisi de rester neutre et fut soupçonné par Churchill d'espérer secrètement une victoire de l'Axe. Mais ces réserves avaient aussitôt été balayées par le romantisme des images capturées au téléobjectif des paparazzi, montrant la haute silhouette noire du Connétable déchu arpentant sous un ciel de tempête la plage de Derrynane.

Cette fois, même certains gaullistes ne comprennent pas, même s'ils abstiennent de commentaire. Car en ce trentième anniversaire de son appel aux armes contre l'occupant nazi, c'est à un authentique allié de Hitler que

Charles de Gaulle est allé rendre visite : le dictateur espagnol Francisco Franco, parvenu au pouvoir en 1939 à l'issue d'une guerre civile d'une cruauté inouïe remportée grâce à l'appui massif de l'Allemagne et de l'Italie. Préparé dans le plus grand secret, ce voyage a frappé de stupeur une partie de la presse. Quand celle-ci en fut informée, le Général et Mme de Gaulle avaient déjà pris leurs quartiers, le 4 juin, au *parador* national Gil Blas, à Santillana del Mar, en Cantabrie. Quatre jours plus tard, ils déjeuneront à Madrid avec le Caudillo et son épouse, non sans avoir visité le 5 Saint-Jacques-de-Compostelle, le 6 et le 7 la Castille, avant de se rendre le 9 juin à Tolède, du 10 au 23 en Andalousie, puis de rentrer en France, *via* Séville, Avila, Ségovie et Burgos...

Ainsi donc, le Général, qui, de toute sa vie publique, n'avait jamais pris plus de trois jours de vacances, *a fortiori* à l'étranger, choisit la dernière dictature d'Europe pour y faire du tourisme et s'y attarder pendant trois longues semaines ! Deux fois plus qu'en Irlande, où il avait l'excuse de renouer avec une partie de ses racines... Deux ans après la grande kermesse du printemps 1968, ceux qui braillaient « CRS-SS ! » sur les barricades et accusaient de Gaulle d'être devenu un autocrate sénile peuvent se vanter dans les salons de la Rive gauche d'avoir eu raison par anticipation. Pour eux, aucun doute : en vieillissant, le libérateur de la France a pris les traits de ceux qu'il avait jadis combattus. S'improvisant psychanalystes, d'autres, comme Daniel Cohn-Bendit, poseraient plus tard la question : en s'affichant avec un autocrate qui n'hésitait pas à faire garrotter ses adversaires, de Gaulle ne signifiait-il pas au monde son regret de ne pas avoir été plus répressif quand les monômes de Mai ébranlaient son autorité ?

Entre de Gaulle et Franco, tout commence... en 1944 !

Ceux qui crurent cela – et le croient encore, à lire le décevant *Déjeuner à Madrid* du journaliste Claude Sérillon¹, prosopopée sans souffle dictée par la conviction que « le héros a failli » – ont-ils au moins tenté de comprendre ce que l'Espagne, *hic et nunc*, représentait à l'aune du seul critère valide aux yeux du Général : l'équilibre des forces, garant du maintien de la paix ?

Alors que s'achève la deuxième décennie du XXI^e siècle, il est d'autant plus utile de revenir sur cet épisode que ceux qui s'attachent à le revisiter selon les attendus du « politiquement correct » contemporain ont perdu toute notion de l'impératif géopolitique qui servait de boussole à Charles de Gaulle. S'ils avaient lu *Leaders*², de Richard Nixon, ils auraient compris que le fondateur de la V^e République était « un homme d'État avant d'être un humaniste ». Qu'à l'instar des « anciens Chinois concevant la Chine comme l'empire du Milieu », il assignait cette position à la France et considérait les autres États sous l'angle exclusif de l'intérêt national. « Il pouvait, écrit Nixon, être d'une singulière perspicacité dans l'analyse des affaires du monde, mais ses options politiques ne furent conçues qu'en vue de promouvoir ou de protéger les intérêts de la France³. » En suivant cette piste, les détracteurs de la rencontre entre de Gaulle et le Caudillo auraient ainsi pu découvrir que c'était moins à Franco que l'homme du 18 Juin témoignait de l'intérêt qu'à l'Espagne elle-même et à la place que, sous sa férule, elle occupait sur l'échiquier planétaire... Une attention qui s'était manifestée pour la première fois dès le mois de mars 1944, alors que la France n'était pas encore « rentrée chez elle » et que les rapports entre Madrid et le gouvernement de Vichy se maintenaient au beau fixe !

De fait, alors que d'anciens républicains espagnols s'engagent dans la 2^e DB du général Leclerc, au sein de laquelle ils participeront, cinq mois plus tard, à la libération de Paris, le CFLN présidé par de Gaulle – et où siègent les communistes – signe avec l'Espagne franquiste un accord commercial permettant à celle-ci de s'approvisionner en phosphates marocains, indispensables à la relance de son agriculture ruinée par la guerre civile.

Limité mais symbolique, cet accord, conclu alors que de Gaulle n'a pas encore formé le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF), est le premier geste adressé à Franco par une puissance alliée, six ans avant que, la guerre froide aidant, les États-Unis n'acceptent de lui accorder des crédits, et neuf ans avant que Washington ne signe avec Madrid des accords de défense privilégiés qui entameront le désenclavement international du régime. Ce qui n'empêchera pas le Général, à la Libération, de naturaliser généreusement tous les réfugiés espagnols de la guerre civile qui souhaitaient faire souche en France,

d'autant que beaucoup d'entre eux, déjà implantés en zone libre entre 1940 et 1942, avaient activement participé à la Résistance et aux maquis⁴.

On touche ici au cœur de la « politique des réalités » chère au fondateur de la V^e République. Durant toute la guerre civile espagnole (1936-1939), en effet, le colonel de Gaulle avait ardemment souhaité la victoire des républicains. Lorsque, tentant de promouvoir son projet d'armée de métier et de corps mécanisé, il voyait fréquemment Léon Blum, président du Conseil du Front populaire, il ne perdait jamais une occasion de plaider pour une aide directe de la France au gouvernement légal – donc républicain – de Madrid. Comme son ami Malraux, qui combattit dans les Brigades internationales, comme son disciple Bernanos, l'auteur immortel des *Grands Cimetières sous la lune*, il savait combien une victoire de Franco serait profitable à Hitler et à Mussolini, donc défavorable à la France, qui se trouverait dangereusement encerclée par trois dictatures hostiles et revanchardes. Il ne se trompait pas, puisque sitôt l'armistice de 1940 signé, l'Allemagne récupérera l'Alsace et une partie de la Lorraine, l'Italie annexera la Corse et l'ancien comté de Nice, tandis que l'Espagne revendiquera sans vergogne le Pays basque français, mais aussi la Basse-Navarre, le Roussillon, la Haute-Cerdagne, sans oublier certains territoires africains sous administration française, comme une partie du Maroc, une autre du Congo et une portion du Cameroun⁵ !

Une dette contractée pendant la guerre

Pour l'historien espagnol José Maria Armero, auteur d'une étude essentielle sur la politique extérieure du franquisme⁶, cet impérialisme affiché eut pour principal résultat de jeter subitement un froid sur les relations entre Franco et un Hitler qui attendait de la reconnaissance pour son rôle décisif dans la guerre civile et ne rencontrait qu'ingratitude d'un Caudillo n'hésitant pas à faire monter les enchères. C'est dans ce contexte qu'intervient l'entrevue d'Hendaye du 23 octobre 1940 qui voit le dictateur espagnol refuser au Führer le droit de passage qu'il lui réclamait pour pouvoir s'emparer de Gibraltar et barrer la route de la Méditerranée aux convois anglais.

Pourquoi ce refus du Caudillo alors que Hitler s'engageait à remettre Gibraltar à l'Espagne aussitôt que les Britanniques en seraient chassés ? Parce que, quelques jours plus tôt, le Führer lui a fait savoir qu'il ne soutiendrait aucune de ses revendications sur l'Afrique française. Trop heureux d'avoir sous la main le gouvernement de Vichy qui le dispense de mobiliser des dizaines de divisions pour occuper la zone Sud, le Führer sait que s'il donnait son feu vert à Franco, il courrait le risque d'une rupture avec Pétain. Ce qui non seulement l'obligerait à envahir l'entièreté de la France, mais aurait pour conséquence certaine de voir la flotte française, jusqu'alors neutralisée par l'armistice, gagner les ports britanniques. Or celle-ci est, en 1940, la troisième du monde, un argument qui pèse lourd, y compris face à l'*ubris* de Hitler !

Et c'est ici que tout change dans l'esprit de De Gaulle. De même qu'il convenait, pour la France de 1936, de s'allier aux Soviets contre Hitler « quelque horreur que nous ayons pour leur régime », de même l'Espagne de Franco devient-elle, à partir de 1940, un allié objectif pour s'opposer aux buts de guerre allemands... Même si le Führer et le Caudillo ont pu, entre 1936 et 1939, suivre des chemins parallèles, *terminus ad quem* leurs intérêts divergent.

Vingt-trois ans plus tard, alors que la presse française s'émouvra de la visite rendue à Franco par le ministre des Finances français, Valéry Giscard d'Estaing, le Général s'emportera devant Alain Peyrefitte : « Y a-t-il vraiment de quoi ? Giscard ne pouvait refuser d'être reçu par Franco si celui-ci l'invitait. On ne peut pas refuser de voir Kennedy à cause de Chessman⁷ et des Rosenberg⁸. » Puis, en regardant vers la fenêtre « comme pour rechercher son inspiration et prendre de la hauteur », il exposera à son porte-parole le fond de sa pensée :

« Franco a bien su tirer son épingle du jeu. Il a roulé Hitler à Hendaye, il lui a refusé le passage de ses troupes à travers l'Espagne tant qu'elle restait neutre [...]. Hitler, qui se croyait à la veille d'envahir l'Angleterre, n'a pas poussé les feux. Pourquoi faire des concessions à quelqu'un dont il croyait n'avoir pas besoin ? Mais Churchill et ses aviateurs ont résisté. Alors, Hitler a augmenté ses exigences, Franco a fini par signer un protocole, par lequel il s'engageait à entrer en guerre, mais à la date qu'il choisirait. Hitler maintenait sa pression : que l'Espagne entre en guerre, ou au moins qu'elle laisse passer l'armée allemande pour aller à Gibraltar.

Mais Franco savait que, s'il entrait en guerre, il perdrait les Canaries [...]. En 1941, Franco n'avait plus envie d'entrer en guerre, il s'est contenté d'envoyer la division Azul² contre les Soviétiques. Il est allé voir Mussolini en Italie et Pétain à Montpellier. Mais il s'est bien gardé d'avoir le moindre geste hostile à l'égard des Anglais. Il était logique avec lui-même. Il a manœuvré dans le sens de l'intérêt national de l'Espagne¹⁰. »

Cette stratégie franquiste permit aux Britanniques de ravitailler leurs troupes aux prises avec l'Afrikakorps de Rommel et, *in fine*, d'empêcher celui-ci de mettre la main sur les puits de pétrole du Moyen-Orient, objectif ultime de son offensive. Un tel apport à la victoire ouvrait droit, aux yeux du Général, sinon à un brevet d'honorabilité, au moins à une certaine indulgence.

Et puis, ajoute Peyrefitte, « quelque choquant que cela puisse paraître à ceux qui n'ont pas été les contemporains de la sauvagerie réciproque de la guerre civile, de Gaulle ne tenait pas rigueur à Franco du rôle qu'il y avait joué. Entre la dictature fascisante qui l'avait emporté et la dictature communiste qui aurait pu l'emporter, il ne se croyait pas contraint de choisir. Par sa prudence pendant la guerre, Franco s'était acquis des mérites que le Général n'était pas homme à oublier¹¹. »

Pas plus qu'il n'oubliait un autre fait, volontiers passé sous silence : le rôle joué par l'Espagne, entre 1940 et 1944, comme terre de transit pour les résistants français désireux de s'embarquer vers l'Angleterre depuis le Portugal puis, à partir de 1943, pour s'engager dans la 1^{re} armée française du général de Lattre. De 1940 à 1942, ils ne sont que quelques centaines à rejoindre les rangs de la France libre en passant par l'Espagne, non sans avoir séjourné quelques mois, quand ils étaient interceptés, au camp de Miranda où s'entassaient les prisonniers politiques républicains, mais aussi en prison, le temps de vérifier qu'ils voulaient réellement fuir la France occupée et non combattre le régime. Parmi eux, Daniel Cordier, le secrétaire de Jean Moulin, Georges Bidault, successeur de ce même Moulin à la tête du CNR, ou Pierre Lefranc, futur chef de cabinet du Général.

Mais à partir de l'invasion de la zone libre qui suit le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord (novembre 1942), la pression des autorités franquistes se relâche et c'est par milliers qu'affluent en Espagne les évadés de France en route vers l'Afrique du Nord. Quand, à partir de mai 1943, Franco reconnaît le CFLN – sans pour autant rompre ses

relations avec Vichy, ce qui signe l'ambiguïté du personnage, inséparable de son art de la survie politique ! –, on estime à 19 000 ceux qui rejoignent alors la 1^{re} armée française, issue de la fusion de l'armée d'Afrique (ex-pétainiste) et des FFL gaullistes. Parmi eux, estime l'historien Robert Belot, 4 000 militaires d'active, dont 1 500 officiers, dont le rôle sera essentiel dans les combats de la Libération¹².

De Gaulle, qui avait la mémoire longue, se souviendra toujours de ce concours, même s'il était le fruit d'un pur opportunisme de la part du Caudillo. Lequel, en 1945, n'en continua pas moins à jouer sur tous les tableaux, sans oublier où étaient ses intérêts : le même homme qui, à la chute de Vichy puis du III^e Reich, accueillera nombre de seconds couteaux de la collaboration¹³ et de criminels de guerre allemands, prendra soin de livrer à la France leur chef, Pierre Laval, quand la justice française le lui réclamera...

« L'Espagne appartient à l'Europe, pas aux États-Unis »

Après la Libération, de Gaulle s'ouvre à un autre ordre de considérations : faut-il, comme le recommandent la plupart des démocraties occidentales, à commencer par la Grande-Bretagne, qui ne perd pas de vue la sempiternelle revendication espagnole sur Gibraltar, maintenir dans les ténèbres extérieures un grand pays européen ou, au contraire, tenter, pas à pas, de le rapprocher de ses voisins ? « Ténèbres », en l'occurrence, n'est pas un vain mot puisque l'historiographie espagnole qualifie de *noche negra* (« nuit noire ») la période de relégation internationale qui s'ouvre en 1945, avec le refus de la nouvelle ONU d'accueillir Madrid en son sein, et se referme en 1953, avec la signature de ses premiers accords stratégiques avec les États-Unis. D'emblée, de Gaulle se montre partisan de la deuxième solution, comme le prouve son accord commercial de 1944 que s'empressera de dénoncer son successeur, Georges Bidault, en février 1946, moins d'un mois après la démission du Général de la présidence du GPRF, décision bientôt assortie d'une rupture de toutes les relations diplomatiques entre Paris et Madrid... Lesquelles seront rétablies, sous la pression des

États-Unis, dès 1948, l'année même où ces derniers décident de mobiliser l'Espagne dans leur croisade antisoviétique !

Or si de Gaulle, désormais dans l'opposition, approuve cette normalisation, il n'entend pas la voir déboucher sur une relation exclusive entre Washington et Madrid. Aussitôt revenu au pouvoir, en 1958, il s'emploie donc à faire comprendre aux Espagnols que leur place naturelle est en Europe, et non dans une situation de dépendance structurelle à l'égard de l'allié atlantique.

Aux termes des accords hispano-américains de 1953, en effet, Madrid se trouve dans une situation quasi ancillaire vis-à-vis de Washington :

« Formés de trois accords en forme simplifiée, abordant l'économie, l'aide militaire et la sécurité, les pactes octroyaient aux États-Unis l'usage de bases militaires sur le territoire espagnol, en échange d'une aide économique et militaire, résume l'historien Jean-François Dagusan. [...] À l'arrivée, l'aide économique était des plus modestes par rapport à l'ensemble des aides octroyées aux autres alliés des USA. Le matériel militaire expédié en Espagne provenait des surplus de la Deuxième Guerre mondiale, enfin, une clause secrète (récemment découverte par le professeur Viñas) concédait aux États-Unis, "en cas d'évidente agression communiste en Europe", une autorisation d'activation unilatérale de ces bases.

« Même si l'assistance sans consentement de l'agressé est condamnée par le droit international moderne, cette clause consacrait une relation de subordination exorbitante¹⁴. »

Or voici que, dans la perspective de la reconduction de ces pactes, le nouveau ministre espagnol des Affaires étrangères nommé en 1957, Fernando Maria Castiella, cherche à renégocier pour son pays des conditions plus équitables. Il n'en faut pas plus pour que, dès le 5 septembre 1958, de Gaulle le reçoive solennellement à l'Élysée et évoque avec lui les pistes d'une nouvelle coopération franco-espagnole. Le Général, qui, de son côté, cherche à redéfinir la place de la France dans l'Alliance atlantique, ne peut que soutenir Franco dans ses efforts : le principe d'une coopération militaire bilatérale est ainsi arrêté, que symbolise la rencontre, en janvier 1961, entre le ministre français des Armées, Pierre Messmer, et son homologue espagnol, le général Muñoz Grandes.

Messmer, résistant de la première heure, héros de Bir Hakeim et Compagnon de la Libération, recevant Muñoz Grandes, le premier chef de la division Azul, décoré par Hitler en personne, l'image ne laisse pas aujourd'hui d'étonner... Mais elle est bien dans l'esprit de réconciliation européenne qui était celui de De Gaulle ! Rappelons qu'en 1964, lors du vingtième anniversaire du Débarquement, l'homme du 18 Juin n'hésitera pas davantage à inviter à Paris le général Günther Blumentritt, l'ancien chef d'état-major du maréchal von Rundstedt, commandant du front de l'Ouest en 1944, qui rencontra longuement à cette occasion un autre héros de la Résistance, déporté à Buchenwald, le général Charles Ailleret, devenu chef d'état-major des armées françaises et père du concept de « dissuasion tous azimuts ». C'est-à-dire, au besoin, à l'encontre de la superpuissance américaine¹⁵...

Face à tant de bonne volonté française, Franco ne peut qu'aider de Gaulle à traiter le dossier brûlant qui le préoccupe à partir du printemps de 1961 : l'asile offert par l'Espagne aux terroristes de l'OAS. Dès 1962, une coopération policière est inaugurée dans cette perspective entre Paris et Madrid et, le 29 janvier 1963, le ministre de l'Intérieur, Roger Frey, signe à Madrid avec son homologue Camilo Alonso Vega un accord aux termes duquel l'Espagne commencera à expulser systématiquement les auteurs d'attentats réclamés par la justice française.

En arrière-plan de cette réconciliation se profile un dossier à long terme, décisif aux yeux de Franco, et que de Gaulle va grandement contribuer à débloquer en contrepartie du désengagement progressif de l'Espagne de l'emprise américaine : l'intégration de Madrid dans le Marché commun. « Quel que soit son régime, résumera le Général à l'intention de Maurice Couve de Murville, l'Espagne appartient à l'Europe, pas aux États-Unis ! » Pour entamer officiellement le processus, le gouvernement espagnol attendra que la France occupe, au premier semestre de 1962, la présidence tournante de la Communauté. Et le 9 février, Fernando Maria Castiella fait part à Couve de Murville, président du Conseil des ministres des Affaires étrangères de la CEE, du désir de son pays de signer avec cette dernière un accord d'association « de nature à devenir une intégration pleine et entière » une fois effectuée « l'indispensable adaptation structurelle de l'économie espagnole ». Malgré les efforts de De Gaulle et le soutien d'Adenauer, cet accord est refusé par l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg.

Mais quand la demande est réitérée en 1964, le principe de « conversations exploratoires » se trouve acté. Cette même année, Couve est reçu avec les honneurs à Madrid où, pour la première fois depuis 1939, on joue *La Marseillaise*. Dès 1967, la France parraine officiellement la candidature espagnole au Marché commun, tandis que progressent massivement les échanges commerciaux entre Paris et Madrid, la France devenant, en 1969, le troisième fournisseur de l'Espagne.

Ce processus, qui aboutira à l'adhésion pleine et entière de Madrid à la CEE en 1986, soit onze ans après la mort de Franco et l'établissement de la démocratie, pourquoi de Gaulle l'a-t-il tant soutenu ?

Une politique étrangère originale

Là encore, ses motifs sont rarement évoqués, sans doute parce qu'ils cadrent mal avec l'image exécrationnelle du régime franquiste, dont la politique intérieure contraignait ses opposants à s'exiler pour échapper à la répression et parfois à la mort. Mais qui se souvient, près d'un demi-siècle après la mort du dictateur (20 novembre 1975), de ce que furent les grandes lignes de son action extérieure ? Aux yeux du Général, celle-ci avait d'autant plus d'intérêt qu'elle présentait beaucoup de similitudes avec la sienne.

D'abord, on l'a dit, en direction des États-Unis, Franco passant, en quinze ans, du statut d'assisté intégral à celui d'allié jaloux de son indépendance. C'est ainsi qu'en 1968, l'Espagne ne renouvellera pas ses accords quinquennaux avec Washington et achètera à la France des chasseurs Mirage III et des chars AMX, provoquant la colère du président Johnson. Déterminante, l'influence de De Gaulle n'explique cependant pas tout. Début 1966, en effet, a eu lieu, non loin de Palomarès, dans la province d'Almeria, un accident nucléaire gravissime qui a contribué à refroidir considérablement les relations hispano-américaines. Le 17 janvier, un bombardier stratégique B52 s'est abîmé en mer, après une collision avec un avion ravitailleur, à près de 10 000 mètres d'altitude. Sur les quatre bombes atomiques qu'il transportait, une seule a été récupérée intacte car son parachute de secours s'est déployé. Mais une autre a disparu au fond de la Méditerranée, tandis que les deux dernières s'écrasaient au sol... libérant

du plutonium sur quelque 1 500 hectares, rendant toute agriculture impossible. Résultat : Franco interdit le survol du territoire espagnol à tout avion de l'OTAN autre qu'américain et à tout avion américain transportant du matériel nucléaire, avant de proposer, en 1968, la dénucléarisation totale du bassin méditerranéen, perspective jugée « inamicale » par Washington !

Mais ce qui séduit aussi de Gaulle, c'est un aspect encore moins connu de la politique étrangère franquiste, parfaitement camaïeu avec la sienne : les relations qu'entretient l'Espagne avec les pays en voie de développement, les non-alignés en particulier. Tel n'est pas le moindre paradoxe de ce régime autoritaire, clérical et farouchement anticommuniste que d'avoir fait preuve, dans les relations internationales, d'un esprit d'ouverture inversement proportionnel à sa fermeture domestique !

Sait-on, par exemple, que l'Espagne fut la première puissance occidentale à développer une politique arabe, bien avant que de Gaulle ne s'y attelle à partir de 1962 ? Que Nasser fut reçu en grande pompe à Madrid en 1960, alors qu'en raison de son soutien au FLN algérien la France l'ignorait encore¹⁶ ? En Espagne même, tout le monde a oublié que lorsque Fidel Castro renversa le régime *compradore* de Batista, bras séculier des intérêts américains à Cuba – et accessoirement protecteur notoire de la mafia –, Ernesto Guevarra (le Che), ministre de l'Économie du nouveau régime, fut reçu à Madrid, le 13 juin 1959, pour discuter des moyens de contourner l'ostracisme de Washington. Les passants sidérés le virent ainsi déambuler dans les rues de la capitale espagnole, revêtu de son uniforme de l'armée cubaine et arborant un énorme cigare, avant d'aller assister à une corrida, raconte l'éditeur Daniel Pinos dans *Le Monde libertaire*, l'organe de la Fédération anarchiste. Plus insolite encore : lorsque après l'affaire des fusées (octobre 1962), les États-Unis décréteront le premier blocus d'une longue série, Franco mettra un point d'honneur à le braver, ce qui lui vaudra, à sa mort, d'être salué par un deuil national de trois jours dans la grande île !

« Qu'avaient en commun Franco et Castro ? Un catholique et fasciste fervent et un national-communiste athée ? Leurs origines galiciennes et leur goût pour le caudillisme et l'autoritarisme peuvent être un début d'explication. On peut expliquer aussi ce respect mutuel, par le ressentiment qu'éprouvait le dictateur Franco vis-à-vis de l'administration américaine, en raison de la victoire des États-Unis lors de la guerre de Cuba

en 1898, ce qui signifia la perte de la dernière colonie espagnole en terre américaine... Dans ce conflit, les Espagnols ne se battirent pas contre le peuple cubain, mais contre les Nord-Américains. Cette même année, l'Espagne perdit également sa seule colonie asiatique, les Philippines. Il s'ensuivit que tout acte de "vengeance historique" contre les Américains était bien accueilli par Franco et les militaires espagnols¹⁷. »

Nul doute que de Gaulle pensait aussi à cet aspect méconnu du franquisme quand, le 31 mai 1969, il répondit en termes chaleureux au Caudillo, premier chef d'État à lui écrire après son départ de l'Élysée. Voici cette lettre, qui mérite d'être citée dans son intégralité :

« Mon cher général,

« La lettre, si noble et si aimable, que vous avez bien voulu m'écrire au sujet des récents événements en France, m'a vivement touché. Elle me vient, en effet, d'un homme d'État et d'un soldat à qui je porte une exceptionnelle considération, parce que, après des événements terribles, son œuvre nationale et internationale n'a eu d'autres buts que l'unité, l'indépendance et la grandeur de l'Espagne. En même temps, vous n'avez jamais cessé de ménager, à travers les orages, toutes les possibilités d'une cordiale et féconde coopération de nos deux pays. Or, celle-ci est maintenant en très bonne voie.

« Si, de mon côté, j'ai pu y travailler d'une manière utile, c'est parce que je suis, comme vous-même, convaincu que le destin de l'Espagne et celui de la France, l'union de l'Europe, l'équilibre du monde, dépendent, dans une large mesure, de l'accord fondamental et de l'action conjuguée de Madrid et de Paris. N'est-ce pas cela, d'ailleurs, qu'ont voulu nos Bourbons et les vôtres ? C'est pourquoi nous pouvons, vous et moi, nous féliciter des liens multiples et étroits qui se sont noués et se nouent entre nos peuples et nos États.

« Veuillez être certain que, dans l'accomplissement de la grande mission que vous continuez d'accomplir, mes meilleurs vœux vous accompagnent. S'il arrivait qu'un jour, je puisse me rendre en Espagne, je serais très heureux et très honoré de rendre visite à Votre Excellence.

« Je vous prie de bien vouloir agréer, mon cher général, l'assurance de ma haute estime et de ma sincère amitié.

« Charles de Gaulle¹⁸. »

« S'il arrivait qu'un jour je puisse me rendre en Espagne »... Quelques semaines plus tard, l'invitation officielle de Franco parvenait à Colombey. Tout l'enjeu pour de Gaulle sera, dès lors, d'éviter que cette visite passe pour une caution offerte au régime. À la visite de l'alcazar de Tolède, haut lieu de la guerre civile, transformé en musée¹⁹, il préféra ainsi celle du Prado, où il put admirer les plus beaux tableaux hérités des Bourbons, mais aussi des Habsbourg. De même, quand il s'aperçut que tous les hôtels où il descendait étaient payés d'avance, il s'arrangea pour laisser la somme requise, à la peseta près, sous forme de pourboire pour le personnel... Quant à la conversation qu'il eut avec Franco, le 8 juin 1970, elle reste aujourd'hui encore totalement confidentielle. Mais on peut gager qu'elle fut plus subtile que les inventions de l'auteur d'*Un déjeuner à Madrid*...

De la rencontre ne restent que des images muettes, issues de la télévision espagnole qui transforma la visite du Général à Madrid en événement national. Malgré la complaisance des cadreurs, habitués à ne filmer le Caudillo qu'à son avantage – c'est-à-dire le plus souvent assis, et par plans très courts, entrecoupés de contre-champs plus longs sur son interlocuteur –, le contraste entre les deux hommes est alors saisissant. De vingt-quatre mois son aîné, de Gaulle, qui va sur ses quatre-vingts ans, monte allègrement les escaliers qui mènent au bureau de Franco (pour qui un ascenseur vient d'être installé) puis traverse à grands pas les antichambres du palais du Pardo, qu'ornent les célèbres tapisseries dessinées par Goya. Franco l'accueille debout, mais on ne le voit pas marcher. À la maladie de Parkinson qui le mine depuis quelques années – et pour laquelle on lui inflige un traitement expérimental qui provoque chez lui des hémorragies à répétition – s'ajoute une solide artériosclérose. Au petit homme replet qui, chaque week-end, abandonnait l'uniforme pour chasser à pied aux quatre coins de l'Espagne a succédé un vieillard décharné à qui personne n'a osé conseiller de faire retailler ses costumes...

Nul doute que si de Gaulle avait achevé ses *Mémoires d'espoir*, il aurait eu à cœur de compléter par une description de ce Franco spectral la fabuleuse galerie de portraits des « Grands » qu'il a côtoyés. À défaut, voici le souvenir qu'en emporta Michel Debré, alors ministre des Affaires étrangères du Général, après la visite qu'il rendit au dictateur, le 7 février 1969 :

« J'ai devant moi un personnage dont le corps a prématurément vieilli : sa figure est parcheminée et son corps immobile est comme paralysé. Il tient ses mains sur ses genoux et parle sans geste, d'une voix claire mais cassée. Je suis surpris de la contradiction au moins apparente entre l'engourdissement de l'enveloppe et l'acuité du cerveau, entre la quasi-momie en face de laquelle je me trouve et l'intelligence humaine qui me parle des vrais problèmes d'aujourd'hui et de demain. Pendant toute l'audience, les traits de son visage resteront immobiles. Comme me le dit l'ambassadeur, l'âge et la maladie ont confirmé un trait de caractère qui, d'après ceux qui l'ont approché, a marqué toute sa vie le personnage connu pour son secret et son absence de paroles déclamatoires²⁰. »

Franco, pourtant, survivra cinq ans au Général, jusqu'à cette fameuse agonie de l'automne 1975 qui, un mois durant, tiendra l'Espagne et le monde en haleine, transformant en feuilleton télévisé le premier acharnement thérapeutique médiatisé de l'Histoire. Un acharnement mené au nom de la raison d'État puisque c'est grâce au sursis de quatre semaines laissé au dictateur que, *via* ses proches, auxquels fut discrètement associée l'opposition, put se régler sa succession : le rétablissement de la monarchie espagnole. L'issue même à laquelle travaillait le Caudillo en préparant au trône Juan Carlos de Bourbon, petit-fils d'Alphonse XIII que la République espagnole avait fait abdiquer en 1931... Nul doute que de Gaulle, qui entretenait longtemps des rapports étroits avec Henri d'Orléans, prétendant au trône de France²¹, aurait apprécié cette sortie qui permit à l'Espagne de retrouver le chemin de la démocratie tout en renouant avec le principe de continuité qui lui était si cher...

Mao ou le grand rendez-vous manqué

Mao Zedong, qui imposait aux autres de s'autocritiquer, laissa-t-il jamais échapper le moindre regret sur ses propres décisions ? La réponse est oui, comme l'attestent les procès-verbaux de sa rencontre du 12 septembre 1973 avec Georges Pompidou. Au cours de celle-ci, en effet, Mao répéta à plusieurs reprises (deux fois selon le PV chinois ; trois selon le compte rendu français et le secrétaire d'État aux Affaires étrangères Jean de Lipkowski, qui assistait à l'entretien) : « Mais pourquoi n'ai-je pas invité le général de Gaulle à Pékin juste après son discours de Phnom Penh ? »

Dix-neuf mois plus tôt, comme Richard Nixon lui rappelait le rôle joué par le fondateur de la V^e République dans le dégel des relations entre Pékin et Washington¹, Mao avait déjà confié que si le Général n'était pas mort, il aurait été le premier de tous les chefs d'État occidentaux à lui rendre visite... le 18 juin 1971 ! Après l'Irlande en 1969 et l'Espagne en 1970, c'est à l'ombre de la Cité interdite que l'ancien chef de l'État devait en effet séjourner pendant que son successeur commémorerait l'anniversaire de son appel. Selon Jean Mauriac, qui fut avec Jean-Raymond Tournoux l'un des journalistes les plus proches du Général, il avait planifié ce voyage dès le printemps 1970, avant même de prendre la route de Madrid :

« Devant ses proches, raconte Mauriac, il évoque les pays où il aimerait se rendre, des pays que, pour une raison ou une autre, il n'a pu visiter, des nations “pas banales”, “à sa mesure”. Après “l'Irlande sauvage” et la “dure

Espagne”, il cite la “Chine immense”. Il ajoute : “De vrais pays, de vraies vieilles nations avec de vrais hommes, des hommes fiers².” »

Pourquoi ne pas être allé en Chine alors qu’il était encore au pouvoir ? Quand, un an après la reconnaissance de la République populaire par la France (janvier 1964), André Malraux s’envole pour Pékin afin d’y rencontrer Mao (3 août 1965), la visite du Général semble pourtant en bonne voie. Mais en 1966, le dictateur communiste renverse la table... pour ne pas être renversé lui-même par une révolution de palais. Afin d’échapper à la marginalisation qui le guette depuis l’échec catastrophique du « Grand Bond en avant³ », qui lui a fait perdre son titre de président de la République au profit de Liu Shaoqi⁴, il déclenche le séisme sanglant de la Révolution culturelle, contre les bonzes du parti accusés de complaisance envers les valeurs bourgeoises. Plus question, dès lors, de dialoguer avec quiconque : livrée aux Gardes rouges qui ne rendent de comptes qu’à lui, la Chine se referme comme jamais aux influences extérieures, celle du capitalisme occidental comme celle du socialisme soviétique, taxé de révisionniste. Trois ans plus tard, au prix, sans doute, de plusieurs millions de morts⁵, le « Grand Timonier » sort victorieux de l’épreuve de force, et reprend fermement la barre à l’occasion du IX^e congrès du Parti communiste chinois (avril 1969). Soit juste au moment où de Gaulle choisit de quitter la scène...

Revenu de plain-pied dans les affaires du monde, Mao ne compte pas pour autant en rester là. Début mars 1970, Zhou Enlai⁶, le numéro deux du régime, fait passer un message de son chef à Étienne Manac’h, notre ambassadeur à Pékin, un ancien de la France libre qui fait partie des proches du Général. On n’en connaît que la substance, mais elle est sans ambiguïté : le premier chef d’État occidental à avoir reconnu la République populaire sera le bienvenu en Chine dès qu’il en exprimera le vœu. Et, semble-t-il, Mao souhaite que sa venue soit rapide, car il a d’autres invités en tête mais tient à ce que de Gaulle soit le premier. Le 24 mars, Manac’h écrit une longue lettre au reclus de Colombey et plaide pour qu’il accepte... dans un style qui n’est pas sans rappeler l’emphase des courtisans de l’ancienne Chine !

« Il y aurait une grande chose à faire, mon général, pour la France, une grande chose pour l’Histoire, un geste qui serait à la fois immense pour l’avenir et pour la préservation de notre rayonnement, qui mettrait notre

pays dès maintenant au cœur de ce qui sera plus tard, et pour de longues décennies, un geste mémorable qui serait à votre mesure et que vous seul dans le monde, pouvez accomplir avec une liberté à la fois lucide et souveraine : c'est de venir jusqu'en Chine. L'histoire du monde contemporain serait complète après un tel événement.

« Voilà, mon général, ce que j'ai longtemps hésité à vous dire, ce que j'ai décidé enfin de vous dire⁷. »

« Ce serait un rêve, pour moi, d'aller en Chine... »

Le 10 avril, le Général répond sobrement à l'ambassadeur qu'il réfléchit à la proposition. Mais en privé, il est enthousiaste. Le 9 septembre 1970, il reçoit à Colombey sa nièce, Marie-Thérèse de Corbie, diplomate de carrière, qui s'apprête à rejoindre son poste à Pékin après avoir été, pendant huit ans, la collaboratrice de Manac'h à la direction Asie du Quai d'Orsay. Il lui dit : « Ce serait un rêve pour moi d'aller en Chine. » Surtout, il la presse de questions sur la personnalité de Mao :

« Suit-il de près, par lui-même, les questions concernant l'État ? Le consulte-t-on toujours pour les décisions à prendre ? Pour lui, seul Mao a eu l'autorité nécessaire pour réaliser en Chine ce qui était important et seul son régime a pu tirer le pays de l'état de sous-développement et d'anarchie où il se trouvait. De Gaulle ajoute alors : “Mais je lui dirai aussi que, quelle que soit mon admiration pour les réalisations de ce régime, j'ai trop de respect de l'individu pour endosser les dogmes du communisme. Je lui dirai mes réticences sur ce point⁸.” »

Et à un autre proche, cité par Jean Mauriac :

« Bien entendu, si j'y vais, j'aimerais établir moi-même le programme de mon déplacement. Je ne demanderai pas des choses impossibles. Je suis persuadé que ce que je désirerais voir ne posera aucun problème aux Chinois... Ce seront la Chine et la France qui s'entretiendront en la personne de De Gaulle et de Mao⁹. »

Le Général évoque-t-il déjà avec Manac'h l'itinéraire qu'il aimerait suivre à travers la Chine ? Jean Mauriac croit savoir qu'après Pékin, il aurait aimé « voir la Grande Muraille, se rendre dans la province du Shanxi,

à Yenan, haut lieu du communisme chinois qui fut l'aboutissement de la Longue Marche, à Si An, l'ancienne capitale, sans doute à Shanghai et à Nankin, peut-être à Canton et en Mandchourie. »

Pendant ce temps, les Chinois ne restent pas inactifs. Pour être certains que de Gaulle accepte leur invitation, ils mandatent à Paris la romancière francophone Han Suyin, qui sert depuis longtemps à Mao d'ambassadrice officieuse, d'autant plus prisée par lui qu'elle n'est pas officiellement communiste et partage sa vie entre les États-Unis, l'Inde (où elle est mariée) et la Suisse¹⁰. Le 20 octobre 1970, l'auteurice de *Multiple splendeur* débarque à l'Institut de France, dans le bureau de Jacques Rueff, qui fut le conseiller économique le plus écouté du Général – en même temps que l'auteur du plan du même nom en 1958¹¹. Elle connaît l'académicien depuis 1963 et sait qu'en empruntant son canal, sa démarche ne sera pas éventée, au cas, peu probable mais toujours possible, où de Gaulle déclinerait l'invitation.

« Le gouvernement chinois, lui dit-elle, se pliera à tous les désirs du Général, qui pourra arriver quand il voudra, se déplacer en Chine où il le désirera et rencontrer qui bon lui semblera. La Chine l'attend... »

Et elle ajoute, pour le flatter :

« Ce que le président Mao et M. Chou En-lai apprécient le plus, c'est le refus de l'ancien chef de l'État de s'incliner devant la force, et sa volonté de défendre l'indépendance de son pays. »

Pourquoi Jacques Rueff ne décroche-t-il pas aussitôt son téléphone pour joindre l'homme de Colombey ? Par une ruse du destin, il se trouve qu'au même moment, Maurice Couve de Murville, le dernier Premier ministre du Général, est justement à Pékin. Certes en voyage privé, mais non sans avoir été invité à rencontrer les plus hautes autorités du pays, Mao compris. Qui sait, s'interroge Rueff, si Couve n'a pas été saisi de la même demande ? Circonspect, il attend donc le retour de ce dernier, le 30 octobre 1970. Le 3 novembre, ils dînent ensemble. Couve lui confirme l'admiration que Mao porte à de Gaulle, mais ne se fait l'écho d'aucune invitation. L'intermédiaire choisie par le « Grand Timonier » était donc Han Suyin, et nul autre qu'elle. Rompu aux arcanes de la diplomatie parallèle chère à Mao, Maurice Couve de Murville conseille donc à Rueff de joindre *illico* le Général. Pressent-il que le même dieu malin qui en 1966 avait empêché Mao d'inviter de Gaulle travaille encore et toujours à y surseoir ? Si Rueff avait su combien le Général avait confiance dans l'intuition de Couve¹², sans doute se serait-il

exécuté immédiatement. Mais de circonspect, il devient pusillanime et décide, le 4 novembre, de vérifier auprès d'Han Suyin s'il a bien compris le sens de son message. Cette fois, l'Eurasienne au charme légendaire ne sourit plus du tout. Quand on se souvient de l'ardeur glacée qu'elle mettait, dans ses interviews télévisées, à défendre le régime – y compris dans ce qu'il avait de plus indéfendable, comme si, par un étrange phénomène de possession, Mao s'exprimait par sa bouche –, on imagine sans peine le ton qu'elle employa, ce jour-là, pour mettre les points sur les « i » à l'intention du vieil économiste : « La Chine attend le général de Gaulle. L'invitation est officielle¹³. »

Cette fois, Rueff a compris. Mais plutôt que de téléphoner à Colombey, comme Couve, anormalement inquiet, le lui avait conseillé, il choisit de lui écrire. Le 9 novembre, la lettre est prête. Elle ne partira pas. Car le 10 au matin, la mort du Général est annoncée. Foudroyé par une rupture d'anévrisme, l'homme du 18 Juin s'est effondré, la veille au soir, sans prendre connaissance du message espéré qui eût sans doute constitué l'ultime satisfaction de son existence.

Point d'orgue du bouleversement géopolitique qu'avait entraîné la reconnaissance de la Chine populaire par Paris, la rencontre au sommet entre le libérateur de la France et le héros mythique de la Longue Marche resterait donc du domaine du rêve, tout comme l'accueil imaginé par l'ambassadeur Étienne Manac'h : un million de Chinois pour acclamer, place Tian'anmen, l'homme qui avait dit « non » à Hitler, sauvé la France de l'occupation « amicale » des Américains, avant de tirer la Chine de sa relégation.

Le coup de tonnerre de janvier 1964

De fait, quel chemin parcouru en six ans ! À la fin de l'année 1963, la Chine de Mao est encore un géant ignoré. Parmi les États occidentaux, seuls les Pays-Bas et la Suisse l'ont officiellement reconnue. Quant à l'URSS, qui fut son principal soutien international dans les années 1950, elle s'en éloigne à grands pas, sur fond de conflit idéologique, d'incidents de frontière et de confrontation indirecte lors de la guerre sino-indienne de

1962¹⁴... Et à l'ONU, c'est l'île de Taiwan, résidu assiégé de l'ancienne République de Chine gouvernée par Tchang Kai-chek (6 millions d'habitants), qui prétend incarner la Chine continentale de 650 millions d'âmes contrôlée depuis 1949 par Mao Zedong.

Le premier en Occident, de Gaulle a compris que cette situation ubuesque ne pouvait se perpétuer, sauf à humilier le peuple le plus nombreux de la terre et à gravement déséquilibrer les relations internationales. Dès 1955, il a pressenti avant tout le monde que l'alliance scellée entre Staline et Mao ne durerait pas et que, derrière l'apparente unité du marxisme, des forces plus profondes liées à l'Histoire et à la géographie – bref, aux rapports de force – prendraient le dessus. Recevant Edgar Faure, alors président du Conseil, le Général lui avait dit cette année-là : « Vous devriez associer la Chine au règlement de l'affaire vietnamienne. » Depuis les accords de Paris qui, en 1954, ont consacré l'indépendance du Nord-Vietnam, il est évident pour de Gaulle que les choses ne resteront pas figées. D'autant moins que les États-Unis considèrent de plus en plus le Sud-Vietnam comme leur porte-avions et que, l'éviction de l'influence française aidant, tout se met en place pour faire de l'ancienne Indochine le point chaud par excellence... de la guerre froide américano-soviétique !

Informé de la situation par trois gaullistes de la première heure – le futur garde des Sceaux René Capitant, alors directeur de l'Institut français de Tokyo ; l'ancien résistant Edmond Michelet, qui présida au Sénat la commission de contrôle parlementaire sur l'Indochine ; l'amiral Ortoli, représentant de la France à l'OTASE¹⁵ –, le Général en a conclu que la reconnaissance de la Chine serait de nature à rééquilibrer le jeu en y faisant entrer la puissance dominante de la région. Edgar Faure, qui quitte Matignon en janvier 1956, pense exactement comme eux. En juin 1957, il est l'une des premières personnalités occidentales à être reçu par Mao. Celui-ci l'accueille dans un modeste pavillon du quartier présidentiel adossé à la Cité interdite, au fond d'une allée de saules, l'allée dite des Mers du Sud. À soixante-trois ans, le chef révolutionnaire s'est légèrement empâté, mais c'est toujours un colosse en bonne santé, à l'aura encore inentamée. Ce qu'il dit à son visiteur français est on ne peut plus clair :

« Il n'existe pas pour moi de bloc communiste. La Chine est d'abord un État indépendant. Elle est absolument indépendante de l'URSS. Si nous avons demandé des experts et des machines à l'Union soviétique, c'est

parce que nous en avons besoin. Nous ne pouvions pas nous en passer. Mais les hommes qui sont venus sont partis une fois leur tâche finie. Et ce que nous avons pris, nous le payons. »

Avant de prendre congé, Edgar Faure évoque son goût et sa pratique de la poésie :

« C'est ancien, cela ! lui répond Mao. Je composais jadis des poèmes, en effet, lorsque je vivais à cheval. À cheval, on a le temps. On peut chercher les rythmes et les rimes. On peut réfléchir. C'était bien, la vie à cheval. Il m'arrive aujourd'hui de la regretter¹⁶... »

« La poésie n'est pas une simple anecdote dans la biographie, écrit Edgar Faure. Je pense que c'est une des clefs de son personnage. Mao n'est pas, comme beaucoup de marxistes, l'homme d'un seul livre. Dans ces courtes pièces, sa pensée se libère du jargon du parti et du fatras de la dialectique. Les thèmes de la révolution y sont présentés de façon simple, imagée et profonde, accessible à tous les hommes de ce pays – et aux hommes de tous les temps. »

Aucun doute, la séduction a fonctionné à plein. Mais il est temps de prendre congé :

« Le Président nous accompagne jusqu'à nos voitures. Il me prend par le bras pour me signaler une marche dans l'ombre. De sa dernière image encore à travers les glaces – le visage célèbre au-dessus du col fermé de la vareuse beige – cette main levée en geste de sympathie – je retiens une impression de force, de naturel et de "présence". Et je pensais – en m'éloignant le long de la Mer du Sud, à l'incroyable paradoxe qui faisait que ce chef d'État n'était alors pas reconnu, en cette qualité, par un grand nombre de puissances. Juridiquement et diplomatiquement, pour une partie de l'Occident, Mao Tsé-toung et la Chine de Mao Tsé-toung n'existaient pas ! Était-il pourtant un seul homme d'État qui gouvernât un pays aussi peuplé ? En était-il un qui gouvernât, où que ce soit, avec plus de pouvoir que lui¹⁷ ? »

Ainsi donc, de Gaulle avait raison : toute communiste qu'elle soit, la Chine reste d'abord et avant tout la Chine, un empire jaloux de son indépendance recouvrée, et c'est avec elle qu'il faut compter, plutôt que de se fourvoyer dans d'abstraites spéculations sur la solidarité idéologique du marxisme international. À son retour, l'ancien président du Conseil rédige aussitôt un essai sur la question : *Le Serpent et la Tortue*. Le serpent, c'est

Taiwan ; la tortue, la Chine populaire. Or dans la nature, la tortue finit toujours par manger le serpent. « Le régime, explique-t-il, est un régime fort : il a l'essentiel du peuple chinois derrière lui. Il n'y a aucun "espoir" qu'il s'écroule de lui-même ; il y en a encore moins de le faire tomber de l'extérieur. L'hypothèse d'un retour de Tchang Kaï-chek est une chimère : "l'autre" Chine n'existe pas. L'idée des "deux Chines" est par conséquent une absurdité. » Conclusion : quoi qu'on pense du régime maoïste, il parviendra tôt ou tard à faire de cet État-continent une véritable grande puissance qui ne pourra pas ne pas évoluer, à ce moment-là, comme l'URSS commence à le faire depuis la mort de Staline, dans un sens plus libéral. Le mieux que les puissances de l'Ouest aient à faire est de l'aider à y parvenir le plus vite possible, en multipliant les échanges économiques et culturels avec la Chine populaire. Le point de départ consiste donc à la reconnaître internationalement, puis à travailler en faveur de son admission à l'ONU. La France, plaide-t-il, devrait se faire auprès des États-Unis l'avocat de cette politique et l'appliquer, s'il le faut, malgré eux !

À la prédiction d'Edgar Faure ne manque qu'un « détail » : la funeste parenthèse de la Révolution culturelle. Mais sur le fond, qui peut, *a posteriori*, lui donner tort ? Destinataire du livre, de Gaulle fait savoir à son auteur tout le bien qu'il en pense mais, curieusement, attend le printemps de 1960 pour en parler de vive voix avec lui. Revenu aux affaires depuis deux ans, il est aux prises avec la « boîte à chagrin » de l'affaire algérienne et sait que la voix de la France sera sans portée tant qu'elle n'aura pas donné l'indépendance à ses colonies. Edgar Faure est du même avis : il serait contre-productif d'envoyer un ambassadeur à Pékin si celui-ci doit y croiser un représentant du FLN ou de la Guinée.

Un an plus tard, la route est dégagée : l'Algérie est enfin indépendante, l'Afrique noire aussi. La France peut désormais condamner l'impérialisme des autres sans courir le risque d'être condamnée en retour. Silencieux jusqu'alors sur le conflit vietnamien qui ne cesse de prendre de l'ampleur, de Gaulle peut désormais abattre ses cartes. S'étant rapproché du Cambodge, dirigé par le prince Norodom Sihanouk, il propose, de concert avec lui, un plan de paix audacieux conçu comme une alternative à la « communisation » de la région : une confédération entre ce même Cambodge et le Sud-Vietnam qui aussitôt proclamerait sa neutralité. Hanoï accepte, Pékin aussi... Et Moscou ne dit pas non. Las ! Après avoir hésité,

Kennedy décide de suivre les conseils de son vice-président, Lyndon Johnson, partisan de réduire le Nord-Vietnam par la force, et fait capoter la conférence de la paix proposée par de Gaulle. Dix mille « conseillers » américains débarquent alors au Sud-Vietnam, les paysans suspects d'entretenir des liens avec les communistes sont déportés dans des « hameaux stratégiques », leurs maisons sont détruites et leurs terres brûlées. Dans moins de deux ans, les États-Unis commenceront leurs bombardements intensifs sur le Vietnam du Nord et en 1965, ils engageront pour la première fois des troupes au sol... On connaît la suite.

Prévoyant l'escalade, de Gaulle déclare le 29 août 1963 que le peuple vietnamien doit pouvoir « déployer son activité dans l'indépendance vis-à-vis de l'extérieur, la paix et l'unité intérieures ». Soit tout ce qui lui fait défaut ! Parlant du « Vietnam tout entier », il ajoute que c'est à son peuple de « choisir les moyens » de parvenir à l'unité, et que la France est prête à l'aider dans ce but. Deux jours plus tard, Edgar Faure, qu'il n'avait pas revu depuis trois ans¹⁸, est convoqué à l'Élysée. Sa mission est claire : partir aussitôt pour Pékin afin d'organiser les modalités de la reconnaissance de la Chine populaire par Paris.

Le 18 octobre 1963, l'ancien président du Conseil arrive à Canton, où il est reçu avec tous les honneurs. Le 22, le voici à Pékin, accompagné du chef du service France au ministère chinois des Affaires étrangères. Il rencontre dès le lendemain le Premier ministre, Zhou Enlai, et son ministre des Affaires étrangères, le maréchal Chen Yi. Ensemble, ils auront six séances de travail, entrecoupées de visites sur différents sites culturels. La rédaction d'un premier protocole s'achève à Shanghai, où Edgar Faure est reçu par Mao. Le 5 novembre, il peut enfin rentrer à Paris, profitant de sa première escale à Rangoon pour transmettre au Général, par l'intermédiaire de nos services diplomatiques, un compte rendu de ses négociations. En dehors de Maurice Couve de Murville et du Premier ministre, Georges Pompidou, personne d'autre n'est encore au courant de ce qui se trame.

Ce n'est que le 8 janvier 1964 que, pour la première fois, Couve évoque le dossier au Conseil des ministres. Il dit : « Une étape importante va être franchie dans nos rapports avec la Chine de Pékin. » Le porte-parole du gouvernement, Alain Peyrefitte, note dans son journal : « À voir la surprise de presque tous les ministres, je crois bien qu'ils ne se doutaient de rien. »

De Gaulle procède alors à un tour de table, répond aux sceptiques, passe la parole à Pompidou et conclut :

« Le fait chinois est là. C'est un pays énorme. Un jour ou l'autre, peut-être plus proche qu'on ne croit, la Chine sera une grande réalité politique, économique et même militaire... Or, elle meurt d'envie d'être reconnue par nous. Elle ne le cache pas. Les Soviétiques sont devenus ses adversaires et les États-Unis le sont restés. Elle ne voit aucun autre interlocuteur que la France. C'est pour la Chine une réalité et même la seule... »

Le lendemain, Edgar Faure est autorisé à donner une interview au *Figaro* dans laquelle il livre quelques indications retirées de son voyage « entrepris avec l'approbation des plus hautes autorités françaises », et exprime son souhait de voir « débloquée » l'impasse dans laquelle se trouve la diplomatie occidentale à l'égard de Pékin. Les chancelleries comprennent le message. Et comme il fallait s'y attendre, le Département d'État américain condamne fermement toute acceptation du communisme chinois qui ne cherche qu'à s'étendre « par tous les moyens ». Mais est-il question de cela ? Le 27 janvier 1964, par un bref communiqué, l'Élysée annonce que « le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire de Chine ont décidé d'un commun accord d'établir des relations diplomatiques. Ils sont convenus à cet effet de désigner des ambassadeurs dans un délai de trois mois ». Quatre jours plus tard, le 31, le général de Gaulle profite de sa première conférence de presse de l'année pour préciser que l'accord entre les deux pays ne « comporte évidemment pas la moindre approbation du système politique qui domine actuellement la Chine ». Il conclut :

« Du fait que depuis quinze ans, la Chine presque tout entière est rassemblée sous un gouvernement qui lui applique sa loi et, qu'au-dehors, elle se manifeste comme une puissance souveraine et indépendante, [...] le poids de l'évidence et celui de la raison grandissant jour après jour, la République française a jugé, pour sa part, le moment venu de placer ses rapports avec la République populaire de Chine sur un plan normal, autrement dit diplomatique. »

« Les idéologies passent, les peuples restent »

Ce poids de l'évidence et de la raison, seul *Le Monde diplomatique* en mesure alors l'importance, le reste de la presse française ne voulant voir dans la reconnaissance de Pékin qu'une « provocation de plus envers les États-Unis » (*Le Figaro*), tandis que *L'Humanité*, bien embarrassée, s'inquiète d'« éventuelles arrière-pensées antisoviétiques sous-jacentes »... Dans la livraison de février du mensuel, Georges Chaffard, l'un de ses meilleurs journalistes, qui a suivi pas à pas la décolonisation¹⁹, décrypte ainsi avec minutie les raisons qui ont poussé de Gaulle à tendre la main à Pékin. Il y décèle une logique toute capétienne :

« Le souci d'affirmer l'indépendance de la politique française par rapport à l'influent allié américain ; la préoccupation de ne pas laisser déterminer le sort de l'Europe occidentale [...] par une entente entre Washington et Moscou perpétuant le principe de Yalta des “zones d'influence” ; la volonté enfin d'échapper à un relatif “encerclement” de la France par des partenaires européens tentés de lier partie avec la diplomatie américaine : voilà des considérations qui ont sans conteste pesé sur la décision du général de Gaulle et l'ont incité à déborder l'alliance atlantique par l'Asie... Ainsi, jadis, le roi de France, que tout aurait dû *a priori* rapprocher des autres cours européennes, faisait-il échec aux prétentions de “leadership” de Charles Quint en concluant une alliance avec le Grand Turc. Y avait-il pourtant à l'époque de puissance plus redoutée du monde chrétien que la cour ottomane ? Le Grand Turc en 1944 s'appelait Staline, et l'on signa avec lui la “belle et bonne alliance” qui eut entre autres pour effet de calmer les velléités révolutionnaires du parti communiste français sortant botté et armé de la Résistance. En 1964 l'URSS effraie de moins en moins de monde, et le Grand Turc s'appelle Mao Tsé-toung... »

Et Chaffard de conclure :

« Tout se passe comme si le retour de la France sur la scène asiatique s'inscrivait dans un “grand dessein” à l'échelle du “tiers monde”, où l'Amérique latine et le continent africain seraient également visés... Il ne s'agit ni de se substituer intégralement aux États-Unis ni d'essayer d'interdire l'accès du “tiers monde” à la Chine et à l'URSS mais d'éviter aux jeunes États d'être acculés à choisir entre deux hégémonies

étrangères... Plus il avance en âge et moins le général de Gaulle est sensible aux idéologies. Il pense que les régimes passent, que les doctrines évoluent, mais que les peuples demeurent, avec les mêmes besoins essentiels, et que demeure aussi la mission de la France. Ainsi s'explique qu'il ne soit nullement effrayé par le socialisme cubain ou le socialisme algérien, même s'il n'y voit pas le meilleur moyen d'assurer le bonheur des habitants d'Alger ou de La Havane²⁰. »

De l'autre côté de l'Atlantique, un seul homme ne hurle pas avec les loups à l'annonce de ce séisme diplomatique : Richard Nixon, qui s'aperçoit que de Gaulle, à sa façon, l'avait mis dans la confiance ! Lorsqu'il avait rencontré le Général à Paris en juillet 1963, celui-ci ne lui avait-il pas dit que les États-Unis seraient bien inspirés de reconnaître la Chine²¹ ? On a vu que, quatre ans plus tard, alors candidat à la Maison-Blanche, il inscrirait cette perspective en tête de son programme présidentiel, soulignant dans la revue *Foreign Affairs* qu'il était suicidaire, pour la paix du monde, de « laisser un milliard d'hommes dans une situation d'isolement forcené ».

Les conseils de Malraux à Nixon

Conscient, en s'envolant pour Pékin le 21 février 1972, que de Gaulle aurait mérité d'entreprendre avant lui ce voyage historique auquel la reconnaissance de 1964 avait ouvert la voie, Nixon a l'élégance de le faire savoir à André Malraux. Une semaine plus tôt, il l'a invité à la Maison-Blanche pour recueillir son analyse sur la Chine et qu'il lui raconte son propre entretien avec Mao du 3 août 1965. L'ancien ministre de la Culture du Général révèle au président américain que, dès cette époque, le président chinois était assisté d'une infirmière qui resta près de lui tout au long de leur entrevue (qui dura près de deux heures) et qu'il semblait atteint d'une légère hémiplégie « qui donne une impression de paralysie, sauf pour le bras gauche, toujours actif, le coude précisément, penché sur la table, et la main qui agite les cendres de la cigarette vers le cendrier ». Il ajoute : « Mais pour le reste, c'était l'immobilité et une part de dignité formidable. Le ton de la voix aussi. Ce n'était jamais un ton de conversation. Un peu

comme avec le général de Gaulle [...] il y a l'invisible cercle de craie que vous ne pouvez pas franchir²². »

Nixon, de son côté, montre à Malraux qu'il a lu ses *Antimémoires* (au moins les longs passages consacrés à la Chine) et l'estomaque littéralement en lui rappelant sa phrase sur « cette Chine si peu religieuse, mais qui, si fortement reliée à sa terre, à ses fleuves, à ses montagnes et à ses morts, est liée à sa résurrection par un autre culte des ancêtres, dont l'histoire de la libération est l'évangile, et Mao le fils, au sens où l'Empereur était fils du Ciel ».

De retour de Washington, l'auteur des *Chênes qu'on abat* racontera à Jean Mauriac :

« Lorsque Nixon m'a reconduit à ma voiture, il m'a demandé, sans interprète : “Qu'aurait pensé le Général de ce que je suis en train de tenter ?” »

Réponse de Malraux :

« Le général de Gaulle penserait que lorsqu'un homme politique chargé d'histoire tente le destin, c'est bien. »

Et Nixon s'était exclamé :

« Si de Gaulle avait vécu, s'il avait réalisé cette rencontre avec Mao !... – La sténographie eût été shakespearienne », avait conclu l'écrivain-ministre²³.

Celle de la rencontre, bien réelle celle-là, entre Malraux et Nixon ne l'est pas moins, comme le révèle ce dernier dans ses Mémoires :

« Vous allez traiter avec un colosse, mais avec un colosse qui est en face de la mort. La dernière fois que je l'ai vu, il m'a dit : “Nous n'avons pas de successeurs.” Savez-vous ce que Mao pensera quand il vous verra pour la première fois ? Il pensera : “Il est bien plus jeune que moi.”

« Le soir, au cours d'un dîner donné en son honneur, à ma résidence, Malraux me donna des conseils sur la façon de conduire une conversation avec Mao. “Monsieur le Président, vous allez rencontrer un homme qui a eu une destinée fantastique et qui croit qu'il est en train de jouer le dernier acte de sa vie. Vous penserez sans doute qu'il s'adresse à vous, mais en réalité il sera en train de s'adresser à la mort... Cela vaut le voyage²⁴.” »

Quant à la question effectivement posée par Nixon sur la manière dont de Gaulle aurait jugé l'initiative, la réponse de Malraux consignée par les interprètes américains est celle d'un oracle grec : « Je ne suis pas de Gaulle,

mais je sais ce que de Gaulle vous dirait s'il était présent. Il dirait : "Tous les hommes qui comprennent ce vers quoi vous embarquez vous saluent²⁵ !" »

Quand, en septembre 1973, c'est au tour de Georges Pompidou d'être reçu par Mao, la situation est sensiblement différente. En grande forme intellectuelle, le président chinois n'en est qu'au premier stade de la maladie de Charcot qui l'emportera en 1976, tandis que Pompidou n'a plus, alors, que huit mois à vivre. Témoin de l'entretien au cours duquel, comme on l'a dit, Mao ne cesse de regretter de n'avoir pas invité de Gaulle en 1966, Jean de Lipkowski a raconté à Jean Mauriac que la conversation porta presque exclusivement sur l'histoire de France, et notamment trois personnages : Robespierre, Napoléon... Et de Gaulle.

« Curieux, voulant toujours tirer le maximum de son interlocuteur, Mao soumet Pompidou à un feu roulant de questions. Il paraît fasciné par les personnalités qui, au cours de l'histoire, ont brisé le féodalisme. Bonaparte semble, d'autre part, l'intéresser plus que Napoléon. Il questionne Pompidou sur le siège de Toulon. Puis l'interroge à nouveau : "Napoléon est-il mort d'un cancer ou d'un ulcère ?" Était-ce de la prudence de la part de Georges Pompidou ou bien les conséquences d'une extrême fatigue due à sa maladie dont le traitement a déjà transformé les traits ?... Leur rencontre s'est résumée, en fait, à un extraordinaire monologue du Grand Timonier. [...] Tout au long de l'entretien, Mao se montre fasciné par la personnalité du Général et son évaluation des rapports de force. Ce que Mao admirait en de Gaulle, c'était son affirmation permanente que chaque pays ne doit compter que sur ses propres forces pour se défendre ; c'est le fait qu'en 1940, il avait relevé le défi – et combien d'autres par la suite ! – et sans cesse lutté contre les hégémonies. Oui, la France de De Gaulle fascinait Mao dans la mesure où elle brisait les conformismes mondiaux²⁶. »

Mao : « De Gaulle, c'est une autre affaire ! »

Et dans ce domaine, le président chinois, passé maître dans l'art de brouiller les cartes en prenant de court alliés et adversaires, savait de quoi il parlait ! Comme le fondateur de la France libre, il a dû lutter de front contre

un envahisseur redoutable (le Japon, allié de Hitler) et barrer la route du pouvoir à un concurrent soutenu par les Américains (Tchang Kai-chek, qui, à la différence du général Giraud, avait résisté victorieusement à l'occupant). De même qu'on soupçonna de Gaulle, chef du Gouvernement provisoire en 1944, de vouloir pactiser avec Moscou pour asseoir son pouvoir, de même accusa-t-on Mao, devenu, en 1949, président de la République populaire de Chine, de se mettre aux ordres de Staline pour déchaîner, avec lui, la Révolution mondiale. Double illusion rapidement dissipée ! Dès 1947, le Général taxe les communistes français de « séparatistes » et de « prison des peuples » le pacte de Varsovie. Quant à Mao, il tire rapidement les conséquences de la ruineuse guerre de Corée où, en 1950, l'a attiré Staline²⁷ : contraint d'accepter l'aide soviétique pour nourrir son pays, il s'en dégage progressivement dès 1953 avant de traiter l'URSS en ennemie mortelle à partir de 1962.

Au-delà de leur formidable talent de stratèges, une autre caractéristique commune aurait rendu passionnant un dialogue direct entre de Gaulle et Mao : leur aptitude à transformer en leviers d'Archimède les situations les plus désespérées. Quand de Gaulle pose, le 18 juin 1940, le principe suivant lequel l'Allemagne a perdu la guerre parce qu'elle ne peut gagner contre le monde entier, il fait écho, sans le connaître, à l'argument développé trois ans plus tôt par le chef des communistes chinois devant le journaliste américain Edgar Snow : « Les Japonais envahissent la Chine ? S'ils ne l'avaient pas fait, nous n'aurions jamais été en mesure de les briser comme nous allons y parvenir, n'en doutez pas²⁸ ! »

Vingt ans plus tard, le même précisera sa pensée devant le Comité central du Parti communiste chinois, dans un discours resté célèbre sur « la juste solution des contradictions au sein du peuple » :

« Il y a plus de deux mille ans, Lao Tse disait déjà : “Sur le malheur s'appuie le bonheur et dans le bonheur se cache le malheur.” Lorsque les Japonais ont envahi la Chine, ils ont qualifié cela de victoire. Et les Chinois ont appelé défaite la conquête par l'agresseur de vastes territoires du pays. Cependant, dans la défaite de la Chine il y avait le germe de la victoire, et la victoire du Japon renfermait la défaite. L'histoire n'a-t-elle pas confirmé cela ? Dans des conditions déterminées, chacun des deux aspects opposés d'une contradiction se transforme inmanquablement en son contraire par suite de la lutte entre eux. »

Et d'ajouter une prédiction qui n'est pas sans rappeler l'avertissement adressé par de Gaulle à Eisenhower lors de leur dernière rencontre en 1960²⁹ :

« De toutes les classes dans le monde, c'est le prolétariat qui désire le plus changer de situation... La situation telle qu'elle existe aujourd'hui, où les États-Unis détiennent la majorité à l'ONU et contrôlent de nombreuses régions du monde, est seulement temporaire. Un jour, elle changera nécessairement. La situation de la Chine en tant que pays pauvre, auquel les droits sont déniés sur l'arène internationale, changera également : le pays pauvre deviendra un pays riche, l'absence de droits deviendra la plénitude des droits, c'est-à-dire qu'il se produira une conversion des choses en leur contraire³⁰. »

Marxisme ou taoïsme ? Nul doute qu'en prenant connaissance de tels textes, l'essentialiste de Gaulle y a vu la marque de ce « génie des peuples » qui, répétait-il, survit toujours aux aléas de l'Histoire. C'est qu'avec Mao, le mot « révolution » a repris son sens propre : fin d'un cycle, retour à l'origine. En 1949, quand il proclame la République populaire, il affirme : « La Chine est à nouveau debout, son avenir brillera éternellement. » Et son personnage comme sa philosophie s'inscrivent dans la tradition chinoise. Chef issu du peuple, délivrant le peuple de l'oppression étrangère et de la misère, Mao ne fait que renouveler le geste de l'empereur Zhu Yuanzhang, fils de paysans, qui avait chassé l'envahisseur mongol au XIV^e siècle puis fondé la dynastie des Ming. Réformateur radical, brisant les rites, censurant la « vieille littérature », Mao recommence, avec la Révolution culturelle, l'œuvre de l'empereur Qin Shi Huang, qui, au III^e siècle av. J.-C., pour forger une Chine unifiée, fit brûler les livres antérieurs à son règne et enterrer vifs les lettrés qui les savaient par cœur. Ce genre d'opération, aussi monstrueuse qu'elle puisse paraître aux yeux des Occidentaux, est conforme à la pensée traditionnelle chinoise. Le monde, selon les mythes du Tao, fluctue sans cesse. Mais les « éléments » qui le composent sont inaltérables, éternels : seul varie leur agencement. Confucius, autrefois, avait décrit un certain état des choses ; Mao en décrit un autre... et brûle Confucius !

Dans un article lumineux intitulé « Mao, révolutionnaire et traditionaliste », publié juste après la mort du « Grand Timonier », le

journaliste Raymond Bourguine, grand connaisseur de la Chine, expliquait dans le mensuel *Spectacle du monde*³¹ combien le marxisme n'était, au fond, qu'un « algèbre » permettant de reformuler les vieilles théories chinoises : « Une phrase (du *Petit Livre rouge*) telle que : “Les contradictions de classe s'accroissent dans le régime socialiste” sonne pour un Occidental comme une condamnation implicite du marxisme. Un Chinois l'interprète au contraire selon sa tradition, qui affirme qu'un corps sain doit être “ouvert”, en équilibre instable. » Et de rappeler cette phrase de Zhou Enlai au journaliste américain Cyrus Sulzberger : « Une révolution, comme un être humain, doit être régénérée par des modifications continues de son métabolisme. » Bourguine conclut :

« Commentaire ultra-moderne en apparence, ultra-traditionaliste en réalité, puisqu'il ajoute, au thème de “l'ouverture” celui de la similitude du macrocosme et du microcosme... Dans sa logique taoïste, la doctrine de Mao n'est donc qu'une “Voie de Vertu” : un système pragmatique permettant la vie du peuple chinois. Elle se juge à ses résultats. En 1949, la Chine rouge produisait 108 millions de tonnes de blé ; en 1956, on atteignait 182 millions de tonnes, et ce niveau, qui est celui de l'autosuffisance, a été maintenu depuis, sauf pendant le “Bond en avant” de 1958-1961. La production industrielle était évaluée en 1950 à 11,2 milliards de dollars ; en 1975, à 185 milliards. La progression démographique a été enrégulée ; l'usage de la drogue, l'alcoolisme et les maladies vénériennes ont été éliminés, des recherches médicales originales entreprises. Même succès sur le plan de la science pure : dès 1964, Pékin faisait exploser sa bombe atomique³². »

Quand Malraux, qui admirait presque autant Mao que de Gaulle, décrit ce dernier comme « un homme d'avant-hier et d'après-demain », ne souligne-t-il pas l'identité enracinement des deux personnages dans une tradition – la mystique politique capétienne pour l'un, la métaphysique bimillénaire du taoïsme pour l'autre – mise au service de la modernisation de leur pays ? Surtout, le mépris croissant des idéologies qui habitait le Général, comme le remarquait si judicieusement Georges Chaffard dès 1964, restera sans doute comme le point d'orgue d'une évolution qui, à l'occasion d'un ultime rendez-vous historique, aurait pu conduire l'ancien proscrit de 1940 à se rapprocher davantage encore du condottiere en haillons de la Longue Marche devenu empereur de Chine.

Dans son essai *De la Chine*³³, Henry Kissinger raconte combien Mao aimait se jouer des étiquettes au détour de plaisanteries autrement plus profondes qu'elles n'en avaient l'air. Ainsi lance-t-il à Nixon en février 1972 : « J'ai voté pour vous³⁴ ! » À quoi Nixon lui répond en riant : « Vous voulez dire que vous avez voté pour le moindre mal ! » Pas du tout, rétorque Mao, très sérieux, « je suis heureux quand des gens de droite arrivent au pouvoir car ils sont plus dignes de confiance que les autres ». Devant les mines mi-figue mi-raisin de Nixon et de Kissinger, le président chinois insiste alors : « J'aime les hommes de droite. Les gens disent que vous êtes de droite, le Parti républicain est de droite. Le Premier ministre Heath³⁵ est aussi de droite. » « Et de Gaulle ! », ajoute Nixon, comme si le Général était toujours vivant...

Alors Mao, d'un air étrange dont Kissinger se souviendra longtemps : « De Gaulle, c'est une autre affaire. »

À l'image du maître de la Cité interdite, ce communiste non réfractaire à l'éternité ?

Bibliographie

1. Œuvres de Charles de Gaulle

Le Fil de l'épée, Berger-Levrault, 1932.

La France et son armée, Berger-Levrault, 1938.

Mémoires de guerre :

Tome I : *L'Appel, 1940-1942*, Plon, 1954.

Tome II : *L'Unité, 1942-1944*, Plon, 1956.

Tome III : *Le Salut, 1944-1946*, Plon, 1959.

Mémoires d'espoir :

Tome I : *Le Renouveau, 1958-1962*, Plon, 1970.

Tome II : *L'Effort, 1962...*, Plon, 1971.

Discours et Messages :

Volume I : *Pendant la guerre, 1940-1946*, Plon, 1970.

Volume II : *Dans l'attente, 1946-1958*, Plon, 1970.

Volume III : *Avec le renouveau, 1958-1962*, Plon, 1970.

Volume IV : *Pour l'effort, 1962-1965*, Plon, 1970.

Volume V : *Vers le terme, 1966-1969*, Plon, 1970.

Lettres, notes et carnets :

Volume 1 : *1905-1918*, Plon, 1980.

Volume 2 : *1919-juin 1940*, Plon, 1980.

Volume 3 : *Juin 1940-juillet 1941*, Plon, 1981.

Volume 4 : *Juillet 1941-mai 1943*, Plon, 1982.

Volume 5 : *Juin 1943-mai 1945*, Plon, 1983.

Volume 6 : *Mai 1945-juin 1951*, Plon, 1984.

Volume 7 : *Juin 1951-mai 1958*, Plon, 1985.

Volume 8 : *Juin 1958-décembre 1960*, Plon, 1985.

Volume 9 : *Janvier 1961-décembre 1963*, Plon, 1986.

Volume 10 : *Janvier 1964-juin 1966*, Plon, 1986.

Volume 11 : *Juillet 1966-avril 1969*, Plon, 1987.

Volume 12 : *Mai 1969-novembre 1970*, Plon, 1988.

Volume 13 : *Compléments de 1924 à 1970*, Plon, 1997.

2. Biographies de Charles de Gaulle

Jean-Luc Barré, *Devenir de Gaulle, 1939-1943*, Perrin, « Tempus », 2009.

Éric Branca, *De Gaulle*, Molière, 1999, et PUF, 2010.

Paul-Marie de la Gorce, *De Gaulle*, Perrin 1999.

Julian Jackson, *De Gaulle, Une certaine idée de la France*, Seuil, 2019.

Jean Lacouture, *De Gaulle*, Seuil, 1984-1986, 3 vol.

Éric Roussel, *De Gaulle*, Gallimard, 2002.

3. Études sur la période

Raoul Aglion, *De Gaulle et Roosevelt*, Plon, 1984.

José Maria Armero, *La politica exterior de Franco*, Madrid, Planeta, 1978.

Gérard Bardy, *Charles le catholique. De Gaulle et l'Église*, Plon, 2011.

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade et Sylvain Mary (dir.), *Jacques Foccart : archives ouvertes (1958-1974), la politique, l'Afrique et le monde*, PUPS, 2017.

- Robert Belot, *Aux frontières de la liberté, Vichy-Madrid-Alger-Londres. S'évader de France sous l'Occupation*, Fayard, 1998.
- Bartolomé Bennassar, *Franco*, Perrin, 1995.
- Éric Branca, *L'Ami américain. Washington contre de Gaulle, 1940-1969*, Perrin, 2017.
- François Broche, « De Gaulle et les juifs », *Espoir*, n° 146, juin 2004.
- Jean-Christophe Buisson, *Mihailovic, 1893-1946, héros trahi par les Alliés*, Perrin, 1999, rééd. « Tempus », 2011.
- Antoine Capet, *Churchill, le dictionnaire*, Perrin, 2018.
- Hélène Carrère d'Encausse, *Le Général de Gaulle et la Russie*, Fayard, 2017.
- Michel Catala, « L'exil français en Espagne pendant la Seconde Guerre mondiale », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 67, 2002. Disponible sur https://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_2002_num_67_1_402393.
- Jun Chang et Jon Halliday, *Mao, l'histoire inconnue*, Gallimard, 2006.
- Samy Cohen, « De Gaulle et Israël, le sens d'une rupture », in Elie Barnavi et Saul Friedländer (dir.), *La Politique étrangère du général de Gaulle*, Genève, Graduate Institute Publications, 1985.
- Jean-Paul Cointet, *Hitler et la France*, Perrin, 2014.
- Antoine Coppolani, *Richard Nixon*, Fayard, 2013.
- Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre*, Gallimard, 1996.
- Jean-François Dagusan, « La politique extérieure du franquisme (1944-1976) : une pratique à usage interne », in *Mélanges de la Casa de Velázquez*, t. 24, 1988. Disponible sur https://www.persee.fr/doc/casa_0076-230x_1988_num_24_1_2517.
- Jean-Baptiste Duroselle, *L'Abîme, 1939-1945*, Imprimerie nationale, 1982.
- Louis Dalmas, *Le Communisme yougoslave : depuis la rupture avec Moscou*, préface de Jean-Paul Sartre, Terre des hommes, 1950.
- Milovan Djilas, *Tito mon ami, mon ennemi*, Fayard, 1980.
- Marc Ferro, *1956 Suez. Naissance d'un tiers monde*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1982.
- Guy Fritsch-Estrangin, *New York entre de Gaulle et Pétain*, La Table ronde, 1969.
- Sébastien Gué, « La France et ses relations avec le Saint-Siège, 1958-1969 », *Relations internationales*, 2005/2, n° 122.
- Seymour Hersh, *The Samson Option, Israel's Nuclear Arsenal and American Foreign Policy*, New York, Random House, 1991.
- Ian Denis Johnson, *Une mosquée à Munich. Les nazis, la CIA et la montée des Frères musulmans en Occident*, JC Lattès, 2011.

- Alphonse Juin, *Mémoires*, Fayard, 1959.
- André Kaspi, *Franklin D. Roosevelt*, Perrin, « Tempus », 2012.
- François Kersaudy, *De Gaulle et Churchill, la mésentente cordiale*, Perrin, 2001.
- , *De Gaulle et Roosevelt*, Perrin, 2004.
- , *Winston Churchill*, Tallandier, 2015.
- , *Le Monde selon de Gaulle*, Tallandier, 2018-2019, 2 vol.
- Warren Kimball, *Churchill and Roosevelt, The complete correspondence*, Princeton, Princeton University Press, 1984.
- Annie Lacroix-Ruiz, *Les Élités françaises entre 1940 et 1944 : de la collaboration avec l'Allemagne à l'alliance américaine*, Armand Colin, 2016.
- Bernard Ledwidge, *De Gaulle et les Américains. Conversations avec Dulles, Eisenhower, Kennedy*, Flammarion, 1984.
- Thierry Lentz, *L'Assassinat de John F. Kennedy, l'histoire d'un mystère d'État*, Nouveau Monde, 2010.
- Michel Marmin, *Nasser*, éditions Chroniques, 1998.
- Jean-Marie Mayeur, *De Gaulle et l'Église catholique*, in Institut Charles-de-Gaulle, *De Gaulle en son siècle*, t. 1 : *Dans la mémoire des hommes et des peuples*, actes des Journées internationales tenues à l'Unesco, Paris, 19-24 novembre 1990, Plon, 1991.
- Jean-Pierre Moisset, « La laïcité française de 1958 à 1969 : nouvelles approches », *Politique, culture, société*, n° 21, septembre-décembre 2013.
- Pierre Nandjui, *Houphouët-Boigny : l'homme de la France en Afrique*, L'Harmattan, 1995.
- Yves-Henri Nouailhat, « Nixon-de Gaulle : un épisode original des relations franco-américaines », *Revue française d'études américaines*, n° 32, avril 1987.
- Vincent Nouzille, *Les Dossiers de la CIA sur la France, 1958-1981*, Fayard, « Pluriel », 2010.
- , *Histoires secrètes, France-Israël, 1948-2018*, Les liens qui libèrent, 2018.
- Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, Fayard-de Fallois, 1994-2000, 3 vol., rééd. Gallimard, « Quarto », 2002.
- Joze Pirjevec, *Tito, une vie*, CNRS éditions, 2017.
- Jean Puyo, *Jean XXIII, le pape inattendu*, Desclée, 1995.
- Éric Roussel, *Jean Monnet*, Fayard, 1996.
- David Schoenbrun, *Les Trois Vies de Charles de Gaulle*, Julliard, 1965.
- Jean-Raymond Tournoux, *Jamais dit*, Plon, 1961.

—, *La Tragédie du Général*, Plon, 1967.

Patrick Wajsman et René-François Tesseidre, *Nos politiciens face au conflit israélo-arabe*, Fayard, 1969.

4. Souvenirs et essais

Konrad Adenauer, *Mémoires*, Hachette, 1967.

Henri Amouroux, *Le 18 juin 1940*, Fayard, 1964.

Pierre-Louis Blanc, *De Gaulle au soir de sa vie*, Fayard, 1990.

Général Bethouart, *Cinq années d'espérance*, Plon, 1968.

Alain de Boissieu, *Pour combattre avec de Gaulle*, Plon, 1981.

René Cassin, *Des hommes partis de rien*, Plon, 1973.

Winston Churchill, *Mémoires*, Tallandier, 2011.

Maurice Couve de Murville, *Pour une politique étrangère*, Plon, 1971.

Raphaël Dargent, *De Gaulle, portrait en douze tableaux d'Histoire de France*, Jean-Paul Bayol, 2009.

Michel Debré, *Trois Républiques pour une France*, t. 4, Albin Michel, 1993.

Pierre Galante, *Le Général*, Presses de la Cité, 1968.

François George, *Histoire personnelle de la France*, Balland, 1983.

Dwight D. Eisenhower, *Croisade en Europe*, Robert Laffont, 1949.

Roger Etchegaray, *J'ai senti battre le cœur du monde*, Fayard, 2007.

Edgar Faure, *Le Serpent et la Tortue*, Julliard, 1957.

Henry Kissinger, *À la Maison-Blanche*, t. 1, Fayard, 1979.

Dominique Leca, *La Rupture de 1940*, Fayard, 1978.

Henri Lerner, « Avec de Gaulle, en Palestine », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. 39, n° 4, octobre-décembre 1992.

André Malraux, *Antimémoires*, Gallimard, 1972.

Étienne Manac'h, *Mémoires d'extrême-Asie*, Fayard, 1977.

François Mauriac, *De Gaulle*, Grasset, 1964.

Jean Mauriac, *Mort du général de Gaulle*, Grasset, 1971.

—, *L'Après-de Gaulle, notes confidentielles, 1969-1989*, Fayard, 2006.

Richard Nixon, *Mémoires*, Fayard, 1978.

—, *Leaders*, Simon and Schuster, 1990.

Lucien Nachin, *Charles de Gaulle, général de France*, éditions Colbert, 1944.

Harold Nicolson, *Journal des années tragiques*, Grasset, 1971.

Edmond Pognon, *De Gaulle et l'Histoire de France*, Albin Michel, 1970.

Rémy, *Dix ans avec de Gaulle*, France-Empire, 1971.

Dominique de Roux, *L'Écriture de Charles de Gaulle*, Éditions universitaires, 1967 et éditions du Rocher, 1999.

Robert Schuman, *Pour l'Europe*, Nagel, 1963-2000.

Edward Spears, *La Chute de la France*, Presses de la Cité, 1964.

Walter H. Thompson, *I was Churchill's shadow*, Londres, Christopher Johnson, 1951.

Georges Thierry d'Argenlieu, *Souvenirs de guerre*, Plon, 1975.

Paul de Villelume, *Journal d'une défaite*, Fayard, 1976.

Notes

AVANT-PROPOS

Dans les forges du xx^e siècle

- [1.](#) Charles Gaulle, *Lettres, notes et carnets*, t. 1, 1905-1918, Plon, 1980.
- [2.](#) Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. 1, Plon, 1954.
- [3.](#) Lucien Nachin, *Charles de Gaulle, général de France*, éditions Colbert, 1944.
- [4.](#) François George, *Histoire personnelle de la France*, Balland, 1983.
- [5.](#) Dominique de Roux, *L'Écriture de Charles de Gaulle*, Éditions universitaires, 1967 et éditions du Rocher, 1999.
- [6.](#) Annoncé en septembre 1950 par le secrétaire d'État américain Dean Acheson, et dévoilé dans ses détails en mai 1952, le projet de Communauté européenne de défense (CED), porté par Jean Monnet et Robert Schuman, fut rejeté par 319 voix contre 254 à l'Assemblée nationale.
- [7.](#) Henry Kissinger, *À la Maison-Blanche*, t. 1, Fayard, 1979.
- [8.](#) Pierre-Louis Blanc, *De Gaulle au soir de sa vie*, Fayard, 1990.
- [9.](#) De Gaulle ayant refusé, par testament, qu'on lui organise des obsèques nationales, il fut enterré le 12 novembre au cimetière de Colombey-les-Deux-Églises, au terme d'une messe dans l'église du village, tandis qu'à l'initiative de son successeur, Georges Pompidou, était organisée au même moment une cérémonie d'hommage à Notre-Dame de Paris, suivie, à la nuit tombée, d'une manifestation spontanée d'un million de personnes remontant en silence les Champs-Élysées.
- [10.](#) Le royaume dit des « Francs orientaux », berceau de la dynastie carolingienne sur l'ancien territoire duquel se situe Colombey-les-Deux-Églises.
- [11.](#) André Malraux, préface à l'album *Charles de Gaulle, 12 novembre 1970*, réalisé par Louis-Henri Boussel, Club Iris, 1973.
- [12.](#) Edmond Pognon, *De Gaulle et l'Histoire de France*, Albin Michel, 1970.
- [13.](#) Quand Edmond Pognon publie son livre en 1970, de Gaulle a quitté le pouvoir depuis le 27 avril de l'année précédente, à l'issue du « non » opposé par les Français à son référendum sur la régionalisation et la participation. Cette décision annoncée, conforme à la conception que le Général se faisait de la légitimité, n'était nullement dictée par la

légalité. Réélu président de la République en décembre 1965, il aurait pu tout aussi bien achever son second septennat en décembre 1972.

14. François Mauriac, *De Gaulle*, Grasset, 1964.

15. Raphaël Dargent, *De Gaulle, portrait en douze tableaux d'Histoire de France*, Jean-Paul Bayol, 2009.

16. Edmond Pognon, *op. cit.*

17. Charles de Gaulle, *La France et son armée*, Berger-Levrault, 1938.

18. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. 3, *op. cit.*

19. *Ibid.*

20. *Ibid.*, t. 1.

21. « La Gaule unie, formant une seule nation, animée d'un même esprit, peut défier l'univers », écrit Jules César dans livre VII de *La Guerre des Gaules*, citant lui-même Vercingétorix, qui aurait harangué par ces mots les tribus gauloises réunies à Avaricum (Bourges).

22. Allusion au portrait lapidaire que, dans le tome III de ses *Mémoires de guerre*, a laissé de Gaulle d'Albert Lebrun, dernier président de la III^e République : « Au fond, comme chef de l'État, deux choses lui avaient manqué : qu'il fût un chef ; qu'il y eût un État. »

23. François Georges, *op. cit.*

24. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. 1, *op. cit.*

25. Formulée pour la première fois lors d'une conférence de presse, le 16 mars 1950, l'expression, maintes fois reprise, signifiait, dans la bouche du Général, que si les régimes passent, les nations restent, et que l'unité civilisationnelle du Vieux Continent dépassait ses fractures idéologiques, en particulier le communisme, qui n'était qu'un phénomène passager. Une conviction qui était aussi peu du goût des Soviétiques que, côté américain, ses prises de position sur la guerre du Vietnam...

26. Charles de Gaulle, *La France et son armée*, *op. cit.*

27. Charles de Gaulle, *Le Fil de l'épée*, Berger-Levrault, 1932.

28. *Ibid.*

29. Selon l'expression qu'emploie de Gaulle lui-même dans ses *Mémoires de guerre* pour qualifier l'effondrement français du printemps 1940, à l'origine de sa propre aventure : « En définitive, cet anéantissement de l'État était au fond du drame national. À la lueur de la foudre, le régime apparaissait, dans son affreuse infirmité, sans nulle mesure, et sans nul rapport avec la défense, l'honneur, l'indépendance de la France. »

30. Jacques Foccart, *Tous les soirs avec de Gaulle*, Fayard, 1997.

31. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. II, *op. cit.*

32. Du « bougnat », de Gaulle a laissé, dans le tome III de ses *Mémoires de guerre*, ce portrait saisissant, à la fois impitoyable et moins manichéen qu'il n'y paraît : « Jusqu'au bout, il avait soutenu une querelle dont nulle habileté ne pouvait empêcher qu'elle fût coupable. Porté de nature, accoutumé par le régime, à aborder les affaires par le bas, Laval tenait que, quoi qu'il arrive, il importe d'être au pouvoir, qu'un certain degré d'astuce maîtrise toujours la conjoncture, qu'il n'est point d'événement qui ne se puisse tourner, d'hommes qui ne soient maniables. Il avait, dans le cataclysme, ressenti le malheur du pays

mais aussi saisi l'occasion de prendre les rênes et d'appliquer sur une vaste échelle la capacité qu'il avait de composer avec n'importe quoi. Mais le Reich victorieux était un partenaire qui n'entendait pas transiger. Pour que, malgré tout, le champ s'ouvrit à Pierre Laval, il lui fallait donc épouser le désastre de la France. Il accepta la condition. Il jugea qu'il était possible de tirer parti du pire, d'utiliser jusqu'à la servitude, de s'associer même à l'envahisseur, de se faire un atout de la plus affreuse répression. Pour mener sa politique, il renonça à l'honneur du pays, à l'indépendance de l'État, à la fierté nationale. Or, voici que ces éléments reparaissent vivants et exigeants à mesure que fléchissait l'ennemi. Laval avait joué. Il avait perdu. Il eut le courage d'admettre qu'il répondait des conséquences. Sans doute, dans son gouvernement, déployant pour soutenir l'insoutenable toutes les ressources de la ruse, tous les ressorts de l'obstination, chercha-t-il à servir son pays. Que cela lui soit laissé ! »

33. Tout aussi habité que Laval par l'obsession du « dosage », qu'il soit parlementaire ou non, Reynaud avait, en même temps que de Gaulle, fait entrer dans son gouvernement les futurs artisans de sa chute : de Philippe Pétain à Camille Chautemps (tous deux vice-présidents du Conseil), en passant par Yves Bouthillier (Finances), Jean Prouvost (Information), Jean Iarnégaray (ministre d'État sans portefeuille), Victor Laurent-Eynac (Air) ou Paul Baudouin (sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil et futur ministre de l'Information du gouvernement de Vichy), la plupart de ces « recrues » étaient non seulement favorables à un cessez-le-feu rapide, mais aussi et surtout hostiles à un départ du gouvernement pour l'Afrique du Nord, où il aurait pu conserver sa liberté d'action. Plus grave, ce plan d'évacuation, que recommandait de Gaulle à Reynaud et auquel celui-ci semble n'avoir donné son accord qu'en paroles, était ouvertement contesté par le généralissime Weygand, qui refusait d'obéir au président du Conseil...

34. *Ibid.*

35. Charles de Gaulle, *Le Fil de l'épée*, *op. cit.*

1. Churchill, l'irremplaçable

1. Alors que, la veille, le gouvernement français a, pour la première fois, évoqué la signature d'un armistice, lord Halifax, ministre britannique des Affaires étrangères, propose la même chose, le 26 mai, au cabinet de guerre britannique. Avec un argument de poids : le territoire de la Grande-Bretagne étant intact et Hitler n'ayant, officiellement, aucune revendication à l'égard de son empire, pourquoi continuer à sacrifier des vies pour la défense d'une France définitivement « out » ? Il faudra toute la ténacité de Churchill pour faire échouer cette manœuvre dont il est un des seuls à connaître l'origine : les liens secrets d'Halifax avec le Suédois Birger Dahlerus, l'homme de confiance de Goering, qui, en sa qualité de Suédois, profite de la neutralité de son pays pour jouer les intermédiaires...

2. Voir chapitre 3, « Roosevelt, le faux allié ».

3. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. 3, *op. cit.*

4. Avant les élections générales de 1929 qui donnent le pouvoir au travailliste Stanley Baldwin, Churchill fut successivement ministre de l'Intérieur (1910-1911), Premier lord de l'Amirauté (1911-1914), ministre de l'Armement (1917), de la Guerre (1919), des Colonies (1921-1922), et enfin chancelier de l'Échiquier (1924-1929).

5. *Ibid.*

6. Cité par François Kersaudy, *De Gaulle et Churchill, la mésentente cordiale*, Perrin, 2001.

7. *Ibid.*

8. *Ibid.*

9. Dès le printemps 1935, le livre du lieutenant-colonel français est ainsi régulièrement recensé dans la presse allemande qui – contre-sens volontaire ou non ? – l'a enrôlé au service de sa propagande pour stigmatiser le « bellicisme français » (voir chapitre suivant).

10. En acceptant le rattachement au III^e Reich du territoire des Sudètes, majoritairement peuplé d'Allemands, la France et la Grande-Bretagne n'accèdent pas seulement à la revendication de Hitler de réunir sous un même toit les minorités germaniques que les aléas de l'Histoire – et spécialement le traité de Versailles – ont dispersées à l'extérieur de la communauté nationale (*Volksgemeinschaft*) ; elles offrent au III^e Reich la maîtrise des redoutables fortifications que la Tchécoslovaquie avait érigées, précisément en territoire sudète, pour se protéger d'une invasion allemande par le nord. Autant dire qu'en consentant à signer les accords de Munich, Londres et Paris ont virtuellement ouvert à la Wehrmacht la route de Prague !

11. Le Bug marquait la frontière entre la zone d'occupation allemande de la Pologne et la zone d'occupation russe, aux termes des clauses secrètes du pacte germano-soviétique, mises en œuvre en septembre 1939, après la chute de Varsovie. Il le restera jusqu'à l'invasion de l'URSS par la Wehrmacht, le 22 juin 1941.

12. L'hommage le plus marqué reçu pour ce fait d'armes viendra, paradoxalement, après la guerre, du général Guderian lui-même : « Le 19 mai, quelques-uns des chars de De Gaulle ont réussi à pénétrer jusqu'à 1,5 km de mon poste de commandement avancé. J'ai passé quelques heures difficiles avant que ces visiteurs menaçants ne changent de direction » (*Souvenirs d'un soldat*, Perrin, 2017).

13. *Rapport de la commission d'enquête parlementaire chargée d'enquêter sur les événements survenus en France entre 1933 et 1945*, déposition de Louis Rollin, Imprimerie nationale, 1947.

14. Cité par Jacques Benoist-Méchin, *Soixante jours qui ébranlèrent l'Occident*, Albin Michel, 1956 et rééd. Robert Laffont, « Bouquins », 1981.

15. « Son discours révèle des symptômes de paralysie générale, à moins que ce ne soient les frénétiques divagations d'un ivrogne », s'écrie-t-il au Reichstag, le 4 mai 1941. « Qu'a-t-il fait de toute sa vie, ce monstre d'hypocrisie, ce fainéant de première classe ? », réitère-t-il le 30 janvier 1942. Avant, le 30 septembre suivant, de laisser poindre l'inquiétude de ne plus maîtriser la situation : « On ne sait jamais ce qui se passera ensuite, quand on a affaire à de tels fous, à de tels ivrognes ! »...

16. Henri Amouroux, *Le 18 juin 1940*, Fayard, 1964.

17. François Kersaudy, *op. cit.*

18. Commandant de la 2^e armée française, qui vient de subir de plein fouet le choc de la percée allemande à Sedan, le général Huntziger dirigera, deux semaines plus tard, la délégation française d'armistice. Il deviendra peu après ministre de la Guerre du gouvernement de Vichy avant de mourir dans un accident d'avion en novembre 1941.

19. Edward Spears, *La Chute de la France*, Presses de la Cité, 1964.

20. Winston Churchill, *Mémoires*, Tallandier, 2011.

21. Henri Amouroux, *op. cit.*

22. L'appartement qui accueille les premiers jours de la France libre en juin 1940 n'est autre que le pied-à-terre que possède à Londres Jean Laurent, banquier avant la guerre et qui, entre le 5 et le 16 juin, fut l'éphémère chef de cabinet du Général, sous-secrétaire d'État à la Défense nationale.

23. En décembre 1940, Halifax sera remplacé au Foreign Office par Anthony Eden, proche de Churchill, scellant la victoire définitive du parti de la fermeté sur celui de l'apaisement. Il faut dire qu'entre-temps, le Blitz était passé par là et que les dernières propositions de paix de Hitler, formulées au Reichstag le 24 juillet 1940, devenaient forcloses, *ipso facto*...

24. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. 1, *op. cit.*

25. *Ibid.*

26. René Cassin, *Des hommes partis de rien*, Plon, 1973.

27. Georges Thierry d'Argenlieu, *Souvenirs de guerre*, Plon, 1975.

28. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. 1, *op. cit.*

29. Où il se sabordera, en novembre 1942, avec ce qui restait de la flotte française, considérée, avant la guerre, comme la quatrième du monde, et dont on imagine le rôle qu'elle aurait pu jouer si, en 1940, elle avait choisi d'aider les Alliés...

30. Le *sister ship* du *Strasbourg*, conçu pour rivaliser avec les croiseurs lourds allemands, de classe *Deutschland* (comme l'*Admiral Scheer* et le *Graf Spee*) qu'il n'eut jamais l'occasion d'affronter...

31. Voir le détail de ces projets dans le chapitre consacré à de Gaulle et Roosevelt.

32. Qui connut son heure de gloire contre les convois de l'Axe, en Méditerranée.

33. Antoine Capet, *Churchill, le dictionnaire*, Perrin, 2018.

34. Lord Halifax, *Journal*, 12 mai 1943, cité par David Reynolds dans *Churchill-de Gaulle*, La Martinière, 2015.

35. *Ibid.*

36. AMGOT pour *Allied military government for occupied territories* : « gouvernement militaire allié pour les territoires occupés ».

37. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. 3, *op. cit.*

38. Rapporté par le général Béthouart, témoin de l'entretien, dans ses *Mémoires, Cinq années d'espérance*, Plon, 1968

39. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. 3, *op. cit.*

40. Warren Kimball, *Churchill and Roosevelt, The complete correspondence*, Princeton, Princeton University Press, 1984.

[41.](#) La chanson patriotique composée par Louis Canne (l'auteur de la célèbre *Marche lorraine*) en 1888 et devenue, en 1918, quasiment l'hymne personnel de Georges Clemenceau.

[42.](#) Cité par Terry Charman, « Les vainqueurs déçus », in *Churchill et de Gaulle*, Fondation Charles-de-Gaulle, musée de l'Armée, La Martinière, 2015.

[43.](#) Dépeint par Voltaire dans *Le Siècle de Louis XI* comme « l'homme le plus fatal à la grandeur de la France », John Churchill (1650-1722), comte de Marlborough, fut fait duc et pair d'Angleterre en récompense pour ses faits d'armes pendant la guerre de Succession d'Espagne (1702-1713), lesquels lui valurent de devenir le généralissime de la coalition européenne qui s'était constituée contre la France. Sa victoire la plus célèbre, Blenheim (1704), non loin de Munich, donna son nom au palais qu'il fit construire sur les terres reçues de la Couronne en récompense de ses victoires. C'est dans ce château « aux mille fenêtres », qui reste, aujourd'hui encore, la plus vaste demeure privée de Grande-Bretagne non détenue par les Windsor, que Winston Churchill vit le jour en 1873. L'un des premiers drames de sa vie fut de ne pas en hériter, puisque son père, Randolph, n'était que le fils cadet du septième duc de la lignée. D'un courage physique tirant sur l'inconscience, d'ou son immense popularité en Grande-Bretagne (et en France, comme en témoigne la chanson *Marlborough s'en va-t-en guerre*), John Churchill I^{er} vit les dernières années de sa vie assombries par l'accusation d'avoir prolongé inutilement la guerre à seule fin de s'enrichir. Sa fortune, de fait, augmenta rapidement pour devenir la deuxième d'Angleterre... après celle de la famille royale !

[44.](#) William Manchester, *L'Épreuve de la solitude : 1932-1940*, Robert Laffont, 1990.

[45.](#) William Manchester, *Rêves de gloire*, Robert Laffont, 1985.

[46.](#) Cité par Raymond Cartier, *Paris Match*, 6 février 1965.

[47.](#) Pierre Galante, *Le Général*, Presses de la Cité, 1968.

[48.](#) Son lieu de résidence, à Londres, dans les deux dernières années de la France libre.

[49.](#) Harold Nicolson, *Journal des années tragiques*, Grasset, 1971.

[50.](#) Rémy, *Dix ans avec de Gaulle*, France-Empire, 1971.

[51.](#) « Quand j'étais jeune, disait Churchill à lord Ismay, j'avais pour règle de ne jamais boire avant le déjeuner. Maintenant, j'ai pour règle de ne pas boire avant le petit déjeuner » (cité par Antoine Capet, *Churchill, le dictionnaire*, Perrin, 2018).

[52.](#) Cette décision fera de Winston Churchill le dernier Compagnon à recevoir la croix de la Libération de son vivant. De Gaulle n'en attribuera ensuite qu'une seule, mais à titre posthume, au roi George VI, lors de sa visite à Londres en 1960.

[53.](#) Témoignage recueilli par l'auteur.

[54.](#) François Kersaudy, *op. cit.*

[55.](#) *Daily Mail*, 8 avril 1960.

[56.](#) Churchill fut le troisième personnage de l'histoire britannique, après l'amiral Nelson (1805) et le duc de Wellington (1852), à avoir droit à des obsèques nationales, d'ordinaire réservées aux souverains.

2. Hitler, l'ennemi absolu

1. Honoré-Gabriel Riquetti de Mirabeau, *De la monarchie prussienne sous Frédéric le Grand*, Nabu Presse, 2010.

2. Traduit abusivement par « caporal » mais correspondant plutôt dans l'armée française à la distinction de soldat de « première classe ».

3. L'ancienne armée impériale, rebaptisée *Reichswehr* par la république de Weimar, réduite à 100 000 hommes par le traité de Versailles et qui deviendra la Wehrmacht hitlérienne à partir de 1935.

4. Charles de Gaulle, *Vers l'armée de métier*, Berger-Levrault, 1934.

5. *Ibid.*

6. *Les Nouvelles de Hambourg*, l'un des plus anciens quotidiens allemands, qui avait soutenu la prise du pouvoir de Hitler mais disparaîtra en 1939, faute d'un zèle suffisant. Il reparaitra en 1948.

7. C'est cependant un éditeur proche de l'Action française, Fernand Sorlot, propriétaire des Nouvelles Éditions latines, qui décida de son propre chef de passer outre au veto de Hitler et de publier une traduction intégrale du texte de *Mein Kampf*. L'initiative fut soutenue par la LICA (la Ligue internationale contre l'antisémitisme, ancêtre de la LICRA), pourtant bien opposée aux idées de Maurras mais qui, consciente que son antisémitisme traditionnel n'avait rien de commun avec celui, biologique, de Hitler, versa 50 000 francs à Sorlot pour aider à la diffusion de l'ouvrage. Dès la première page y figurait cette injonction du maréchal Lyautey : « Tout Français doit lire ce livre. » Exactement ce que Hitler ne voulait pas... De fait, à peine l'ouvrage sorti des presses, l'éditeur allemand de Hitler, Max Aman, attaqua Sorlot devant le tribunal de la Seine en faisant valoir qu'il ne lui avait jamais cédé le moindre droit d'exploitation. Ce qui provoqua, le 18 juin 1934, la condamnation de Sorlot et le retrait du commerce de tous les exemplaires de *Mein Kampf* déjà en place. Ce duel judiciaire, qui disait tout de la volonté de Hitler de dissimuler ses intentions aux Français, n'alerta pourtant que très marginalement la presse. Au contraire, la plupart des grands journaux français réservèrent à l'épisode une portion congrue et se contentèrent docilement, jusqu'en 1939, de chroniquer les éditions ultérieures de *Mein Kampf*, versions abrégées composées d'extraits dûment sélectionnés par l'éditeur allemand !

8. Albert Speer, *Erinnerungen*, Propyläen, 1969.

9. « Très bien. »

10. « Très juste. »

11. Alain de Boissieu, *Pour combattre avec de Gaulle*, Plon, 1981.

12. Négocié par le président du Conseil Louis Barthou en 1934 et signé par Pierre Laval, alors ministre des Affaires étrangères, en 1935, le pacte franco-soviétique ne sera ratifié qu'en mars 1936. Il ne sera jamais appliqué en raison de l'hostilité que lui vouait l'état-major français, auquel n'osa pas s'opposer le Front populaire, arrivé au pouvoir en juin suivant. Cette mise en retrait unilatérale de la France ne fut pas pour rien dans la genèse du pacte germano-soviétique d'août 1939, que le gouvernement Daladier qualifia de « coup de poignard dans le dos » et même de « noce honteuse », alors qu'il n'était que la

réponse froidement réaliste de Staline à l'impossibilité de nouer, avec la France, une alliance de revers contre l'Allemagne...

13. Charles de Gaulle, *Lettres, notes et carnets*, t. 2, 1919-juin 1940, Plon, 1980.

14. La province tchèque de Teschen (Cieszyn en polonais).

15. Ensemble de propos recueillis, au printemps de 1945, par les secrétaires de Martin Bormann, puis édités, en 1959, sous la direction de l'ambassadeur André François-Poncet.

16. Adolf Hitler, *Testament politique*, Fayard, 1959.

17. « La philosophie du recrutement », *Revue d'infanterie*, printemps 1929.

18. Lucien Nachin, *De Gaulle, général de France*, *op. cit.*

19. Cité par François Broche, « De Gaulle et les juifs », *Espoir*, n° 146, juin 2004.

20. *Ibid.*

21. Voir chapitre suivant.

22. Charles de Gaulle, *Discours et messages*, t. 1, Plon, 1970.

23. *Ibid.*

24. *Ibid.*

25. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. 3, *op. cit.*

26. Il en va de même d'une autre lettre de Himmler, parvenue à de Gaulle fin 1944 par un canal tout aussi confidentiel, et dont Pierre de Gaulle, frère du Général, déporté à Eichenberg entre 1943 et 1945, révéla l'existence à Jean-Raymond Tournoux, pour son livre *Jamais dit* (Plon, 1971). Voici ce qu'écrit Pierre de Gaulle dans les notes qu'il confia à Tournoux : « En 1946, au cap d'Antibes, alors que le Général décidait son départ du gouvernement, il me déclara à brûle-pourpoint qu'à l'automne de 1944, il avait reçu une lettre de Himmler, offrant de libérer les membres déportés de sa famille. Charles ajouta : "Naturellement, je n'ai pas répondu." Pensant aux souffrances de notre nièce Geneviève, à Ravensbrück, j'ai eu un sursaut. Mais Charles avait raison, comme d'habitude. J'aurais agi comme lui. » Outre sa nièce et son frère, la sœur du Général, Marie-Agnès, et son mari, Alfred Cailliau, furent également déportés en Allemagne.

27. Contribution de François Delpla au site *Le Monde en guerre*, consultable en ligne sur <https://www.39-45.org/viewtopic.php?f=77&t=38026>

28. « Le général micro », renchérisait Vichy sur une affiche célèbre montrant de Gaulle, à Londres, entouré de capitalistes juifs censés illustrer le « vrai visage de la France libre ».

29. « La lueur de l'espérance » sont les quatre derniers mots des *Mémoires de guerre*.

3. Roosevelt, le faux allié

1. Darlan tomba sous les balles de Fernand Bonnier de la Chapelle, un étudiant de vingt ans, catholique mais nullement monarchiste, comme cela fut longtemps affirmé, en raison de sa particule. Voir à ce sujet *Une juvénile fureur* (Perrin, 2019), sa biographie par Béatrice Vergez-Chaignon, qui renouvelle considérablement l'historiographie sur le sujet. Sommairement jugé, Bonnier sera fusillé deux jours plus tard par un tribunal de rencontre

fidèle au maréchal Pétain. De Gaulle, qui a aussitôt approuvé l'acte de Bonnier, sera immédiatement soupçonné de l'avoir inspiré... Quand, vingt ans plus tard, Alain Peyrefitte lui demandera directement s'il était au courant, celui-ci répondra, non moins directement : « Non, pas de ce projet. Mais je savais bien que Darlan serait exécuté un jour ou l'autre. Pour moi, la chose était comme faite... Cette exécution avait un caractère spontané et élémentaire ! » Bonnier fut réhabilité par un arrêt de la cour d'appel d'Alger le 21 décembre 1945, au motif que son acte avait été accompli « dans l'intérêt de la libération de la France ».

2. En 1921, celui qui n'était encore qu'un ex-secrétaire d'État à la Marine (il le resta de 1913 à 1920, sous les deux mandats du président Woodrow Wilson) fut atteint, selon ses médecins, de poliomyélite. On pense plutôt aujourd'hui à une maladie neurologique rare, dite syndrome de Guillain-Barré.

3. Principal conseiller de Roosevelt, Harry Hopkins (1890-1946) avait gagné sa confiance en dirigeant d'une main de maître les grandes réformes du New Deal à partir de 1934.

4. François Kersaudy, *De Gaulle et Roosevelt*, Perrin, 2004.

5. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. 1, *op. cit.*

6. Dwight D. Eisenhower, *Croisade en Europe*, Robert Laffont, 1949.

7. Jean-Baptiste Duroselle, *L'Abîme, 1939-1945*, Imprimerie nationale, 1982.

8. Après que le maréchal Pétain n'eut pas accédé à la demande de Roosevelt de gagner l'Afrique du Nord après que les Allemands eurent envahi la zone libre, en novembre 1942, ôtant ainsi ce qui restait d'autonomie à l'État français.

9. Le Maréchal était, depuis la bataille de Verdun, l'ami du général Jacques-Aldebert de Chambrun, père de René, qui, sa retraite prise en 1934, devint président de la filiale parisienne de la National City Bank de New York.

10. Annie Lacroix-Ruiz, *Les Élités françaises entre 1940 et 1944 : de la collaboration avec l'Allemagne à l'alliance américaine*, Armand Colin, 2016.

11. Cité par Guy Fritsch-Estrangin, *New York entre de Gaulle et Pétain*, La Table ronde, 1969.

12. Camille Chautemps fut l'auteur, au Conseil des ministres de Bordeaux du 15 juin 1940, d'une proposition qui recommandait de sonder les Allemands pour savoir si leurs conditions d'armistice étaient acceptables ou non. Elle donna le signal de la constitution d'une majorité pour la cessation des hostilités, laquelle entraîna la démission de Paul Reynaud (16 juin) et la nomination à la présidence du Conseil du maréchal Pétain.

13. Alors ministre des Affaires étrangères, Aristide Briand signa le 27 août 1928, avec son homologue américain Frank Kellogg, un pacte (resté sous le nom de Briand-Kellogg) censé mettre la guerre « hors la loi ». Ratifié d'emblée par la France, les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie et le Japon, il fut rapidement étendu à la Belgique, la Pologne et la Tchécoslovaquie, ainsi qu'aux dominions britanniques (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud) et à l'Inde. Symbole du pacifisme abstrait qui régnait alors dans les chancelleries, ce pacte ne prévoyait aucune sanction contre un État qui le violerait. Il eut, entre autres effets pervers, celui de favoriser le déclenchement d'opérations militaires... sans déclaration de guerre ! Ainsi de l'invasion japonaise en Mandchourie en

1931, des interventions américaines qui se multiplient, à partir de 1932, en Amérique centrale (notamment au Salvador), de l'invasion italienne en Abyssinie en 1935, mais aussi et surtout de l'invasion allemande de la Pologne, en septembre 1939, puis soviétique de la Finlande deux mois plus tard...

14. « Un royaliste ambitieux » est le titre du premier portrait que consacre *Life* à de Gaulle, le 26 août 1940... après avoir longuement rencontré Léger.

15. Voir chapitre 1, « Churchill, l'irremplaçable ».

16. Éric Roussel, *Jean Monnet*, Fayard, 1996.

17. Franklin Delano Roosevelt descendait, par son père, de Nicholas Roosevelt (1658-1742) qui, venu des Pays-Bas, passe pour l'un des fondateurs de New York, nom donné par les Anglais à l'île de Manhattan que les Néerlandais avaient d'abord baptisée la Nouvelle-Amsterdam, principal comptoir de la Compagnie des Indes occidentales. Par sa mère, il était issu d'une lignée d'origine wallonne, les de La Noye, dont le nom s'altéra en Delano après leur implantation en Amérique au début du XVII^e siècle.

18. Pour approfondir le sujet, voir notamment l'étude de Thierry Grosbois, « Les relations diplomatiques entre le gouvernement belge de Londres et les États-Unis, 1940-1944 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 202-203, 2001, PUF.

19. Le Bureau central de renseignements et d'action, autrement dit les services secrets de la France libre.

20. Voir à ce sujet l'étude très documentée de Jacques de Saint Victor, *Un pouvoir invisible. Les mafias et les sociétés démocratiques*, Gallimard, 2012.

21. De même que le mafieux américain Lucky Luciano avait négocié avec le FBI une solide remise de peine en échange de l'aide apportée au débarquement américain par sa « famille » sicilienne, de même de nombreux chefs de clans locaux se rachetèrent une conduite en Italie en se proclamant à la pointe du combat antifasciste. À commencer par don Calogero Vizzini, dépeint à l'époque comme *Capo di tutti Capi* (« chef de tous les chefs ») et qui, après avoir eu maille à partir avec la justice mussolinienne pour des affaires de droit commun, fut nommé par l'AMGOT maire de son village de Villalba le jour même de l'arrivée de l'armée américaine. Dans son essai, *Un pouvoir invisible. Les mafias et les sociétés démocratiques*, Jacques de Saint Victor cite une note déclassifiée de l'OSS datée du 13 août 1943 et qui a le mérite de la franchise : « En ce qui concerne nos activités en Sicile, nous ne devons pas oublier que la mafia joue un rôle important... En ce moment, nous pouvons compter sur elle. Nous avons rencontré ses leaders. Nos accords prévoient que ces derniers agiront selon nos ordres et nos suggestions. »

22. Souligné par nous.

23. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, *op. cit.*

24. Ancien ministre de Léon Blum, engagé dès 1940 dans la Résistance aux côtés de Daniel Mayer et d'André Philip, Pierre Viénot a rejoint Londres en 1942 après s'être évadé de la prison où l'avait placé Vichy. Malade, il ne s'en battit pas moins avec la dernière énergie pour faire échec au projet d'AMGOT avant d'être terrassé par une crise cardiaque, le 20 juillet 1944.

25. Cité par Llewellyn Woodward, *British Foreign Policy in the Second World War*, Her Majesty Stationery Office, 1962.

- [26.](#) Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. 2, *op. cit.*
- [27.](#) Télégramme de Thierry d'Argenlieu du 3 avril 1943 cité par Jean-Baptiste Duroselle, *L'Abîme*, *op. cit.*
- [28.](#) En 1940, les Allemands n'étaient pas allés si loin puisque à côté du franc d'avant guerre, certes soumis à un taux de change spoliateur (11 francs pour 1 mark), ils s'étaient contentés de faire circuler des Reichsmarks émis et garantis par les *Reichskreditkassen*, filiales de la Reichsbank, qu'il n'était, bien sûr, pas question de refuser.
- [29.](#) Conseiller d'État, membre du réseau « Ceux de la Résistance » (CDLR) depuis 1942, Michel Debré faisait en outre partie du Comité général d'études, présidé par François de Menthon, chargé de préparer les grandes réformes politiques et sociales de la Libération (vote des femmes, Sécurité sociale, comités d'entreprise, etc.).
- [30.](#) William Leahy, *I was there*, Londres, Gollancz, 1950.
- [31.](#) Dépêches citées par François Kersaudy, *op. cit.*
- [32.](#) Raoul Aglion, *De Gaulle et Roosevelt*, Plon, 1984.
- [33.](#) On n'en connaît le contenu que par la relation qu'en fait le Général dans ses Mémoires, corroborée par les souvenirs des Américains présents, notamment ceux du secrétaire d'État Cordell Hull et du conseiller de la Maison-Blanche Samuel Rosenman.
- [34.](#) Dont il avait accéléré le développement, quand il était sous-secrétaire d'État à la Marine, pendant la Première Guerre mondiale.
- [35.](#) Curtis, dit « Curt » Roosevelt-Dall (1930-2016), fils d'Anna, aînée des six enfants du Président.
- [36.](#) Ted Morgan, *FDR, a biography*, New York, Simon and Schuster, 1985.
- [37.](#) *Ibid.*
- [38.](#) L'*Office of Strategic Services*, qui deviendra la CIA en 1947.
- [39.](#) Député radical-socialiste de la Corrèze, plusieurs fois ministre avant guerre, révoqué par Vichy de ses fonctions de maire de Neuvic, Henri Queuille a gagné Londres puis Alger, où de Gaulle l'a nommé vice-président du CFLN. Parce qu'il fut l'ami de Pierre Laval quand celui-ci militait à gauche, Queuille se trouve cité bien malgré lui dans une opération à laquelle il n'a évidemment aucune part mais qui illustre l'art consommé de Laval pour les combinaisons...
- [40.](#) Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. 2, *op. cit.*
- [41.](#) Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, t. 1, Fayard, 1994.
- [42.](#) Élu pour la première fois en novembre 1932, Roosevelt fut réélu triomphalement en 1936 et, fait exceptionnel, en 1940, arguant de la guerre en Europe pour rompre avec la tradition (non constitutionnelle) selon laquelle les présidents américains doivent se limiter à deux mandats consécutifs. Il fit de même en 1944 en proclamant qu'on « ne change pas de cheval au milieu du gué »...
- [43.](#) Cité par François Kersaudy, *De Gaulle et Roosevelt*, *op. cit.*

4. Staline, l'ogre du Kremlin

1. Envoyée en URSS fin 1942, l'escadrille prélevée sur les Forces aériennes françaises libres (FAFL) obtint 273 victoires confirmées et 37 probables dans le ciel russe, en quelque 869 combats aériens. Quatre de ses pilotes furent élevés à la dignité de « Héros de l'Union soviétique » : Marcel Albert, Roland de La Poype, Jacques André et Marcel Lefèvre. Vingt et un ont été faits Compagnons de la Libération par le général de Gaulle. Quarante-deux sont morts pour la France sur un total de... quatre-vingt-dix-sept.

2. « Le Vatican, combien de divisions ? » Selon Valentin Berezhkov, l'interprète de Staline, celui-ci était coutumier de cette question, qui le faisait beaucoup rire... et nettement moins ses interlocuteurs. Avant de la poser à Churchill, qui le pressait de respecter la liberté religieuse dans les territoires passés sous le contrôle de l'URSS, il la testa, en mai 1935, sur Pierre Laval lors de la signature du premier pacte franco-soviétique...

3. Comme de Gaulle, auquel Hitler offrit de libérer sa famille déportée (voir chapitre 2), Staline fut soumis au même chantage lorsque le Führer lui proposa de relâcher son fils, Iakov, fait prisonnier dans les premiers jours de l'offensive allemande, en juillet 1941, en échange du maréchal Paulus, le vaincu de Stalingrad. À quoi Staline fit répondre : « On n'échange pas un lieutenant contre un maréchal. » Et Iakov ne revint pas de Sachsenhausen...

4. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. III, *op. cit.*

5. Ce dont ces mêmes « internés », parfois coupables, souvent innocents, mais vivants, le remercieront quelques années plus tard !

6. Charles Tillon (1897-1993), chef national des Francs-tireurs et partisans (FTP), majoritairement communistes. En cas d'empêchement de Thorez, c'est lui que Moscou avait choisi pour lui succéder à la tête du PCF.

7. Pierre Villon (1901-1980), membre du Conseil national de la Résistance, fit partie des communistes qui prirent les armes dès 1940.

8. Témoignage de Passy à Raymond Tournoux, *Jamais dit*, Plon, 1961.

9. Le grand-duc Nicolas, oncle du tsar Nicolas II, qui fut commandant en chef de l'armée impériale en 1914.

10. Jean Laloy, « À Moscou, entre Staline et de Gaulle, décembre 1944 », *Revue des études slaves*, vol. 54, 1982.

11. *Ibid.*

12. C'est dans un article du *Spiegel* du 21 mars 1966 que la fausse anecdote sur Stalingrad fut rapportée pour la première fois, avant d'être répétée à l'envi dans quantité d'ouvrages sur les bons mots du Général... Malgré les démentis invariables de Jean Laloy, témoin de la bonne version, en même temps d'ailleurs que son ministre des Affaires étrangères, Georges Bidault, et le général Juin qui les accompagnait.

13. Jean Laloy, *op. cit.*

14. Maurice Thorez, secrétaire général du parti communiste, ayant pris fait et cause pour le pacte germano-soviétique du 23 août 1939, le gouvernement Daladier avait, dès la déclaration de guerre dix jours plus tard, mis le PCF hors la loi. Son secrétaire général,

mobilisé, avait alors déserté et pris la fuite pour l'URSS, d'où il n'avait pas bougé depuis...

[15.](#) Alphonse Juin, *Mémoires*, Fayard, 1959.

[16.](#) Dans le cadre du corps expéditionnaire franco-anglais commandé par le général Paul Henry, sous la direction de Weygand, lequel organisa la défense de Varsovie et battit les Soviétiques du général Boudienny sur la Vistule. De Gaulle, qui participa à la prise d'Haubieszauw, fut décoré à cette occasion du *Virtuti militari* polonais.

[17.](#) Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. III, *op. cit.*

[18.](#) Journaliste et écrivain russe, auteur notamment de *Légion 14* (1938).

[19.](#) Lui aussi journaliste et écrivain, Ehrenbourg se rendit célèbre, pendant la Grande Guerre patriotique, par ses éditoriaux dans la *Pravda*, qui étaient plutôt des mots d'ordre, et que Staline appréciait tout particulièrement. Ainsi, celui du 24 juillet 1942 intitulé « Tue ! », dans lequel il affirme que « les Allemands ne sont pas des êtres humains ». Il écrit : « Ne disons rien. Ne nous indignons pas. Tuons. Si tu n'as pas tué un Allemand par jour, ta journée est perdue... Si tu ne tues pas l'Allemand, c'est lui qui te tuera... Si tu ne peux pas tuer un Allemand avec une balle, tue-le à la baïonnette... Si tu as tué un Allemand, tues-en un autre. Ne compte pas les jours, ne compte pas les kilomètres. Compte une seule chose : les Allemands que tu auras tués. Tue l'Allemand ! C'est ce que te demande ta vieille mère. L'enfant t'implore : tue l'Allemand ! Tue l'Allemand ! C'est ce que réclame ta terre natale. Frappe juste ! »

[20.](#) Ce qui lui confère, à tort, la réputation d'alcoolique qui le poursuivra durant toute sa carrière ministérielle et parlementaire...

[21.](#) Considéré, avec le Spitfire anglais et le Messerschmitt 109 allemand, comme l'un des meilleurs avions de chasse de la Seconde Guerre mondiale. Produit en masse, il équipait notamment l'escadrille Normandie-Niémén.

[22.](#) *Ibid.*

[23.](#) *Ibid.*

[24.](#) Jean Laloy, *op. cit.*

[25.](#) Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. 3, *op. cit.*

[26.](#) Il avait succédé, en juillet 1943, au général Sikorski, mystérieusement disparu lors d'un accident d'avion alors qu'il s'apprêtait à révéler la vérité sur les massacres de Katyn, perpétrés par les Soviétiques et que ceux-ci imputèrent à tort aux Allemands... jusqu'à la chute de l'Union soviétique, en 1990 !

[27.](#) Bientôt, les communistes parleront d'eux comme du « parti des 100 000 fusillés ». Dans ses Mémoires, de Gaulle évalue à moins de 15 000 les militants du Parti tués ou fusillés pour faits de résistance.

[28.](#) Voir chapitre 1.

[29.](#) Dans la nuit du 3 au 4 décembre 1947 à Agny, près d'Arras, la CGT fait ainsi dérailler l'express Paris-Tourcoing, supposé transporter des gardes mobiles destinés à réprimer la grève des mineurs du Nord. Erreur : il ne transporte que des passagers. Le sabotage est démontré (rails déboulonnés), les communistes publiquement dénoncés par le gouvernement... mais aucun procès n'aura lieu, faute de coupables identifiés !

30. Vice-président de Roosevelt, le démocrate Truman lui avait succédé à sa mort, en avril 1945, puis s'était fait élire en 1948. Il ne se représenta pas en 1952 et c'est le républicain Eisenhower qui entra pour deux mandats à la Maison-Blanche.

31. Du 17 juillet au 2 août 1945, quand fut réellement décidé, à défaut du « partage du monde », celui de l'Europe esquissé à Yalta.

32. Présidé par le radical René Mayer.

33. *Le Rassemblement*, n° 291, 12 mars 1953.

5. Tito ou l'imposture yougoslave

1. Quand la Serbie, affranchie des Ottomans depuis 1882, fédéra autour d'elle les anciennes principautés austro-hongroises de Croatie, de Slovénie, de Bosnie-Herzégovine et de Voïvodine ainsi que le Monténégro, pour devenir le royaume de Yougoslavie (jusqu'en 1941) puis la République yougoslave (en 1945), État unitaire resté tel jusqu'à son éclatement en 1991.

2. Guerres par lesquelles, entre 1912 et 1914, les Serbes, les Grecs, les Bulgares et les Monténégrins récupérèrent certains de leurs territoires restés sous domination turque.

3. Commandant en chef du corps expéditionnaire français de Salonique dont l'offensive de septembre 1918 hâta l'écroulement de l'Empire austro-hongrois, ce qui lui valut d'être élevé à la dignité de maréchal de France.

4. Constitutif de l'axe Berlin-Rome-Tokyo, le pacte, signé le 27 septembre 1940, fut étendu, en novembre suivant, à la Hongrie, à la Roumanie et à la Slovaquie puis, en mars 1941, à la Bulgarie. Après l'invasion de la Yougoslavie par l'Allemagne en avril 1941, la Croatie, devenue indépendante, y adhéra en juin suivant.

5. Fondé en 1930 par Ante Pavelić, le mouvement oustachi militait pour l'indépendance de la Croatie. Financé par l'Italie de Mussolini, il s'illustra en particulier par l'assassinat à Marseille, le 9 octobre 1934, du roi Alexandre I^{er} de Yougoslavie et du ministre des Affaires étrangères français, Louis Barthou. Alors exilé à Rome après avoir été condamné à mort par le gouvernement de Belgrade, Ante Pavelić fut l'instigateur principal de l'attentat.

6. Surnommé le « Pétain serbe », le général Milan Nédić avait été, avant guerre, chef d'état-major de l'armée puis ministre de la Guerre du gouvernement yougoslave. Jugé trop favorable au III^e Reich, il avait été limogé en octobre 1940. Avant que les Allemands, en arrivant à Belgrade, n'en fassent leur homme de confiance.

7. Jean-Christophe Buisson, *Mihailovic, 1893-1946, héros trahi par les Alliés*, Perrin, 1999, rééd. « Tempus », 2011.

8. *Ibid.*

9. Pour *Military Intelligence, section 6*, autrement dit le service de renseignements extérieur du gouvernement britannique, à ne pas confondre avec le MI5, voué au contre-espionnage.

10. Pour *Special Operations Executive* (« Direction des opérations spéciales »). Le SOE fut créé en juillet 1940 par Churchill pour soutenir les mouvements de résistance opérant en Europe occupée.

11. Une assertion fondée sur le fait que quelques unités tchetniks ont trahi Mihailović et se sont enrôlées, par anticommunisme, aux côtés des Allemands...

12. Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, *op. cit.*

13. *Ibid.*

14. Réunie en avril 1955 à Bandung (Indonésie), cette conférence restée comme le symbole de l'émergence du « tiers-monde » rassembla les représentants de vingt-neuf pays africains et asiatiques récemment décolonisés refusant de choisir entre Washington et Moscou, parmi lesquels l'Égypte, représentée par Nasser, l'Inde par Nehru, et la Chine par Zhou Enlai.

15. *Le Monde*, 5 octobre 1967.

16. Au moins jusqu'à la fin des années 1950, l'abus de bonne chère de « bamboche », comme disait de Gaulle, ayant eu raison de sa carrure athlétique...

17. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. 3, *op. cit.*

18. Milovan Djilas, *Tito mon ami, mon ennemi*, Fayard, 1980. Voir aussi à ce sujet l'article de Joseph Krulić, « Tito, une identité brouillée », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2008/3, n° 1067.

19. Louis Dalmas, *Le Communisme yougoslave : depuis la rupture avec Moscou*, préface de Jean-Paul Sartre, Terre des hommes, 1950.

6. Adenauer ou la tentation carolingienne

1. François Kersaudy, « De Gaulle et Adenauer, aux origines de la réconciliation franco-allemande », étude rédigée pour le site de la Fondation Charles-de-Gaulle (<http://www.charles-de-gaulle.org>) pour le quarantième anniversaire du traité de l'Élysée.

2. De Gaulle résume ainsi sa pensée dans le tome III de ses *Mémoires de guerre* : « Chaque fois qu'un État dominateur et ambitieux s'était saisi des pays allemands en contraignant leur diversité, l'impérialisme avait jailli. On ne l'avait que trop vu sous Guillaume II et sous Hitler. Au contraire, que chacun des États appartenant au corps germanique pût exister par lui-même, se gouverner à sa manière, traiter de ses propres intérêts, il y aurait beaucoup de chances pour que l'ensemble fédéral ne fût pas porté à subjuguer ses voisins. Il y en aurait plus encore si la Ruhr, arsenal de matières stratégiques, recevait un statut spécial sous contrôle international. [...] Tout commandait enfin que la Sarre, gardant son caractère allemand, s'érigeât elle-même en État et s'unît à la France dans le domaine économique, ce qui, grâce au charbon, réglerait la question de nos réparations. Ainsi, le monde germanique, retrouvant sa diversité et tourné vers l'Occident, perdrait les moyens de la guerre mais non ceux de son développement. »

3. Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, Plon, 1970.

4. Dans l'esprit des constituants de 1949, la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne, créée le 23 mai de cette même année et dont le territoire correspond à la « trizone » d'occupation américaine, britannique et française, a vocation à s'appliquer à l'ensemble de la nation allemande dès qu'un traité de paix définitif aura été signé avec les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. Un principe que récusent les Soviétiques, qui, en octobre 1949, parrainent la création de la République démocratique allemande, dont les frontières sont celles de leur propre zone d'occupation et qui se dote d'une Constitution communiste. Pour autant, les deux États restent des entités provisoires, la conférence de Potsdam (août 1945) ayant reconnu le droit du peuple allemand à vivre dans un même ensemble dès qu'un traité de paix définitif aura été conclu avec les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. Or, jusqu'en 1990, aucun gouvernement soviétique n'acceptera d'en signer un, puisque celui-ci aurait eu pour effet de mettre fin à sa tutelle de fait sur la RDA et sur Berlin-Est.

5. *Ibid.*

6. Un modèle 300 D, connu désormais des collectionneurs sous le nom de Mercedes Adenauer.

7. *Paris Match*, 29 avril 1967.

8. Entretien à *Libération*, 12 août 1998.

9. Veuf deux fois, Konrad Adenauer a eu trois enfants de sa première épouse (morte en 1916) et cinq de la seconde, Augusta, disparue en 1948, sans s'être jamais remise de sa détention par la Gestapo en même temps que son mari.

10. Avant de prendre ses fonctions au ministère de l'Économie, Ohlendorf avait dirigé l'*Einsatzgruppe D* qui, en Ukraine et dans le Caucase, s'était rendu coupable de dizaines de milliers d'exécutions sommaires, principalement de Juifs.

11. Lancée en 1947 par Friedrich Hayek, cette société de pensée d'inspiration ultra-libérale a été créée pour lutter contre les politiques keynésiennes en général, et le dirigisme économique en particulier.

12. Il s'agit alors de la France, de la République fédérale d'Allemagne, de l'Italie, et des trois pays du Benelux.

13. Ce qu'il n'est plus depuis que, dans les années 1970, les États-Unis ont obtenu le démantèlement du tarif extérieur commun (TEC), qui protégeait l'Europe de l'invasion des produits bon marché venus des pays à bas salaires et sans protection sociale.

14. Dévaluation monétaire pour rétablir la compétitivité des entreprises et création, en janvier 1959, du nouveau franc ; lutte contre l'inflation par la fin de l'indexation des salaires sur les prix (hormis le salaire minimum) ; diminution des subventions accordées aux entreprises publiques mais augmentation des crédits consacrés à l'investissement productif. Ajouté au succès exceptionnel de l'emprunt Pinay (324 milliards d'argent frais réunis entre le 17 juin et le 12 juillet 1958), cet ensemble de mesures jette les bases du redressement le plus spectaculaire que la France ait jamais connu. Celui-là même qui, à la fin 1967, permettra à Michel Debré, devenu ministre des Finances, d'annoncer au général de Gaulle que, « pour la première fois depuis 1914, la France n'a plus de dette extérieure ».

15. L'Autriche, le Danemark, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, la Norvège, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

16. Alors garde des Sceaux mais qui, dès janvier 1959, deviendra le premier Premier ministre du Général, lui-même devenu le premier président de la V^e République.

17. Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, *op. cit.*

18. *Ibid.*

19. *Ibid.*

20. *Ibid.*

21. Voici le passage le plus célèbre du discours d'adieu d'Eisenhower, à bien des égards prophétique, si l'on en juge, par exemple, à l'aune du mandat de George Bush Jr (2000-2008) : « La présence simultanée d'un énorme secteur militaire et d'une vaste industrie de l'armement est un fait nouveau dans notre histoire. Cette combinaison de facteurs a des répercussions perceptibles dans chacune de nos villes, dans les chambres législatives de chacun des États qui constituent notre pays, dans chaque bureau de l'administration fédérale. Certes, cette évolution répond à un besoin impérieux. Mais nous nous devons de comprendre ce qu'elle implique, car ses conséquences sont graves. Notre travail, nos ressources, nos moyens d'existence sont en jeu, et jusqu'à la structure même de notre société. Nous devons veiller à empêcher le complexe militaro-industriel d'acquérir une influence injustifiée dans les structures gouvernementales, qu'il l'ait consciemment cherchée ou non. Nous nous trouvons devant un risque réel, qui se maintiendra à l'avenir : qu'une concentration désastreuse de pouvoir en des mains dangereuses aille en s'affermissant. Nous devons veiller à ne jamais laisser le poids de cette association de pouvoirs mettre en danger nos libertés ou nos procédures démocratiques. Nous ne devons jamais rien considérer comme acquis. Seul un peuple informé et vigilant réussira à obtenir que l'immense machine industrielle et militaire qu'est notre secteur de la défense nationale s'ajuste sans grincement à nos méthodes et à nos objectifs pacifiques, pour que la sécurité et la liberté puissent prospérer ensemble. »

22. Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, *op. cit.*

23. Du nom du diplomate Christian Fouchet (voir chapitre 4, « Staline, l'ogre du Kremlin »), alors président de la commission chargée d'étudier l'union politique des six États de la CEE.

24. Nommé le 14 avril 1962 à Matignon en remplacement de Michel Debré, Georges Pompidou doit, dès le 15 mai suivant, remanier son gouvernement.

25. Même s'il s'était rendu trois fois à Paris sous la IV^e République dans le cadre de rencontres multilatérales, mais sans jamais apparaître comme l'unique invité du gouvernement, ni surtout être invité à rencontrer la foule.

26. En matière d'éducation, le traité de l'Élysée prévoyait notamment de promouvoir l'allemand comme première langue vivante étudiée en France, à l'égal du français en Allemagne. Si des efforts furent faits, de part et d'autre, dans les années 1960, cet objectif fut ensuite progressivement abandonné au point de n'être même plus mentionné lors des sommets franco-allemands...

27. Malgré une visite impromptue au chancelier pour tenter de l'en dissuader avant qu'il ne s'envole pour Paris.

28. François Kersaudy, « De Gaulle et Adenauer... », *op. cit.*

7. Jean XXIII ou le rêve concordataire

1. Gérard Bardy, *Charles le catholique. De Gaulle et l'Église*, Plon, 2011.
2. David Schoenbrun, *Les Trois Vies de Charles de Gaulle*, Julliard, 1965.
3. Comme le cardinal Grete s'inquiétait de voir proclamé, dans le préambule de la Constitution, le caractère laïque de l'État français, le Général lui avait répondu, non sans quelque ironie : « À moins que l'État ne soit ecclésiastique, je ne vois pas – non plus, j'en suis sûr, que Votre Éminence – qu'il puisse être autre chose que laïque. Toute la question est de savoir comment, dans quel esprit, il sera cela. Pour qu'il le soit comme il faut, je crois bon, en toute conscience, qu'il reçoive le baptême de l'Église de France. »
4. Expression entendue de la bouche du Général par son aide de camp, le colonel Jean d'Escricenne, qui l'a rapportée à l'auteur.
5. À l'école libre du Sacré-Cœur d'Antoing.
6. Dans son discours du 17 juin 1941, pour le premier anniversaire de la demande d'armistice.
7. Deux ans plus tôt, de Gaulle s'était inquiété auprès de l'évêque de Toulouse Mgr Saliège, l'un des seuls prélats de France qui lui fût favorable, des conséquences ultérieures d'un tel engagement du clergé en faveur de Vichy. Dans un message qu'il lui avait fait parvenir secrètement, *via* la Résistance, il lui écrivait, le 27 mai 1942 : « Je crois très sincèrement que l'attitude – fût-elle d'apparence – prise publiquement par une partie de l'épiscopat français à l'égard de la politique et des hommes dits "de Vichy" risque d'avoir des conséquences graves en ce qui concerne la situation du clergé et peut-être de la religion en France après la Libération. Je souhaite de toute mon âme que [...] la voix de messeigneurs les évêques s'élève assez clairement et fortement pour que le peuple de France perde l'impression qu'il a d'une sorte de solidarité entre les préférences du clergé et l'entreprise des gens qui ont proclamé, accepté et aggravé la défaite de la France » (Charles de Gaulle, *Lettres, notes et carnets*, t. 4, Plon, 1982).
8. Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, *op. cit.*
9. *Ibid.*
10. Premiers mots d'un texte écrit par de Gaulle à la demande du gouvernement britannique, qui souhaitait le faire connaître en même temps qu'exposer le sens de son combat. Ces mots devinrent, peu après, la devise des Français libres.
11. André Malraux, *Les chênes qu'on abat*, Gallimard, 1970.
12. *Cahiers Jacques Maritain*, novembre 1990. Lettre citée par Michel Brisacier, *La Foi du Général*, Nouvelle Cité, 1998.
13. À l'exception des cinq fois où on le vit communier en public, toujours à l'étranger, et par trois fois dans des pays communistes : le 3 décembre 1944 à Moscou, le 26 juin 1966 à Leningrad, le 23 juillet 1967 à Québec, le 10 septembre 1967 à Gdansk, le 27 octobre 1968 à Istanbul.
14. Chez Plon. Et depuis 1996 dans la Bibliothèque de la Pléiade.
15. Il avait treize frères et sœurs et n'avait dû d'entrer au séminaire qu'à la bienveillance du curé de son village, propriétaire des terres qu'exploitait sa famille à Sotto Il Monte, près de Bergame.

[16.](#) Négociés entre 1926 et 1929 entre l'État fasciste italien et le Vatican, ceux-ci mettent fin à la « question romaine ». En échange de la reconnaissance du catholicisme comme religion d'État, le pape renonce à sa souveraineté sur les anciens États de l'Église, annexés par l'Italie unifiée en 1871, et accepte de ne régner, comme souverain temporel, que sur la seule cité du Vatican...

[17.](#) Réprimées dans le sang par l'armée, celles-ci étaient dues à l'irruption tardive, mais radicale, du machinisme dans les grandes exploitations, lesquelles se séparèrent de nombreux ouvriers devenus inutiles qui, contraints d'émigrer, n'hésitèrent pas à brûler les récoltes.

[18.](#) Le Service du travail obligatoire, institué en 1943 par l'occupant pour compenser l'envoi au front des ouvriers allemands : 1,5 million de Français furent ainsi employés par l'industrie de guerre allemande.

[19.](#) Cette amitié avec le futur Jean XXIII n'est pas sans rappeler celle du pape Jean-Paul II avec le président de la République italienne Sandro Pertini, socialiste et athée. Voir, à ce sujet, *Jean XXIII, le pape qui a changé le monde*, de Renzo Allegri, Reverdito, 1988.

[20.](#) Jean-Marie Mayeur, « De Gaulle et l'Église catholique », in Institut Charles-de-Gaulle, *De Gaulle en son siècle*, t. 1 : *Dans la mémoire des hommes et des peuples*, actes des Journées internationales tenues à l'Unesco, Paris, 19-24 novembre 1990, Plon, 1991.

[21.](#) Sébastien Gué, « La France et ses relations avec le Saint-Siège, 1958-1969 », *Relations internationales*, 2005/2, n° 122.

[22.](#) Mais aussi sa bienveillance envers la mafia sicilienne dont il avait l'habitude de nier l'existence. « La mafia, qu'est-ce que c'est ? Une marque de lessive ? », lança-t-il un jour à un journaliste américain qui s'étonnait de ses appels à la clémence en faveur d'assassins notoires, en particulier Salvatore Giuliano, qui avait aidé, en 1943, les Américains à débarquer en Sicile (*Time Magazine*, « The Roads to Rome », 7 janvier 1946).

[23.](#) Télégrammes diplomatiques cités in *ibid.*

[24.](#) Cité par Jean Puyo, *Jean XXIII, le pape inattendu*, Desclée, 1995.

[25.](#) Notamment sur le dogme de l'Assomption de la Vierge, décrété par Pie XII en 1950 et que Tisserant considérait comme une provocation inutile à l'égard des orthodoxes, la croyance dans sa « Dormition », partagée avec les Églises d'Orient, suffisant amplement à ses yeux.

[26.](#) Télégramme cité par Sébastien Gué, *op. cit.*

[27.](#) Devenu en 1965 la Congrégation pour la doctrine de la foi, la Congrégation du Saint-Office avait elle-même succédé, en 1908, à la Sacrée Congrégation... de l'inquisition. Ayant pour mission de « promouvoir et de protéger la doctrine et les mœurs conformes à la foi dans tout le monde catholique », cette congrégation est l'une des neuf qui constituent la Curie romaine, autrement dit le gouvernement de l'Église. Son chef, dit prosecretaire, est considéré, aujourd'hui encore, comme le personnage le plus important du Vatican après le pape.

[28.](#) Du nom des députés André Marie (radical) et Charles Barangé (MRP).

[29.](#) Roger Etchegaray, *J'ai senti battre le cœur du monde*, Fayard, 2007.

[30.](#) Sébastien Gué, *op. cit.*

[31.](#) Jean-Pierre Moisset, « La laïcité française de 1958 à 1969 : nouvelles approches », *Politique, culture, société*, n° 21, septembre-décembre 2013.

[32.](#) Michel Debré, *Trois Républiques pour une France*, t. 4, Albin Michel, 1993.

8. Houphouët-Boigny ou la « Françafrique »

[1.](#) Comme les indépendantistes du Sanwi (1963), province de l'est de la Côte d'Ivoire, dont la répression a fait près de 12 000 morts, ou celle de l'ethnie Bété (1970) dans l'ouest du pays, à peine moins meurtrière...

[2.](#) D'après l'enquête fouillée de Benoît Colombat, « Où sont passés les milliards d'Houphouët-Boigny ? », France Inter, 3 décembre 2015.

[3.](#) Déjà utilisé par les géographes à la fin du XIX^e siècle, le mot de « francophonie » ne prit une acceptation culturelle et politique qu'avec Léopold Sédar Senghor, qui en fit le sujet de son célèbre article paru dans la revue *Esprit* en 1962, « Le français, langue de culture », dans lequel il écrit que « la francophonie, est cet humanisme intégral, qui se tisse autour de la terre ».

[4.](#) Alors que la Côte d'Ivoire ne fut définitivement colonisée qu'en 1898, le Sénégal, exploité par les Français dès 1624 avant de devenir une étape obligée de la traite des Noirs (le « commerce triangulaire »), fut reconnu internationalement comme possession française dès 1814.

[5.](#) Sa biographie officielle le fait naître le 19 octobre 1905, mais l'ethnie baoulé dont il est issu n'ayant pas encore fait, alors, l'objet d'un recensement selon les règles de l'état civil, il est admis qu'il a vu le jour quelques années plus tôt.

[6.](#) L'Afrique-Occidentale française qui, en 1940, restera fidèle à Pétain, contrairement à l'Afrique-Équatoriale française (AEF) qui se ralliera en bloc à de Gaulle.

[7.](#) Prononcé en janvier 1944, ce célèbre discours jette les bases du principe d'autonomie et bientôt d'autodétermination pour les peuples colonisés. Il correspondait autant aux convictions de De Gaulle, qui n'a jamais cru au colonialisme, qu'à sa volonté de prendre de court les Américains, qui, comme on l'a vu, avaient à l'époque le projet de placer les empires coloniaux français et britannique sous la tutelle de la future ONU...

[8.](#) Outre le PDCA, les principaux fondateurs du Rassemblement démocratique africain sont alors le Parti démocratique voltaïque (Haute-Volta, actuel Burkina Faso), l'Union soudanaise (Soudan français, actuel Mali), l'Union des populations du Cameroun, l'Union démocratique sénégalaise, le Parti démocratique de Guinée, le Parti progressiste nigérien, le Parti progressiste tchadien et le Comité mixte gabonais.

[9.](#) Cité par Frédéric Grah Mel, in Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade et Sylvain Mary (dir.), *Jacques Foccart : archives ouvertes (1958-1974), la politique, l'Afrique et le monde*, PUPS, 2017.

[10.](#) Union démocratique et socialiste de la Résistance fondée en 1945 comme alternative à la vieille SFIO de Léon Blum et aux démocrates-chrétiens du MRP. L'UDSR, qui se présentait elle-même comme l'incarnation du « socialisme libéral », comptait parmi

ses membres fondateurs François Mitterrand (qui en prendra la tête de 1953 à 1964). Parti charnière de la IV^e République, l'UDSR fit partie de la plupart de ses coalitions, ce qui explique que la V^e lui fut fatale.

11. Appelée « loi-cadre » puisqu'elle habilite le gouvernement à statuer par décret dans un domaine réservé en principe à la loi, celle-ci crée dans les territoires d'outre-mer des Conseils de gouvernement élus au suffrage universel, ce qui permet au pouvoir exécutif local d'être plus autonome vis-à-vis de la métropole. Elle crée aussi le collège électoral unique alors que jusque-là les habitants étaient répartis en deux collèges selon leur statut civil (de droit commun ou de droit local).

12. Pierre Nandjui, *Houphouët-Boigny : l'homme de la France en Afrique*, L'Harmattan, 1995.

13. Secrétaire général pour les Affaires africaines et malgaches, selon la terminologie officielle.

14. Service de documentation extérieure et de contre-espionnage, devenu DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) en 1982.

15. Direction de la sécurité du territoire, devenue DCRI (Direction centrale du renseignement intérieur) en 2008, et DGSI (Direction générale de la sécurité intérieure) en 2014.

16. Devenu, en 1961, le premier président du Gabon indépendant, Léon Mba (1902-1967) avait, comme Houphouët, été proche des communistes au sein du RDA créé par ce dernier.

17. « Senghor, avait coutume de dire Houphouët-Boigny, a connu l'Afrique à quarante ans... Alors que moi, ce n'est qu'à quarante que j'ai connu la France. »

18. Le Gabon, le Tchad, le Dahomey, le Soudan français, la Côte d'Ivoire, Madagascar, la Mauritanie, le Moyen-Congo, le Niger, le Sénégal, l'Oubangui-Chari et la Haute-Volta.

19. Pour franc de la Communauté financière africaine.

20. Au 11 de la rue Masseran, dans le VII^e arrondissement, où il a fait l'acquisition d'un hôtel particulier de 3 000 m² entouré d'un parc d'un hectare, acheté aux Rothschild au début des années 1970. Construit à la fin du XVIII^e siècle sur les plans de Brongniart, l'hôtel de Masseran fut, au début du XX^e, la résidence du comte Étienne de Beaumont, dont les fêtes somptueuses inspirèrent à Raymond Radiguet le décor du *Bal du comte d'Orgel*. À la mort de Beaumont, en 1956, l'hôtel fut racheté par les Rothschild, qui le vendirent en 1970 à Félix Houphouët-Boigny. Il est aujourd'hui propriété de la République de Côte d'Ivoire, en vertu d'un « legs verbal » qu'aurait formulé ce dernier...

9. Kennedy, « son histoire, c'est la mienne »...

1. Par le mémorandum du 17 septembre 1958, suivi, le 7 mars 1959, par sa décision de soustraire nos forces navales de Méditerranée au commandement de l'OTAN, préface au

retrait définitif du commandement intégré de l'organisation, en mars 1966.

[2.](#) Voir chapitre 6, « Adenauer ou la tentation carolingienne ».

[3.](#) Successeur de Roosevelt, président de 1945 à 1953.

[4.](#) Discours télévisé à la nation américaine, 6 juin 1961.

[5.](#) Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, *op. cit.*

[6.](#) *Ibid.*

[7.](#) Rappelé au service par Kennedy, qui le nomme en 1961 chef d'état-major des armées, le général Maxwell Davenport Taylor, ancien commandant, entre autres, de la 101^e division aéroportée, s'était illustré en critiquant la doctrine « new look » (primat donné à la stratégie nucléaire) qui prévalait pendant le mandat d'Eisenhower.

[8.](#) Compte rendu des entretiens de Gaulle-Kennedy, JFK Library, National Security Files.

[9.](#) Si la défense nucléaire britannique est en principe indépendante depuis son origine, en 1952, son utilisation dépend, dans les faits, de la décision de Washington. D'abord parce qu'elle est construite à partir d'une technologie 100 % américaine ; ensuite et surtout parce que ses trois composantes (terrestre, aérienne, sous-marine, cette dernière étant la seule à subsister aujourd'hui) ont, d'emblée, été intégrées dans l'OTAN.

[10.](#) *Ibid.*

[11.](#) *Ibid.*

[12.](#) Voir l'avant-propos.

[13.](#) Jusqu'alors, Kennedy avait obstinément refusé toute coopération nucléaire avec la France qui n'aurait pas comme contrepartie l'instauration d'un contrôle absolu du gouvernement américain sur le programme nucléaire français. De Gaulle, en revanche, était prêt à négocier avec les Américains un achat pur et simple de leurs brevets, et avait envoyé à Washington, au printemps 1962, une mission exploratoire dans ce sens, dirigée par le général Gaston Lavaud, délégué général à l'armement. En vain.

[14.](#) Directeur du *Board of National Estimate* (le bureau des prévisions de la CIA), Kent a rédigé plusieurs notes, l'année précédente, sur les conséquences qu'aurait, pour les relations franco-américaines, un assassinat du général de Gaulle par l'OAS. Sa conclusion implicite était qu'une telle éventualité ne pourrait... que les améliorer ! Voir à ce sujet, du même auteur, *L'Ami américain. Washington contre de Gaulle, 1940-1969*, Perrin, 2017.

[15.](#) *Association for Diplomatic Studies and Training*, entretien du 16 octobre 1988 entre Cecil B. Lyon et John Bovey, dans le cadre du *Foreign Affairs Oral History Project*.

[16.](#) Voir chapitre 6.

[17.](#) Lee Harvey Oswald a agi seul, et sans complice. Son assassin Jack Ruby également. Les deux hommes ne se connaissaient pas. Dossier officiellement clos !

[18.](#) Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, *op. cit.*

[19.](#) *Ibid.*

[20.](#) Vincent Nouzille, *Les Dossiers de la CIA sur la France*, Fayard, « Pluriel », 2010.

[21.](#) Rapport du 25 janvier 1961 cité par Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle*, Seuil, 2000, et Vincent Nouzille, *op. cit.*

[22.](#) Ancien chef du renseignement militaire allemand sur le front de l'Est, Reinhard Gehlen (1902-1979) sera « dénazifié » en moins d'un an, après avoir offert aux Américains

tout ce qu'il avait récolté sur l'Union soviétique... En 1949, il fondera, en liaison étroite avec la CIA, le service de contre-espionnage de la République fédérale d'Allemagne, à la tête duquel il restera jusqu'en 1968.

23. Vincent Nouzille, *op. cit.*

24. Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle, op. cit.*

25. Malgré l'éviction de Dulles et son remplacement par John McCone, Kennedy s'opposera une nouvelle fois à la CIA en mars 1962, après que celle-ci lui eut proposé, sous le nom d'opération Northwoods, d'organiser des attentats imputés aux castristes afin de justifier une intervention américaine à Cuba. Ce que Kennedy refusera, portant à son comble l'hostilité de la Centrale à son endroit...

26. *Ibid.*

27. Voir à ce sujet l'étude de Thierry Lentz, *L'Assassinat de John F. Kennedy, l'histoire d'un mystère d'État*, Nouveau Monde, 2010.

10. Ben Gourion, l'ami averti

1. La première guerre israélo-arabe intervient en 1948-1949, en liaison avec la création de l'État d'Israël ; la deuxième en 1956-1957 après la nationalisation du canal de Suez par l'Égypte de Nasser ; la troisième, dite « des Six-Jours », en juin 1967.

2. Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir, op. cit.*

3. Lettre du 6 décembre 1967, *Documents diplomatiques français*, année 1968, t. 1, éditions Peter Lang, 2009.

4. Publiée sous la forme d'une lettre ouverte adressée par Arthur Balfour, secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères, au banquier Walter Rothschild, principal financier du mouvement sioniste, et publiée dans le *Times* de Londres du 9 novembre 1917, la fameuse déclaration Balfour se présente comme une déclaration d'intention de quelques lignes ainsi rédigées : « Le Gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour les Juifs et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte soit aux droits civiques et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, soit aux droits et aux statuts politiques dont les Juifs disposent dans tout autre pays. » Parmi les raisons, explicites ou non, ayant motivé cette initiative, citons-en trois : la volonté d'affaiblir l'Empire ottoman, qui occupait alors la Palestine, en promettant aux Juifs qu'ils en disposeraient une fois la Turquie vaincue ; favoriser l'engagement de la diaspora juive de Russie aux côtés de la Grande-Bretagne plutôt qu'en faveur de la révolution d'Octobre (ce sera chose faite avec la légion juive de Vladimir Jabotinsky : cinq bataillons enrôlés contre les Turcs dans le corps des Royal Fusiliers) ; enfin, créer un État tampon entre la zone du canal de Suez et le Levant (Syrie-Liban) sous influence française.

5. Publiés pendant le mandat britannique en Palestine (1918-1948), sous la responsabilité des secrétaires d'État aux Colonies, les Livres blancs fixaient les grandes

orientations appliquées par la puissance mandataire. Le premier fut publié en 1922 sous la responsabilité de Winston Churchill, le deuxième en 1930 sous celle de son successeur Sidney Webb (lord Passfield), le troisième en 1939 par Malcolm MacDonald. Ces trois Livres blancs, et plus encore le dernier, eurent pour caractéristique de revoir périodiquement à la baisse les quotas d'immigrants juifs autorisés à s'installer en Palestine afin d'éviter que les Arabes se retrouvent sans terres. Le Livre blanc de 1939 explique ainsi : « Compte tenu de la croissance naturelle de la population arabe et de l'importance des ventes de terres arabes aux Juifs, il ne reste plus assez de place en certains endroits, pour de nouveaux transferts de terres arabes, tandis qu'en d'autres endroits ces transferts doivent être limités pour que les cultivateurs arabes puissent garder leur niveau de vie actuel et que ne soit pas créée prochainement une importante population arabe sans terre. Dans ces circonstances, le haut-commissaire recevra tous les pouvoirs pour prohiber et régler les transferts de terres. »

6. Déclenchée en réaction à l'émigration juive en Palestine, ce mouvement s'exprima par des attentats contre les intérêts anglais (pipe-lines, lignes de chemin de fer) et contre les exploitations agricoles tenues par des colons juifs. Cent vingt Palestiniens arabes furent, à cette occasion, condamnés à mort par l'armée britannique.

7. Voir chapitre 2, « Hitler, l'ennemi absolu ».

8. Né polonais en 1923 à Wiszniew (aujourd'hui Vishnyeva, en Biélorussie), Shimon Peres fut, avec le général Moshe Dayan (1915-1981), l'un des plus fidèles compagnons de Ben Gourion. Après lui avoir succédé, en 1959, à la tête du Mapaï (qui deviendra en 1968 le Parti travailliste), il sera plusieurs fois ministre (Défense et Affaires étrangères notamment), avant de diriger le gouvernement (1977, 1984-1986, 1995-1996) puis de devenir président d'Israël de 2007 à sa mort en 2014.

9. Né en Russie en 1880 et mort à New York en 1940, Vladimir Jabotinsky était le leader de l'aile droite sioniste, adepte de la violence contre les Arabes. De même que Ben Gourion reste l'inspirateur des travaillistes israéliens, Jabotinsky inspire encore beaucoup de leaders du Likoud.

10. Après avoir rejoint le Parti communiste d'Union soviétique et vu ses dirigeants massacrés par le NKVD...

11. Auquel succédera, en 1937, le futur Premier ministre israélien, Menahem Begin, fondateur du Likoud et ennemi juré de Ben Gourion.

12. Souligné par nous.

13. Archives sionistes, Jérusalem, dossier Z4 10.210, cité par Henri Lerner, « Avec de Gaulle en Palestine », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. 39, n° 4, octobre-décembre 1992.

14. Voir chapitre 1, « Churchill, l'irremplaçable ».

15. *Ibid.*

16. Voir chapitre 1, « Churchill, l'irremplaçable ».

17. Charles de Gaulle, *Discours et messages*, t. 2, 1946-1958, Plon, 1970.

18. Dont histoire est racontée dans l'Ancien Testament (I^{er} et II^e livres de Samuel et début du I^{er} livre des Rois).

[19](#). Sans oublier une minorité de juifs ultra-orthodoxes refusant par principe le concept même d'État juif, les Haredim (littéralement « craignant Dieu »). Voyant dans cette structure politique une création de l'homme, et non l'effet d'un décret divin attesté, ils lui déniaient en effet toute légitimité.

[20](#). Lire chapitre suivant, « Nasser, le disciple égyptien ».

[21](#). Le 19 juillet, à la demande d'Israël, les États-Unis ont brusquement interrompu l'aide qu'ils fournissaient à l'Égypte pour la construction du barrage.

[22](#). 60 chars AMX-13 et 60 tonnes de matériels divers ont été livrés aux Israéliens.

[23](#). Acronyme de *Tsva Haganah LelIsrael* pour « armée de la défense d'Israël ».

[24](#). Y participent, côté israélien, Shimon Peres et Moshe Dayan, arrivés incognito de Tel-Aviv et, côté français, Guy Mollet, président du Conseil, Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères, Maurice Challe, chef d'état-major des armées, et Maurice Bourgès-Maunoury, ministre de la Défense. Le détail de cette réunion, qui fut longtemps démentie de part et d'autre, est raconté par Shimon Peres dans ses Mémoires, *Combat pour la paix*, Fayard, 1995.

[25](#). Samy Cohen, « De Gaulle et Israël, le sens d'une rupture », in Elie Barnavi et Saul Friedländer (dir.), *La Politique étrangère du général de Gaulle*, Genève, Graduate Institute Publications, 1985.

[26](#). Charles de Gaulle, *Lettres, notes et carnets, juin 1958-décembre 1960*, Plon, 1985.

[27](#). Vincent Nouzille, *Histoires secrètes, France-Israël, 1948-2018*, Les liens qui libèrent, 2018.

[28](#). Selon lui, Ben Gourion aurait dit à de Gaulle : « Pourvu que nous puissions obtenir la paix et faire venir davantage de Juifs, je suis prêt à me contenter des frontières actuelles » (Shimon Peres, in *De Gaulle en son siècle*, Colloque de l'Unesco, novembre 1990, Plon, 1991). Ce qui n'est rien d'autre qu'un sophisme puisque les frontières de 1948 ne permettaient justement pas d'accueillir plus de 2 millions de personnes !

[29](#). Seymour Hersh, *The Samson Option, Israel's Nuclear Arsenal and American Foreign Policy*, New York, Random House, 1991.

[30](#). Universitaire de haute volée, Raymond Aron avait, dès 1943, marqué son opposition à de Gaulle, alors même qu'il animait, à Londres, la revue *France libre*. Ce qui ne l'avait pas empêché, par anticommunisme, de rejoindre le RPF, lancé par le Général en 1947. Dès 1950, il devient parallèlement le chef de file français du Congrès pour la liberté de la culture, largement financé par la CIA, et, à partir de 1951, l'un des principaux contributeurs de la revue *Preuves* de Georges Bondy, qui périliterait après qu'en avril 1966 le *New York Times* eut révélé qu'elle ne vivait que grâce aux subsides des services de renseignements américains.

[31](#). *Le Monde*, 1^{er} décembre 1967.

11. Nasser, le disciple du Nil

1. Ancien de la France libre, Georges Gorse, normalien et agrégé de lettres classiques, était professeur à l'université du Caire en 1940. Très proche du Général depuis 1942, il descendit les Champs-Élysées à ses côtés, le 26 août 1944.

2. Avant de devenir, en 1954, l'un des leaders de la rébellion algérienne, Ben Bella avait servi comme adjudant au sein du corps expéditionnaire d'Italie commandé par le général Juin (1944), puis participé à la libération de la France et à la campagne d'Allemagne (1944-1945), dans la 1^{re} armée du général de Lattre de Tassigny. Cité quatre fois, dont deux à l'ordre de l'armée, il fut l'un des rares sous-officiers à être décorés de la médaille militaire des mains du général de Gaulle, en avril 1944, lors du siège de Cassino.

3. Voir chapitre 5, « Tito ou l'imposture yougoslave ».

4. Parmi celles-ci, des crédits pour développer des chantiers navals civils à Mers el-Kébir, l'ancienne base de la Royale en Algérie.

5. Ahmed Ben Bella, « De Gaulle voyait plus loin », *L'Express*, 26 octobre 1995.

6. *Ibid.*

7. Il échappera à la peine de mort grâce à une intervention personnelle du Général auprès de Boumédiène.

8. Jean-Raymond Tournoux, *La Tragédie du Général*, Plon, 1967.

9. Francophile et francophone, Mustafa Kamil (1874-1908) a fondé en 1907 le Parti national égyptien qui jeta les bases de la première révolution égyptienne de 1919.

10. Fondateur, en 1918, du parti Wafd, réunissant musulmans et chrétiens et dont la devise était « La religion pour Dieu, la patrie pour tous », Saad Zaghloul (1858-1927) s'invita à la conférence de la paix de Paris (1919) pour réclamer l'indépendance de l'Égypte. Son arrestation puis son exil aux Seychelles provoquèrent des émeutes réprimées dans le sang par les Britanniques (800 morts), qui durent cependant accepter, dès 1922, de mettre fin au protectorat. Mais tout en gardant la haute main sur les ministères de la Défense et des Affaires étrangères. Libéré, Zaghloul gagna les élections législatives de 1924 et devint Premier ministre pour onze mois avant d'être élu président du Parlement égyptien. Sa mort, en 1927, en fera le premier héros de l'indépendance égyptienne.

11. Lire *infra*.

12. Michel Marmin, *Nasser*, éditions Chroniques, 1998.

13. Le 29 avril 1942, Sadate a personnellement rencontré le maréchal Rommel à Tripoli, mais aussi l'amiral Canaris, chef de l'Abwehr (les services d'espionnage du Reich), qui lui font miroiter des lendemains qui chantent. « Il s'agit pour nous, lui dit Canaris, de réaliser ce que Lawrence a naguère promis aux peuples arabes : les aider à conquérir leur indépendance » (Michel Marmin, *Nasser*, éditions Chronique, 1998). Six mois plus tard, la défaite allemande d'El-Alamein rendra Sadate moins naïf... ou plus prudent.

14. Farouk se prétend en effet descendant du Prophète, alors que ses ancêtres sont en fait albanais par son père... Et français par sa mère, issue en droite ligne du célèbre Soliman Pacha (né Joseph Sève), ce marin français de l'expédition d'Égypte qui, après la

chute du premier Empire, s'autoproclama officier, se convertit à l'islam et se mit au service du pacha d'Égypte, Méhémet Ali.

[15.](#) Voir chapitre précédent.

[16.](#) Dans le texte fondateur du parti Baas, Aflaq résumait en 1943 : « Nous représentons l'esprit arabe contre le matérialisme communiste. Nous représentons l'histoire arabe vivante, contre l'idéologie réactionnaire... Nous représentons le nationalisme en son essence, qui exprime la personnalité contre le nationalisme en mots, qui nuit à la personnalité. » Assez voisines seront les convictions des nationalistes arabes les plus connus que seront, outre Nasser, Bourguiba en Tunisie, Ben Barka au Maroc, Messali Hadj, Ben Bella et Boumédiène en Algérie, et, en Palestine, Habache et Arafat, qui choisissent la voie du terrorisme.

[17.](#) Gendre d'Hassan al-Banna, fondateur égyptien de l'organisation et père du théologien islamiste Tarik Ramadan.

[18.](#) Cité par Ian Denis Johnson, *Une mosquée à Munich. Les nazis, la CIA et la montée des Frères musulmans en Occident*, JC Lattès, 2011 (titre original : *A mosque in Munich : Nazis, the CIA, and the Muslim Brotherhood in the West*, Boston, Houghton Mifflin Harcourt, 2010, ouvrage pour lequel il a reçu le prix Pulitzer).

[19.](#) En 1984, le président Hosni Moubarak autorisera à nouveau leurs activités, à condition qu'elles se limitent à la sphère religieuse. Décision qui se soldera, en 2011, par le renversement de ce même Moubarak au profit du Frère musulman Mohamed Morsi... jusqu'à ce que l'expérience tourne court et qu'en 2013 la rue demande son départ puis, clin d'œil de l'Histoire, porte au pouvoir le maréchal Sissi, dont la popularité et le parcours d'officier ne sont pas sans rappeler ceux d'un certain Nasser.

[20.](#) Marc Ferro, *1956 Suez. Naissance d'un tiers monde*, Bruxelles, éditions Complexe, 1982.

[21.](#) *Al Ahram hebdo*, 24-30 septembre 2008.

[22.](#) Découvreur, entre autres, du Sphinx et de la nécropole de Saqqarah, Auguste Mariette (1822-1881) fonda le musée du Caire en 1835.

[23.](#) Kwame Nkrumah (1909-1972), président du Ghana depuis 1960, cherchait à promouvoir, comme beaucoup d'autres alors, l'unité panafricaine. Il vient alors d'être renversé par un coup d'État militaire inspiré par la CIA.

[24.](#) Patrick Wajzman et René-François Tesseidre, *Nos politiciens face au conflit israélo-arabe*, Fayard, 1969.

[25.](#) *Ibid.* et Michel Marmin, *Nasser, op. cit.*

[26.](#) Voir chapitre suivant.

[27.](#) Charles de Gaulle, *Lettres, notes et carnets, juillet 1966-avril 1969*, Plon, 1987.

[28.](#) Le premier l'avait été, le 20 mai 1969, pour se féliciter de l'élection de Georges Pompidou à la présidence de la République.

[29.](#) Traité de paix formel entre l'Égypte et Israël, les accords de Camp David se gardent bien de régler la question palestinienne que de Gaulle comme Nasser s'étaient efforcés de placer au centre d'un processus de paix global pour le Moyen-Orient.

12. Nixon, un gaulliste à la Maison-Blanche

1. Annoncé dès le 24 mai 1968, le référendum sur la participation avait d'abord été conçu par de Gaulle comme un moyen de résoudre la crise étudiante. Puis, devant l'ampleur de la contestation, il l'avait repoussé jusqu'à ce que le retour à l'ordre permette de l'organiser. Dès cette époque, pourtant, beaucoup de proches du Général avaient perçu dans cette volonté de retremper sa légitimité dans la volonté populaire à un moment aussi crucial, et pour tout dire aussi défavorable, un désir de quitter la scène « par le haut ». Ce qui adviendra, de fait, en avril 1969. Après sa mort, Malraux avait même évoqué un « référendum suicide », thèse que certains pompidoliens contesteront de crainte qu'elle n'affaiblisse la thèse d'une continuité absolue entre l'homme du 18 Juin et son successeur.

2. Archives de la présidence de la République, entretien entre le général de Gaulle et William Scranton, 20 septembre 1968.

3. Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, *op. cit.*

4. Archives de la présidence de la République, entretien entre Georges Pompidou et Richard Nixon, 14 décembre 1971.

5. Richard Nixon, *Leaders. Ceux qui ont changé le monde*, Plon, 1984.

6. *Ibid.*

7. Après avoir quitté la Maison-Blanche, il prendra même l'habitude de l'offrir à ses visiteurs, surtout aux jeunes gens qu'il jugeait promis à un grand avenir et qu'il souhaitait convaincre de l'importance de la culture générale dans la prise de décision.

8. Colloque *De Gaulle en son siècle*, entretien avec Jean Béliard, Fondation Charles-de-Gaulle, 1991.

9. Convaincu que Kennedy avait triché, Nixon, qui, dit-on, en détenait les preuves, s'abstint cependant de contester le résultat des élections. Écoutant, pour une fois, ses « communicants », il estima en effet que l'inconvénient de passer son tour était moindre que celui d'être désigné comme un « mauvais perdant ».

10. *Ibid.*

11. *Le Monde*, 27 juillet 1963.

12. *Le Monde*, 26 octobre 1963.

13. Cité par Antoine Coppolani, *Richard Nixon*, Fayard, 2013.

14. Foreign Affairs, octobre 1967.

15. Voir chapitre 7.

16. En 1971, alors que la bataille pour la réélection de Nixon battait son plein, William Buckley et James Burnham, les deux maîtres à penser de ce qu'on nommerait, à partir des années Reagan, le « néo-conservatisme » américain, appelèrent à ne plus soutenir Richard Nixon dont la politique intérieure, accusaient-ils, n'avait plus rien à voir avec les attentes de l'électorat républicain. En cause, notamment : l'augmentation assumée des dépenses sociales qui, pour la première – et seule – fois de l'histoire des États-Unis avaient dépassé en volume les dépenses militaires. Juste avant d'être emporté dans le maelström du Watergate, Nixon, lâché par une frange importante de sa majorité, était en passe de conclure un accord avec une partie des démocrates, emmenés par Ted Kennedy, pour imposer au Congrès une réforme révolutionnaire de la protection sociale. Celle-ci aurait

imposé à chaque employeur de contribuer à la couverture sociale de ses salariés. Une hardiesse qui, en 2009, fit écrire au Prix Nobel d'économie Paul Krugman, engagé à la gauche de la gauche du Parti démocrate au nom de la lutte contre les inégalités, que Nixon lui « manquait » et que son projet avorté de 1974 était meilleur que celui de Barack Obama pour lequel il avait voté (« Missing Richard Nixon », *New York Times*, 30 août 2009). Nixon, résume son dernier biographe, Antoine Coppolani, fut, en matière sociale, « le dernier rempart avant le tournant reaganien des années 1980 ».

17. C'est sous le deuxième mandat de Richard Nixon que fut préparé par la CIA et un groupe de conseillers militaires américains le coup d'État du général Pinochet qui, le 11 septembre 1973, devait renverser le président régulièrement élu, Salvador Allende.

18. Né à Fürth (Bavière) en 1923, Henry Kissinger, issu d'une famille allemande d'origine juive qui émigra aux États-Unis en 1938, commença sa carrière comme professeur à Harvard (dont il est lui-même diplômé avec la mention *summa cum laude*). Il y enseignera les sciences politiques et les relations internationales jusqu'en 1971. Dès 1955, il est parallèlement recruté comme consultant par le Conseil national de sécurité (*National Security Council*, ou NSC), organisme créé en 1947 pour assister le président des États-Unis en matière de politique étrangère. Alors proche du Parti démocrate, Kissinger travaillera ainsi régulièrement avec Eisenhower, Kennedy et Johnson avant d'être remarqué par Nixon, séduit par sa culture et son goût pour la *Realpolitik*, qu'il oppose à l'idéalisme wilsonien. Il fera de lui son principal conseiller international pendant l'élection présidentielle de 1968 et l'appellera, aussitôt après, à la Maison-Blanche. Il sera, aux côtés de Nixon, l'autre architecte du rapprochement avec la Chine et du désengagement américain au Vietnam, ce qui lui vaudra, en 1973, le prix Nobel de la paix. La même année, il jouera également un rôle essentiel en négociant la fin de la guerre du Kippour entre l'Égypte et Israël, et en jetant les bases de leur rapprochement. Après la démission forcée de Nixon, en 1974, il restera trois ans encore secrétaire d'État du président Gerald Ford avant de se consacrer à l'écriture et à diverses activités privées de conseil.

19. Henry Kissinger, *À la Maison-Blanche*, t. 1, Fayard, 1979.

20. Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, *op. cit.*

21. Voir chapitre 6, « Adenauer ou la tentation carolingienne ».

22. Voir chapitre 14, « Mao ou le grand rendez-vous manqué ».

23. Archives de la présidence de la République.

24. *Ibid.*

25. *Le Monde*, 4 mars 1969.

26. Langue que le Général comprenait parfaitement – comme Nixon s'en aperçut lorsque, au détour de leurs conversations, il lui arriva de corriger l'interprète –, mais parlait mal, contrairement à l'allemand.

27. Richard Nixon, *Leaders*, *op. cit.*

28. *Le Monde*, 6 mars 1969.

29. Bien que la France ait réussi sans l'aide américaine – et pour cause ! – à mettre au point sa bombe H, elle manque encore cruellement d'ordinateurs puissants, conformément à l'interdiction faite par l'administration Johnson de lui vendre des calculateurs *made in USA*.

30. Cité par Richard Nixon lui-même dans *Leaders, op. cit.*

31. Charles de Gaulle, *Lettres, notes et carnets, mai 1969-novembre 1970*, Plon, 1988.

13. Franco ou les secrets d'un dictateur

1. Claude Sérillon, *Un déjeuner à Madrid*, Cherche Midi, 2018.

2. Voir chapitre précédent.

3. Richard Nixon, *Leaders, op. cit.*

4. Entre 1936 et 1939, quelque 500 000 Espagnols, fuyant l'ultime offensive des troupes nationalistes, avaient franchi la frontière française pour leur échapper.

5. Ces revendications, mais aussi bien d'autres, visant les possessions britanniques, dont bien entendu Gibraltar, firent l'objet d'un ouvrage dûment estampillé par le régime, paru l'année même de la prise du pouvoir par Franco : *Puntos Cardinales de la politica internacional Española*, de Barcia Trellez (Madrid, Editorial Nacional, 1939). À quoi il convient d'ajouter, trois ans plus tard, *Reivindicaciones de España*, de José Maria Areilza et Fernando Castiella (Madrid, Editorial Nacional, 1942). Voir à ce sujet l'étude de Jean-François Daguzan, « La politique extérieure du franquisme (1944-1976) : une pratique à usage interne », in *Mélanges de la Casa de Velázquez*, t. 24, 1988.

6. José Maria Armero, *La politica exterior de Franco*, Madrid, Planeta, 1978.

7. Caryl Chessman était un violeur en série américain, exécuté en avril 1960, dont le procès avait servi de détonateur à une campagne contre la peine de mort aux États-Unis, en particulier dans les États utilisant la chambre à gaz.

8. Ethel et Julius Rosenberg étaient des communistes américains qui furent exécutés par électrocution en 1953 après avoir été reconnus coupables d'intelligence avec l'Union soviétique, à laquelle ils auraient transmis des secrets nucléaires. Confirmée par des sources soviétiques après la chute du communisme, la culpabilité des Rosenberg n'était pas totalement établie à l'époque, ce qui aurait dû leur épargner la peine de mort au bénéfice du doute. Ce qui explique qu'en 1952, le comité de défense des Rosenberg parvint à mobiliser des millions de partisans dans le monde, y compris des non-communistes, comme en France le gaulliste Maurice Druon.

9. Composée de 18 000 volontaires franquistes – et non de soldats de l'armée régulière, ce qui permit à Franco de ne pas entrer en guerre contre l'Union soviétique –, la division *Azul* (bleue) combattit sur le front de l'Est de juillet 1941 à novembre 1943. Décimée, elle fut dissoute sur ordre du Caudillo, qui, devant la perspective d'une victoire alliée, se désengagea alors progressivement de toute collaboration avec le Reich.

10. Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle, op. cit.*

11. *Ibid.*

12. Robert Belot, *Aux frontières de la liberté, Vichy-Madrid-Alger-Londres. S'évader de France sous l'Occupation*, Fayard, 1998. Voir aussi l'étude de Michel Catala, « L'exil français en Espagne pendant la Seconde Guerre mondiale », in *Matériaux pour l'histoire*

de notre temps, n° 67, 2002. Disponible sur https://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_2002_num_67_1_402393.

13. Parmi lesquels Abel Bonnard, ancien ministre de l'Éducation nationale de Vichy, Louis Darquier de Pellepoix, ex-commissaire aux Questions juives, ou encore l'ancien secrétaire général du gouvernement Laval, Jacques Guérard.

14. Jean-François Dagusan, « La politique extérieure du franquisme (1944-1976) : une pratique à usage interne », in *Mélanges de la Casa de Velázquez*, t. 24, 1988. Disponible sur https://www.persee.fr/doc/casa_0076-230x_1988_num_24_1_2517.

15. Cette rencontre eut lieu en présence de l'ancien Premier ministre, Michel Debré, au siège des éditions Fayard, à l'occasion de la publication du livre de Gilles Perrault, *Les Secrets du jour J*. Voir à ce sujet Éric Branca, *L'Ami américain. Washington contre de Gaulle...*, *op. cit.*

16. Voir chapitre 11, « Nasser, le disciple du Nil ».

17. *Le Monde libertaire*, n° 1719, 17 octobre 2013.

18. Charles de Gaulle, *Lettres, notes et carnets, mai 1969-novembre 1970*, *op. cit.*

19. De juillet à septembre 1936, le général Moscardo, qui avait été l'un des premiers soutiens de Franco lorsqu'il avait débarqué, depuis le Maroc, pour marcher sur Madrid et renverser la république, proclamée cinq ans plus tôt. Ce ralliement au coup d'État lui valut d'être assiégé dans l'alcazar de Tolède par les troupes régulières, très supérieures en nombre, mais infiniment moins organisées. Il put ainsi résister jusqu'à ce que les putschistes parviennent à le dégager. Son exploit fit de lui un héros et de l'alcazar un haut lieu de l'Espagne franquiste.

20. Michel Debré, *Mémoires*, t. IV, *Gouverner autrement, 1962-1970*, Albin Michel, 1993.

21. Avant d'être certain de se présenter à l'élection présidentielle de 1965, le Général avait demandé au comte de Paris de se préparer « au cas où »... Mais ce dernier fut bien le seul à prendre cet encouragement comme la promesse d'une restauration de la monarchie héréditaire qu'aucun élément tangible ne vient étayer. Le plus probable est que, dans l'esprit du fondateur de la V^e République, l'accession à l'Élysée de l'héritier des « cent rois qui firent la France » eût renforcé le lien entre les Français et leur président, désormais élu au suffrage universel direct. Mais il fallait pour cela que l'impétrant fît ses preuves en s'engageant en politique. Ce dont il se dispensa, se contentant de critiquer les ministres du Général et de distribuer bons et mauvais points au fil de son bulletin de liaison hebdomadaire. Le 17 juin 1963, Alain Peyrefitte fut donc mandaté par de Gaulle pour expliquer au prétendant au trône de France que le Général ne soutiendrait finalement pas sa candidature. À l'essayiste Philippe de Saint Robert qui lui demandera, quatre ans plus tard, s'il voyait encore un avenir au prince, de Gaulle répondra : « S'il était venu avec moi en 1940, il aurait été la France ! » Et d'ajouter : « Quant à la monarchie, nous l'avons déjà rétablie. Simplement, elle est désormais élective, et non plus héréditaire ! »

14. Mao ou le grand rendez-vous manqué

1. Voir chapitre 12, « Nixon, un gaulliste à la Maison-Blanche ».
2. Jean Mauriac, « Si de Gaulle était vivant, il serait actuellement en Chine », *Le Monde*, 17 juin 1971.
3. Nom donné à la période de deux ans (1958-1960) durant laquelle le régime poussa au maximum l'industrialisation et la collectivisation des terres et qui se solda par un échec économique complet, assorti d'une famine comme la Chine n'en avait plus connu depuis l'arrivée de Mao au pouvoir, en 1949. Aujourd'hui encore, aucune archive de l'époque n'est accessible, ce qui empêche les historiens d'évaluer correctement le bilan humain du « Grand Bond en avant ». L'évaluation des morts qu'il provoqua oscille en 16 millions (sources chinoises officielles) et 56 millions (sur une population de 650 millions d'habitants en 1960), selon l'historien chinois Yu Xiguang.
4. Mao restant cependant président du Parti communiste chinois et continuant d'exercer le pouvoir de fait.
5. La fourchette varie entre 3 et 5 millions de victimes de la violence des Gardes rouges.
6. Alors orthographié Chou En-lai.
7. Étienne Manac'h, *Mémoires d'extrême-Asie*, Fayard, 1977.
8. « Si de Gaulle était vivant... », art. cité.
9. Jean Mauriac, *Mort du général de Gaulle*, Grasset, 1971.
10. Née d'un père chinois et d'une mère belge, Han Suyin (1917-2012), pédiatre de formation, vécut les vingt premières années de sa vie dans la Chine de *La Condition humaine* décrite par Malraux, écrasée de misère, humiliée par les puissances occidentales, martyrisée par l'invasion japonaise, puis déchirée par la guerre civile entre nationalistes et communistes, toutes choses nourrissant la trame de la plupart de ses romans, auxquelles s'ajoute le racisme dont étaient victimes, comme elle, les enfants de « sang-mêlés ». Le plus célèbre, rédigé directement en anglais, *A Many-Splendoured Thing* (*Multiple splendeur* en français), paru aux États-Unis et en Grande-Bretagne en 1952, sera porté à l'écran en 1955 par Henry King sous le titre *Love is a Many-Splendoured Thing* (en français *La Colline de l'adieu*) et remportera trois Oscars à Hollywood. Devenue riche et célèbre, Han Suyin n'en deviendra pas moins l'un des plus actifs agents de propagande du régime de Pékin, lequel utilisera la force de conviction et le brio de sa personnalité polyglotte pour compenser sa relégation diplomatique. À ce titre, elle était considérée par le Parti communiste chinois comme une « personnalité démocratique associée » (l'équivalent, dans le jargon maoïste, des « compagnons de route » dans celui des communistes soviétiques ou français).
11. Dit Pinay-Rueff, Antoine Pinay, alors ministre des Finances, ayant endossé la plupart de ses recommandations.
12. Ministre des Affaires étrangères sans interruption de 1958 à 1968, Maurice Couve de Murville était, avec Michel Debré, le collaborateur préféré du Général. De Debré, de Gaulle avait dit, en 1963, à Alain Peyrefitte : « Qui sait s'il ne sera pas, demain, la meilleure chance de la France » (Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, op. cit.). Et de Couve :

« Il faut remonter loin, très loin dans le cours de l'histoire de France pour trouver un homme de sa valeur... Et peut-être même ne le trouverait-on pas » (Jean Mauriac, *Mort du général de Gaulle*, *op. cit.*).

13. *Ibid.*

14. Après l'annexion du Tibet en 1951, la Chine n'a cessé de repousser sa frontière sud-ouest au détriment de l'Inde. Soutenue par les Soviétiques, celle-ci tenta, en 1962, de récupérer les territoires perdus, mais l'armée chinoise bat l'armée indienne qui se retire. Aujourd'hui encore, cette frontière est l'objet de vives tensions entre Pékin et New Delhi.

15. L'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est, dite aussi pacte de Manille, dont font partie les États non communistes de la région, sous la direction théorique des États-Unis et de la France, mais au sein de laquelle cette dernière sera réduite au rang d'observatrice.

16. Edgar Faure, *Le Serpent et la Tortue*, Julliard, 1957.

17. *Ibid.*

18. Et qui a voté « non », en 1962, au référendum sur l'élection du président de la République au suffrage universel !

19. Il signera en 1965 chez Calmann-Lévy *Les Carnets secrets de la décolonisation*.

20. Georges Chaffard, « En décidant de reconnaître la Chine populaire, le général de Gaulle a pensé à l'ensemble du tiers-monde », *Le Monde diplomatique*, février 1964.

21. Voir chapitre 12, « Nixon, un gaulliste à la Maison-Blanche ».

22. Entretien d'André Malraux avec Philippe Labro, *Le Journal du Dimanche*, 20 février 1972.

23. Jean Mauriac, *L'Après-de Gaulle, notes confidentielles, 1969-1989*, Fayard, 2006.

24. Richard Nixon, *Mémoires*, Fayard, 1978.

25. Antoine Coppolani, *Nixon, op. cit.*

26. Jean Mauriac, *L'Après-de Gaulle, op. cit.*

27. Libérée en 1945 des Japonais qui l'occupaient depuis 1910, la Corée fut divisée en deux États : l'un, au nord du 38^e parallèle, sous influence soviétique, l'autre, au sud, « protégé » par les Américains. En juin 1950, l'armée du Nord, équipée par l'URSS, attaqua le Sud, qui céda du terrain. En septembre, une contre-offensive commandée par le général McArthur, sous l'égide de l'ONU, parvint à la repousser au-delà de ses bases de départ, non loin de la frontière chinoise. C'est alors que Staline poussa Mao à intervenir directement. Ce que fit ce dernier, en envoyant 1,8 million de Chinois sur le front. Lesquels repoussèrent les Américains jusqu'à Séoul, la capitale du Sud. En 1951, McArthur reprit Séoul et, au terme de deux années de guerre de positions, la disparition de Staline (mars 1953) poussa chaque camp à négocier. Premier conflit de la guerre froide, l'affrontement en Corée se solda par un armistice qui vit chacun se replier de part et d'autre du 38^e parallèle et le *statu quo* se reconstituer. Bilan : 800 000 morts chez les Coréens des deux camps, 57 000 parmi les troupes de l'ONU (à 80 % américaines)... Et 1 million parmi les troupes chinoises.

28. Edgar Snow, *Étoile rouge sur la Chine*, Stock, 1965.

29. Voir chapitre 12, « Nixon, un gaulliste à la Maison-Blanche ».

- [30.](#) *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1968.
- [31.](#) Fondé par lui en 1962.
- [32.](#) *Spectacle du monde*, n° 175, octobre 1976.
- [33.](#) Henry Kissinger, *De la Chine*, Fayard, 2012.
- [34.](#) Élu une première fois président des États-Unis en novembre 1968, Nixon a été réélu en novembre 1971.
- [35.](#) Edward Heath (1916-2005) fut Premier ministre (conservateur) du Royaume-Uni de 1970 à 1974.

Index

- Abetz, Otto : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).
Adenauer, Konrad : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#),
[23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#).
Aflak, Michel : [1](#), [2](#), [3](#).
Aglion, Raoul : [1](#).
Ailleret, Charles : [1](#).
Alexandre de Macédoine : [1](#), [2](#).
Alexandre I^{er} (tsar) : [1](#).
Al-Husseini, Mohammed Amin : [1](#).
Ali, Rachid : [1](#).
Alphand, Hervé : [1](#), [2](#).
Amouroux, Henri : [1](#), [2](#).
Aragon, Louis : [1](#).
Argenlieu, Thierry d' : [1](#), [2](#).
Argoud, Antoine : [1](#).
Aristote : [1](#).
Armero, José Maria : [1](#).
Aron, Raymond : [1](#).
Ashworth Barraclough, John : [1](#).
Attlee, Clement : [1](#), [2](#).
Auphan, Gabriel : [1](#).
Auriol, Vincent : [1](#), [2](#).
Auvity, François-Louis : [1](#).
- Baldwin, Stanley : [1](#).
Balfour, Arthur : [1](#).
Barangé, Charles : [1](#).
Bardy, Gérard : [1](#).
Batista, Fulgencio : [1](#), [2](#).
Bech, Joseph : [1](#).
Beck, Józef : [1](#).

Bedell Smith, Walter : [1](#), [2](#).
Begin, Menahem : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#).
Belot, Robert : [1](#).
Ben Bella, Ahmed : [1](#).
Ben Gourion, David : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#),
[22](#), [23](#), [24](#).
Beria, Lavrenti : [1](#).
Bernanos, Georges : [1](#).
Bidault, Georges : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#).
Bismarck, Otton von : [1](#), [2](#).
Blanc, Pierre-Louis : [1](#).
Blumentritt, Günther : [1](#).
Blum, Léon : [1](#), [2](#), [3](#).
Blunt, Anthony : [1](#).
Bogomolov, Alexandre : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#).
Bohlen, Charles : [1](#).
Boissieu, Alain de : [1](#), [2](#).
Boulganine, Nicolaï : [1](#).
Bourbon, Juan Carlos de : [1](#).
Bourgès-Maunoury, Maurice : [1](#).
Bourgine, Raymond : [1](#).
Bourguiba, Habib : [1](#).
Bradley, Omar : [1](#).
Brejnev, Leonid : [1](#), [2](#).
Brenner, Yossef Haïm : [1](#).
Brentano, Heinrich von : [1](#).
Briand, Aristide : [1](#).
Brou, Marie-Thérèse : [1](#).
Bruckberger (révérend-père) : [1](#).
Bugeaud, Thomas Robert : [1](#).
Buisson, Jean-Christophe : [1](#), [2](#).
Burgess, Guy : [1](#).
Burin des Roziers, Étienne : [1](#).

Cairncross, John : [1](#).
Capet, Antoine : [1](#).
Capet, Hugues : [1](#).
Capitant, René : [1](#).
Caracalla : [1](#).
Carnot, Sadi : [1](#).
Carter, Howard : [1](#).
Cartier, Raymond : [1](#), [2](#).
Cassin, René : [1](#).

Castiella, Fernando Maria : [1](#), [2](#).
Castro, Fidel : [1](#), [2](#).
Catroux, Georges : [1](#), [2](#), [3](#).
Cayla, Léon : [1](#).
César, Jules : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#).
Chaffard, Georges : [1](#), [2](#), [3](#).
Challe, Maurice : [1](#), [2](#), [3](#).
Chamberlain, Neville : [1](#), [2](#).
Chambrun, René de : [1](#), [2](#).
Charles le Chauve : [1](#).
Charles Quint : [1](#), [2](#), [3](#).
Charlotte de Luxembourg (grande-duchesse) : [1](#).
Chautemps, Camille : [1](#).
Churchill, Clementine : [1](#).
Churchill, Winston : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#),
[23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#), [36](#), [37](#), [38](#), [39](#), [40](#), [41](#), [42](#), [43](#), [44](#), [45](#),
[46](#), [47](#), [48](#), [49](#), [50](#), [51](#), [52](#), [53](#), [54](#), [55](#), [56](#), [57](#), [58](#), [59](#), [60](#), [61](#), [62](#), [63](#), [64](#), [65](#), [66](#), [67](#), [68](#).
Clarke, Mark : [1](#), [2](#).
Clausewitz, Carl : [1](#), [2](#).
Clauzel, Bertrand : [1](#).
Clemenceau, Georges : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).
Clovis : [1](#), [2](#), [3](#).
Cohen, Albert : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#).
Cohn-Bendit, Daniel : [1](#).
Connally, John : [1](#).
Corbie, Marie-Thérèse de : [1](#).
Corbin, Charles : [1](#), [2](#), [3](#).
Cordier, Daniel : [1](#).
Coty, René : [1](#).
Coulet, François : [1](#), [2](#).
Couve de Murville, Maurice : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#).
Croizat, Ambroise : [1](#).
Cunningham, Andrew : [1](#).
Curie, Ève : [1](#).
Curie, Pierre et Marie : [1](#).

Daladier, Édouard : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).
Dalmas, Louis : [1](#).
Dargent, Raphaël : [1](#).
Darlan, François : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#).
Dayan, Moshe : [1](#), [2](#), [3](#).
Debré, Michel : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#).
Dejean, Maurice : [1](#), [2](#), [3](#).

Delpla, François : [1](#).
Dentz, Henri : [1](#).
Desroches Noblecourt, Christiane : [1](#).
De Valera, Eamon : [1](#).
Devers, Jacob : [1](#), [2](#).
Dillon, Douglas : [1](#).
Djilas, Milovan : [1](#).
Du Bois de La Villerabel : [1](#).
Dulles, Allen : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#).
Dulles, John Foster : [1](#).
Durand, Bernard : [1](#).
Duroselle, Jean-Baptiste : [1](#).
Dutoit : [1](#).

Éboué, Félix : [1](#).
Eden, Anthony : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).
Ehrenbourg, Ilya : [1](#).
Eisenhower, Dwight D. : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#),
[21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#).
Élisabeth II : [1](#).
El-Sadate, Anouar : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).
Enfière : [1](#), [2](#).
Erhard, Ludwig : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#).
Eshkol, Levi : [1](#).
Etchegaray (cardinal) : [1](#).

Feder, Gottfried : [1](#).
Feltin (archevêque) : [1](#), [2](#), [3](#).
Ferry, Jules : [1](#).
Fink, Victor : [1](#).
Foccart, Jacques : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#).
Fontaine, André : [1](#).
Foster Dulles, John : [1](#).
Fouchet, Christian : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).
Franchet d'Esperey, Louis : [1](#).
Franco, Francisco : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#).
François I^{er} : [1](#), [2](#), [3](#).

Gambetta, Léon : [1](#).
Garreau, Roger : [1](#), [2](#), [3](#).
Garrison, Jim : [1](#).
Gaulle, Philippe de : [1](#).
Gaulle, Yvonne de : [1](#), [2](#).

Gengis Khan : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).
George, François : [1](#), [2](#).
George VI : [1](#).
Gerlier (cardinal) : [1](#), [2](#).
Gibbon, Edward : [1](#).
Giraud, Henri : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#).
Giscard d'Estaing, Valéry : [1](#), [2](#).
Goerdeler, Carl-Friedrich : [1](#).
Gould, Jay : [1](#).
Guderian, Heinz : [1](#).
Gué, Sébastien : [1](#), [2](#).
Guillaumat, Pierre : [1](#), [2](#), [3](#).
Guillaume II : [1](#), [2](#).
Guingouin, Georges : [1](#).

Haïlé Sélassié : [1](#).
Halifax, Edward (lord) : [1](#), [2](#).
Henriot, Philippe : [1](#).
Henry-Haye, Gaston : [1](#), [2](#), [3](#).
Herriot, Édouard : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#).
Herzl, Théodore : [1](#).
Himmler, Heinrich : [1](#), [2](#).
Hincmar (archevêque) : [1](#).
Hitler, Adolf : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#),
[24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#), [36](#), [37](#), [38](#), [39](#), [40](#), [41](#), [42](#), [43](#), [44](#), [45](#), [46](#),
[47](#), [48](#), [49](#), [50](#), [51](#), [52](#), [53](#), [54](#), [55](#), [56](#).
Hobbes, Thomas : [1](#).
Hopkins, Harry : [1](#), [2](#).
Houphouët-Boigny, Félix : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#).
Hull, Cordell : [1](#), [2](#).
Huntziger, Charles : [1](#).

Ismay (lord) : [1](#).
Ivan le Terrible : [1](#).

Jabotinsky, Vladimir : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).
Jauvert, Vincent : [1](#), [2](#).
Jeanne d'Arc : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).
Jeanneney, Jules : [1](#), [2](#).
Jean XXIII : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).
Johnson, Lyndon : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#).
Joukov, Gueorgui : [1](#).
Journiac, René : [1](#).

Joxe, Louis : [1](#).

Juin, Alphonse : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).

Kaganovitch, Lazare : [1](#).

Kamil, Mustafa : [1](#).

Kemal Atatürk, Mustafa : [1](#).

Kennedy, Jacqueline : [1](#).

Kennedy, John Fitzgerald : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#),
[21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#).

Kennedy, Robert : [1](#).

Kent, Sherman : [1](#).

Kersaudy, François : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).

Khrouchtchev, Nikita : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#).

Kiesinger, Kurt Georg : [1](#), [2](#).

Kimball, Warren : [1](#).

Kirby, Louis : [1](#).

Kissinger, Henry : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#).

Klugmann, James : [1](#).

Kolb, Louis-Philippe : [1](#).

Korda, Alexandre : [1](#).

Kouznetzov, Nikolaï Guerassimovitch : [1](#).

La Fayette, Gilbert du Motier de : [1](#).

Laloy, Jean : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#).

Lao Tse : [1](#).

Laski, Harold : [1](#).

Lattre de Tassigny, Jean de : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).

Laval, Pierre : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#).

Leahy, William : [1](#), [2](#).

Lebrun, Albert : [1](#), [2](#).

Leclerc de Hauteclocque, Philippe : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#).

Léger, Alexis, dit Saint-John Perse : [1](#).

Lemnitzer, Lyman : [1](#).

Lercaro (archevêque) : [1](#).

Lipkowski, Jean de : [1](#), [2](#).

Lothaire : [1](#).

Louis le Germanique : [1](#).

Louis XI : [1](#).

Louis XIV : [1](#), [2](#).

Louis XVI : [1](#).

Lübke, Heinrich : [1](#).

Ludwig, Emil : [1](#).

Lumumba, Patrice : [1](#).

Luns, Joseph : [1](#).

Lyautey, Hubert : [1](#).

Lyon, Cecil : [1](#), [2](#).

MacArthur, Douglas : [1](#), [2](#).

MacLean, Donald : [1](#).

Macmillan, Harold : [1](#), [2](#), [3](#).

Maillard, Pierre : [1](#).

Maillot, Jeanne : [1](#).

Malraux, André : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#).

Manac'h, Étienne : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#).

Mao Tsé-toung (Mao Zedong) : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#).

Margerie, Roland de : [1](#), [2](#), [3](#).

Marie, André : [1](#).

Marshall, George : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).

Marty, André : [1](#).

Marx, Karl : [1](#).

Massigli, René : [1](#).

Maudling, Richard : [1](#).

Mauriac, François : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#).

Mauriac, Jean : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#).

Mauricheau-Beaupré, Jean : [1](#).

Murras, Charles : [1](#), [2](#), [3](#).

Mba, Léon : [1](#).

McCormick, Anne : [1](#).

Mihailović, Draža : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#).

Mikołajczyk, Stanislaw : [1](#).

Mikoyan, Anastase : [1](#).

Mirabeau, Honoré Gabriel Riqueti de : [1](#).

Mittelhauser, Eugène : [1](#).

Mitterrand, François : [1](#), [2](#), [3](#).

Moch, Jules : [1](#).

Moisset, Jean-Pierre : [1](#).

Mollet, Guy : [1](#), [2](#).

Molotov, Viatcheslav : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#).

Monnet, Jean : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#).

Montgomery, Bernard : [1](#).

Morton, Desmond : [1](#).

Moulin, Jean : [1](#), [2](#).

Muñoz Grandes, Agustin : [1](#).

Murphy, Audie : [1](#), [2](#).

Murphy, Robert : [1](#), [2](#).

Mussolini, Benito : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#).

Nachin, Lucien : [1](#), [2](#).

Naguib, Mohamed : [1](#), [2](#).

Napoléon Bonaparte : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#).

Nasser, Gamal Abdel : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#).

Nasser, Hoda : [1](#).

Nedić, Milan : [1](#), [2](#).

Nevski, Alexandre : [1](#).

Nicolas, grand-duc : [1](#), [2](#).

Nikezitch, Marko : [1](#).

Nitze, Paul : [1](#).

Nixon, Richard : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#), [36](#), [37](#), [38](#), [39](#).

Nkrumah, Kwame : [1](#), [2](#).

Noguès, Charles : [1](#), [2](#).

Norstad, Lauris : [1](#).

Novikov, Alexandre : [1](#).

Ohlendorf, Otto : [1](#).

Okacha, Sarwat : [1](#).

Orléans, Henri d' : [1](#).

Ormesson, Wladimir d' : [1](#).

Ortoli, Paul : [1](#).

Oswald, Lee Harvey : [1](#).

Ottaviani (cardinal) : [1](#).

Outrey, Amédée : [1](#).

Pahlavi, Mohammad Reza : [1](#).

Passy (André Dewavrin, dit colonel Passy) : [1](#).

Patton, George : [1](#), [2](#).

Paul de Yougoslavie (régent) : [1](#).

Peak, Charles : [1](#).

Peres, Shimon : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#).

Pershing, John : [1](#), [2](#).

Pétain, Philippe : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#).

Petit, Ernest : [1](#).

Peyrefitte, Alain : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#).

Peyrouton, Marcel : [1](#).

Pflimlin, Pierre : [1](#), [2](#).

Philby, Kim : [1](#).

Philippe Auguste : [1](#), [2](#), [3](#).
Philippe le Bel : [1](#).
Pierre II : [1](#), [2](#), [3](#).
Piétri, François : [1](#).
Pie XII : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#).
Pinos, Daniel : [1](#).
Pizzardo (cardinal) : [1](#).
Pleven, René : [1](#).
Plutarque : [1](#).
Podgorny, Nicolaï : [1](#).
Podzerov : [1](#).
Pognon, Edmond : [1](#), [2](#).
Poher, Alain : [1](#).
Pompidou, Georges : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#).
Ponchardier, Dominique : [1](#), [2](#).
Pötsch, Leopold : [1](#).

Qin Shi Huang : [1](#).
Queuille, Henri : [1](#), [2](#).

Radini-Tedeschi (évêque) : [1](#), [2](#).
Ramadan, Saïd : [1](#).
Ramadier, Paul : [1](#).
Rémy (colonel) : [1](#).
Reynaud, Paul : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#).
Richelieu (cardinal) : [1](#), [2](#), [3](#).
Robert, Maurice : [1](#).
Rockefeller, John D. : [1](#), [2](#).
Rockefeller, Nelson : [1](#).
Rogers, William : [1](#).
Rollin, Louis : [1](#).
Rommel, Erwin : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).
Roncalli, Angelo : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#).
Roosevelt, Curt : [1](#).
Roosevelt, Eleanore : [1](#).
Roosevelt, Franklin Delano : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#),
[20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#), [36](#), [37](#), [38](#), [39](#), [40](#), [41](#), [42](#),
[43](#), [44](#), [45](#), [46](#), [47](#), [48](#), [49](#), [50](#), [51](#), [52](#), [53](#), [54](#), [55](#), [56](#), [57](#), [58](#).
Roosevelt, Théodore : [1](#).
Rosenberg, Ethel et Julius : [1](#).
Rouilleau, Éric : [1](#).
Roux, Dominique de : [1](#).
Rueff, Jacques : [1](#), [2](#), [3](#).

Ruffini (cardinal) : [1](#), [2](#).

Rusk, Dean : [1](#), [2](#).

Saint-John Perse : voir Léger, Alexis.

Saint-Just, Louis Antoine de : [1](#).

Saint Louis : [1](#).

Sarraut, Albert : [1](#).

Schoenbrun, David : [1](#).

Schumann, Maurice : [1](#), [2](#).

Schuman, Robert : [1](#), [2](#), [3](#).

Scranton, William : [1](#).

Sédar Senghor, Léopold : [1](#), [2](#).

Shoumatoff, Elizabeth : [1](#).

Simon, John : [1](#).

Spaak, Paul-Henri : [1](#).

Spears, Edward Louis : [1](#).

Speer, Albert : [1](#).

Staline, Joseph : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#),
[24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#), [36](#), [37](#), [38](#), [39](#), [40](#).

Strauss, Franz-Joseph : [1](#).

Suhard (archevêque) : [1](#), [2](#), [3](#).

Sulzberger, Cyrus : [1](#).

Tacite : [1](#).

Tappouni (cardinal) : [1](#), [2](#).

Taylor, Maxwell : [1](#), [2](#).

Tchang Kai-chek : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).

Thorez, Maurice : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#).

Tillon, Charles : [1](#), [2](#).

Tisserant (cardinal) : [1](#).

Tito, Josip Broz : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#).

Toukhatchevski, Mikhaïl : [1](#).

Tournoux, Jean-Raymond : [1](#), [2](#), [3](#).

Triboulet, Raymond : [1](#).

Tricot, Bernard : [1](#).

Truman, Harry S. : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#).

Tschombé, Maurice : [1](#).

Valeri, Valerio : [1](#).

Vega, Camilo Alonso : [1](#).

Vercingétorix : [1](#), [2](#).

Viénot, Pierre : [1](#).

Villon, Pierre : [1](#).

Vorochilov, Kliment : [1](#).

Voronov, Nikolai : [1](#).

Wajmann, Patrick : [1](#).

Weil, Simone : [1](#).

Weygand, Maxime : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#).

Yakovlev, Alexander : [1](#).

Zaghloul, Saad : [1](#).

Zhou Enlai : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).

Zhu Yuanzhang : [1](#).

Suivez toute l'actualité des Éditions Perrin sur
www.editions-perrin.fr

PERRIN

Nous suivre sur

